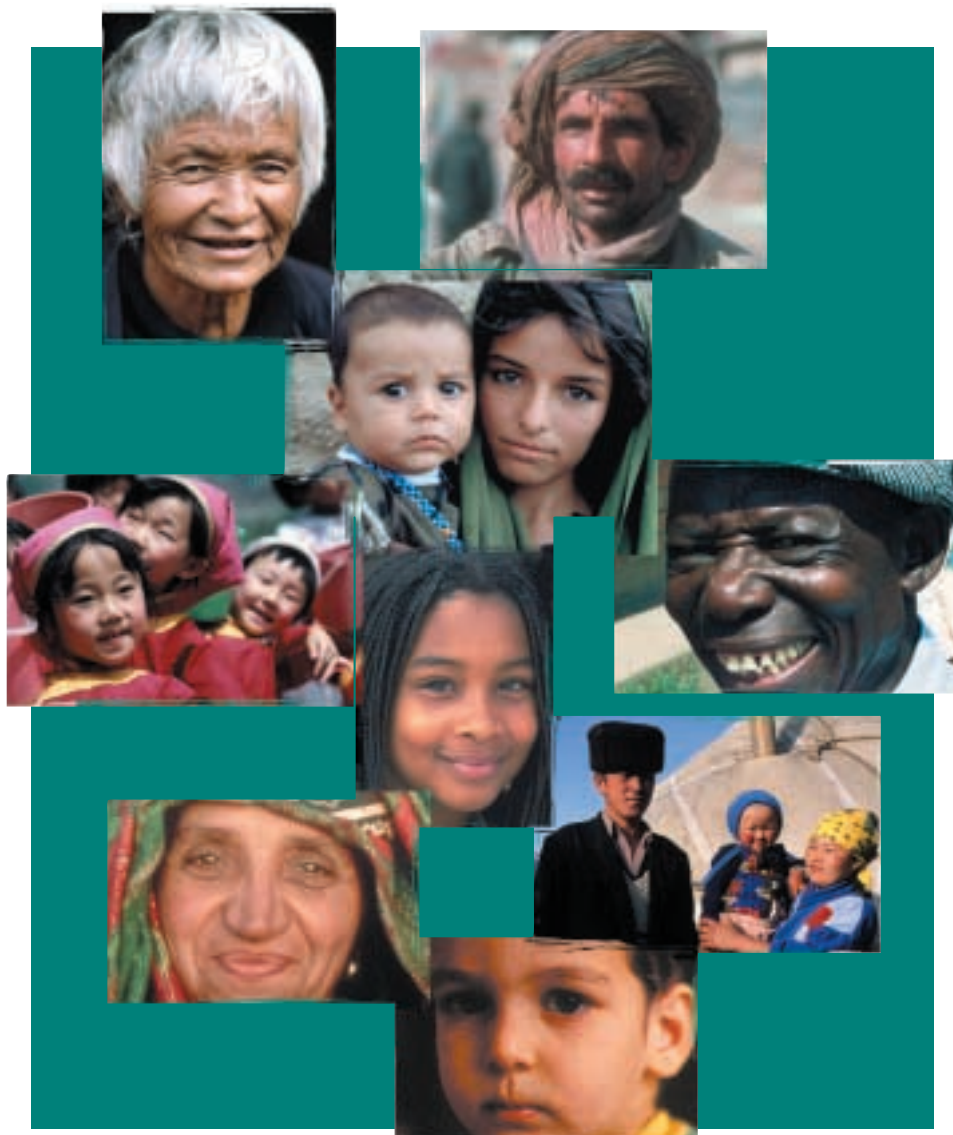


APPEL ANNUEL

APERÇU GÉNÉRAL DES ACTIVITÉS ET DES BESOINS FINANCIERS

2003



HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES
AUX DROITS DE L'HOMME

DROITS DE L'HOMME

DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L HOMME

Préambule

Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme,

Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression,

Considérant qu'il est essentiel d'encourager le développement de relations amicales entre nations,

Considérant que dans la Charte les peuples des Nations Unies ont proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, et qu'ils se sont déclarés résolus à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

Considérant que les Etats Membres se sont engagés à assurer, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Considérant qu'une conception commune de ces droits et libertés est de la plus haute importance pour remplir pleinement cet engagement,

L'Assemblée générale

Proclame la présente Déclaration universelle des droits de l'homme comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives, tant parmi les populations des Etats Membres eux-mêmes que parmi celles des territoires placés sous leur juridiction.

APPEL ANNUEL 2003



A P E R Ç U G É N É R A L D E S A C T I V I T É S
E T D E S B E S O I N S F I N A N C I E R S

Article 1

Tous les êtres humains naissent
libres et égaux en dignité
et en droits.


Ils sont doués de raison et
de conscience et doivent agir
les uns envers les autres
dans un esprit
de fraternité.

TABLE DES MATIÈRES



A P P E L A N N U E L 2 0 0 3

INTRODUCTION DU HAUT-COMMISSAIRE	5	APPUI AUX DROITS DE L'HOMME POUR LE RÉTABLISSEMENT, LE MAINTIEN ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX	
ÉNONCÉ DE MISSION	7	Introduction	83
RÉSUMÉ	8	Burundi	85
LE HAUT-COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME: DONNÉES ESSENTIELLES	11	République démocratique du Congo	89
FINANCEMENT ET BUDGET	13	Colombie	93
FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE POUR LES DROITS DE L'HOMME CRÉÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE		Cambodge	97
Fonds de contributions volontaires pour les victimes de la torture	19	Bosnie-Herzégovine	101
Fonds de contributions volontaires pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage	21	République fédérale de Yougoslavie	103
Fonds de contributions volontaires pour les populations autochtones	23	DÉMOCRATIE, DÉVELOPPEMENT ET DROITS DE L'HOMME	107
Fonds de contributions volontaires pour la Décennie internationale des populations autochtones	25	SOUTIEN AUX ORGANISMES S'OCCUPANT DES DROITS DE L'HOMME	113
SUIVI DE LA CONFÉRENCE MONDIALE CONTRE LE RACISME, LA DISCRIMINATION RACIALE, LA XÉNOPHOBIE ET L'INTOLÉRANCE QUI Y EST ASSOCIÉE	27	RÉPONSE AUX ALLÉGATIONS DE VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME: SOUTIEN AUX PROCÉDURES SPÉCIALES	119
COOPÉRATION TECHNIQUE		ÉGALITÉ DES SEXES, INVALIDITÉ ET VIH/SIDA	
Introduction	31	Introduction	123
Projets mondiaux		Prise en compte de l'égalité des sexes et des droits des femmes	123
<i>Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme (1995-2004)</i>	33	Personnes handicapées	125
<i>Formation aux droits de l'homme pour le personnel de maintien de la paix</i>	35	Personnes touchées par le VIH/SIDA	125
<i>Traite des êtres humains</i>	36	MINORITÉS ET PEUPLES AUTOCHTONES	129
Afrique	39	RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DU HAUT-COMMISSARIAT	
Amérique latine et Caraïbes	47	Introduction	135
Europe, Asie centrale et Caucase	53	Le Cabinet	136
Asie et Pacifique	61	Analyse des politiques et méthodologie	137
Région arabe	69	Relations avec les médias, communications et partenariats avec les ONG	138
APPUI AUX INSTITUTIONS NATIONALES	75	Mobilisation des ressources	139
APPUI À LA COMMISSION VÉRITÉ ET RÉCONCILIATION EN SIERRA LEONE	79	Système central de gestion	142
		Gestion des connaissances en matière de droits de l'homme	145
		Sécurité du personnel	148

Article 6 
Chacun
a le droit à
la reconnaissance
en tous lieux
de sa personnalité
juridique.

INTRODUCTION DU HAUT-COMMISSAIRE



Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme lance son appel de fonds annuel pour 2003 au moment même où tout est mis

en oeuvre pour renforcer l'institution, recentrer son action et préciser ses priorités, rationaliser et réorganiser ses structures, améliorer sa gestion interne et canaliser ses ressources financières vers les secteurs où elles seront le plus utiles, en favorisant le respect et la protection des droits de l'homme sur le terrain. Prenant appui sur les fondements posés par mes deux prédécesseurs, je suis déterminé à mettre en oeuvre une stratégie globale par laquelle je montrerai aux Membres de l'Organisation des Nations Unies que leur contribution au Haut-Commissariat permet très concrètement de promouvoir et de protéger les droits de l'homme.

Nous avons déjà pris des mesures concernant certaines des priorités que j'ai définies pour l'année à venir. Les effectifs du cabinet du Haut-Commissaire ont été réduits et le Haut-Commissaire adjoint s'est vu confier les principaux dossiers sur lesquels j'entends insister. Je suis sur le point de créer un poste qui facilitera l'élaboration d'une ligne politique, l'intégration de nos activités courantes et, dans l'ensemble, une gestion plus rigoureuse du Haut-Commissariat. Ce poste s'attachera autant qu'il le faut à la planification, ainsi qu'à l'augmentation de la capacité d'exécution, surtout sur le terrain. J'ai aussi mis sur pied un service des relations extérieures, chargé d'aider à diffuser le message des droits de l'homme et de nouer de meilleurs contacts avec les "peuples des Nations Unies" et les différentes composantes du mouvement pour les droits de l'homme dont l'action revêt une importance essentielle pour nous et pour la cause que nous défendons.

Dans les discussions que nous avons avec nos partenaires du système des Nations Unies, les États parties, les organes conventionnels, les personnes ou organes détenteurs d'un mandat au titre des procédures spéciales, et aussi avec d'autres partenaires de l'action pour les droits de l'homme, nous avons commencé à travailler à la réalisation de trois des quatre objectifs définis dans le rapport du Secrétaire général *Renforcer l'ONU*, à savoir la coopération pour augmenter la capacité nationale des États à défendre les droits de l'homme, l'amélioration de l'application des conventions internationales relatives aux droits de l'homme et le perfectionnement des procédures spéciales.

S'agissant du quatrième objectif, la rationalisation de la gestion, j'ai accepté toute une série de recommandations avancées par le Bureau des services de contrôle interne et nous appliquons déjà la plupart d'entre elles. Par ailleurs, l'ensemble du personnel basé à Genève sera pris en charge par un système personnel-administration identique géré selon les mêmes règles et règlements des Nations Unies. Grâce à cela, toutes les personnes au service du Haut-Commissariat pourront jouir d'une sécurité et d'une perspective de carrière raisonnables au sein du Haut-Commissariat, sous réserve de leur engagement personnel et de leur comportement professionnel.

Comme je suis résolu à faire en sorte que la coopération technique favorise la mise en oeuvre des instruments relatifs aux droits de l'homme, j'ai demandé à un expert en développement de haut niveau de rédiger une étude spéciale sur les buts à se donner dans les domaines de la coopération technique, la présence sur le terrain et les activités régionales. J'ai aussi lancé une évaluation approfondie de nos activités de coopération technique.

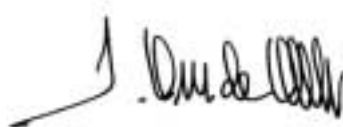
Je m'apprête à demander l'appui du Secrétaire général et le soutien des États Membres pour qu'une proportion plus grande du budget ordinaire de l'ONU soit affectée aux droits de l'homme. Notre but devrait être d'atteindre un meilleur équilibre dans notre financement entre les ressources issues du budget ordinaire du Secrétariat et celles qui proviennent de contributions volontaires. Je suis toutefois bien conscient qu'il s'écoulera encore un certain temps avant que nous parvenions à la parité.

Pendant que nous restructurons et réformons le Haut-Commissariat, nous ne devons jamais perdre de vue ceux qui attendent notre protection. Nous devons toujours avoir pour priorité de lutter contre le racisme et la discrimination raciale, de promouvoir les droits des femmes, des peuples autochtones et des plus défavorisés – y compris des personnes handicapées – de faire progresser la protection des populations civiles dans les conflits armés, de protéger les personnes déplacées et de lutter contre la traite des êtres humains. Les ressources que nous mobilisons doivent servir à rendre justice aux victimes de la pauvreté, de l'oppression, de la discrimination, du non-respect du droit et du despotisme.

Ces deux dernières années, le Haut-Commissariat a amélioré sa capacité d'exécution. Nous agissons et nous dépensons davantage; nous n'avons plus de fonds en excédent à reporter. En conséquence, il y a désormais un très grand écart entre notre capacité d'action et ce que nos finances nous permettent de réaliser. Pour poursuivre nos activités à leur rythme actuel, nous avons besoin d'une rallonge de 10 à 15 millions de dollars É.-U. par an. Nous vous demandons 62,5 millions de dollars pour 2003, dont 4,2 millions pour soutenir la Commission vérité et réconciliation en Sierra Leone – tâche supplémentaire qui

a toute ma faveur. Les besoins pour les autres activités n'ont guère changé par rapport aux deux dernières années.

Je ne ménagerai aucun effort pour que vos contributions soient utilisées efficacement. Mes collègues et moi-même aurons pour mot d'ordre de démontrer que chaque somme dépensée aura participé concrètement à notre action en faveur de la protection et de la promotion des droits de l'homme.



Sergio Vieira de Mello

Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

ÉNONCÉ DE MISSION



Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a pour mission de protéger et de promouvoir les droits fondamentaux de tous.

Le Haut-Commissariat est guidé dans ses travaux par la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les instruments relatifs aux droits de l'homme adoptés par la suite, et par la Déclaration et le Programme d'action de Vienne (1993). La promotion de la ratification et de l'application par tous les États des instruments relatifs aux droits de l'homme est l'une de ses priorités.

Le Haut-Commissariat veille à l'application pratique des normes internationalement reconnues en matière de droits de l'homme. Il s'attache à renforcer le programme de l'Organisation des Nations Unies relatif aux droits de l'homme et à fournir le meilleur appui possible aux organes chargés de surveiller l'application des instruments et aux mécanismes spéciaux mis en place par la Commission des droits de l'homme.

C'est avant tout au Haut-Commissaire aux droits de l'homme qu'incombe la responsabilité des activités de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme. Le Haut-Commissariat s'emploie à collaborer avec les autres organes et organismes des Nations Unies pour intégrer les normes relatives aux droits de l'homme dans l'ensemble des activités de l'Organisation.

Le Haut-Commissariat fonde toute son action sur les principes d'universalité, d'indivisibilité, d'interdépendance et d'indissociabilité des droits de l'homme. Il faut accorder la même importance à tous les droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux, les promouvoir et les protéger sans aucune discrimination. Femmes et hommes doivent pouvoir exercer tous ces droits dans des conditions d'égalité.

Le Haut-Commissariat est résolu à promouvoir la réalisation du droit au développement et à confirmer une conception du développement fondée sur le respect des droits fondamentaux.

Le Haut-Commissariat coopère avec les gouvernements pour toutes les questions relatives aux droits de l'homme afin de renforcer les capacités nationales dans ce domaine et de mieux faire respecter les droits fondamentaux; il fournit aux États qui en font la demande des services consultatifs et une assistance technique et il encourage les gouvernements à continuer de créer des institutions nationales efficaces et de définir des procédures aux fins de la protection des droits de l'homme.

Le Haut-Commissariat a ouvert un certain nombre de bureaux extérieurs afin de garantir que les normes internationales en matière de droits de l'homme soient progressivement appliquées et respectées dans les pays, tant dans la législation que dans la pratique, ce qui suppose la création d'institutions et de capacités nationales en matière de droits de l'homme, ou le renforcement des institutions existantes, la mise en œuvre des recommandations des organes conventionnels et des mécanismes de la Commission des droits de l'homme, et l'instauration d'une culture des droits de l'homme.

Pour que l'action du Haut-Commissariat sur le terrain porte ses fruits, il importe de donner de plus en plus aux gouvernements, aux institutions nationales, aux organisations non gouvernementales et aux équipes de pays des Nations Unies les moyens d'entreprendre de leur propre chef des activités relatives aux droits de l'homme, dans le cadre de stratégies régionales ou sous-régionales.

Le Haut-Commissariat s'attache à éliminer les obstacles à la pleine réalisation de tous les droits fondamentaux et à empêcher que ne se produisent ou ne se reproduisent des violations de droits fondamentaux partout dans le monde. Pour ce faire, il collabore étroitement avec les gouvernements, les organismes des Nations Unies, les organisations régionales, les organisations non gouvernementales et internationales et la société civile.

RÉSUMÉ



Cet Appel donne un aperçu des activités prévues pour 2003 et du financement nécessaire pour les mener à bien. Des crédits d'un montant de 23,6 millions de dollars É.-U. ont été ouverts au titre du budget ordinaire de l'ONU pour 2003; le Haut-Commissariat a en outre besoin de contributions volontaires d'un montant de 62,5 millions de dollars.

Les quatre fonds d'affectation spéciale pour les droits de l'homme viennent en aide aux victimes de la torture, soutiennent les travaux menés sur les formes contemporaines d'esclavage, permettent aux représentants de populations autochtones de participer aux sessions du Groupe de travail sur les populations autochtones et de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, et financent des activités liées à la Décennie internationale des populations autochtones. Le montant des ressources nécessaires à l'octroi de subventions au titre de ces quatre secteurs d'activités est évalué à 11 millions de dollars É.-U.

Le groupe de la lutte contre la discrimination du HCDH a vu le jour dans le sillage du Programme d'action de Durban: il accompagne différentes activités de lutte contre le racisme et la discrimination et donne des indications sur les modalités d'application du Programme de Durban; il a besoin de 995 643 dollars É.-U. en sus des 300 500 dollars qui lui ont été alloués au titre du budget ordinaire de l'ONU.

Les activités de coopération technique soutiennent les pays dans leurs efforts pour améliorer leur capacité de promotion et de protection des droits de l'homme, notamment en incorporant les normes relatives aux droits de l'homme dans leurs législation, politiques et pratiques nationales et

en se dotant de capacités et d'infrastructures durables de façon à pouvoir appliquer les normes internationales et assurer le respect des droits de l'homme. Le programme est essentiellement financé par des contributions volontaires; pour 2003, les donateurs sont invités à verser des contributions s'élevant à 13 998 637 dollars É.-U. Un montant de 1 316 400 dollars environ lui est attribué au titre du budget ordinaire de l'ONU.

Le Haut-Commissariat apporte son appui aux institutions nationales de défense des droits de l'homme et aux gouvernements qui sont sur le point de créer de telles institutions, en donnant des conseils pratiques, en améliorant la coordination entre les organismes des Nations Unies au profit des institutions nationales et en facilitant la participation de ces institutions aux colloques des Nations Unies sur les droits de l'homme et à d'autres réunions internationales. Ces activités sont entièrement financées à l'aide de contributions volontaires. Les besoins pour 2003 s'élèvent à 995 643 dollars É.-U.

Le soutien apporté à la Commission vérité et réconciliation en Sierra Leone n'est pas une activité courante pour le HCDH. Un appel spécial a été lancé début 2001, suivi de mises à jour régulières à l'intention des donateurs. La Commission a vu le jour en juillet 2002 et les travaux préparatoires se sont achevés la même année. En 2003, du personnel sera déployé dans les différentes régions du pays pour enquêter sur la situation et analyser les renseignements recueillis. Au cours du deuxième semestre de 2003, la Commission mettra la dernière main à son rapport et à ses projets de conclusions et recommandations. Un montant de 4 167 033 dollars É.-U. est nécessaire pour 2003.

Les bureaux extérieurs du Haut-Commissariat au Burundi, en République démocratique du Congo, en Colombie, au Cambodge, en Bosnie-Herzégovine et en République fédérale de Yougoslavie sont chargés de protéger et promouvoir les droits de l'homme. Leurs activités et leurs besoins sont décrits dans le chapitre intitulé "Appui aux droits de l'homme pour le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix". Ces activités sont financées à l'aide de contributions volontaires, sauf pour le bureau au Cambodge qui émerge en partie au budget ordinaire de l'ONU (1 257 300 dollars É.-U.). Les besoins supplémentaires pour les six bureaux extérieurs s'élèvent à 13 207 370 dollars.

Les travaux du Haut-Commissariat dans les domaines de la démocratie, du développement, de la bonne gouvernance et de la primauté du droit, de l'intégration des droits de l'homme dans les politiques et programmes de développement, et de la promotion de tel ou tel droit de l'homme particulier, y compris les droits au développement, à l'alimentation et à un logement suffisant, se chiffrent à 1 510 132 dollars É.-U.

Le Haut-Commissariat épaula la Commission des droits de l'homme, la Sous-Commission de la protection et de la promotion des droits de l'homme et les organes conventionnels dans leurs travaux. Cette activité capitale est financée par le budget ordinaire de l'ONU à hauteur de 2 021 900 dollars É.-U.; un montant de 3 988 674 dollars est attendu en contributions volontaires.

L'ONU a institué 37 mandats spéciaux tendant à l'examen de situations de pays ou de thèmes spécifiques sous l'angle des droits de l'homme. Le Haut-Commissariat épaula les rapporteurs spéciaux, les représentants spéciaux et les

groupes de travail nommés par la Commission des droits de l'homme dans l'accomplissement de leur mandat. Le budget ordinaire de l'ONU pour 2003 couvre cette activité à hauteur de 1 502 100 dollars É.-U.; elle nécessite des contributions volontaires de 2 994 726 dollars.

Le Haut-Commissariat œuvre à la protection et à la promotion des droits de l'homme de groupes particuliers qui, du fait de différentes formes d'inégalité, peuvent être empêchés de jouir de leurs droits. Le coût des activités menées en faveur de la parité hommes-femmes et des droits des femmes, des personnes handicapées et des personnes atteintes du VIH/SIDA s'élève à 1 058 471 dollars É.-U. en 2003.

Le financement des activités dont le Haut-Commissariat est chargé afin d'améliorer les droits de l'homme des minorités et des peuples autochtones s'élève à 800 718 dollars É.-U. Un montant de 106 100 dollars sera attribué au titre du budget ordinaire pour financer le travail du HCDH pour le compte de l'Instance permanente pour les questions autochtones.

Les fonctions au titre du "Renforcement de la capacité du Haut-Commissariat" incluent un soutien de base aux activités du HCDH, comme l'élaboration et l'analyse de politiques, la méthodologie, les relations avec les médias et les communications, la planification et la gestion globales, la mobilisation de ressources, la gestion des connaissances en matière de droits de l'homme et la sécurité du personnel. Le coût de ces activités essentielles s'élève à 7 803 554 dollars É.-U.

Article 7

Tous sont égaux devant
la loi et ont droit sans
distinction à une égale
protection de la loi.

Tous ont droit à une
protection égale contre
toute discrimination qui
violerait la présente
Déclaration et contre toute
provocation à une telle
discrimination.

LE HAUT-COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME



D O N N É E S E S S E N T I E L L E S

MANDAT

Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) est chargé de promouvoir et de protéger la jouissance et la pleine réalisation, par tous les peuples, de tous les droits énoncés dans la Charte des Nations Unies et les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Il a notamment pour tâche de prévenir les violations des droits de l'homme, d'assurer le respect de tous les droits de l'homme, d'améliorer la coopération internationale dans ce domaine, de coordonner les activités pertinentes à l'intérieur de l'Organisation des Nations Unies, de renforcer et de rationaliser le mécanisme onusien dans le domaine des droits de l'homme. En plus des responsabilités qui lui incombent en vertu de son mandat, il dirige les efforts accomplis pour intégrer les principes relatifs aux droits de l'homme dans l'ensemble du système des Nations Unies.

Le Haut-Commissariat, un département du Secrétariat de l'ONU, est dirigé par un Haut-Commissaire aux droits de l'homme qui a rang de secrétaire général adjoint. La fonction de Haut-Commissaire a été créée par une résolution adoptée par l'Assemblée générale en décembre 1993 à la suite d'une recommandation figurant dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne. Depuis septembre 2002, elle est occupée par M. Sergio Vieira de Mello, qui a succédé à Mme Mary Robinson, Haut-Commissaire de 1997 à 2002, qui avait elle-même succédé à M. José Ayala Lasso, Haut-Commissaire de 1994 à 1997.

Le siège du Haut-Commissariat se trouve à Genève, au Palais Wilson. Construit entre 1873 et 1875, ce bâtiment historique a d'abord été un hôtel de renom; après transformation, il a abrité la Société des Nations de 1919 à 1936. Puis un certain nombre d'administrations locales et fédérales helvétiques l'ont occupé au cours des 62 années qui ont suivi. En 1985 et 1987, deux incendies en ont ravagé une partie; à la suite de gros travaux de restauration commandités par les autorités helvétiques, le Haut-Commissariat y a emménagé en 1997.

PERSONNEL

En juillet 2002, le Haut-Commissariat comptait 486 personnes à son service dans le monde: 268 au siège à Genève, 10 au bureau de liaison à New York et 208 dans d'autres régions du monde. Sur ces 486 personnes, 186 émargent au budget ordinaire de l'ONU et 300 aux fonds d'affectation volontaire.

Le Haut-Commissariat a des représentants régionaux à Bangkok, Santiago du Chili, Addis-Abeba, Beyrouth, Pretoria et Yaoundé et envisage de déployer des représentants ou des experts en Asie centrale, en Afrique de l'Ouest, dans le Pacifique et aux Caraïbes. Il a des bureaux chargés d'un mandat d'observation au Burundi, en République démocratique du Congo, en Colombie, au Cambodge, en Bosnie-Herzégovine et en République fédérale de Yougoslavie. Du personnel chargé de diriger des projets de coopération technique a été déployé en Azerbaïdjan, en El Salvador, au Guatemala, au Mexique, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, en Mongolie, en Palestine, aux îles Salomon, en Somalie, à Sri Lanka, au Soudan et au Timor-Leste. Le HCDH collabore aussi par le truchement d'organismes, de programmes et de missions des Nations Unies à des activités de coopération technique aux niveaux sous-régional et national. Par ailleurs, il s'attache à développer la dimension droits de l'homme de missions complexes des Nations Unies, dans le domaine du maintien et du rétablissement de la paix, en coopération avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département des affaires politiques.

STRUCTURE

Le Haut-Commissariat se compose actuellement de quatre services, outre un cabinet et une section administrative. Cependant, conformément aux recommandations faites par le Bureau des services de contrôle interne de l'ONU, il poursuivra sa restructuration dans le courant de 2003.

■ Service de la recherche et du droit au développement

Ce service est chargé de promouvoir le droit au développement: il s'acquitte de cette mission en effectuant des recherches, en fournissant un appui au Groupe de travail sur le droit au développement, en intégrant les droits de l'homme dans le développement, en particulier dans les bilans communs de pays et dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, et en identifiant des stratégies de développement fondées sur les droits pour éliminer la pauvreté et permettre l'exercice de tous les droits. Ce service apporte un appui aux experts que la Commission des droits de l'homme charge de faire rapport, notamment sur le droit au développement et l'extrême pauvreté, sur les droits économiques et sociaux, y compris les droits à l'alimentation, à l'éducation et au logement, et sur les conséquences des politiques d'ajustement structurel sur les droits de l'homme. Il fait des recherches sur les peuples autochtones et les minorités et a la responsabilité d'initiatives stratégiques concernant les questions de parité entre les sexes, les droits des femmes, les droits en matière de procréation, le VIH/SIDA, les droits des handicapés, la traite des êtres humains, la fourniture de conseils d'ordre juridique et la primauté du droit. Il gère aussi le site Web du Haut-Commissariat, ainsi que ses services d'information, et il est chargé de la technologie de l'information.

■ Service des activités et programmes

Ce service élabore, met au point et évalue les activités de coopération technique et autres activités et missions sur le terrain. Il apporte son appui aux rapporteurs spéciaux, experts et groupes de travail (appelés collectivement "les procédures spéciales") qui s'attachent à identifier des types particuliers de violations systématiques des droits de l'homme et à enquêter à leur sujet, et transmet à la Commission des droits de l'homme des renseignements sur ces violations. Les activités relèvent généralement soit des mandats thématiques, les violations étant alors examinées suivant leur type, soit des unités géographiques qui rassemblent et analysent les renseignements par pays et appuient des initiatives nationales, notamment la création d'institutions nationales de défense des droits de l'homme, le travail des rapporteurs spéciaux par pays et les bureaux extérieurs du HCDH. Ce service assure aussi la sécurité du personnel sur le terrain.

■ Service d'appui

Les services nécessaires aux organes conventionnels, à la Commission des droits de l'homme et à ses groupes de travail, à la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme et à divers fonds constitués dans ce domaine sont assurés par le Service d'appui. C'est ce service qui traite les rapports et les

communications présentés aux divers organes conventionnels, dont il suit l'application des décisions; il fournit également un appui aux conseils d'administration des fonds d'affectation spéciale relatifs aux droits de l'homme créés par l'Assemblée générale.

■ Service des relations extérieures

Le renforcement des capacités du Haut-Commissariat dans le domaine des relations avec les médias et des communications lui permettra de défendre la cause des droits de l'homme, de s'en faire l'avocat et d'améliorer son image en se faisant mieux connaître. Le Service des relations extérieures doit construire des réseaux stratégiques et forger des alliances pour atteindre des objectifs communs tendant par exemple à la ratification de traités, à la modification des politiques et à la mise en œuvre d'activités. Ce service, créé seulement fin 2002, aura notamment pour mission de:

- Mettre au point et appliquer une stratégie de la communication propre à faire mieux connaître les travaux du Haut-Commissariat et les mécanismes de défense des droits de l'homme;
- Entretenir des relations avec les médias;
- Coordonner les partenariats avec les ONG et la société civile, tant pour défendre la cause des droits de l'homme que pour exécuter des activités; et
- Mobiliser des ressources et assurer les relations avec les donateurs.

RESSOURCES FINANCIÈRES

Le Haut-Commissariat émerge au budget ordinaire de l'ONU et reçoit des contributions volontaires de gouvernements et autres donateurs. Les crédits qui lui sont ouverts au titre du budget ordinaire s'élèvent à 47,5 millions de dollars É.-U. pour l'exercice biennal 2002-2003; les revenus de contributions volontaires s'élevaient à 34 millions de dollars É.-U. en 2000 et à 31,4 millions de dollars en 2001. Les dépenses pour l'exercice biennal 2000-2001 étaient financées par le budget ordinaire à hauteur de 40,3 millions de dollars et par des contributions volontaires à hauteur de 34,4 millions de dollars en 2000 et de 48,8 millions de dollars en 2001.

ADRESSES

Visites:

Haut-Commissariat
aux droits de l'homme
Palais Wilson
52, rue des Pâquis
CH-1201 Genève

Adresse postale:

Haut-Commissariat
aux droits de l'homme
Palais des Nations
CH-1211 Genève 10

Téléphone: 41 22/917 90 00

Courriel: webinfo@ohchr.org

Site Web: www.ohchr.ch

FINANCEMENT ET BUDGET



Les activités du Haut-Commissariat aux droits de l'homme sont financées tous les deux ans par le budget ordinaire de l'ONU. Sur 47,5 millions de dollars É.-U. de crédits ouverts au titre de l'exercice biennal 2002-2003, 23,6 millions ont été alloués en 2003. La multiplication du nombre des mandats et l'élargissement des activités confiées au Haut-Commissariat entraînent une augmentation des besoins pour lesquels des contributions volontaires additionnelles sont nécessaires. Comme nous l'expliquons dans notre Appel, le montant total de contributions volontaires requis en 2003 s'élèvera à 62,5 millions de dollars.

BUDGET ORDINAIRE DE L'ONU

Les crédits inscrits au budget ordinaire financent les dépenses de personnel et l'infrastructure de base. En vertu de la Charte des Nations Unies, qui est un instrument international, tous les États Membres de l'ONU sont tenus de prendre à leur charge une partie du budget. La contribution de chaque État est calculée en fonction de sa part de l'activité économique mondiale. Le budget ordinaire est établi à l'issue d'un processus rigoureux auquel tous les États Membres participent. Le Secrétaire général propose le budget à l'Assemblée générale après avoir soigneusement examiné les demandes de crédits présentées par les différents départements de l'ONU. Le budget est ensuite analysé par les 16 membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et par les 34 membres du Comité du programme et de la coordination. Leurs recommandations sont transmises à la Commission administrative et budgétaire de l'Assemblée générale, où siègent tous les États Membres, qui étudie à son tour le budget. Enfin, celui-ci est présenté à l'Assemblée générale

pour examen et approbation. Depuis 1988, le budget est approuvé par consensus.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Les contributions volontaires au Haut-Commissariat ont augmenté pour passer de 15 millions de dollars É.-U. en 1994 à 34,7 millions en 2001. Le HCDH reçoit des contributions de gouvernements, d'organisations non gouvernementales, de fondations et d'autres donateurs privés. Depuis 1994, 87 gouvernements ont contribué au financement de son action; ces contributions ont une valeur qui va bien au-delà du montant versé: elles témoignent du soutien accordé à son action. Au cours des dernières années, le Haut-Commissariat a élargi sa base de donateurs et réduit sa dépendance à l'égard des grands donateurs. Les fondations privées et la Commission européenne lui ont versé de grosses contributions. Il n'en demeure pas moins que l'essentiel du financement continue de provenir d'un petit nombre de bailleurs de fonds.

VERSEMENT DES CONTRIBUTIONS

Des contributions versées à temps et de manière prévisible aident le Haut-Commissariat à planifier ses activités et à utiliser ses ressources financières efficacement et rationnellement. Il est donc souhaitable qu'il reçoive des fonds ou des indications quant aux contributions qui seront versées le plus tôt possible dans l'année et selon des modalités garantissant un maximum de stabilité dans le financement. Contrairement à d'autres bureaux et organismes des Nations Unies, le HCDH ne peut dépenser que les fonds déjà reçus,

d'où l'importance de lui verser les contributions dès que possible après les avoir annoncées de manière qu'il puisse commencer à exécuter ses activités.

■ Le Haut-Commissariat a besoin de davantage de contributions pour maintenir ses activités

En 2001, les dépenses s'élevaient à 48,8 millions de dollars É.-U., contre 31,4 millions en 2000, ce qui montre que le Haut-Commissariat a désormais des capacités lui permettant d'exécuter davantage d'activités. Même si les donateurs ont augmenté leurs contributions, les fonds provenant des contributions volontaires sont encore loin de satisfaire les besoins. Pour que le HCDH puisse maintenir ses activités à leur niveau actuel, il lui faut augmenter ses revenus de quelque 10 à 15 millions de dollars; une discussion sur cette question sera engagée avec les gouvernements.

■ Le Haut-Commissariat a besoin d'un financement durable et prévisible

Des modalités pour un financement durable et prévisible ont été arrêtées avec plusieurs donateurs importants. Le Haut-Commissariat négociera avec ses donateurs pour améliorer les arrangements en vigueur et en établir de nouveaux avec d'autres donateurs. Les bailleurs de fonds sont encouragés à annoncer et à verser leurs contributions le plus tôt possible.

■ Le Haut-Commissariat a besoin d'un financement souple

Le Haut-Commissariat voit se dessiner une tendance à l'assouplissement des affectations de fonds et se félicite des efforts faits par les donateurs en ce sens. La plupart d'entre eux affectent leurs contributions aux grandes rubriques de l'Appel annuel, telles que le Fonds d'affectation volontaire pour la coopération technique, les bureaux extérieurs, les organes conventionnels ou encore les procédures spéciales. Mais les contributions précisément allouées à des activités ou projets trop spécifiques sont découragées, en particulier l'affectation de fonds à tel ou tel mandat aux fins d'une procédure spéciale ou d'un organe conventionnel déterminé. Le "problème de l'affectation des fonds", qui n'est pas général, se pose dans le cas de certains donateurs qui ne versent des contributions qu'en fonction d'une affectation stricte. Les efforts déployés

pour élargir la base de donateurs impliquent souvent en contrepartie que le HCDH accepte des contributions affectées à une fin bien précise.

■ Le Haut-Commissariat a besoin de contributions pluriannuelles

Plusieurs donateurs ont engagé des fonds pour deux années ou plus. Le Haut-Commissariat s'en félicite car cela lui permet de faire des plans à long terme. Les donateurs qui peuvent engager des fonds sur plusieurs années sont vivement encouragés à le faire.

Une contribution peut être annoncée par lettre au Haut-Commissaire, au Haut-Commissaire adjoint ou au fonctionnaire responsable de la collecte de fonds. Une lettre précisant le détail des versements sera alors adressée au donateur. L'annonce de contributions doit clairement indiquer l'activité à laquelle les fonds sont destinés. Il est conseillé de prendre contact avec l'équipe de mobilisation des ressources avant d'annoncer une contribution pour discuter des priorités en cours au sein du Haut-Commissariat et des conditions éventuellement liées aux contributions.

SERVICE DE MOBILISATION DES RESSOURCES

Ce service est chargé des relations avec les donateurs et de la mobilisation des ressources: ses fonctions sont décrites dans le chapitre intitulé "Renforcement de la capacité du Haut-Commissariat". Les donateurs sont invités à prendre contact avec lui pour tout ce qui concerne les questions de financement.

RAPPORTS ET CONTRÔLE FINANCIERS

Le deuxième Rapport annuel du Haut-Commissariat, qui porte sur l'année 2001, faisait apparaître une augmentation considérable des activités d'exécution et une forte réduction des reports. Le Haut-Commissariat a dépensé 45% de plus que le montant des crédits reçus la même année. De toute évidence, une telle situation n'est pas tenable: le HCDH ne disposait que de ressources limitées pour démarrer de nouvelles activités début 2002 et il s'attend déjà à un problème grave de trésorerie pour 2003. En

outre, les règlements financiers de l'ONU exigent qu'il garde, pour les imprévus, une réserve de trésorerie opérationnelle de 15% au titre de chacun des fonds d'affectation spéciale.

Selon les analyses régulières de sa capacité d'exécution et les analyses financières trimestrielles, le taux d'exécution a fortement augmenté. En septembre 2002, le taux mensuel moyen de dépenses au titre du fonds volontaire de coopération technique a atteint 1,1 million de dollars É.-U., contre à peu près 250 000 dollars en 2000 et 600 000 dollars en 2001. Le fonds a maintenant restreint sérieusement ses réserves en espèces; à moins que de nouvelles contributions ne lui soient versées, il lui faudra limiter les activités qu'il finance.

Du fait de son faible taux de report et de l'augmentation de sa capacité d'exécution, le Haut-Commissariat a besoin de recevoir jusqu'à 60% du montant total des contributions au cours des premier et deuxième trimestres de l'année pour pouvoir poursuivre ses activités au-delà du premier semestre. Il estime que le montant total du report de fonds sur 2003 sera inférieur aux 26 millions de dollars reportés sur l'année 2002, sans compter les réserves. Aussi devra-t-il revoir les conséquences qu'entraîne cette situation financière délicate sur ses principales activités.

Pour améliorer la surveillance et le contrôle financiers, le Haut-Commissariat a entrepris d'analyser le niveau optimal de report nécessaire pour garantir la continuité de l'exécution des projets pendant le premier trimestre. Il a été convenu qu'il faudrait un minimum de 15 millions de dollars É.-U. pour assurer les traitements et couvrir les autres dépenses des trois premiers mois. Cependant, la nécessité de disposer d'avance des ressources nécessaires pour couvrir l'intégralité des dépenses de personnel empêche le Haut-Commissariat de fonctionner avec des réserves limitées; or les contrats à court terme pèsent sur le moral et la productivité du personnel. Le Haut-Commissariat examine actuellement la possibilité d'offrir au personnel géré par l'intermédiaire de l'ONUG des contrats de 12 mois sur la base des ressources en espèces disponibles, des engagements fermes et des tendances du financement disponible dans le passé pour le même type d'activités.

PLANIFICATION ET GESTION DU PROGRAMME

Le Haut-Commissariat s'efforce d'exploiter et de développer les résultats obtenus à ce jour dans ce domaine. L'actuel processus d'examen budgétaire, effectué par le Comité d'examen des projets, permet de réaliser une analyse minutieuse, technique et financière, des projets avant leur exécution. Des rapports de suivi et des rapports intermédiaires améliorés aident le Haut-Commissariat à passer en revue les progrès accomplis et à apporter les ajustements nécessaires. L'élaboration des nouveaux projets s'appuie sur un suivi plus rigoureux des conclusions résultant des rapports d'évaluation finale. Des examens trimestriels des projets de coopération technique permettent au HCDH de repérer les ressources non dépensées et de les réaffecter à des tâches plus urgentes.

En 2001, le Haut-Commissariat a adopté un cycle annuel de programmation, avec les procédures correspondantes. L'objectif est d'améliorer la planification et la programmation à tous les niveaux du fonctionnement de l'institution. Le nouveau cycle de programmation est étroitement lié à la mise en place d'un système central de gestion, qui couvrira tous les besoins liés à la gestion des projets, des contributions et des ressources financières (voir page 142 pour plus de détails). Un examen semestriel, qui donne aux administrateurs et aux responsables des renseignements sur les progrès accomplis et fournit des chiffres indicatifs de planification pour l'avenir, a également été instauré. En 2002, le Haut-Commissariat a présenté pour la première fois aux donateurs un état révisé formel de ses besoins de financement, fondé sur cette analyse.

DÉPENSES D'APPUI AU PROGRAMME

Pour tous les programmes, l'ONU facture des dépenses d'appui (précédemment appelées frais généraux) correspondant à 13% du montant final des dépenses annuelles, taux qui a été approuvé par l'Assemblée générale. Les ressources qui correspondent à ces dépenses d'appui sont versées sur un compte spécial et devraient être utilisées dans les domaines où il existe un lien avéré entre l'activité d'appui et les activités du programme considéré. Ces ressources servent donc normalement à financer des fonctions relevant de la gestion des projets ou des programmes et de l'administration centrale, notamment les finances, le budget et le personnel. Elles

peuvent aussi être utilisées pour soutenir des projets de coopération technique. Les procédures d'approbation et de gestion des comptes d'appui au programme sont expressément définies dans la circulaire administrative ST/AI/286, du 3 mars 1982.

BUDGETS NORMALISÉS

La gestion du programme du Haut-Commissariat est actuellement en phase de transition. De nouvelles techniques et normes sont progressivement adoptées, dont une programmation axée sur les résultats, une normalisation des activités, une planification et une budgétisation annuelles des projets; il n'en reste pas moins que les limites des actuels outils et systèmes utilisés par le Haut-Commissariat font qu'il est difficile de fournir une information transparente et systématique. C'est pourquoi, dans cet Appel annuel, les budgets sont présentés selon la ventilation standard par poste de dépenses (ou catégories d'objets de dépense) du système financier de l'ONU. Les activités correspondantes sont décrites dans le texte explicatif de chaque section.

RUBRIQUES BUDGÉTAIRES

Les classes d'objets ci-après figurent donc dans les tableaux budgétaires:

- **Dépenses de personnel:** traitements et prestations annexes versés au personnel sous contrat de l'ONU, gérés par l'intermédiaire de l'ONUG ou de l'UNOPS;
- **Honoraires et frais de voyage des experts ou consultants:** traitements, prestations annexes et frais de voyage des experts et des consultants extérieurs engagés pour une mission précise ou une durée limitée;
- **Frais de voyage:** subdivisés entre personnel du Haut-Commissariat, membres de la Commission et représentants et autres participants aux réunions de la Commission, c'est-à-dire tous les frais de voyage et les dépenses annexes du personnel du Haut-Commissariat, des membres de la Commission des droits de l'homme, des rapporteurs spéciaux et d'autres représentants du Haut-Commissaire;
- **Services contractuels:** paiement au titre de services externalisés, par exemple services de conférence, services d'impression, entretien des véhicules, traduction, services de sécurité, services liés à la technologie de l'information, etc.;

- **Dépenses générales de fonctionnement:** location de bureaux, communications, chauffage, etc.;
- **Fournitures et achats:** fournitures et matériel de bureau, y compris ordinateurs, imprimantes, télécopieurs, etc.;
- **Subventions, contributions, bourses et séminaires:** paiements effectués sous forme de subventions accordées à des entités extérieures, des organisations, des instituts et des universités, y compris des ONG, pour l'exécution d'activités au titre de projets; et
- **Dépenses d'appui au programme:** 13% du coût total des projets. Ce montant est généralement réparti selon un ratio variable entre le Haut-Commissariat et ses agents d'exécution – ONUG, UNOPS, PNUD et UNICEF – pour couvrir les dépenses d'appui du personnel qui travaille au siège respectif de chacun d'eux.

PARTENAIRES DU HAUT-COMMISSARIAT

Le Haut-Commissariat est l'une des grandes unités administratives du Secrétariat de l'ONU et bénéficie à ce titre des services communs assurés par l'ONU à New York et à Genève. Le Secrétariat de l'ONU à New York et l'Office des Nations Unies à Genève lui fournissent soutien et conseils dans les domaines des finances, du budget, des services généraux, des achats, des voyages et de la gestion des ressources humaines. Toutes les tâches administratives dans ces domaines, y compris les crédits budgétaires, les ordres d'achat, les demandes de voyage et les contrats de travail, sont assurées par l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG). Le Haut-Commissariat utilise aussi les services communs de conférence, notamment les services d'interprétation, pour toutes les réunions officielles de la Commission des droits de l'homme, de la Sous-Commission, etc.

En 2003, il poursuivra sa collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), qui fournira un soutien administratif à ses projets, en particulier pour les activités extérieures. L'expérience acquise depuis 1998 permettra de réviser l'actuel protocole d'accord dans le sens d'une amélioration de la surveillance, de la supervision et de l'information financières.

**BUDGET DU HCDH POUR 2003
(EN DOLLARS É.-U.)**

(Montants à obtenir sous forme de contributions volontaires)

Fonds d'affectation spéciale relatif aux droits de l'homme	11 000 000
Suivi de la Conférence mondiale contre le racisme	995 643
Activités de coopération technique	
Projets mondiaux	2 373 986
Afrique	2 789 518
Amérique latine et Caraïbes	2 529 433
Europe, Asie centrale et région du Caucase	2 245 660
Asie et Pacifique	2 207 173
Région arabe	1 842 867
Total partiel coopération technique:	13 988 637
Appui aux institutions nationales	995 643
Appui à la Commission vérité et réconciliation en Sierra Leone	4 167 033
Appui aux droits de l'homme dans les activités de rétablissement, de maintien et de consolidation de la paix	13 207 370
Démocratie, développement et droits de l'homme	1 510 132
Appui aux organes de défense des droits de l'homme	3 988 674
Réponse aux allégations de violations des droits de l'homme: soutien aux procédures spéciales	2 994 726
Prise en compte de la parité entre les sexes, handicap et VIH/SIDA	1 058 471
Minorités et peuples autochtones	800 718
Renforcement de la capacité du Haut-Commissariat	7 803 554
TOTAL	62 510 601

**BUDGET ORDINAIRE POUR 2003
(EN DOLLARS É.-U.)**

(Chap. 21 et 22 du budget ordinaire)

Organes directeurs	
Commission des droits de l'homme	105 600
Sous-Commission	387 100
Comité des droits de l'homme	720 900
Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés	117 100
Comité des droits économiques, sociaux et culturels	375 200
Comité des droits de l'enfant	422 800
Comité contre la torture	150 400
Comité pour l'élimination de la discrimination raciale	352 600
Réunions des présidents des organes conventionnels	26 700
Instance permanente pour les questions autochtones	106 100
Total partiel	2 764 500
Direction exécutive et administration	
HCDH à Genève	1 878 900
HCDH à New York	948 700
Total partiel	2 827 600
Programme de travail	
Service de la recherche et du droit au développement	
Sous-programme 1 (mandats du Conseil économique et social)	413 600
Service de la recherche et du droit au développement (postes et autres dépenses)	3 749 900
Total partiel	4 163 500
Service d'appui	
Sous-programme 2 du Conseil économique et social	17 700
Service d'appui (postes et autres dépenses)	3 498 100
Total partiel	3 515 800
Services des activités et programmes	
Situation des droits de l'homme au Cambodge	1 257 300
Sous-programme 3 du Conseil économique et social	1 502 100
Services des activités et programmes (postes et autres dépenses)	4 440 300
Centre pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale	492 300
Programme d'action de Durban	300 500
Total partiel	7 992 500
Total partiel pour le programme de travail	15 671 800
Appui au programme	
Administration (postes et autres dépenses)	1 043 800
Total (chap. 22)	22 307 700

(Chap. 21 du budget ordinaire)

**Programme ordinaire
de coopération technique 1 316 400**
Total budget ordinaire 23 624 100
TOTAL DES RESSOURCES NÉCESSAIRES (2003) 86 134 701

Les crédits ouverts au budget ordinaire pour 2003 sont évalués à 23 624 100 dollars É.-U., et les besoins en contributions volontaires pour la même année s'élèvent à 62 510 601 dollars É.-U..

Article 11

1. Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées.

2. Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux a été commis.

FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE POUR LES DROITS DE L'HOMME CRÉÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE



FONDS DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LES VICTIMES DE LA TORTURE

CONTEXTE

Ce fonds, de caractère général, créé par l'Assemblée générale dans sa résolution 36/151 du 16 décembre 1981, a pour mandat de recevoir, de gouvernements, d'organisations non gouvernementales et de particuliers, des contributions volontaires qui seront redistribuées aux organisations non gouvernementales prestataires d'une aide humanitaire aux victimes de la torture et aux membres de leur famille. Il est géré par le Secrétaire général, avec l'aide d'un conseil d'administration composé d'experts nommés par le Secrétaire général pour un mandat renouvelable de trois ans; en sont actuellement membres M. Jaap Walkate (Président), M. Ribot Hatano, Mme Elizabeth Odio-Benito, M. Ivan Tosevski et M. Amos Wako. Le secrétariat du Fonds et du Conseil a son siège au Haut-Commissariat, au sein du groupe des fonds d'affectation spéciale du Service d'appui.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

À sa session annuelle de mai, le Conseil examine les rapports explicatifs et financiers sur l'utilisation faite des subventions accordées précédemment, adopte des recommandations sur les demandes de nouvelles subventions, rencontre des chefs de projets et des donateurs, consulte le Rapporteur spécial sur la torture et le Comité contre la torture, et adopte, à l'adresse du Secrétaire général, d'autres recommandations sur les activités du Fonds. En juin-juillet, le Haut-Commissaire adopte des décisions, au nom du Secrétaire général, sur la base des recommandations du Conseil. La vingt-deuxième session du Conseil aura lieu du 12 au 28 mai 2003 à Genève. Comme le Conseil a recommandé d'attribuer tous les fonds disponibles à sa vingt et unième session, il a instamment prié le Secrétaire général de lancer un appel pour de nouvelles contributions. Sur la base des demandes reçues (d'un montant

de 12 millions de dollars É.-U.), on estime à 13 millions le montant dont le Conseil aura besoin à sa prochaine session pour couvrir toutes les nouvelles demandes éventuelles.

BÉNÉFICIAIRES

Les victimes de la torture et les membres de leur famille bénéficient directement des projets d'organisations non gouvernementales qui assurent une aide humanitaire, psychologique, médicale, économique, sociale, juridique ou autre. Ainsi, en 2001, ce sont approximativement 80 000 victimes ou membres de leur famille qui ont bénéficié du Fonds grâce à des subventions d'un montant légèrement supérieur à 8 millions de dollars, attribués à 187 projets exécutés par des organisations non gouvernementales.

Année	Montant des demandes d'aide en dollars É.-U.	Montant des subventions accordées en dollars É.-U.	Pourcentage de demandes approuvées
2003	13 000 000		
2002	12 055 638	6 916 170	57,4 %
a) Assistance directe aux victimes de la torture	11 117 825	6 916 170	62,2 % (100% des fonds disponibles)
b) Séminaires et ateliers	937 813	0	0 %
2001	11 119 341	8 009 842	72 %
2000	10 000 000	7 000 000	70 %
1999	8 251 860	5 078 500	61 %
1998	6 800 000	4 210 000	62 %
1997	6 800 000	3 036 054	45 %
1996	5 618 645	2 535 500	45 %
1995	5 827 645	2 719 680	47 %
1994	5 476 959	3 698 080	67 %
1993	5 289 413	2 111 880	40 %

CYCLE D'APPROBATION DES AIDES FINANCIÈRES

Les demandes de subventions doivent être soumises chaque année avant le 30 novembre pour examen préalable par le secrétariat du Fonds. Puis les demandes jugées recevables sont examinées par le Conseil d'administration à sa session annuelle, en mai. Les requérants sont tous informés des décisions prises à la mi-juillet. Les subventions sont versées en août. Les bénéficiaires doivent soumettre des rapports explicatifs et financiers satisfaisants sur l'utilisation faite des subventions avant le 30 novembre.



RECOMMANDATIONS DE SUBVENTIONS POUR 2002

À sa vingt et unième session (Genève, 13-27 mai 2002), le Conseil d'administration a été saisi de demandes de subventions s'élevant à près de 12 millions de dollars É.-U. En juillet, la Haut-Commissaire, agissant au nom du Secrétaire général et sur les recommandations du Conseil d'administration, a approuvé un montant d'environ 7 millions de dollars de nouvelles subventions à répartir entre 169 projets dans 60 pays en 2002-2003. Des subventions en attente d'un montant de 600 000 dollars pour 2001 et 2000 et une aide d'urgence de 200 000 dollars ont aussi été approuvées. L'intégralité des ressources du Fonds a ainsi été dépensée.


RAPPORTS

Le Secrétaire général fait rapport sur les activités du Fonds et de son Conseil d'administration une fois par an à l'Assemblée générale et à la Commission des droits de l'homme: les derniers rapports à l'Assemblée générale (A/57/268) et à la Commission (E/CN.4/2002/66) peuvent être consultés sur le site Web du Haut-Commissariat (www.unhchr.ch).

FINANCEMENT ET ESTIMATION DES BESOINS POUR 2003

Dans leurs résolutions, l'Assemblée générale et la Commission des droits de l'homme ont lancé un appel à tous les gouvernements, organisations et particuliers pour qu'ils versent une contribution annuelle au Fonds, de préférence pour le 1er mars, avant la session annuelle du Conseil. Le Haut-Commissaire, prenant en considération les besoins et les priorités d'ensemble du Haut-Commissariat, lance un appel à de nouvelles contributions volontaires, d'un montant de 9 908 000 dollars É.-U.

Il serait préférable que les contributions au Fonds soient versées avant mai 2003 pour faciliter l'accomplissement de ce mandat. Les donateurs sont priés d'inclure la mention "Contribution destinée au compte CH" dans leur ordre de paiement.

Article 5 
Nul ne sera soumis
à la torture,
ni à des peines ou
traitements cruels,
inhumains ou
dégradants.



FONDS DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LA LUTTE CONTRE LES FORMES CONTEMPORAINES D'ESCLAVAGE

CONTEXTE

Créé en vertu de la résolution 46/122 de l'Assemblée générale du 17 décembre 1991, le Fonds de contributions volontaires pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage a pour mission de fournir une aide financière aux représentants des organisations non gouvernementales qui s'occupent des problèmes posés par les formes contemporaines d'esclavage de façon à leur permettre de participer aux travaux du Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage (subventions pour frais de voyage) et d'accorder, par les voies habituelles, une aide humanitaire, juridique et financière aux personnes dont les droits de l'homme ont été violés par telle ou telle forme contemporaine d'esclavage (subventions au titre de projets). Le financement est assuré grâce aux contributions volontaires de gouvernements, d'organisations non gouvernementales et d'autres entités privées ou publiques; les contributions doivent être versées avant la session annuelle du Conseil d'administration qui se tient en janvier-février, de sorte que l'argent puisse être attribué ou dépensé dans l'année en cours.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Fonds est administré par le Secrétaire général assisté d'un conseil d'administration composé de cinq personnes qui connaissent bien le domaine des droits de l'homme et, en particulier, les formes contemporaines d'esclavage et qui siègent à titre personnel. Les membres du Conseil sont nommés par le Secrétaire général, pour un mandat de trois ans renouvelable, en consultation avec la présidence de la Sous-Commission de la promotion et de la protection

des droits de l'homme, compte dûment tenu du principe d'une répartition géographique équitable. Sont membres du Conseil jusqu'au 31 décembre 2004: M. Swami Agnivesh (Président), M. Theo van Boven, M. Cheikh Saad-Bouh Kamara, Mme Tatiana Matveeva et M. José de Souza Martins.

Année	Demandes jugées recevables ^a (V = voyage; P = projet)	Montant des demandes d'aide en dollars É.-U.	Nombre de demandes approuvées	Montant en dollars É.-U.
1997	–	–	V: 6 P: 3	V: 13 600 P: 10 250
1998 ^b	0	0	0	0
1999	V: – P: 23	V: 100 000 P: 800 000	V: 10 P: 5	V: 13 505 P: 27 000
2000	V: 43 P: 25	V: 113 059 P: 552 236	V: 17 P: 17	V: 30 800 P: 83 500
2001	V: 33 P: 23	V: 73 000 P: 330 000	V: 13 P: 18	V: 25 715 P: 148 700
2002	V: 39 P: 39	V: 80 000 P: 600 000	V: 7 ^c P: 21	V: 14 046 P: 121 000

a Le Fonds reçoit en plus, chaque année, une cinquantaine de demandes qui ne sont pas recevables car elles ne relèvent pas du mandat du Fonds, lui parviennent après le délai fixé ou sont incomplètes.

b Toutes les ressources du Fonds ont été attribuées sous forme de subventions en 1997 et aucune nouvelle contribution n'a été versée en 1998.

c À sa septième session, le Conseil a tenu compte du fait que le nombre de jours de travail du Groupe de travail avait été ramené à 5 contre 10 précédemment. Il a aussi pris en considération le fait que les précédents bénéficiaires de subventions pour frais de voyage en 2001 n'avaient pas pu assister à la vingt-sixième session et étaient disposés à participer à la vingt-septième session. C'est pourquoi il a décidé de limiter à sept le nombre de nouvelles subventions pour frais de voyage à l'occasion de la vingt-septième session du Groupe de travail.

BÉNÉFICIAIRES

Selon les critères établis par l'Assemblée générale, les bénéficiaires du Fonds sont les représentants d'organisations non gouvernementales qui s'occupent des problèmes posés par les formes contemporaines d'esclavage et qui sont considérés comme tels par le Conseil d'administration, et qui, de son avis, ne seraient pas en mesure d'assister aux sessions du Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage sans l'aide du Fonds, alors qu'ils seraient capables, par leur présence, d'apporter une connaissance plus approfondie des problèmes liés à ces formes d'esclavage. Des personnes dont les droits ont été gravement violés par telle ou telle forme contemporaine d'esclavage et dont le Conseil considère qu'elles en ont été victimes bénéficient aussi du Fonds.

CYCLE D'APPROBATION DES AIDES FINANCIÈRES

Les demandes de subventions pour frais de voyages ou au titre de projets doivent être soumises chaque année avant le 15 septembre pour examen préalable par le secrétariat du Fonds. Le Conseil d'administration examine les demandes recevables à sa session annuelle qui se tient en janvier-février et adopte des recommandations pour approbation par le Haut-Commissaire au nom du Secrétaire général. Les subventions sont versées en mars-avril. Les bénéficiaires doivent soumettre des rapports explicatifs et financiers satisfaisants sur l'utilisation des subventions accordées précédemment. Aucune nouvelle subvention ne peut être envisagée tant qu'un rapport satisfaisant n'aura pas été reçu sur l'utilisation des précédentes subventions.

RECOMMANDATIONS DE SUBVENTIONS POUR 2002

À sa septième session (21-25 janvier 2002), le Conseil d'administration était saisi de 78 demandes. Il a recommandé 7 subventions pour frais de voyage pour permettre à des représentants d'organisations non gouvernementales de participer à la vingt-septième session du Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage (Genève, 27-31 mai 2002) et 21 subventions au titre de projets.

Sur la base des demandes reçues en 2002 (d'un montant de 680 000 dollars É.-U.), le Conseil a recommandé à la Haut-Commissaire de lancer un appel à des contributions d'un

montant de 300 000 dollars avant le 31 décembre 2002 de façon à permettre au Conseil de s'acquitter de son mandat à sa session de janvier 2003. Les recommandations adoptées par le Conseil à sa septième session ont été approuvées par la Haut-Commissaire au nom du Secrétaire général le 4 février 2002.


RAPPORTS

On trouvera des informations à jour sur les activités du Fonds et de son Conseil dans le rapport du Secrétaire général à la cinquante-septième session de l'Assemblée générale (A/57/308). On trouvera aussi des informations dans les rapports annuels du Secrétaire général à l'Assemblée générale (A/55/204 et A/56/205) et à la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/2001/82 et Add.1 et E/CN.4/2002/93).

FINANCEMENT ET ESTIMATION DES BESOINS POUR 2003

La plupart des subventions approuvées en 2002 ont été versées. Le solde disponible se monte à environ 18 000 dollars É.-U. À leurs sessions annuelles, le Groupe de travail et la Sous-Commission ont lancé un appel à tous les gouvernements, organisations et particuliers pour qu'ils versent des contributions au Fonds avant la session annuelle du Conseil. Le Haut-Commissaire, prenant en considération les besoins et priorités d'ensemble du Haut-Commissariat, lance un appel à de nouvelles contributions volontaires d'un montant de 300 000 dollars É.-U.

Il serait préférable que les contributions au Fonds soient versées avant le 31 décembre 2002. Les donateurs sont priés d'inclure la mention "Contribution destinée au compte SH" dans leur ordre de paiement.

Article 4 
Nul ne sera tenu
en esclavage ni en
servitude;
l'esclavage et la
traite des esclaves
sont interdits
sous toutes leurs
formes.



FONDS DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LES POPULATIONS AUTOCHTONES

CONTEXTE

Le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones a été créé conformément à la résolution 40/131 de l'Assemblée générale, du 13 décembre 1985, dans le but d'apporter aux représentants des communautés et organisations autochtones une aide financière qui leur permette de participer aux travaux du Groupe de travail sur les populations autochtones de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme. Par sa résolution 50/156 du 21 décembre 1995, l'Assemblée générale a décidé que le Fonds servirait également à aider financièrement les représentants des communautés et organisations autochtones autorisées à participer aux débats du Groupe de travail spécial intersessions à composition non limitée de la Commission des droits de l'homme chargé d'élaborer un projet de déclaration sur les droits des peuples autochtones. L'Assemblée générale a à nouveau étendu le mandat du Fonds par sa résolution 56/140 du 19 décembre 2001 en décidant qu'il devrait également servir à aider des représentants de communautés et d'organisations autochtones à assister, en qualité d'observateurs, aux sessions de l'Instance permanente pour les questions autochtones. Le financement est assuré au moyen de contributions volontaires de gouvernements, d'organisations non gouvernementales et d'autres entités publiques et privées; les contributions doivent être versées avant la session annuelle du Conseil d'administration de façon que les subventions puissent être attribuées ou dépensées dans l'année en cours.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Fonds est administré par le Secrétaire général assisté d'un conseil d'administration composé de cinq personnes qui connaissent bien les questions autochtones et siègent à titre

personnel. Les membres du Conseil sont nommés pour un mandat renouvelable de trois ans par le Secrétaire général, en consultation avec la présidence de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme. Un membre au moins doit représenter une organisation de populations autochtones généralement reconnue. Les membres, tous issus de populations autochtones, dont le mandat expire le 31 décembre 2002, sont Mme Victoria Tauli-Corpaz (Présidente), M. Michael Dodson, Mme Naomi N. Kipuri, M. José Carlos Morales et Mme Tove S. Petersen.

Article 27 <

1. Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.
2. Chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.

BÉNÉFICIAIRES

Selon les critères établis par l'Assemblée générale, les bénéficiaires de l'aide du Fonds doivent être des représentants de communautés et d'organisations de populations autochtones qui sont considérés comme tels par le Conseil d'administration, qui ne seraient pas en mesure, de l'avis du Conseil, d'assister aux sessions des groupes de travail et de l'Instance permanente sans l'aide du Fonds, qui peuvent apporter une connaissance approfondie des problèmes qui touchent les populations autochtones et qui peuvent assurer une large représentation géographique. En outre, le Conseil a mis au point d'autres pratiques et directives dont il est tenu compte dans les formulaires de demande de subvention.

CYCLE D'APPROBATION DES AIDES FINANCIÈRES

Les demandes de subvention doivent être soumises chaque année avant le 1er octobre pour examen préalable par le secrétariat du Fonds. Le Conseil d'administration examine les demandes recevables à sa session annuelle qui se tient en mars-avril et adopte des recommandations pour approbation par le Haut-Commissaire au nom du Secrétaire général. Les bénéficiaires sont alors informés des décisions en avril-mai. En plus de sa session annuelle de mars-avril, en 2003, le Conseil d'administration du Fonds tiendra une autre réunion en février 2003 pour formuler des recommandations sur les demandes d'autorisation de participer à la deuxième session de l'Instance permanente pour les questions autochtones qui doit se tenir à New York en mai 2003.

RECOMMANDATIONS DE SUBVENTIONS POUR 2002

Le secrétariat a reçu plus de 400 demandes émanant de représentants autochtones désireux d'assister en tant qu'observateurs à la première session de l'Instance permanente. À sa quinzième session, en avril 2002, le Conseil a aussi examiné 232 demandes de subvention pour frais de voyage de représentants autochtones souhaitant assister à la vingtième session du Groupe de travail sur les populations autochtones (22-26 juillet 2002) et 27 demandes de subvention pour frais de voyage pour assister à la huitième session du Groupe de travail chargé d'élaborer un projet de déclaration sur les droits des peuples autochtones (2-13 décembre 2002). Le Conseil a recommandé d'accorder 25 subventions pour frais

de voyage pour permettre à des représentants de communautés ou d'organisations autochtones d'assister à la réunion de l'Instance permanente, 78 subventions pour frais de voyage pour permettre à des représentants d'assister à la réunion du Groupe de travail sur les populations autochtones et 16 subventions pour permettre à des représentants autochtones d'assister à la réunion du Groupe de travail chargé d'élaborer un projet de déclaration. Le montant total des subventions qu'il était recommandé d'accorder s'élevait approximativement à 500 000 dollars É.-U. Au vu de l'augmentation continue des montants demandés par les requérants, le Conseil a estimé qu'il lui faudrait pouvoir disposer de 800 000 dollars en 2003.

RAPPORTS

On trouvera des informations pertinentes sur les activités du Fonds et son Conseil dans le rapport biennal du Secrétaire général à l'Assemblée générale sur l'état du Fonds (A/57/296), dans le rapport annuel du Secrétaire général à l'Assemblée générale sur la mise en œuvre du programme d'activités de la Décennie internationale des populations autochtones (A/56/206), dans le rapport annuel de la Haut-Commissaire à la Commission des droits de l'homme sur la mise en œuvre du programme d'activités de la Décennie (E/CN.4/2002/96) et dans la note du secrétariat du Groupe de travail sur les populations autochtones (E/CN.4/Sub.2/AC.4/2002/6).

FINANCEMENT ET ESTIMATION DES BESOINS POUR 2003

L'Assemblée générale, dans sa résolution 56/140, et la Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 2002/63, ont lancé un appel à tous les gouvernements, organisations et particuliers pour qu'ils versent des contributions au Fonds. Comme le Conseil d'administration l'a recommandé, il faudrait que le Fonds dispose de ressources supplémentaires en 2003. Le Haut-Commissaire, prenant en considération les besoins et priorités d'ensemble du Haut-Commissariat, lance un appel à de nouvelles contributions volontaires d'un montant de 350 000 dollars É.-U.

Il serait préférable que les contributions au Fonds soient versées avant le 31 décembre 2002. Les donateurs sont priés d'inclure la mention "Contribution destinée au compte IH" dans leur ordre de paiement.



FONDS DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LA DÉCENNIE INTERNATIONALE DES POPULATIONS AUTOCHTONES

CONTEXTE

Le Fonds a été créé conformément aux résolutions de l'Assemblée générale 48/163, du 21 décembre 1993, 49/214, du 23 décembre 1994, et 50/157, du 21 décembre 1995, relatives à la Décennie internationale des populations autochtones. Le Secrétaire général a été prié de créer "un fonds de contributions volontaires pour la Décennie" et a été autorisé "à accepter et à gérer des contributions provenant de gouvernements, d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales et autres institutions privées, ainsi que de particuliers, et destinées à financer les projets et les programmes au cours de la Décennie". Le Haut-Commissariat a été prié d'encourager l'élaboration de projets et de programmes, en collaboration avec les gouvernements et en tenant compte des opinions des peuples autochtones et des institutions compétentes des Nations Unies, qui recevraient une aide du Fonds de contributions volontaires pour la Décennie internationale des populations autochtones. Un groupe consultatif a été créé en avril 1996 pour aider le coordonnateur du Fonds.

BÉNÉFICIAIRES

Le Fonds bénéficie aux peuples, communautés et organisations autochtones, aux organisations non gouvernementales et autres, ainsi qu'aux établissements universitaires et autres qui recherchent de petites bourses pour financer des projets et des activités en relation avec la Décennie, en particulier ceux qui visent à améliorer les structures et procédures organisationnelles autochtones par l'éducation, la formation aux droits de l'homme et le renforcement des compétences. Les organisations doivent être à but non lucratif et être en mesure de collecter des fonds supplémentaires auprès d'autres sources.

CYCLE D'APPROBATION DES AIDES FINANCIÈRES

Les demandes d'aides financières doivent être soumises chaque année avant le 1er octobre pour examen préalable par le secrétariat du Fonds. Le Groupe consultatif examine les demandes recevables à sa session annuelle, qu'il tient en avril, et adopte des recommandations pour approbation par le Haut-Commissaire au nom du Secrétaire général. Les bénéficiaires sont informés des décisions prises en mai-juin.



Année	Nombre de demandes recevables	Nombre de demandes approuvées	Montant approuvé en dollars É.-U.
1998	44	13	139 016
1999	94	24	232 000
2000	58	20	174 955
2001	82	30	252 606
2002	102	43	390 152

RECOMMANDATIONS DE SUBVENTIONS POUR 2002

À sa septième session (8-12 avril 2002), le Groupe consultatif a examiné 102 demandes d'aide au titre de projets: il a recommandé d'approuver 43 subventions au titre de projets, d'un montant total de 390 152 dollars É.-U. Les recommandations ont été approuvées par la Haut-Commissaire au nom du Secrétaire général le 16 avril 2002. Les subventions ont été attribuées à des organisations en Afrique, en Asie, en Europe et en Amérique du Sud.

Sur la recommandation du Groupe consultatif, une somme de 50 000 dollars a été attribuée aux activités suivantes, mises en œuvre par l'équipe des projets autochtones du Service de la recherche et du droit au développement du HCDH: un atelier réunissant des représentants de peuples autochtones et de gouvernements, organisé de concert avec le Sommet mondial sur le développement durable (Johannesburg, 26 août-6 septembre 2002) et un projet sur les médias visant à assurer la participation de médias autochtones, organisé lors de la première session de l'Instance permanente pour les questions autochtones (New York, 13-24 mai 2002).

En recommandant, à sa septième session, d'attribuer toutes les ressources disponibles du Fonds, le Groupe consultatif a invité le Secrétaire général à lancer un appel à de nouvelles contributions. Se fondant sur les demandes reçues (qui s'élèvent à 3 millions de dollars É.-U.) et les activités financées par le Haut-Commissariat en 2002, il a exprimé le souhait d'attribuer, à sa prochaine session, un minimum de 795 000 dollars à de nouveaux projets soumis par des communautés et organisations autochtones. Pour autant que les fonds soient disponibles, il faudrait aussi réserver un minimum de 50 000 dollars pour chacune des années restantes de la Décennie afin de permettre à l'équipe des projets autochtones d'organiser au moins un atelier ou séminaire par an.

RAPPORTS

On trouvera des informations pertinentes sur les activités du Fonds et son Groupe consultatif dans le rapport annuel du Secrétaire général à l'Assemblée générale sur la mise en œuvre du programme d'activités de la Décennie internationale des populations autochtones pour 2001 (A/56/206) et pour 2002 (A/57/395), dans le rapport annuel du Haut-Commissaire à la Commission des droits de l'homme sur la mise en œuvre du programme d'activités de la Décennie (E/CN.4/2002/96) et dans la note du secrétariat du Groupe de travail sur les populations autochtones (E/CN.4/Sub.2/AC.4/2002/7).

FINANCEMENT ET ESTIMATION DES BESOINS POUR 2003

Le Haut-Commissaire, prenant en considération les besoins et priorités d'ensemble du Haut-Commissariat, lance un appel à de nouvelles contributions volontaires, d'un montant de 442 000 dollars É.-U.

Il serait préférable que les contributions au Fonds soient versées avant la fin mars 2003. Les donateurs sont priés d'inclure la mention "Contribution destinée au compte IV" dans leur ordre de paiement.

SUIVI DE LA CONFÉRENCE MONDIALE CONTRE LE RACISME, LA DISCRIMINATION RACIALE, LA XÉNOPHOBIE ET L'INTOLÉRANCE QUI Y EST ASSOCIÉE



CONTEXTE

La Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée s'est tenue du 31 août au 8 septembre 2001 à Durban, en Afrique du Sud. Elle a adopté la Déclaration et le Programme d'action de Durban qui engagent les États à prendre toute une série de mesures pour combattre le racisme et la discrimination aux niveaux international, régional et national.

Les États présents à la Conférence sont parvenus à un accord sur des sujets difficiles liés à l'esclavage, à la traite des esclaves et au colonialisme, et sur différents problèmes concernant le Moyen-Orient. Ils se sont entendus sur la nécessité d'établir des plans d'action nationaux, d'adopter des législations plus strictes et d'améliorer l'assistance juridique des victimes de discrimination raciale. Faisant valoir qu'il était indispensable de garantir des recours appropriés aux victimes de discrimination raciale, les États ont également demandé que soient apportées des améliorations à l'administration de la justice et que soient renforcées les institutions nationales appelées à combattre la discrimination raciale.

De nombreuses mesures éducatives et initiatives destinées à sensibiliser le public ont été adoptées, notamment en vue d'instaurer l'égalité dans les domaines de l'emploi, de la santé et de l'environnement, et de lutter contre le racisme dans les médias, en particulier sur Internet. La Déclaration et le Programme d'action expriment l'idée générale qu'axer l'attention sur les victimes est un moyen important d'éliminer la discrimination raciale. Tout en se référant en particulier à des groupes tels que les Africains et les personnes d'origine africaine, les Asiatiques et les personnes d'origine asiatique, les peuples autochtones, les migrants, les réfugiés, les minorités

et les Roms, les participants ont également attiré l'attention sur les dimensions sexistes de la discrimination raciale et sur la question plus générale de la discrimination multiple.

La Déclaration et le Programme d'action de Durban soulignent qu'il est important de veiller à ce que les États ne soient pas les seuls à donner suite aux engagements pris et qu'il faut que toute une gamme d'acteurs, parmi lesquels les organes et institutions spécialisées des Nations Unies, les organisations internationales et régionales, les parlementaires, le secteur privé, la société civile, les ONG et les jeunes, s'impliquent aussi. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, qui est l'institution de l'ONU à qui incombe en premier la responsabilité d'intégrer la Déclaration et le Programme d'action de Durban aux mandats, programmes et projets des Nations Unies, joue également le rôle principal dans le suivi de la Conférence.

OBJECTIF ET ACTIVITÉS EN 2003

Au début de l'année 2002, un groupe antidiscrimination a été créé au sein du Haut-Commissariat: il a pour fonction principale de "combattre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et de promouvoir l'égalité et la lutte contre la discrimination" (résolution 56/266 de l'Assemblée générale).

Le mandat du Groupe antidiscrimination figure dans le Programme d'action de Durban, dans la résolution 56/266 de l'Assemblée générale et dans la résolution 2002/68 de la Commission des droits de l'homme. En 2003, le Groupe axera en particulier son attention sur les activités suivantes:

■ Organisation de séminaires régionaux d'experts et service de réunions

- Organiser trois séminaires régionaux d'experts, un pour l'Europe occidentale et d'autres États, un pour l'Europe orientale et un pour l'Asie, sur la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban.
- Assurer le service des réunions des cinq experts éminents indépendants nommés en application de la résolution 56/266 de l'Assemblée générale.
- Assurer le service des réunions du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine institué par la résolution 2002/68 de la Commission des droits de l'homme.
- Assurer le service des réunions du Groupe de travail intergouvernemental institué par la résolution 2002/68 de la Commission des droits de l'homme.

■ Liaison avec les organisations non gouvernementales

- Entretenir et renforcer les liens avec différentes ONG et organisations de jeunes en diffusant des informations et en organisant régulièrement des consultations.
- Apporter un appui financier aux ONG qui exécutent sur le terrain des activités d'éducation et de sensibilisation aux problèmes du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée. Une part des crédits alloués à cette fin sera consacrée aux organisations de jeunes. Un programme d'octroi de petites subventions sera exécuté dans le cadre du projet d'aide collective aux communautés (ACT).

■ Liaison avec les institutions nationales de défense des droits de l'homme

- Maintenir et consolider les liens avec les institutions nationales de défense des droits de l'homme en diffusant des informations et en associant ces institutions aux activités organisées par le Groupe.
- En coopération avec l'équipe du HCDH chargée des institutions nationales de défense des droits de l'homme, apporter, sous la forme de petites subventions, un appui financier aux institutions nationales exécutant des activités de sensibilisation et de lutte dirigées contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance.

■ Liaison avec les institutions de l'ONU, le secteur privé et d'autres organes intergouvernementaux

- Collaborer avec l'UNESCO en vue de la production d'un ouvrage éducatif sur l'importance de la tolérance et du respect.
- Renforcer les liens avec les entreprises et les syndicats et les encourager à s'associer à la lutte contre la discrimination raciale, en particulier dans le contexte de la Conférence internationale du travail qui se tiendra en 2003, en convoquant une réunion sur les initiatives entreprises avec le concours de partenaires multiples pour favoriser l'égalité et la non-discrimination au travail et dans la communauté.
- Publier quatre fiches d'information – sur la santé et le racisme, la différenciation hommes/femmes et le racisme, les groupes migrants et le racisme, et la promotion du développement comme moyen de combattre le racisme – en collaboration avec les organes et les institutions spécialisées concernés de l'ONU.

■ Autres activités

- Établir avant la fin de l'année une brochure d'information à partir des rapports officiels soumis à la Commission des droits de l'homme et à l'Assemblée générale, sur la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban.
- Poursuivre le travail nécessaire à l'établissement d'une base de données sur les bonnes pratiques et les législations nationales axées sur la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.
- Promouvoir la mise en œuvre de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et les travaux du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale par le biais de publications et d'interventions au cours de séminaires d'experts.
- Rédiger, à l'intention de la Commission des droits de l'homme et de l'Assemblée générale, des rapports sur la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban.
- Élaborer, pour le soumettre au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale, un rapport analytique sur les progrès réalisés au cours de la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

RÉSULTATS ESComPTÉS

- La Déclaration et le Programme d'action continueront de rester au premier plan des préoccupations de ceux qui ont été chargés d'en assurer la mise en œuvre, à savoir les États, les organes et institutions spécialisées de l'ONU, les organisations internationales et régionales, les parlementaires, les institutions nationales de défense des droits de l'homme, les ONG, la société civile, le secteur privé et les jeunes. Les recommandations formulées à l'issue des séminaires régionaux d'experts, par les cinq experts éminents et par le Groupe de travail intergouvernemental devraient donner des indications utiles en vue de l'exécution du Programme d'action de Durban.
- Les réseaux mis en place à Durban seront maintenus et chargés d'appuyer différentes activités de lutte contre le racisme et la discrimination raciale.
- Les séminaires d'experts, les publications et le site Web du HCDH contribueront à mieux sensibiliser le public aux résultats de la Conférence de Durban et à la nécessité de combattre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires immédiats seront les États, les institutions nationales, les organisations non gouvernementales, les groupements de jeunes et autres éléments de la société civile qui participent aux activités ou reçoivent une aide pour leurs propres actions. À plus longue échéance, les bénéficiaires seront aussi les victimes du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance.

MODALITÉS DE GESTION

Sur les huit postes de la catégorie des administrateurs et deux postes de la catégorie des services généraux prévus pour le Groupe antidiscrimination, quatre postes de la catégorie des administrateurs et un poste de la catégorie des services généraux sont financés par le budget ordinaire (pour un montant de 300 500 dollars É.-U.) et deux administrateurs sont des administrateurs auxiliaires. Le Groupe est à la recherche de contributions volontaires susceptibles d'assurer le financement d'un poste d'administrateur spécialiste des droits de l'homme, d'un poste de responsable de la liaison avec les ONG et d'un poste au titre du personnel d'appui.

BUDGET EN DOLLARS É.-U.	
Dépenses de personnel	275 100
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	45 000
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	56 800
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	124 800
Services contractuels	135 900
Dépenses générales de fonctionnement	23 500
Fournitures et achats	
Subventions, contributions, bourses et séminaires	220 000
Total partiel	881 100
Dépenses d'appui au programme	114 543
Total	995 643



Article 7

Tous sont égaux devant
la loi et ont droit sans
distinction à une égale
protection de la loi.

Tous ont droit à une
protection égale contre
toute discrimination qui
violerait la présente
Déclaration et contre toute
provocation à une telle
discrimination.

COOPÉRATION TECHNIQUE



I N T R O D U C T I O N

Le programme de coopération technique du Haut-Commissariat aux droits de l'homme vient en aide aux pays désireux de se doter d'une capacité de promotion et de protection des droits de l'homme aux échelons national, sous-régional et régional. Cette action comprend, notamment, l'incorporation des normes relatives aux droits de l'homme dans les lois, politiques et pratiques nationales, et la mise en place de capacités et infrastructures nationales durables pour mettre en œuvre ces normes et assurer le respect des droits de l'homme. Les activités de coopération technique sont souvent fondées sur les conclusions formulées par les organes conventionnels et les recommandations émanant de procédures spéciales.

En 2002, des stratégies visant à orienter les activités de coopération technique du HCDH dans les diverses régions et à en fixer les priorités ont été élaborées. En 2003, l'accent continuera d'être mis sur le perfectionnement et la mise en œuvre de ces stratégies, selon l'approche décrite dans les sections suivantes, consacrées à l'Afrique, à l'Amérique latine et aux Caraïbes, à l'Europe, à l'Asie centrale et au Caucase, à l'Asie et au Pacifique et à la région arabe.

Renforcer les capacités des pays en matière de droits de l'homme est l'un des objectifs essentiels de la coopération technique. Le HCDH ne peut toutefois s'acquitter de cette tâche à lui tout seul; elle exige la participation d'autres acteurs à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies, avec lesquels et par l'intermédiaire desquels il doit travailler. L'approche régionale et sous-régionale facilite la coopération et la coordination avec ces autres acteurs ainsi que les interventions stratégiques.

Dans les Balkans, une approche novatrice consistera, en 2003, à exécuter, dans le cadre d'un projet pilote, une série de

projets thématiques de coopération technique à l'intention de cinq pays de la sous-région. Cette approche est fondée sur l'analyse d'un certain nombre de problèmes concrets concernant les droits de l'homme dans la région et du rôle spécifique qui revient au HCDH par rapport à celui d'autres acteurs; elle se traduira par une amélioration en termes de déploiement des ressources, de fourniture de conseils d'experts et de coordination avec les organisations partenaires.

Des représentants régionaux sont en poste à Addis-Abeba pour la sous-région de l'Afrique orientale, à Pretoria pour la sous-région de l'Afrique australe, à Yaoundé pour la sous-région de l'Afrique centrale, à Santiago du Chili pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, à Beyrouth pour la région arabe et à Bangkok pour la région de l'Asie et du Pacifique. La plupart d'entre eux travaillent en collaboration avec les commissions économiques régionales de l'ONU à Bangkok, Santiago du Chili, Beyrouth et Addis-Abeba. Ils sont notamment chargés de faciliter et d'encourager l'intégration des droits de l'homme dans le système des Nations Unies, tâche appelée à revêtir une importance croissante dans les années à venir. Des fonctionnaires du Haut-Commissariat veilleront à la mise en œuvre des activités de coopération technique en poste en Azerbaïdjan, en El Salvador, au Guatemala, au Mexique, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, en Mongolie, en Palestine, aux Îles Salomon, en Somalie, à Sri Lanka, au Soudan et au Timor-Leste. Le HCDH dispose en outre de bureaux locaux au Burundi, en République démocratique du Congo, en Colombie, au Cambodge, en Bosnie-Herzégovine et dans la République fédérale de Yougoslavie, dont les activités sont décrites dans le chapitre intitulé "Appui aux droits de l'homme pour le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix". Ces bureaux ont des missions de protection, mais mènent aussi bien des activités d'assistance technique.

Le HCDH renforce actuellement son groupe de gestion des projets afin d'intensifier son action dans le domaine de la formation portant sur la gestion, l'exécution, l'évaluation et l'efficacité des projets. Il poursuivra ses efforts en faveur d'une approche des activités de coopération technique davantage fondée sur les résultats, notamment grâce à la mise au point d'indicateurs permettant de mesurer leurs effets. Le Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique fera en outre l'objet en 2003 d'un examen global ayant pour but de tirer les enseignements du passé et de concevoir des stratégies plus efficaces pour l'avenir.

FINANCEMENT

Les activités de coopération technique sont principalement financées par le Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme. Le Conseil d'administration du Fonds se réunit deux fois par an pour examiner les résultats du Fonds et faire office d'organe consultatif externe du Programme de coopération technique. Les activités de coopération technique du Haut-Commissariat se sont considérablement accrues au fil des ans. Sa capacité d'exécution s'est elle aussi sensiblement améliorée et actuellement les ressources disponibles sont, pour l'essentiel, engagées et dépensées. Les besoins budgétaires étant supérieurs aux contributions annuelles, le Haut-Commissariat a recours, pour financer ses activités, à l'utilisation anticipée des

ressources du Fonds de contributions volontaires. Selon les prévisions, toutefois, cela ne permettra pas de couvrir en 2003 le coût des activités proposées.

Pour l'exercice biennal 2002-2003, un montant de 1 316 400 dollars É.-U. a été approuvé au budget ordinaire de l'ONU. Un montant supplémentaire de 13 988 637 dollars sous forme de contributions volontaires est nécessaire. Le Haut-Commissariat préfère que les contributions pour la coopération technique soient versées au Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique plutôt qu'affectées à telle ou telle activité régionale ou nationale. Un montant supplémentaire d'environ 4,2 millions de dollars est en outre nécessaire pour le soutien des activités relatives à la Commission vérité et réconciliation en Sierra Leone. Les donateurs sont invités à s'adresser au groupe de la mobilisation des ressources du HCDH pour toute information concernant les modalités de financement.

ÉTAT RÉCAPITULATIF DU BUDGET (DOLLARS É.-U.)

Projets mondiaux	2 373 986
Afrique	2 789 518
Amérique latine et Caraïbes	2 529 433
Europe, Asie centrale et Caucase	2 245 660
Asie et Pacifique	2 207 173
Région arabe	1 842 867
Total	13 988 637

Article 11

1. Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées.

2. Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux a été commis.



PROJETS MONDIAUX

DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME (1995-2004)

CONTEXTE

En décembre 1994, l'Assemblée générale a proclamé la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme (1er janvier 1995-31 décembre 2004) et a prié le Haut-Commissaire aux droits de l'homme de coordonner l'exécution d'un Plan d'action établi par le Secrétariat (A/51/506/Add.1), dont l'objectif est de renforcer les programmes d'enseignement des droits de l'homme aux niveaux international, régional, national et local. En 2002, le Haut-Commissariat a poursuivi la mise en œuvre de ce projet en s'inspirant du Plan d'action de la Décennie, des résolutions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale et la Commission des droits de l'homme, et des recommandations auxquelles a abouti l'évaluation internationale à mi-parcours de la Décennie (2000).

OBJECTIFS ET STRATÉGIES

Le Haut-Commissariat continuera d'apporter son concours à la communauté internationale en ce qui concerne l'élaboration, l'exécution et l'évaluation d'initiatives d'éducation et de formation dans le domaine des droits de l'homme à tous les niveaux. Pour ce faire, il s'attachera :

- À faciliter l'échange de renseignements entre tous les acteurs de la Décennie;
- À renforcer la constitution de réseaux entre les organisations intergouvernementales internationales et régionales;

- À produire et à diffuser du matériel d'éducation et de formation aux droits de l'homme;
- À appuyer les initiatives prises au niveau local dans le domaine de l'éducation et de la formation aux droits de l'homme;
- À diffuser la Déclaration universelle des droits de l'homme à travers le monde;
- À assurer la coordination indispensable de la Décennie à l'échelle mondiale.

ACTIVITÉS EN 2003

Durant l'année 2003, le Haut-Commissariat maintiendra et développera les sources d'information mises en place dans le cadre de la Décennie, notamment :

- La base de données sur l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, qui contient des renseignements en anglais, espagnol et français sur les matériels, programmes et organisations dans ce domaine et qui est accessible sur Internet à l'adresse <http://www.unhchr/hedu.nsf>;
- La collection de documents sur l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, qui comprend une vaste gamme de matériel spécialisé pour l'éducation et la formation aux droits de l'homme, et peut être consultée au siège du HCDH à Genève;
- La page enrichie de son site Web consacrée à la Déclaration universelle des droits de l'homme, où figure le texte dans plus de 320 langues nationales et locales de la Déclaration et qui peut être consultée sur Internet à l'adresse : <http://www.unhchr.udhr/index.htm>;
- La collection riche de plus de 500 éléments de matériels relatifs à la Déclaration universelle, constituée pour le cinquantième anniversaire de la Déclaration (1998) et complétée par la suite.

Article 26 ◀

1. Toute personne a droit à l'éducation.

L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.

2. L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés

fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.

3. Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.

Les matériels d'éducation et de formation aux droits de l'homme ci-après seront publiés ou traduits:

- Manuel sur les droits de l'homme à l'intention des juges, procureurs et avocats;
- Guide de la formation aux droits de l'homme du personnel pénitentiaire;
- Matériels didactiques à l'intention des écoles.

Cinq recueils des bonnes pratiques en matière d'éducation et de formation aux droits de l'homme, mises au point depuis le début de la décennie (1995) dans la région Asie et Pacifique, dans la région arabe, en Afrique, en Amérique et en Europe seront publiés.

La quatrième phase du projet d'aide collective aux communautés (ACT), qui accorde des subventions d'un montant limité aux organisations qui mènent des activités d'éducation et de formation aux droits de l'homme au sein des communautés locales, sera conçue et exécutée de concert avec le PNUD.

Un réseau de responsables de l'éducation et de la formation aux droits de l'homme au sein des organisations intergouvernementales internationales et régionales sera mis en place.

Le Haut-Commissariat continuera d'assurer la coordination des tâches liées à la Décennie: réponses aux demandes d'information émanant de divers acteurs, fourniture de

conseils et avis d'experts, et établissement du rapport du Haut-Commissaire à l'Assemblée générale et à la Commission des droits de l'homme. Les besoins du HCDH en 2003 sont estimés à 948 070 dollars E.-U.

RÉSULTATS ESCOMPTÉS

- Tous les particuliers et organisations intéressés auront accès en permanence aux principales sources d'information concernant l'éducation aux droits de l'homme: matériel de formation, base de données et collection de matériel sur l'éducation aux droits de l'homme, page Web et collection de matériel relatif à la Déclaration universelle des droits de l'homme.
- L'échange de renseignements et la constitution de réseaux entre les différents acteurs de l'éducation et de la formation aux droits de l'homme seront facilités.
- Les activités d'éducation dans le domaine des droits de l'homme menées par des organisations locales telles que campagnes d'information, stages de formation et initiatives en faveur de l'enseignement des droits de l'homme à l'école seront appuyées, mises en œuvre et évaluées dans le cadre du projet ACT.
- Le HCDH pourra continuer de répondre aux demandes d'avis spécialisés et de remplir les missions que lui confient l'Assemblée générale et la Commission des droits de l'homme.

BÉNÉFICIAIRES

Le Haut-Commissariat a une liste d'adresses d'environ 2 000 organisations et particuliers et il reçoit chaque mois plus de 600 demandes de publications, de matériel didactique et de renseignements sur les des droits de l'homme. Des particuliers et des représentants d'organismes intéressés viennent tous les jours au siège du Haut-Commissariat et dans ses bureaux extérieurs pour demander des informations. Le site Web du Haut-Commissariat est consulté plus de 3,5 millions de fois par mois. Le Haut-Commissariat exécute en outre des projets de coopération dans plus de 55 pays et supervise divers programmes régionaux et internationaux dont la plupart comportent un volet consacré aux droits de l'homme. Dans le cadre du projet ACT, il est en contact direct avec des centaines d'organisations et de particuliers au niveau local.

COORDINATION

Toutes les activités susmentionnées sont entreprises de concert avec les partenaires les plus indiqués dans chaque cas, par exemple l'UNESCO, le PNUD pour le projet ACT, les centres ou instituts régionaux d'enseignement des droits de l'homme pour l'établissement des compilations régionales, et l'Association internationale du barreau pour l'élaboration du manuel de formation en matière de droits de l'homme à l'intention des juges, procureurs et avocats.

FORMATION AUX DROITS DE L'HOMME POUR LE PERSONNEL DE MAINTIEN DE LA PAIX

CONTEXTE

Au cours des 10 dernières années, les opérations de maintien de la paix des Nations Unies ont évolué de façon radicale. Traditionnellement destinées à l'observation des cessez-le-feu et des séparations imposées au terme de conflits entre États, elles exécutent aujourd'hui un ensemble complexe d'activités, assurées par des composantes militaires et civiles, qui contribuent à consolider la paix au lendemain de guerres civiles. Faciliter la réinsertion des ex-combattants dans la société civile, renforcer l'état de droit, promouvoir le respect des

droits de l'homme, fournir une assistance technique pour le progrès de la démocratie et apporter une formation aux techniques de résolution des conflits et de réconciliation sont désormais des aspects courants du maintien de la paix. Le personnel de maintien de la paix doit donc impérativement avoir une connaissance approfondie des normes internationales relatives aux droits de l'homme.

Une formation adéquate en matière de droits de l'homme doit par conséquent être dispensée aux personnels militaires et civils de maintien de la paix avant qu'ils ne soient déployés par l'Organisation des Nations Unies et ses États Membres. Dans son rapport (Rapport Brahimi, A/55/305), le Groupe d'étude sur les opérations de paix des Nations Unies, constitué en 2000 par le Secrétaire général de l'ONU, a particulièrement souligné "qu'il importe de sensibiliser les personnels militaires, civils et de police aux questions relatives aux droits de l'homme et aux dispositions pertinentes du droit international humanitaire". Il a également souligné le rôle spécifique que pouvait jouer le HCDH pour renforcer l'efficacité des opérations de paix, notamment en organisant une formation aux droits de l'homme pour l'ensemble du personnel de maintien de la paix, y compris les forces responsables du maintien de l'ordre et de l'application des lois.

OBJECTIFS

Mettre au point du matériel relatif aux droits de l'homme pour la formation du personnel de maintien de la paix et promouvoir l'incorporation des normes relatives aux droits de l'homme dans toutes les activités de formation du Département des opérations de maintien de la paix, le but poursuivi étant l'harmonisation de la formation du personnel de maintien de la paix dans les États membres.

L'objectif à long terme est d'assurer la consolidation de la paix et le respect des droits de l'homme en améliorant l'efficacité des opérations de maintien de la paix en veillant à l'application des normes internationales relatives aux droits de l'homme.

ACTIVITÉS EN 2003

En 2003, le Haut-Commissariat mènera à terme l'élaboration, entreprise depuis 1995, du *Manuel pour la formation aux droits de l'homme de la police civile* et du *Manuel pour la formation aux*

droits de l'homme des observateurs militaires. Aucun de ces deux manuels n'est encore achevé, mais il est prévu que leur mise au point définitive et leur publication en anglais interviendra en 2003.

Par le biais d'une participation aux activités pertinentes du Département des opérations de maintien de la paix, le HCDH donnera des conseils techniques aux États membres pour l'intégration des droits de l'homme dans la formation du personnel de maintien de la paix. Il aidera notamment le Département à élaborer du matériel de formation reprenant intégralement les normes relatives aux droits de l'homme et participera à celles de ses activités concernant les centres de formation du personnel de maintien de la paix. Les besoins sont estimés à 294 786 dollars É.-U.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires de ce projet seront les institutions et les particuliers qui, dans les États membres, assurent la formation du personnel de maintien de la paix. En dernier ressort, ce seront les habitants des pays dans lesquels les militaires et les policiers formés dans le cadre du projet seront envoyés.

COORDINATION

Ce projet, conçu en consultation avec le Département des opérations de maintien de la paix, sera mis en œuvre conjointement avec d'autres organismes des Nations Unies. En mai-juin 1996, le Haut-Commissariat et le Département ont organisé le premier Programme de formation sur le maintien de la paix, les droits de l'homme et l'assistance humanitaire à l'intention des instructeurs de la police civile et des forces armées. Ce programme, le premier à aborder à la fois les questions relatives au maintien de la paix et les questions concernant les droits de l'homme, a été suivi par des instructeurs nationaux des forces armées et de la police, ainsi que par des planificateurs chargés de la formation préalable au déploiement des contingents de l'armée et de la police civile. Suite à cette initiative, le Haut-Commissaire aux réfugiés et l'École des cadres des Nations Unies ont exprimé le souhait de coparrainer des activités analogues. Ces deux organismes ont organisé conjointement avec le Département des opérations de maintien de la paix et le HCDH huit autres stages de formation à Turin, dont le dernier en novembre-décembre 2000.

TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

CONTEXTE

Le phénomène de la traite des êtres humains et les nombreuses violations des droits de l'homme qu'il implique figurent parmi les problèmes les plus complexes et les plus pressants auxquels est confrontée la communauté internationale dans le domaine des droits de l'homme. Pour s'attaquer à ce fléau, il faut surmonter nombre de difficultés et d'obstacles, notamment la disparité des contextes politiques et géographiques, les différences idéologiques et conceptuelles dans les approches, la mobilité et la faculté d'adaptation des trafiquants, la disparité des situations et des besoins des victimes de la traite, l'incapacité du cadre juridique existant à assurer la protection contre les trafiquants, l'insuffisance des travaux de recherche, et la coordination inadéquate entre les acteurs nationaux, régionaux et internationaux.

Bien que l'ONU accorde désormais un degré élevé de priorité à la lutte contre le trafic des êtres humains, les aspects "droits de l'homme" du problème ont souvent été marginalisés, voire ignorés. En 1999, le Haut-Commissariat a entrepris de renforcer et d'élargir son programme dans ce domaine; depuis lors, il conseille les États et les institutions intergouvernementales sur les mesures à prendre pour lutter contre la traite ainsi que sur les instruments internationaux en cours d'élaboration. Il a publié en juillet 2002 un document de base intitulé *Principes et directives internationaux concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains* qui constitue un guide pratique en la matière à l'intention des gouvernements, des organisations intergouvernementales et de la société civile.

La Commission des droits de l'homme a demandé au Haut-Commissariat de prendre en considération la nécessité d'élaborer des stratégies globales de lutte contre la traite des êtres humains, d'y consacrer des ressources accrues et de mieux coordonner les programmes et les activités dans ce domaine. Elle l'a également prié de l'informer, lors de sa cinquante-neuvième session, des activités menées dans le cadre de son programme de lutte contre la traite des êtres humains.

OBJECTIFS

Les activités du Haut-Commissariat dans ce domaine visent à intégrer les droits de l'homme aux initiatives internationales, régionales et nationales de lutte contre la traite des êtres humains grâce à l'élaboration d'instruments juridiques et à la formulation de politiques. Le projet comporte quatre grands objectifs:

- Renforcer la capacité du Haut-Commissariat d'orienter et de diriger les activités de lutte contre la traite des êtres humains;
- Renforcer la capacité du Haut-Commissariat, de ses bureaux extérieurs et du système onusien des droits de l'homme de s'occuper des aspects "droits de l'homme" de la traite des êtres humains;
- Veiller à ce que les droits de l'homme soient pris en compte dans les activités de lutte contre la traite des êtres humains d'autres organismes et programmes des Nations Unies, et sensibiliser l'ensemble du système onusien à la traite en tant que problème de droits de l'homme;
- Encourager les organisations extérieures aux Nations Unies (notamment les organisations intergouvernementales, les ONG internationales et nationales et les institutions nationales de défense des droits de l'homme) à adopter, pour s'attaquer au problème de la traite, une démarche fondée sur le respect des droits de l'homme.

ACTIVITÉS EN 2003

Une activité particulièrement importante sera la diffusion des *Principes et directives internationaux concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains*, qui seront publiés sous une forme facile à consulter et accompagnés d'un "commentaire" technique plus détaillé qui paraîtra 2003. Un consultant sera recruté pour élaborer un manuel à l'intention des responsables gouvernementaux. Une réunion internationale sera consacrée à l'examen des bonnes pratiques concernant l'adoption d'une approche de la traite des êtres humains fondée sur les droits de l'homme; le rapport de la réunion sera publié et fournira des indications utiles pour la mise en œuvre des *Principes et directives internationaux*. Ces activités seront menées en étroite concertation avec l'OIT, l'OIM et le HCR, avec le soutien du Groupe de contact des organisations intergouvernementales sur la traite des êtres humains et l'introduction clandestine de migrants qui rassemble

régulièrement des représentants des principales organisations intergouvernementales et non gouvernementales basées à Genève qui s'occupent du problème de la traite.

Au plan régional, les activités viseront à intégrer la traite des êtres humains dans le programme de travail des institutions nationales de défense des droits de l'homme, en coopération avec l'équipe du Haut-Commissariat chargée des institutions nationales. Tout au long de l'année 2003, le HCDH s'emploiera à renforcer la capacité de ses bureaux extérieurs à faire face au problème de la traite des êtres humains et à aider leurs partenaires locaux à promouvoir à cet égard une approche fondée sur le respect des droits de l'homme, en s'inspirant des succès enregistrés à cet égard en Bosnie-Herzégovine et au Cambodge.

Le Conseiller chargé de la question de la traite des êtres humains, basé à Genève, diffusera l'information aux bureaux extérieurs et travaillera avec les secrétariats des organes conventionnels, auxquels il fournira des informations sur la traite dans les pays dont ces organes examinent les rapports. Les besoins pour 2003 sont estimés à 324 310 dollars.

RÉSULTATS ESCOMPTÉS

Les *Principes et directives internationaux* aideront les gouvernements, la société civile et le système des Nations Unies à concevoir des activités et à apporter des réponses au problème de la traite.

Les bureaux extérieurs du HCDH seront mieux équipés pour conseiller les responsables gouvernementaux et les ONG sur la façon de prévenir la traite et de s'y attaquer en adoptant une approche fondée sur les droits de l'homme. Les institutions nationales de défense des droits de l'homme tiendront au moins une réunion sur la traite afin d'intégrer la lutte contre ce fléau dans leurs activités.

Le Conseiller chargé de la question de la traite des êtres humains apportera son concours aux organes conventionnels pour qu'ils soient mieux en mesure de traiter cette question et les encouragera à l'aborder plus fréquemment lors de l'examen des rapports présentés par les États.

BÉNÉFICIAIRES

En dernière analyse, les bénéficiaires du programme de lutte contre la traite des êtres humains doivent toujours être les

victimes elles-mêmes. Par ses activités au siège ou sur le terrain, le Haut-Commissariat les aide en veillant au respect et à la protection de leurs droits. Il répond également aux organisations internationales, aux gouvernements et aux particuliers qui sollicitent son avis sur des questions liées à la traite.

RISQUES

La question de la traite des êtres humains est liée à d'autres problèmes sensibles sur le plan politique, notamment les migrations illicites, le crime organisé transnational et la corruption dans le secteur public. Il s'ensuit que les efforts du HCDH pour mettre en œuvre une approche de la lutte contre la traite fondée sur le respect des droits de l'homme peuvent être compromis du fait de pressions politiques.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le Conseiller chargé de la question de la traite est responsable de l'exécution des activités sous la direction du Chef du Service de la recherche et du droit au développement. Les activités feront l'objet d'une coordination étroite avec d'autres services du HCDH, en particulier l'équipe chargée des institutions nationales, les bureaux extérieurs et les secrétariats des organes conventionnels. La collaboration avec d'autres entités du système onusien, les organisations intergouvernementales et les ONG se poursuivra, essentiellement dans le cadre du Groupe de contact des organisations intergouvernementales sur la traite des êtres humains et l'introduction clandestine de migrants.

Article 3<
Tout individu
a droit à
la vie, à la
liberté et
à la sûreté
de sa personne.

BUDGET EN DOLLARS É.-U.

Dépenses de personnel:	
Traite des êtres humains	124 600
Formation aux droits de l'homme pour le personnel de maintien de la paix	110 873
Soutien aux équipes de pays des Nations Unies	124 600
Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme	342 000
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants:	
Traite des êtres humains	115 000
Conception, évaluation et formulation des projets	30 000
Formation aux droits de l'homme pour le personnel de maintien de la paix	30 000
Soutien aux équipes de pays des Nations Unies	70 000
Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme	40 000
Frais de voyage:	
Personnel du HCDH (traite des êtres humains)	25 000
Personnel du HCDH (conception, évaluation et formulation des projets)	10 000
Personnel du HCDH (formation aux droits de l'homme pour le personnel de maintien de la paix)	40 000
Personnel du HCDH (soutien aux équipes de pays des Nations Unies)	16 000
Personnel du HCDH (Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme)	10 000
Représentants et autres participants (Conseil d'administration)	37 600
Représentants et autres participants (conception, évaluation et formulation des projets)	17 000
Services contractuels	625 500
Dépenses générales de fonctionnement	5 300
Fournitures et achats	7 400
Subventions, contributions, bourses et séminaires:	
Traite des êtres humains	20 000
Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme	300 000
Total partiel	2 100 873
Dépenses d'appui au programme	273 113
Total	2 373 986



A F R I Q U E

CONTEXTE

La stratégie du Haut-Commissariat pour l'Afrique vise essentiellement à développer les capacités nationales dans le domaine des droits de l'homme et à incorporer une dimension "droits de l'homme" dans les activités des institutions des Nations Unies et de ses partenaires. Cette démarche s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de développement du continent africain ayant pour pierre angulaire la protection et la promotion des droits de l'homme. Les activités aux niveaux régional, sous-régional et national viennent compléter celles des institutions nationales de défense des droits de l'homme, de la société civile et des équipes de pays des Nations Unies. Les représentants régionaux du HCDH basés à Addis-Abeba sont responsables de la région de l'Afrique de l'Est et travaillent en liaison avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA), l'Union africaine (UA) et les gouvernements; ceux qui sont basés à Pretoria sont responsables de la région de l'Afrique australe et travaillent dans le cadre d'un programme commun PNUD/HCDH; enfin, ceux qui sont basés au Centre sous-régional des droits de l'homme à Yaoundé sont responsables des activités dans la région de l'Afrique centrale. Un représentant pour la région de l'Afrique de l'Ouest sera nommé en 2003.

Le HCDH participe à plusieurs opérations de maintien et de consolidation de la paix par l'intermédiaire de ses bureaux au Burundi et dans la République démocratique du Congo et grâce à l'appui qu'il fournit aux opérations menées sous la direction du Département des opérations de maintien de la paix et du Département des affaires politiques en Afrique de l'Ouest (Libéria et Guinée-Bissau), en Afrique de l'Est (Érythrée et Éthiopie) et en Afrique centrale (République démocratique du Congo, République

du Congo, République centrafricaine et Angola). Les activités au Burundi et dans la République démocratique du Congo sont décrites dans le chapitre intitulé "Appui aux droits de l'homme pour le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix".

Le Haut-Commissariat œuvre en partenariat avec l'UA, la CEA, le secrétariat du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NOPADA), le PNUD, les organismes compétents des Nations Unies et les représentants de la société civile. Il apporte en permanence son concours aux rapporteurs spéciaux et experts indépendants dont la mission concerne le Burundi, la République démocratique du Congo, la Somalie et le Soudan.

RÉALISATIONS EN 2002

Le deuxième Dialogue africain, organisé à Arusha en mai 2002 en collaboration avec le Tribunal pénal international pour le Rwanda, avait pour thème "Promouvoir la justice et la réconciliation en Afrique: défis pour les droits de l'homme et le développement". Les participants ont adopté un certain nombre de recommandations portant sur les stratégies à mettre en œuvre pour renforcer les ressources et institutions nationales et régionales nécessaires pour promouvoir la justice et la réconciliation, notamment dans le cadre d'initiatives africaines de développement comme le NOPADA.

Suite à l'adoption de la Déclaration du NOPADA sur la gouvernance économique et politique, qui met l'accent sur l'importance primordiale du respect des droits de l'homme, de l'état de droit et de l'administration de la justice pour le

développement durable et les initiatives de paix, le Haut-Commissariat a organisé deux ateliers visant à définir la portée et la nature de son soutien aux initiatives prises en ce sens par les pays africains, auxquels ont participé des représentants du NOPADA, de la Conférence panafricaine sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique, des communautés économiques sous-régionales, des organismes des Nations Unies et de la société civile. La participation du HCDH à deux réunions consultatives, l'une avec le NOPADA et l'autre avec la CEA, a eu pour effet une prise de conscience accrue de la dimension "droits de l'homme" de toutes les initiatives en faveur du développement et a abouti à l'inclusion de références aux droits de l'homme dans plusieurs documents d'orientation importants.

Poursuivant ses efforts en faveur de la prise en compte systématique des droits de l'homme, le Haut-Commissariat a également participé aux réunions des groupes sous-régionaux pour l'Afrique australe, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, organisées par le PNUD dans le cadre du troisième Forum sur le développement en Afrique, ainsi qu'à d'autres importantes réunions régionales et sous-régionales. Il était présent au Sommet inaugural de l'Union africaine et au Sommet du Programme alimentaire mondial, où il a veillé à ce que l'accent soit mis sur le lien entre droits de l'homme et développement. Il a également participé au Sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg et à un atelier de suivi sur le NOPADA.

Des activités au plan national ont été menées en Guinée-Bissau, en Guinée équatoriale, à Madagascar, au Malawi, en Mauritanie, au Rwanda, en Sierra Leone, en Somalie, au Soudan et au Tchad.

STRATÉGIE

La stratégie du Haut-Commissariat pour l'Afrique s'inspire de la Déclaration de Grande-Baie de 1999, de la Déclaration sur la gouvernance économique et politique du NOPADA, de l'Acte constitutif de l'UA et des Initiatives de Bamako et de Cotonou en faveur de la démocratie; elle met l'accent sur la nécessité d'intégrer une approche fondée sur le respect des droits de l'homme dans toutes les activités de développement, ce qui suppose l'établissement de relations de travail étroites avec la CEA, l'UA et avec des groupements économiques sous-régionaux, comme la Communauté

économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), ainsi que le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA). Le Haut-Commissariat s'efforce également de travailler en partenariat avec d'autres acteurs, dont les gouvernements, la société civile et les organisations internationales à la mise au point d'initiatives africaines concertées propres à promouvoir une culture des droits de l'homme durable sur le continent.

OBJECTIFS EN 2003

Aux niveaux régional et sous-régional, le Haut-Commissariat poursuivra les buts suivants:

- Déterminer les besoins et priorités et prendre des initiatives efficaces pour donner effet au mandat du Haut-Commissaire, en organisant à cette fin des consultations régionales et sous-régionales;
- Soutenir le système africain des droits de l'homme, faciliter l'élaboration de plans de développement fondés sur ces droits et de plans d'action nationaux en faveur des droits de l'homme et la mise en place d'une éducation et d'une formation aux droits de l'homme, et soutenir la création de nouvelles institutions nationales des droits de l'homme ou renforcer celles qui existent;
- Établir des relations efficaces avec les organismes des Nations Unies et des partenaires locaux et régionaux, de façon à promouvoir une participation locale responsable et durable;
- Encourager, au niveau sous-régional, les efforts visant à intégrer les droits de l'homme et à donner suite aux initiatives africaines soutenues par le Haut-Commissariat, comme le NOPADA, l'UA et les Initiatives de Bamako et de Cotonou en faveur de la démocratie.

ACTIVITÉS RÉGIONALES

■ Troisième dialogue africain

Conformément aux recommandations formulées par les participants au deuxième Dialogue africain, le Haut-Commissariat organisera en 2003 le troisième Dialogue africain, qui permettra de faire le point sur la suite donnée aux recommandations des deux réunions précédentes.

L'ordre du jour sera établi en fonction des résultats de réunions organisées à l'initiative des pays africains, telles que la deuxième Conférence ministérielle sur les droits de l'homme et la Réunion d'experts de l'Union africaine, prévues en avril 2003.

■ Forum africain de la jeunesse

Le Haut-Commissariat réunira chaque année des jeunes de tout le continent afin de les encourager à s'engager en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme, en particulier dans des domaines touchant la mise en œuvre de la Déclaration et du Plan d'action de Durban et la promotion de l'éducation aux droits de l'homme. Ce rassemblement, organisé sur le modèle des dialogues africains, sera pour les jeunes d'Afrique l'occasion de dialoguer avec d'autres Africains: décideurs, intellectuels et représentants d'institutions régionales et intergouvernementales. Le premier Forum de la jeunesse, tenu à Accra (Ghana) en août 2002 à l'intention de participants des pays du Commonwealth, a abouti à l'élaboration d'un annuaire des organisations de jeunes actifs dans le domaine des droits de l'homme et à l'établissement d'une liste de projets dignes de soutien. Le Forum 2003 sera organisé à l'échelle sous-régionale et visera à une plus large participation. Des subventions seront accordées à l'appui d'activités nationales de nature à renforcer la capacité des organisations de jeunesse.

■ Soutien au système africain des droits de l'homme

Le Haut-Commissariat fournit en permanence une assistance technique à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, pour qu'elle soit mieux en mesure de veiller à l'application des normes relatives aux droits de l'homme. Il continuera à fournir un soutien substantiel aux initiatives de l'UA et des organisations de la société civile visant à promouvoir et à renforcer les mécanismes africains des droits de l'homme.

Le Haut-Commissariat met actuellement au point son action en vue de renforcer la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et de soutenir la création de la Cour africaine sur la base des résultats de la mission d'évaluation des besoins effectuée en février/mars 2002. Il ressortait de cette évaluation qu'il fallait continuer à fournir un soutien à la Commission pour l'aider à s'acquitter plus efficacement de

sa mission, notamment compte tenu de l'évolution du contexte politique sur le continent et de la nécessité de faire du respect des droits de l'homme une priorité. Les activités en ce sens seront menées en étroite collaboration avec les secrétariats de l'UA et de la Commission, les organismes onusiens pertinents et la société civile. Elles comprendront notamment:

- Le soutien de la campagne en faveur de la ratification du Protocole portant création de la Cour africaine, au moyen d'activités réalisées en commun par le HCDH, l'UA et d'autres institutions et acteurs appropriés;
- Un soutien à l'UA et à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples pour la mise au point définitive et le processus d'adoption du Protocole sur les droits des femmes et la mise en œuvre du volet "droits de l'homme" de la Conférence sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique;
- L'octroi de subventions et de bourses destinées à encourager la société civile et les institutions nationales africaines à participer aux travaux de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples;
- L'organisation d'un séminaire d'experts chargé de faire le point sur les mécanismes et processus des droits de l'homme en Afrique avant la deuxième Conférence ministérielle de l'Union africaine sur les droits de l'homme en Afrique, et la mise en œuvre des recommandations qu'il formulera;
- Le renforcement et l'institutionnalisation du processus de consultation entre le Haut-Commissariat et la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, les institutions nationales, les ONG et les gouvernements; cette activité contribuera à rapprocher les ONG et les gouvernements africains.

Un spécialiste des droits de l'homme sera mobilisé à l'appui de ces activités, dont la mise en œuvre sera également soutenue par le représentant régional auprès de l'UA et de la CEA, basé à Addis-Abeba.

■ Soutien aux institutions nationales africaines

Le Haut-Commissariat contribuera à l'établissement, au renforcement et au fonctionnement du nouveau secrétariat africain des institutions nationales. La création de ce secrétariat a été décidée par les institutions nationales africaines lors de leur quatrième réunion régionale en août 2002 à Kampala (Ouganda). C'est essentiellement par l'intermédiaire de

ce nouveau secrétariat que le HCDH poursuivra ses efforts en faveur de la création d'institutions de défense des droits de l'homme au niveau national et du renforcement de celles qui existent déjà.

■ Renforcement de la composante "droits de l'homme" des initiatives africaines

À la demande du Comité de mise en œuvre du NOPADA, du secrétariat de cet organisme et du secrétariat de la Conférence panafricaine sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique, le Haut-Commissariat assurera l'intégration des droits de l'homme dans les activités de ces deux organismes en leur fournissant le soutien et l'assistance d'experts et en participant à l'exécution d'activités communes. Le HCDH et le secrétariat du NOPADA mettront au point un vaste programme d'instruction civique et d'éducation aux droits de l'homme, qui sera largement diffusé dans l'ensemble du continent avec l'aide d'autres organismes des Nations Unies, des bureaux régionaux du HCDH et d'autres partenaires appropriés. Ce programme encouragera les gouvernements à intégrer à leur tour les valeurs liées aux droits de l'homme dans leurs programmes et politiques à l'échelle nationale. Le Haut-Commissariat a également été prié de contribuer à l'élaboration d'indicateurs permettant à la Conférence panafricaine sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique de déterminer dans quelle mesure les États membres s'acquittent de leurs engagements.

■ Programme d'assistance juridique

En collaboration avec les organisations des communautés économiques sous-régionales (par exemple, la CEDEAO, la CEEAC, la SADC et le COMESA), les bureaux régionaux du HCDH accorderont des subventions aux ONG et aux initiatives communautaires fournissant une assistance juridique pour la protection des droits de l'homme.

■ Équipes de pays des Nations Unies et communautés économiques régionales

Dans le cadre de la mission du HCDH consistant à intégrer les droits de l'homme dans l'ensemble des activités et programmes du système des Nations Unies, les représentants régionaux contribueront à l'établissement des bilans communs de pays/plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (CCA/UNDAF). En collaboration avec le

mécanisme d'appui sous-régional du PNUD, les équipes de pays des Nations Unies et les services compétents des communautés économiques sous-régionales, ils assureront aussi la formation de responsables nationaux de la conception et de l'intégration de programmes relatifs aux droits de l'homme.

ACTIVITÉS SOUS-RÉGIONALES

De plus en plus, les activités seront conçues et coordonnées au niveau sous-régional, en étroite collaboration avec les représentants régionaux. Le siège continuera à soutenir les activités des bureaux permanents dans le cadre de sa stratégie visant à atteindre un nombre croissant de bénéficiaires et à répondre plus efficacement aux besoins locaux. Les bureaux sous-régionaux en Afrique australe (Pretoria), en Afrique centrale (Yaoundé), en Afrique orientale (Addis-Abeba) et en Afrique de l'Ouest deviendront donc les principaux responsables de l'intégration des droits de l'homme dans les travaux des équipes de pays des Nations Unies et des institutions régionales et sous-régionales. Ils auront également pour mission, grâce à leurs relations avec les communautés économiques sous-régionales, de faciliter la formulation de solutions sous-régionales aux problèmes transnationaux.

■ Afrique de l'Est

Une mission d'évaluation des besoins, prévue pour la fin de 2002, contribuera à la définition du programme régional et des activités nationales devant être exécutés en Afrique de l'Est. Le Haut-Commissariat continuera de fournir une assistance au secrétariat de l'UA et travaillera en étroite coopération avec la CEA. L'accent sera mis, au niveau national, sur les activités de renforcement des capacités dans divers domaines: par exemple, formation à l'administration de la justice, création d'institutions nationales de défense des droits de l'homme, ratification et application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, présentation des rapports prescrits à ce titre. Un soutien sera également fourni à l'opération de maintien de la paix en Éthiopie et en Érythrée.

■ Afrique australe

Les activités à entreprendre en 2003 ont été définies sur la base du rapport de la mission chargée en mars-avril 2002

de formuler un projet. Ces activités seront axées sur le renforcement de la capacité de groupes cibles, comme les organisations de la société civile, les ONG, les établissements universitaires, les institutions nationales, les pouvoirs publics, les juges, les forces de police et les parlementaires, et sur le suivi de l'atelier sur les droits économiques, sociaux et culturels en Afrique australe organisé à Gaborone (Botswana) en décembre 2001. Le HCDH aidera aussi la SADC à intégrer les droits de l'homme dans ses activités.

■ Afrique de l'Ouest

Le représentant régional, qui sera probablement basé au Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest à Dakar (Sénégal), prendra un certain nombre d'initiatives visant à donner suite à l'atelier sur le renforcement des capacités nationales et sous-régionales de promotion et de protection des droits de l'homme en Afrique de l'Ouest, organisé en décembre 2001 à Banjul (Gambie). Le Haut-Commissariat renforcera sa coopération avec ses partenaires onusiens et africains dans la sous-région, comme la CEDEAO et le Bureau de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest. Les activités d'assistance technique seront coordonnées avec les opérations menées, sous la direction du Département des opérations de maintien de la paix et du Département des affaires politiques, par le Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Libéria et le Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau.

■ Afrique centrale

Le Centre sous-régional pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale, à Yaoundé (Cameroun), officiellement inauguré par la Haut-Commissaire en juin 2002, est maintenant pleinement opérationnel. L'inauguration a coïncidé avec une conférence des Ministres de la justice sur l'établissement de rapports sur les droits de l'homme en Afrique centrale, organisée par le Centre. Le HCDH continuera à soutenir, par l'intermédiaire du Centre, des initiatives nationales, d'un montant estimé à 87 700 dollars É.-U., visant à renforcer la société civile, mettre en place des programmes de bourses, aider les institutions nationales de défense des droits de l'homme, contribuer à l'administration de la justice et élaborer des plans d'action nationaux dans le domaine des droits de l'homme. En juillet 2002, le Haut-Commissariat a signé un protocole d'accord avec la CEEAC portant sur la

coordination des actions pour le respect et la protection des droits de l'homme et la promotion de la démocratie dans l'ensemble de la sous-région.

Un soutien sera apporté aux opérations menées sous l'égide du Département des opérations de maintien de la paix et du Département des affaires politiques, comme la MONUC en République démocratique du Congo et le BONUCA en République centrafricaine. De plus amples détails sur les activités au Burundi et en République démocratique du Congo figurent dans le chapitre intitulé "Appui aux droits de l'homme pour le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix".

ACTIVITÉS NATIONALES

Les activités au niveau national visent à renforcer les capacités dans le domaine des droits de l'homme, à promouvoir l'état de droit, et à susciter une prise de conscience concernant les droits de l'homme. La plupart de ces activités s'inscrivent dans le prolongement de projets de coopération technique en cours, et le Haut-Commissariat examine la possibilité de les intégrer dans le cadre plus vaste de stratégies régionales et sous-régionales. Elles sont entreprises à la demande des gouvernements et exécutées de concert avec les institutions régionales et intergouvernementales, les ONG et d'autres acteurs de la société civile. Dans certains cas, des subventions et des bourses seront accordées à des ONG prenant des initiatives en faveur du renforcement des capacités.

■ Angola

Suite au décès, en février 2002, de Jonas Savimbi, chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), et compte tenu de l'engagement, pris par le Gouvernement et par l'UNITA, d'appliquer le Protocole de Lusaka, le Conseil de sécurité a adopté une résolution autorisant la création, pour une période initiale de six mois prenant fin le 15 février 2003, de la Mission des Nations Unies en Angola (MINUA), qui succèdera au Bureau des Nations Unies en Angola. Aux termes de cette résolution, le mandat de la MINUA consiste à aider le Gouvernement à protéger et promouvoir les droits de l'homme et à renforcer les institutions nécessaires pour consolider la paix et l'état de droit. Le Conseil de sécurité a également approuvé le renforcement de la division des droits de l'homme de la

Mission et le déploiement supplémentaire de 16 spécialistes internationaux des droits de l'homme, dont 6 Volontaires des Nations Unies. La MINUA est placée sous l'autorité du Représentant spécial du Secrétaire général en Angola, qui relève du Département des opérations de maintien de la paix; la division des droits de l'homme fait rapport au Haut-Commissaire aux droits de l'homme et agit sur ses instructions.

Le Haut-Commissariat, en étroite collaboration avec la division des droits de l'homme de la MINUA et avec le Gouvernement, travaillera à l'établissement d'institutions et d'un plan d'action pour la défense des droits de l'homme, organisera un atelier sur l'établissement de rapports aux organes conventionnels et entreprendra des activités en matière d'éducation aux droits de l'homme. Il continuera à appuyer ces activités après la fin du mandat de la MINUA, au début de 2003. Des activités de coopération technique visant notamment à soutenir les institutions judiciaires, les organisations de la société civile et les institutions nationales des droits de l'homme bénéficieront d'un appui dans le cadre de l'approche sous-régionale et seront financées par l'intermédiaire du Département des opérations de maintien de la paix et du Département des affaires politiques.

■ Nigéria

Conformément aux conclusions de la mission d'évaluation des besoins effectuée en mars 2002, les activités au Nigéria consisteront à apporter une assistance à la Commission nationale des droits de l'homme, à faciliter l'organisation d'un atelier consultatif interinstitutions sur l'administration de la justice, à fournir un soutien au Comité parlementaire pour la justice, les droits de l'homme et les questions juridiques, à créer des tribunaux types appliquant une procédure abrégée, et à renforcer la capacité du Conseil d'assistance juridique. Le Haut-Commissariat apportera son concours à l'élaboration de plans d'action nationaux concernant les droits de l'homme, le renforcement du système judiciaire et des institutions nationales de défense des droits de l'homme et la formation aux droits de l'homme du personnel responsable de l'application des lois, des parlementaires, des agents de l'État et de groupes de la société civile. Les besoins en 2003 sont estimés à 113 000 dollars É.-U.

■ Sierra Leone

Le Haut-Commissariat a institué le secrétariat provisoire de la Commission Vérité et réconciliation et procédé à l'inauguration de la Commission en juin 2002; ces activités sont décrites dans le chapitre intitulé "Soutien à la Commission Vérité et réconciliation en Sierra Leone". En 2003, le HCDH continuera à soutenir le processus Vérité et réconciliation et l'action dans le domaine des droits de l'homme de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL). Un projet d'assistance juridique bénéficiera de subventions et une aide supplémentaire sera fournie au Bureau du médiateur pour la formation de son personnel et l'achat d'équipements. Des ressources seront également fournies pour la création d'un centre de documentation, d'information et de formation concernant les droits de l'homme. Les besoins en 2003 sont estimés à 277 800 dollars É.-U.

■ Somalie

Le Haut-Commissariat exécute depuis avril 2001, dans le prolongement de ses activités précédentes et conformément aux recommandations de l'expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en Somalie, un projet qui est lié aux activités de l'ONU en Somalie concernant la gestion des affaires publiques et la primauté du droit, et notamment au Programme somalien de protection civile mis en œuvre par le PNUD. Un conseiller principal spécialiste des droits de l'homme a été détaché auprès du Bureau du PNUD en Somalie. Il est responsable des activités suivantes:

- *Programme somalien de protection civile*: ce programme a pour but de consolider et de renforcer la paix encore fragile et de faciliter la reprise économique et le processus de reconstruction sociale grâce à la création d'un environnement sûr. Le conseiller principal participera au volet du Programme relatif à l'instauration d'un État de droit, qui s'adresse aux autorités judiciaires, au personnel chargé de l'application des lois, aux parlementaires, à la société civile, aux médias et au système éducatif.
- *Intégration des droits de l'homme*: la problématique des droits de l'homme sera prise en compte dans les travaux des autres organisations des Nations Unies qui œuvrent de concert avec le Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies et Coordonnateur des affaires humanitaires en Somalie, à Nairobi (Kenya).

- *Soutien au mandat de l'expert indépendant*: l'expert indépendant sera régulièrement tenu au courant de la situation des droits de l'homme en Somalie, et recevra tout le soutien nécessaire pour la préparation et la réalisation de missions sur le terrain.

Les besoins en 2003 sont estimés à 169 900 dollars É.-U.

■ Soudan

Suite à la signature d'un accord entre la Haut-Commissaire et le Gouvernement soudanais en mars 2002, le Haut-Commissariat a nommé un expert international auprès de l'équipe de pays des Nations Unies au printemps 2001. Depuis lors, les activités ont porté plus particulièrement sur l'administration de la justice, la réforme législative et l'éducation aux droits de l'homme. En 2003, le HCDH assurera une formation approfondie portant sur l'administration de la justice, l'application des lois, les institutions nationales de défense des droits de l'homme, la ratification et l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et la présentation des rapports prescrits à ce titre. Cette formation s'adressera aux parlementaires, aux mouvements religieux et aux médias. Les besoins en 2003 sont estimés à 282 500 dollars É.-U. De nouvelles activités seront mises en œuvre en 2003 sur la base des recommandations de la mission d'évaluation prévue en décembre 2002.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires de ces activités seront les pouvoirs publics, les organisations régionales et la société civile, ainsi que les équipes de pays des Nations Unies et les missions de maintien de la paix.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le Haut-Commissariat a des représentants régionaux à Addis-Abeba, Pretoria et Yaoundé, un fonctionnaire international au Soudan, un fonctionnaire international détaché auprès du PNUD en Somalie et plusieurs fonctionnaires dans ses bureaux extérieurs au Burundi et en République démocratique du Congo. Les activités et la composition du personnel de ces bureaux extérieurs sont décrites dans le chapitre intitulé "Appui aux droits de l'homme pour le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix".

La plupart des activités décrites seront exécutées avec le PNUD, l'UA, les commissions africaines des droits de l'homme, les communautés économiques régionales et les ONG. Le Haut-Commissariat encouragera la coopération et l'échange d'informations et de données sur les bonnes pratiques entre toutes les organisations régionales et sous-régionales, en particulier dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

Les participants aux dialogues régionaux seront essentiellement des personnalités influentes et des spécialistes des droits de l'homme représentant les gouvernements, des institutions intergouvernementales et la société civile. Le Haut-Commissariat détachera des fonctionnaires de ses services chargés des questions traitées. Afin de réduire les coûts au minimum et d'assurer la plus large participation à ces dialogues, ceux-ci seront organisés, dans toute la mesure du possible, en collaboration avec des partenaires du Haut-Commissariat, parallèlement à des réunions et sommets importants, notamment ceux qui se tiennent sur le continent.

Article 13

1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat.
2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.

BUDGET EN DOLLARS É.-U.

Dépenses de personnel:

Bureaux des représentants régionaux en Afrique australe, en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest et soutien aux activités régionales	760 200
Soudan	164 000
Sierra Leone	140 100
Somalie	150 000

Honoraires et frais de voyage des experts/consultants:

Activités régionales	80 000
Cameroun	5 500
Nigéria	20 000
Soudan	20 000
Sierra Leone	17 900

Frais de voyage:

Personnel du HCDH (activités régionales)	50 000
Personnel du HCDH (Nigéria)	20 000
Personnel du HCDH (Soudan)	18 000
Personnel du HCDH (Sierra Leone)	25 100
Représentants et autres participants (activités régionales)	40 000
Représentants et autres participants (Cameroun)	34 400
Services contractuels	18 000
Dépenses générales de fonctionnement	101 500
Fournitures et achats	61 200

Subventions, contributions, bourses et séminaires:

Activités sous-régionales	100 000
Troisième Dialogue africain	150 000
Forum africain de la jeunesse	50 000
Soutien au système africain des droits de l'homme	50 000
Soutien aux initiatives africaines (éducation aux droits de l'homme)	50 000
Soutien aux programmes d'assistance juridique	50 000
Soutien aux équipes de pays des Nations Unies et aux communautés économiques régionales	50 000
Soutien aux institutions nationales	100 000
Cameroun	34 700
Nigéria	60 000
Sierra Leone	30 000
Soudan	18 000

Total partiel	2 468 600
----------------------	------------------

Dépenses d'appui au programme	320 918
-------------------------------	---------

Total	2 789 518
--------------	------------------



AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

CONTEXTE

La région de l'Amérique latine et des Caraïbes est celle qui enregistre le plus fort taux de ratification des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. En outre, elle a mis en place depuis plus de 50 ans son propre dispositif régional de promotion et de protection des droits de l'homme, représenté en l'espèce par la Commission interaméricaine des droits de l'homme et la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Bien que la démocratie progresse partout dans la région, l'administration de la justice souffre d'un certain nombre de déficiences, notamment de l'absence d'indépendance et de la persistance de l'impunité. La sous-région des Caraïbes anglophones pour sa part connaît un très faible taux de ratification des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme; qui plus est, certains pays de cette sous-région se sont retirés des systèmes international et interaméricain de protection des droits de l'homme.



La société civile de la région est très dynamique et des institutions nationales de défense des droits de l'homme sont actives dans de nombreux pays. Mais nombre de ces institutions gagneraient à renforcer leurs capacités et, de façon générale, les pays de la région devraient s'acquitter plus scrupuleusement de leurs obligations d'établissement de rapports au titre des instruments internationaux.

La stratégie régionale du Haut-Commissariat, qui repose sur le Cadre de coopération technique (Cadre de Quito), adopté en 1999, a pour buts à long terme de renforcer les capacités nationales de promotion des droits de l'homme, grâce à:

- L'élaboration de plans d'action nationaux pour promouvoir et protéger les droits de l'homme;
- L'introduction de l'éducation aux droits de l'homme dans les écoles de la région;
- La création ou le renforcement d'institutions nationales de défense des droits de l'homme;
- L'élaboration de stratégies pour la réalisation du droit au développement et la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels; et
- La promotion des droits des femmes, des enfants et des groupes vulnérables.

Le représentant du Haut-Commissariat pour la région est basé à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), à Santiago du Chili. Il a défendu la cause de l'intégration des droits de l'homme dans les activités de la CEPALC et des équipes de pays des Nations Unies, facilité la coopération avec les gouvernements, les institutions régionales et les organisations non gouvernementales, et aidé à définir les priorités dans le contexte de la stratégie régionale du Haut-Commissariat.

Les consultations de Bridgetown qui ont eu lieu en mai 2002 avec les partenaires régionaux de l'ONU, des institutions donatrices et des représentants de la société civile, ont vivement recommandé de concevoir une politique sous-régionale spécifique pour les pays des Caraïbes anglophones. Le HCDH se propose de nommer ultérieurement un représentant pour la sous-région.

En novembre 2000, à la deuxième Conférence des Amériques, tenue au Mexique, des institutions nationales accréditées par le Comité international de coordination des institutions nationales a créé un réseau d'institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans les Amériques. Ce réseau, qui relie neuf institutions nationales, a été mis sur pied pour permettre des échanges de renseignements, la formation des membres et du personnel des institutions, l'élaboration de positions concertées sur des questions d'intérêt commun, la mise en œuvre de projets conjoints et l'organisation de séminaires régionaux sur des thèmes et des besoins communs.

RÉALISATIONS EN 2002

- Appui aux plans d'action nationaux pour les droits de l'homme, l'accent étant mis sur l'administration de la justice, dans la région andine, en Équateur, au Guatemala, en Haïti, au Mexique et au Nicaragua.
- Appui aux institutions nationales, y compris à des projets en Équateur, au Guatemala, à Haïti et au Mexique, à un projet sous-régional dans la région andine et à plusieurs missions du conseiller de la Haut-Commissaire pour les institutions nationales.
- La promotion des droits économiques, sociaux et culturels s'est traduite notamment par l'organisation, de concert avec le Gouvernement péruvien, d'un atelier sous-régional sur les droits de l'homme et le développement dans les pays de la région andine, qui s'est tenu en juillet.
- Promotion de l'éducation aux droits de l'homme, en particulier en Équateur, au Guatemala et au Nicaragua; un certain nombre d'activités de sensibilisation aux droits de l'homme ont aussi été réalisées à l'intention de groupes spécifiques, comme la police, les organisations non gouvernementales et les associations professionnelles.
- La protection des groupes vulnérables a été débattue à un séminaire d'experts, tenu au Mexique en juillet, qui a mis l'accent sur l'application du Programme d'action de Durban.

- L'élaboration de stratégies régionales et sous-régionales a été examinée à une réunion d'institutions des Nations Unies et d'autres partenaires internationaux et régionaux des Caraïbes anglophones, qui s'est tenue en mai.
- Création de la chaire du Haut-Commissariat dans le cadre du cours de formation annuel de l'Institut inter-américain des droits de l'homme; le HCDH donne des cours sur ses activités et le système international de protection des droits de l'homme.
- Au titre de l'établissement de partenariats avec les institutions régionales, des représentants du Haut-Commissariat, de l'Organisation des États américains et de la Commission interaméricaine des droits de l'homme se sont rencontrés en vue de déterminer des domaines de coopération.
- Le bureau du HCDH en Colombie a réalisé un certain nombre d'activités de formation à l'intention des organisations non gouvernementales et du personnel du Service du médiateur et du Bureau du procureur général, dans le cadre de la stratégie globale conçue pour la sous-région andine.

Article 10 <
Toute personne a
droit, en pleine
égalité, à ce
que sa cause soit
entendue
équitablement et
publiquement par
un tribunal
indépendant et
impartial, qui
décidera, soit
de ses droits et
obligations, soit
du bien-fondé de
toute accusation
en matière pénale
dirigée contre
elle.

OBJECTIFS POUR 2003

En 2003 comme dans le passé, le Haut-Commissariat contribuera à la promotion et à la protection des droits de l'homme dans la région en renforçant les partenariats avec les institutions régionales et en dotant les structures gouvernementales pour la défense des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales en moyens d'action. Tel est donc l'objectif des programmes de formation et d'autres activités qui mettront l'accent sur plusieurs domaines bien précis:

- En soutenant l'élaboration de plans d'action nationaux pour les droits de l'homme;
- En intégrant les droits de l'homme dans toutes les activités menées par l'ONU au niveau national, grâce à une exécution concertée des activités avec les équipes de pays des Nations Unies ou les partenaires de l'ONU;
- En concevant des programmes régionaux et sous-régionaux qui répondent à des préoccupations communes dans l'administration de la justice, la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels et la protection des groupes vulnérables;
- En élaborant une politique spécifique pour les Caraïbes anglophones;
- En renforçant le partenariat avec les organismes onusiens et les institutions régionales;
- En facilitant les échanges de renseignements pour déterminer les bonnes pratiques de promotion et de protection des droits de l'homme;
- En renforçant les capacités des institutions nationales, notamment le réseau d'institutions nationales des Amériques, et celles de la société civile;
- En encourageant la ratification des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ou l'adhésion à ces instruments; et
- En encourageant les tribunaux nationaux à appliquer les dispositions des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

STRATÉGIE POUR 2003

En 2003, le Haut-Commissariat:

- Poursuivra l'intégration des droits de l'homme dans les programmes et activités des équipes de pays des Nations Unies;
- Établira et renforcera des partenariats avec le réseau d'institutions nationales et les ONG;

- Organisera, avec le soutien des partenaires onusiens et régionaux, des activités au niveau régional et sous-régional pour faciliter les échanges de données d'expériences et déterminer les bonnes pratiques sur des sujets d'intérêt commun; et
- Continuera de s'appuyer sur la collaboration avec l'Institut interaméricain des droits de l'homme, l'Institut des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine (ILANUD), la Commission andine de juristes et le secrétariat de la Commission interaméricaine des droits de l'homme pour renforcer les capacités nationales de promotion et de protection des droits de l'homme.

ACTIVITÉS RÉGIONALES ET SOUS-RÉGIONALES

Le Haut-Commissariat travaille avec plusieurs acteurs régionaux pour affiner sa stratégie et définir des domaines d'action prioritaires. Pour faciliter le processus, il a affecté un représentant régional à la CEPALC en novembre 2001; celui-ci sera chargé des activités suivantes:

- Conseiller la CEPALC sur les aspects de ses activités qui concernent les droits de l'homme;
- Suggérer les bonnes pratiques propres à améliorer les activités du Haut-Commissariat;
- Nouer des relations stratégiques avec les équipes de pays des Nations Unies dans la région, les gouvernements, les institutions régionales et les organisations non gouvernementales, en particulier dans le cadre des initiatives de programmation et de planification fondées sur le respect des droits;
- Recenser, mettre au point et appliquer les bonnes pratiques, en particulier celles qui sont liées à la promotion d'une approche fondée sur le respect des droits de l'homme en matière de planification et de programmation, de mécanismes de coordination et de coopération interinstitutions;
- Examiner et analyser les programmes de la CEPALC et les documents du Plan-cadre des Nations Unies d'aide au développement (UNDAF) élaborés par les équipes de pays des Nations Unies pour intégrer les droits économiques, sociaux et culturels et aider à formuler des programmes spécifiques en se plaçant sous l'angle des droits de l'homme; et
- Avec le soutien du siège et des partenaires régionaux, organiser des activités de formation à l'intention du personnel de la CEPALC et des équipes de pays des

Nations Unies, y compris des unités de ressources sous-régionales du PNUD, sur les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et sur une programmation intégrant les droits de l'homme.

Un atelier sous-régional sur l'application des recommandations de l'étude sur les conditions de vie en prison des femmes et des jeunes dans les pays d'Amérique centrale sera organisé avec le concours de l'ILANUD.

■ Appui aux institutions nationales et aux ONG

- Des subventions seront accordées aux organisations non gouvernementales pour les aider à sensibiliser l'opinion aux droits de l'homme dans la mise en œuvre d'activités au titre du suivi de la Déclaration et du Plan d'action de Durban.
- Des subventions seront accordées aux institutions nationales pour leur permettre de former leur personnel à la promotion et à la protection des droits des personnes handicapées.
- Une aide sera accordée au réseau des institutions nationales des Amériques. Le Haut-Commissariat propose de soutenir l'assemblée générale du réseau et deux séminaires thématiques, un programme d'échanges entre les différentes institutions nationales et des activités éducatives et d'information, y compris en conseillant les gouvernements de la région en vue de la création d'institutions nationales.

■ Renforcement du partenariat avec les institutions régionales

Un projet sera mis en œuvre par le Haut-Commissariat en collaboration avec le secrétariat de la Commission interaméricaine des droits de l'homme en vue d'assurer des échanges temporaires de personnel entre les institutions et une participation aux réunions des institutions. Il s'agit d'offrir à chaque institution la possibilité de formuler des observations, des recommandations et des interprétations juridiques sur les activités réalisées dans la région. Par ailleurs, l'échange de personnel facilitera l'adoption de prises de position communes en matière de définition des priorités et de développement des services consultatifs.

En coopération avec le secrétariat du Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA), le Haut-Commissariat aidera le comité spécial des droits de l'homme, que le SICA vient de constituer, à rédiger un plan d'action régional pour la défense

des droits de l'homme qui sera signé et adopté par chaque pays concerné au cours du Sommet de l'Amérique centrale qui doit avoir lieu en 2004.

ACTIVITÉS NATIONALES

Le Haut-Commissariat a lancé un certain nombre de projets de portée nationale en lien avec des activités régionales et sous-régionales, qui visent tous à renforcer les capacités nationales au titre de différents volets du Cadre de Quito.

■ Brésil

Le Haut-Commissariat organisera des séminaires et des ateliers pour former des fonctionnaires et des membres de la société civile à la mise en œuvre du plan d'action national pour les droits de l'homme. Un consultant hautement qualifié, basé à Brasilia, est chargé de veiller à l'intégration des droits de l'homme dans les programmes des institutions des Nations Unies et de faciliter la formation du personnel. Les besoins pour 2003 sont estimés à 98 310 dollars É.-U.



■ Colombie

Des activités de coopération technique seront aussi entreprises en Colombie, où le bureau de Bogota, créé en vertu d'un accord passé avec le gouvernement, en assure la responsabilité. Les activités porteront surtout sur le suivi de la situation des droits de l'homme et de la mise en œuvre des recommandations

des organes conventionnels, le renforcement des institutions et la formation. Le but global sera d'accroître la capacité de dialogue, d'améliorer l'aptitude du bureau à proposer des solutions concrètes et à servir d'avocat de la cause des victimes de violations des droits de l'homme et de manquements au droit international humanitaire, et de renforcer les capacités nationales existantes ou d'en créer de nouvelles pour promouvoir et protéger les droits de l'homme. D'autres activités sont décrites dans le chapitre intitulé "Appui aux droits de l'homme pour le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix".

■ El Salvador

Le Haut-Commissariat continuera à renforcer les capacités nationales du Service du médiateur pour la défense des droits de l'homme (*Procuraduría para la defensa de los derechos humanos*) en aidant à l'élaboration, à l'application et à l'évaluation de sa toute nouvelle stratégie. Grâce à ce projet, un conseiller tant du Service du médiateur que du système des Nations Unies est appelé à mettre au point et à mener un programme de formation à l'intention du personnel du Service du médiateur; plus de 100 personnes attachées à ce service participeront à six séminaires et du matériel didactique sera publié. Le projet, qui a démarré en août 2002, doit prendre fin en juillet 2003. Les besoins pour 2003 sont estimés à 163 100 dollars É.-U.

■ Guatemala

Le Haut-Commissariat aide le gouvernement à mettre au point et appliquer un système participatif de suivi et d'établissement de rapports destinés aux organes de traité, aide et soutient le Service du défenseur de la femme autochtone (*Defensoría de la mujer indígena*) en le conseillant sur les mécanismes propres à promouvoir et protéger les droits des autochtones, et forme les magistrats aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et aux mécanismes permettant d'appliquer le principe de la légalité dans le processus judiciaire interne.

De concert avec l'équipe de pays des Nations Unies et la Mission des Nations Unies au Guatemala, le HCDH aide à renforcer les capacités nationales de promotion et de protection des droits des peuples autochtones, sensibilise l'opinion aux valeurs pluriculturelles et plaide contre la discrimination ethnique et raciale. Les besoins pour 2003 sont estimés à 655 600 dollars É.-U.

■ Mexique

En août 2002, le Haut-Commissariat a entrepris la deuxième phase d'un projet de coopération technique qui doit s'étendre sur trois ans, visant à améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays. Cinq domaines prioritaires – administration de la justice, droits des peuples autochtones, droits économiques, sociaux et culturels, protection des groupes vulnérables et création d'une commission nationale des droits de l'homme – ont été retenus comme nécessitant une action immédiate, suite à la visite de la Haut-Commissaire et à des entretiens avec le gouvernement.

Courant 2003, le HCDH aidera le gouvernement à mettre la dernière main à l'évaluation de la situation des droits de l'homme dans le pays, commencée en 2002. L'évaluation dont sont chargés trois experts nationaux et trois experts internationaux fait appel à la participation de tous les acteurs intéressés. Une fois cette évaluation achevée et adoptée, le Haut-Commissariat travaillera avec le gouvernement à l'élaboration d'un plan d'action national dans le domaine des droits de l'homme.

Le HCDH s'emploiera aussi à renforcer la capacité de la commission nationale des droits de l'homme et aidera le gouvernement à entreprendre les activités en suspens depuis la première phase du projet, y compris des cours de formation et la rédaction de manuels de formation à l'intention des professionnels de la santé sur l'examen médical et médico-légal de la torture et des séminaires sur les mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies, à l'intention de représentants de communautés autochtones. Les besoins pour 2003 sont estimés à 1 191 160 dollars É.-U.

RÉSULTATS ESCOMPTÉS

Des activités régionales et sous-régionales permettront de déterminer les bonnes pratiques pour l'élaboration de politiques nationales propres à promouvoir et protéger les droits de l'homme. Au niveau national, le Service du médiateur en El Salvador sera mieux à même d'assumer son rôle et d'aider d'autres institutions officielles à protéger les droits de l'homme. Au Guatemala, l'équipe de pays des Nations Unies pourra prendre le relais de la Mission des Nations Unies au Guatemala pour renforcer la capacité des institutions nationales afin d'assurer la protection de tous les droits des peuples autochtones. Les magistrats formés au titre du programme d'assistance à l'École de la magistrature feront davantage référence aux instruments

internationaux relatifs aux droits de l'homme dans leurs décisions. Une atmosphère de confiance s'instaurera au Mexique parmi les acteurs ayant participé à l'évaluation nationale de la situation des droits de l'homme, ce qui permettra de mettre en œuvre le plan d'action national pour les droits de l'homme.

Grâce à la stratégie du Haut-Commissariat, les programmes de la CEPALC et de l'équipe de pays des Nations Unies reconnaîtront un rang de priorité plus élevé aux droits économiques, sociaux et culturels. Leur personnel concevra et appliquera des programmes d'aide intégrant les droits de l'homme.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires seront les gouvernements et les institutions publiques, les institutions nationales pour les droits de l'homme et les représentants de la société civile qui participeront aux activités. Les organismes des Nations Unies et les autres partenaires régionaux bénéficieront aussi de projets mis au point en partenariat avec le Haut-Commissariat.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le Haut-Commissariat a du personnel en poste dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, à savoir un représentant régional à Santiago du Chili, trois fonctionnaires nationaux en El Salvador, deux fonctionnaires internationaux et cinq nationaux au Guatemala et un fonctionnaire international et deux nationaux au Mexique. Des consultants et des experts à court terme recrutés pour des tâches bien précises viennent aussi épauler chaque projet. Par ailleurs, le Haut-Commissariat dispose d'un bureau extérieur en Colombie desservi par plusieurs personnes; les activités sont décrites plus en détail dans le chapitre intitulé "Appui aux droits de l'homme pour le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix".

La mise en œuvre des projets sera coordonnée avec le représentant régional basé à Santiago du Chili. Le Haut-Commissariat collabore étroitement avec la CEPALC et les équipes de pays des Nations Unies, notamment l'équipe sous-régionale pour les Caraïbes anglophones. Il travaille aussi avec ses partenaires régionaux, en particulier l'ILANUD, l'Institut interaméricain des droits de l'homme, la Commission andine de juristes, la Commission interaméricaine des droits de l'homme, le secrétariat de l'Organisation des États américains et la Banque interaméricaine de développement.

Dans les Caraïbes anglophones, où le Haut-Commissariat compte établir une présence dans la maison des Nations Unies à Bridgetown (Barbade), il continuera de coopérer avec l'équipe sous-régionale des Nations Unies pour intégrer les droits de l'homme dans la programmation. Il apporte aussi son soutien à l'expert indépendant chargé par la Commission des droits de l'homme d'examiner la situation des droits de l'homme en Haïti.

Article 20
Toute personne a droit
à la liberté de réunion
et d'association pacifiques.
Nul ne peut être obligé
de faire partie
d'une association.

BUDGET EN DOLLARS É.-U.

Dépenses de personnel:

Bureau du représentant régional au Chili et soutien aux activités régionales	261 600
El Salvador	57 200
Guatemala	312 800
Mexique	252 000

Honoraires et frais de voyage des experts/consultants:

El Salvador	29 800
Mexique	539 000

Frais de voyage:

Personnel du HCDH/activités régionales	48 000
Personnel du HCDH/Mexique	41 300
Personnel du HCDH/Guatemala	13 100
Personnel du HCDH/El Salvador	5 500
Représentants et autres participants/Mexique	50 800

Services contractuels	15 600
Dépenses générales de fonctionnement	90 200
Fournitures et achats	13 200

Subventions, contributions, bourses et séminaires:

Ateliers/séminaires sous-régionaux	55 336
El Salvador	9 000
Guatemala	218 000
Mexique	139 000
Brésil	87 000

Total partiel 2 238 436

Dépenses d'appui au programme 290 997

Total 2 529 433



E U R O P E , A S I E C E N T R A L E E T C A U C A S E

CONTEXTE

La région, qui s'étend de l'Europe à l'Asie centrale et au Caucase, se compose de sous-régions distinctes qui présentent certaines similarités du point de vue de leur développement et de leur histoire. Les activités de coopération technique dans cette région complexe porteront essentiellement sur les sous-régions de l'Europe du Sud-Est, le sud du Caucase et l'Asie centrale, ainsi que sur les programmes nationaux de la Fédération de Russie et de la Croatie. Le programme régional servira de cadre à la mise en valeur des ressources et à l'élaboration des outils méthodologiques, tels que directives et matériel de formation, nécessaires à l'exécution d'activités sous-régionales et nationales.

En 2003, les activités de rétablissement de la paix et de coopération technique seront intégrées dans un seul et même programme sous-régional pour l'Europe du Sud-Est. Les activités existantes, axées sur un pays ou un autre, seront réparties entre cinq grandes rubriques d'intérêt sous-régional. Les éléments de coopération technique du programme sont décrits dans la présente section, tandis que l'aspect suivi de la situation est traité dans le chapitre consacré au rétablissement, au maintien et à la consolidation de la paix. Les bureaux extérieurs en Bosnie-Herzégovine et en République fédérale de Yougoslavie, décrits dans le chapitre consacré au rétablissement, au maintien et à la consolidation de la paix, viennent épauler le Représentant spécial de la Commission des droits de l'homme et d'autres mécanismes thématiques dans l'accomplissement de leur mandat de suivi, tandis que de petits bureaux de coopération technique en Azerbaïdjan et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine mettent en œuvre des projets de coopération technique spécifiques. Lorsque le bureau extérieur de

Croatie fermera fin 2002, ses fonctions de coopération technique devraient être transférées à une institution nationale indépendante et autonome, le Centre de documentation et de formation sur les droits de l'homme qui recevra le soutien du programme de coopération technique du Haut-Commissariat.

Vu l'existence d'un système régional de protection des droits de l'homme élaboré, dont la compétence s'étend à la majeure partie de l'Europe et au sud du Caucase, le Haut-Commissariat se propose de déployer un expert régional en droits de l'homme en Asie centrale aux services duquel les gouvernements, la société civile et les partenaires internationaux pourront faire appel.

À la Conférence internationale sur les droits de l'homme et la démocratisation, qui s'est tenue à Dubrovnik (Croatie), en octobre 2001, les États de la région ont renouvelé leur appui à la Déclaration de Vienne et convenu que, dans la région, le Haut-Commissariat devrait faire porter ses efforts sur quatre points essentiels, à savoir renforcer le suivi des recommandations des organes conventionnels et des procédures spéciales, élaborer des programmes et du matériel didactique pour l'éducation aux droits de l'homme, renforcer les plans d'action nationaux pour les droits de l'homme et renforcer les capacités des institutions nationales de défense des droits de l'homme. La Conférence a aussi invité le HCDH à coordonner ses activités sur le terrain avec celles des organisations régionales.

Le programme régional du Haut-Commissariat pour l'Europe, l'Asie centrale et le Caucase prend appui sur les conclusions de Dubrovnik et sur les priorités définies au niveau sous-régional par des missions d'évaluation des

besoins, le travail des bureaux extérieurs du Haut-Commissariat et les recommandations du conseiller régional honoraire du Haut-Commissaire pour l'Europe, l'Asie centrale et le Caucase. Il reflète le rôle clef joué par les structures et organisations régionales, en particulier le Conseil de l'Europe et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), dont les programmes sont complétés par les activités du Haut-Commissariat, lesquelles sont, dans certains cas, menées de concert avec ces acteurs régionaux.

RÉALISATIONS EN 2002

Le Haut-Commissariat a renforcé sa coopération avec les organisations régionales, principalement le Conseil de l'Europe et l'OSCE, en établissant au siège des contacts plus réguliers à tous les niveaux et en veillant à une meilleure coordination des activités sur le terrain. Les travaux relatifs aux droits de l'homme et aux mesures de lutte contre le terrorisme, aux programmes d'assistance technique, à la consolidation de la société civile grâce à la formation aux droits de l'homme, et au renforcement des institutions nationales de défense des droits de l'homme sont entrés dans le champ de la coopération.

Le Haut-Commissariat est actif en Europe du Sud-Est depuis 1993, ouvrant des bureaux en Croatie, en Bosnie-Herzégovine et en République fédérale de Yougoslavie (y compris au Kosovo). Ces bureaux extérieurs suivent la situation des droits de l'homme et font rapport à ce sujet et apportent aussi un soutien technique aux gouvernements et à la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo. Un petit bureau de coopération technique s'est aussi ouvert dans l'ex-République yougoslave de Macédoine. Le Haut-Commissariat fermera le bureau de Croatie fin 2002, mais continuera à fournir une assistance technique par le truchement d'un centre indépendant de documentation sur les droits de l'homme, basé à Zagreb.

La coopération technique dans l'ex-République yougoslave de Macédoine s'étend à l'introduction d'un programme d'enseignement national des droits de l'homme et au renforcement de la société civile et du Service du médiateur. Un bureau de coopération technique modeste, desservi par un fonctionnaire national, s'est ouvert à Skopje en juillet 2002. En Albanie, le Haut-Commissariat collabore

avec le gouvernement et la société civile au renforcement des capacités nationales pour l'établissement de rapports à l'attention des organes conventionnels et au suivi des recommandations des mécanismes internationaux des droits de l'homme.

Au cours de l'année, le Haut-Commissariat a fusionné des activités de rétablissement de la paix par pays et de coopération technique de portée régionale en un seul programme sous-régional pour l'Europe du Sud-Est. En même temps, et faute d'un financement suffisant, il a revu à la baisse certaines des activités prévues dans la sous-région.

Dans le sud du Caucase, il a dispensé une formation professionnelle à la police et à la société civile. Des évaluations menées entre 2000 et 2002 ont débouché sur des recommandations tendant à l'extension de l'appui aux gouvernements et aux ONG de la région qui avaient manifesté de l'intérêt pour cette coopération. Un nouveau projet, soutenu par un petit bureau de coopération technique, a été lancé en Azerbaïdjan en 2002 pour poursuivre le programme de formation professionnelle.

Le Haut-Commissariat a effectué des missions d'évaluation des besoins en Asie centrale et formulé un projet sous-régional en coopération étroite avec les gouvernements de la région, les ONG, les institutions des Nations Unies et d'autres organisations internationales.

Une formation à l'éducation aux droits de l'homme a été assurée dans des établissements d'enseignement public centraux et régionaux de la Fédération de Russie; sept établissements régionaux ont offert une formation aux droits de l'homme à des centaines d'éducateurs, enseignants et étudiants.

Dans le cadre de leur Programme commun de renforcement des droits de l'homme (HURIST), le PNUD et le HCDH ont mis au point un plan national d'action pour les droits de l'homme en Lituanie. Une étude de base qui a nécessité de longues discussions avec des représentants du gouvernement et de la société civile, a été achevée. Le PNUD a élaboré un projet qui appuiera la mise en œuvre du plan.

OBJECTIFS ET STRATÉGIE POUR 2003

Le Haut-Commissariat privilégiera les thèmes retenus à la Conférence internationale de Dubrovnik sur les droits de l'homme et la démocratie. Il s'emploiera aussi à sensibiliser les gouvernements et la société civile de la région au programme des droits de l'homme de l'ONU. Dans les sous-régions où un conflit se poursuit ou menace d'éclater, il intégrera ses travaux dans l'effort mené au plan international pour prévenir les conflits et reconstruire les sociétés.

Le Haut-Commissariat fonde sa stratégie sur l'élaboration de thèmes et de méthodologies de caractère régional qui servent ensuite à répondre aux problèmes et aux besoins identifiés aux niveaux sous-régional et national, en particulier dans le domaine de la formation et de l'éducation aux droits de l'homme de la société civile. Grâce à quoi, il estime pouvoir apporter une contribution non négligeable dans l'ensemble de la région, tout en s'attaquant aux difficultés entraînées par les complexités de la situation régionale et des ressources limitées. Le cadre offert par la Conférence de Dubrovnik pour une politique d'envergure régionale souligne l'importance que revêtent des partenariats stratégiques avec les gouvernements, les partenaires internationaux et la société civile pour protéger et promouvoir les droits de l'homme. Les principaux partenaires du HCDH sont l'OSCE, le Conseil de l'Europe, l'Union européenne, le Pacte de stabilité, les institutions des Nations Unies et les organisations non gouvernementales nationales et internationales. Grâce aux équipes de pays des Nations Unies, le Haut-Commissariat s'emploie à intégrer les droits de l'homme dans les efforts internationaux de développement.

ACTIVITÉS RÉGIONALES: SUIVI DE LA CONFÉRENCE DE DUBROVNIK

Dans la région, le Haut-Commissariat a pour priorité de renforcer les capacités nationales de promotion et de protection des droits de l'homme en cherchant avant tout à:

- Doter la société civile en moyens d'action et soutenir sa légitimité;
- Renforcer les moyens dont dispose la région pour mettre au point et exécuter des programmes d'éducation aux droits de l'homme; et

- Assurer un suivi national efficace des recommandations faites par les organes internationaux des droits de l'homme.

Dans nombre de pays de la région, la société civile vient à peine de s'éveiller. Le Haut-Commissariat a l'intention de produire un ensemble de modules de formation pratique pour les militants et les praticiens des droits de l'homme au sein de la société civile, qui insistent sur l'importance qu'il y a à donner suite aux recommandations des organes des droits de l'homme (du dispositif des Nations Unies comme du dispositif régional). Soucieux d'exploiter au mieux les ressources et d'éviter les doubles emplois, le Haut-Commissariat met ce matériel de formation au point en coopération étroite avec le Conseil de l'Europe, le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE et la Fédération internationale d'Helsinki, ainsi qu'avec d'autres réseaux importants de la société civile et des organisations actives dans la région.

Le Haut-Commissariat appuiera aussi la formation au niveau sous-régional, où peuvent être échangées des informations sur les meilleures pratiques à adopter en ce qui concerne les sujets retenus à Dubrovnik, comme les plans d'action nationaux, les institutions nationales de défense des droits de l'homme, l'éducation aux droits de l'homme et le suivi des recommandations des organes conventionnels. Des ateliers et des séminaires de formation et d'éducation aux droits de l'homme dans les écoles comptent parmi les activités prévues pour l'Europe du Sud-Est, le Caucase et l'Asie centrale. La documentation écrite sera reprise dans des publications plus condensées qui devraient avoir un maximum d'impact et se prêter plus facilement à la diffusion. Le projet régional de cadre permettra par ailleurs d'améliorer l'interaction et la coordination avec les organisations régionales et de soutenir le travail du conseiller régional du Haut-Commissaire pour l'Europe, l'Asie centrale et le Caucase.

ACTIVITÉS SOUS-RÉGIONALES

■ Europe du Sud-Est

Avec le dénouement des conflits et l'apaisement des troubles politiques survenus en Albanie, en Croatie, en Bosnie-Herzégovine, en République fédérale de Yougoslavie (y compris au Kosovo et dans le sud de la Serbie) et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, des mesures positives, mais de

portée limitée et parfois hésitantes, ont été prises en vue de mettre en place des institutions démocratiques. Les efforts consentis pour dépasser la phase de stabilisation qui suit immédiatement le conflit se heurtent à d'énormes difficultés: fortes tensions inter-ethniques, effondrement de l'infrastructure économique de la région, pauvreté généralisée, absence de solution durable pour un nombre impressionnant de réfugiés, problème des personnes déplacées et disparues, litiges fonciers engendrés par le conflit – qui découragent le retour des réfugiés et des personnes déplacées et la reprise de l'activité économique –, travail de sape des réseaux mafieux contre les structures économiques et sous-développement des trésors publics et des méthodes de gestion nécessaires pour mener à bien des réformes constructives.

Pour surmonter ces difficultés, le Haut-Commissariat doit mettre en œuvre dans l'Europe du Sud-Est une nouvelle stratégie novatrice qui prenne en compte les points forts comme les points faibles de la région. Cette stratégie comportera cinq volets correspondant à cinq sujets de préoccupation régionaux, à savoir:

Prise en compte des droits de l'homme dans les programmes de développement et de lutte contre la pauvreté

Un certain nombre d'États de la région travaillent avec des institutions de financement et des établissements financiers internationaux à l'élaboration de politiques et de programmes de développement à moyen terme. Ces politiques et programmes qui, dans un premier temps, s'attachaient à la protection et à la promotion des droits de l'homme, en particulier des groupes minoritaires et autres groupes vulnérables, se préoccupent aussi désormais des modalités de développement des États. Le Haut-Commissariat travaille à Genève sur des principes directeurs permettant de concevoir des stratégies de lutte contre la pauvreté, qui s'articulent autour des droits de l'homme. Ces principes seront testés sur le terrain en Bosnie-Herzégovine et en République fédérale de Yougoslavie. Le Haut-Commissariat fera office de source d'informations, dispensera aux différents acteurs de la région une formation sur une programmation qui prend appui sur les droits et fera des commentaires et des recommandations sur les activités de développement. De concert avec le PNUD, il procédera, dans les municipalités de Bosnie-Herzégovine, à des évaluations pour déterminer si le développement prend bien appui sur les droits de l'homme.

Prise en compte des droits de l'homme dans la politique des migrations, y compris pour le retour des populations déplacées et des réfugiés

Tandis qu'une large palette d'instances gouvernementales, internationales et de la société civile s'emploient à faciliter le retour des réfugiés et des personnes déplacées, le Haut-Commissariat tirera profit de son expérience en République fédérale de Yougoslavie et en Bosnie-Herzégovine pour veiller à ce que les conditions dans lesquelles les populations déplacées regagnent leur lieu d'origine respectent toutes les obligations en matière d'assistance et de protection des droits de l'homme énoncées dans les instruments relatifs aux droits de l'homme et dans les Principes directeurs des Nations Unies relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays. Conçus sur place, le cadre pour les personnes déplacées dans leur propre pays et le programme d'évaluation des municipalités faciliteront la mise au point de solutions durables en faveur des réfugiés et des personnes déplacées qui tiennent compte des normes des droits de l'homme. Ces solutions pourront ensuite servir ailleurs dans la région, en Croatie, au Kosovo, dans le sud de la Serbie et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine par exemple. Le Haut-Commissariat collaborera aussi avec ses partenaires pour remédier aux obstacles juridiques qui entravent le retour transfrontière et l'intégration.

Les États successeurs de l'ancienne Yougoslavie ont dû réviser l'ancien cadre juridique régissant les migrations. De nouveaux textes de loi et de règlement sur le traitement des étrangers ont été mis au point en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, en République fédérale de Yougoslavie et au Kosovo. Le Haut-Commissariat continuera d'apporter son appui aux organisations régionales et internationales pour veiller à ce que les États s'acquittent de leurs obligations conventionnelles, en particulier en ce qui concerne les catégories vulnérables d'étrangers, les procédures d'expulsion, la détention et les mesures de lutte contre le terrorisme qui touchent les étrangers. Il est indispensable d'envisager ces problèmes sous l'angle des droits de l'homme, dans la mesure où, dans ces conditions, le débat se focalise non plus sur les aspects humanitaires et politiques, mais sur les droits des personnes déplacées, qui sont amenées à chercher elles-mêmes une solution à leurs problèmes dans le cadre de l'aide à laquelle elles peuvent prétendre en vertu du droit international relatif aux droits de l'homme.

Remédier à l'impunité dans le contexte de l'instauration de la primauté du droit

Faire observer le principe de la légalité est une condition préalable à l'intégration pleine et entière de la région dans les structures européennes. L'absence de progrès dans la réparation des violations passées et actuelles des droits de l'homme soulève certaines préoccupations. Ainsi, il est encore fait état de manquements graves de la police, dont peu font l'objet d'enquêtes. Les familles de personnes disparues attendent toujours des informations sur le sort de proches présumés décédés et l'ouverture de poursuites contre les responsables. Le Haut-Commissariat collaborera pour identifier les problèmes liés à l'accès à la justice et les moyens de réparer les violations passées et actuelles des droits de l'homme. Il fournira ensuite une assistance technique aux gouvernements, représentants légaux, organisations régionales et organisations non gouvernementales qui œuvrent pour surmonter les déficiences repérées, conformément aux normes internationales.

Lutte contre la traite d'êtres humains

Depuis 1998, le Haut-Commissariat fait œuvre de précurseur dans la région en abordant sous l'angle des droits de l'homme les questions de trafic, en insistant sur la nécessité de traiter les personnes qui en ont fait l'objet comme des victimes et en élaborant des politiques sécuritaires, judiciaire et sociale qui incorporent les *Principes et directives à suivre en matière de droits de l'homme et de traite des êtres humains*. Le Haut-Commissariat est l'un des chefs de file du groupe de travail du Pacte de stabilité sur le groupe de coordination sur la traite. En 2001, en coopération avec l'UNICEF et l'OSCE/BIDDH, il a publié un rapport détaillé sur ce problème tel qu'il se pose dans la région *Trafficking in Human Beings in Southeastern Europe: Current situation and responses to trafficking in human beings in Albania, Bosnia and Herzegovina, Bulgaria, Croatia, the Federal Republic of Yugoslavia, the former Yugoslav Republic of Macedonia, Moldova and Romania*. Il collaborera avec la communauté internationale, les gouvernements et la société civile pour veiller à ce que les recommandations qui y sont formulées soient suivies d'effets, conformément aux *Principes et Directives* mentionnés ci-dessus.

Éducation et formation aux droits de l'homme et promotion de ces droits

Il est indispensable d'intégrer l'éducation aux droits de l'homme dans le programme d'enseignement scolaire primaire et secondaire si l'on veut édifier des sociétés

respectueuses de ces droits. En réponse aux demandes émanant de deux ministères de l'éducation de la région, le Haut-Commissariat élaborera des directives et du matériel à l'intention des systèmes d'enseignement classique, susceptibles d'être adaptés à chaque pays de l'Europe du Sud-Est. Il soutiendra aussi la formation des éducateurs pour qu'ils intègrent l'éducation aux droits de l'homme.

■ Sud du Caucase

Bien que l'on relève des signes encourageants d'amélioration en ce qui concerne tel ou tel aspect de la situation des droits de l'homme dans la région, la démocratisation du sud du Caucase, qui comprend l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie, reste semée d'embûches. Outre les crises économiques et une forte baisse du niveau de vie, des conflits interethniques et politiques ont gêné le processus de démocratisation, l'établissement de la primauté du droit et de l'économie de marché et ont provoqué des déplacements de populations à grande échelle. Un nouveau projet visera essentiellement à renforcer les capacités des pays pour leur permettre de s'acquitter de leurs obligations en matière de suivi et de rapports aux organes conventionnels, et à former des groupes cibles en fonction de leurs besoins, en particulier les agents de la force publique et les magistrats. Le projet fera appel à la coopération d'autres organisations internationales et nationales qui travaillent dans la région, en particulier l'OSCE, le Conseil de l'Europe et le PNUD. Les pays de la région ont commencé il y a peu de temps seulement à présenter des rapports en vertu des traités et se sont dits intéressés par une aide dans ce domaine. Les procédures thématiques d'examen des droits de l'homme, telles que l'institution des rapporteurs spéciaux, sont intervenues dans un certain nombre de problèmes régionaux et commencent à effectuer des missions dans le sud du Caucase où l'on connaît mal leur fonctionnement et le rôle qu'elles jouent dans l'amélioration de la situation des droits de l'homme. Ce projet permettra de former des experts nationaux en formation et de mettre au point du matériel de formation.

■ Asie centrale

Sur l'invitation des Gouvernements kazakh, kirghize, tadjik et ouzbek, le Haut-Commissariat a effectué des missions d'évaluation des besoins entre décembre 2001 et juin 2002 pour explorer les domaines de coopération technique et de

services consultatifs. Ce projet, d'une durée de quatre ans, repose sur les conclusions des missions et a été défini en coopération étroite avec les quatre gouvernements, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, des institutions des Nations Unies et d'autres organisations internationales qui travaillent en Asie centrale; il aura pour objectif de former des éducateurs en matière de droits de l'homme. Les normes et méthodologies seront examinées au niveau régional; puis une aide sera apportée à la mise au point des méthodes et du matériel nécessaire à l'enseignement des droits de l'homme au niveau national et à des activités d'éducation aux droits de l'homme adaptées à chaque pays. De la documentation de référence sur tel ou tel droit sera diffusée au sein des ministères, des institutions et des commissions nationales des droits de l'homme, des appareils judiciaires, des instituts d'enseignement supérieur et d'éducation permanente, des bibliothèques nationales et des autres institutions de la région. Il pourra être fait appel aux services d'un expert international de haut niveau, basé dans la région: cet expert organisera des tables rondes pour les hauts fonctionnaires, les décideurs, les autorités locales et les organisations non gouvernementales et mènera d'autres activités, y compris des campagnes de sensibilisation au moyen de publications et par le truchement des médias. Ce projet participera à certaines activités menées par l'UNESCO et le HCR dans la région et coopérera étroitement avec l'OSCE et le PNUD.

ACTIVITÉS NATIONALES

■ Fédération de Russie

Le principal objectif du projet du Haut-Commissariat en Russie est d'aider les éducateurs spécialisés dans les droits de l'homme à mettre au point du matériel de formation et à accroître le nombre de professeurs qualifiés dans cette discipline. En 2003, le Haut-Commissariat offrira aux éducateurs de l'ensemble du pays des bourses d'études supérieures en droits de l'homme. Du matériel didactique destiné aux éducateurs, aux professeurs et aux étudiants sera publié et un concours d'affiches national sera organisé à l'intention des enfants des écoles en coopération avec un journal national et d'autres partenaires des Nations Unies. À la demande du Gouvernement russe, le HCDH organisera pour les magistrats du nord du Caucase, de concert avec le Conseil de l'Europe et l'OSCE,

un séminaire qui tirera parti de réunions similaires tenues sous les auspices de ces deux organisations.

Des réunions régulières du comité consultatif pour le projet, auxquelles participeront notamment des partenaires régionaux des Nations Unies, des représentants des ministères des affaires étrangères et de l'éducation, d'organismes internationaux comme l'UNICEF, le PNUD, le HCR, de l'Union européenne et d'autres encore, assureront la coordination des activités aux niveaux national et international. Le ministère des affaires étrangères demeurera un partenaire de premier plan pour la mise en œuvre du projet. Il est prévu que plus les autorités locales et régionales manifesteront de l'intérêt pour ce projet, plus le Haut-Commissariat montera des accords de coparrainage des activités de formation et de publication. Ses besoins pour 2003 sont estimés à 850 000 dollars É.-U.

■ Croatie

Le Haut-Commissariat fermera son bureau extérieur en Croatie fin 2002; depuis qu'il a ouvert en mars 1993, ce bureau a abandonné progressivement ses activités de protection au profit d'activités de promotion des droits de l'homme dans le cadre d'un programme de coopération technique.

Le Centre de documentation et de formation sur les droits de l'homme de Zagreb, créé avec le concours du Haut-Commissariat, continuera à soutenir le grand public et la société civile dans la protection et la promotion des droits de l'homme. Le Centre devrait devenir un lieu de conférences et de réunions ouvert à la société civile et au grand public pour la planification, la coordination ou le lancement d'activités liées aux droits de l'homme. Dans le même temps, il contribuera à mettre en œuvre la stratégie sous-régionale du Haut-Commissariat pour l'Europe du Sud-Est et assurera les services ci-après:

Une bibliothèque des droits de l'homme, dotée des documents et des publications émanant de diverses organisations internationales et institutions des Nations Unies, du Haut-Commissariat en particulier. Une bibliothèque numérique sera aussi mise en place à l'aide de bases de données contenant des rapports, des décisions, du matériel didactique et des instruments juridiques, et d'une base de données sur les violations des droits de l'homme, fondée sur les informations livrées par les organisations

non gouvernementales et les institutions de recherche en Croatie.

Un travail de recherche et d'analyse, pour aider les activités de recherche en matière de droits de l'homme de la faculté de philosophie de l'Université de Zagreb et d'autres partenaires.

Des conférences et des débats sur les droits de l'homme, qui se tiendront chaque mois sur des questions en rapport avec les droits de l'homme et auxquels participeront des experts de renom dans une perspective nationale, internationale ou mondiale. Le grand public est régulièrement invité à participer aux débats avec des hauts fonctionnaires ou des représentants de la société civile sur telle ou telle question intéressant la Croatie.

Des services d'orientation, par l'intermédiaire desquels des particuliers peuvent demander de l'aide auprès d'un personnel spécialisé. Un annuaire détaillé à jour des organisations et institutions qui traitent des allégations de violations des droits de l'homme sera fourni au public, ainsi que des renseignements sur les bonnes pratiques à adopter aux niveaux national, régional et international et les possibilités de subvention.

Une éducation aux droits de l'homme, dispensée entre autres au moyen de concours organisés dans les établissements d'enseignement primaire et secondaire. En coopération avec la faculté de philosophie de l'Université de Zagreb et des organisations nationales de jeunes, le Centre mettra en œuvre un projet sur les droits de l'homme à l'intention des étudiants, des membres des institutions nationales de défense des droits de l'homme, des organisations non gouvernementales, des enseignants, des représentants de minorités, des autorités militaires et pénitentiaires et d'autres groupes encore.

Les besoins pour 2003 sont estimés à 204 417 dollars É.-U.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires s'entendent des gouvernements et des institutions officielles, des institutions nationales, des membres de la société civile et des citoyens de toute la région de l'Europe, de l'Asie centrale et du Caucase. Les partenaires des Nations Unies et d'autres encore bénéficieront aussi d'une mise en œuvre concertée des activités.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

En Asie centrale, les activités sous-régionales seront coordonnées par l'expert régional résident, tandis que de petits bureaux de coopération technique seront chargés des activités en Azerbaïdjan et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine. Le bureau en Azerbaïdjan est doté d'un fonctionnaire international et d'un national, alors que celui de l'ex-République yougoslave de Macédoine a un fonctionnaire national. Un certain nombre d'autres activités de coopération technique, menées par des partenaires de la région, seront suivies de près par le personnel basé au siège.

Le Haut-Commissariat maintiendra une présence sur le terrain en Bosnie-Herzégovine (avec trois fonctionnaires internationaux et quatre nationaux) et dans la République fédérale de Yougoslavie (avec six fonctionnaires internationaux et onze nationaux), alors qu'en Croatie le bureau sera fermé fin 2002. Ces deux bureaux extérieurs apporteront leur aide au mandat de suivi confié au Représentant spécial de la Commission des droits de l'homme; les activités sont décrites plus en détail dans le chapitre intitulé "Appui aux droits de l'homme pour le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix".

BUDGET EN DOLLARS É.-U.

Dépenses de personnel:	
Bureau du représentant régional/Asie centrale	207 600
Sud du Caucase/Azerbaïdjan	115 000
Europe du Sud-Est/ex-République yougoslave de Macédoine et appui aux activités régionales	69 000
Croatie	40 000
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants:	
Activités régionales	22 000
Europe du Sud-Est	59 500
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat/activités régionales	17 000
Personnel du Haut-Commissariat/Asie centrale	17 100
Personnel du Haut-Commissariat/Sud du Caucase	12 000
Personnel du Haut-Commissariat/Europe du Sud-Est	30 500
Personnel du Haut-Commissariat/Russie	15 200
Personnel du Haut-Commissariat/Croatie	10 000
Services contractuels	34 500
Dépenses générales de fonctionnement	90 800
Fournitures et achats	49 800
Subventions, contributions, bourses et séminaires:	
Activités régionales	34 250
Asie centrale	151 500
Sud du Caucase	51 660
Europe du Sud-Est	137 000
Russie	737 000
Croatie	85 900
Total partiel	1 987 310
Dépenses d'appui au programme	258 350
Total	2 245 660



ASIE ET PACIFIQUE

CONTEXTE

Dans la région Asie-Pacifique, la seule où il n'existe aucun traité d'ensemble et aucun mécanisme institutionnalisé relatifs aux droits de l'homme, le Haut-Commissariat encourage la coopération régionale par le biais d'ateliers annuels. Le cadre de coopération technique en faveur des droits de l'homme dans cette région repose sur les conclusions d'une réunion tenue à Téhéran en 1998, au cours de laquelle quatre domaines prioritaires ont été définis:

- Plans d'action nationaux en faveur des droits de l'homme;
- Éducation dans le domaine des droits de l'homme;
- Institutions nationales de défense des droits de l'homme;
- Stratégies pour la concrétisation du droit au développement et des droits économiques, sociaux et culturels.

L'approche régionale suppose une étroite coopération avec les acteurs régionaux, notamment les gouvernements, les institutions nationales, les organisations internationales et la société civile. Un représentant régional pour la région Asie-Pacifique a été nommé en janvier 2002 au secrétariat de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), à Bangkok: il a notamment pour mission de conseiller la CESAP sur les stratégies et actions au niveau régional et de participer à la mise en œuvre du cadre d'action régional.

En 2003, des activités seront entreprises en Afghanistan dans le cadre de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) chargée notamment d'assurer la protection et la promotion des droits de l'homme, en Chine, en République islamique d'Iran, en Mongolie, aux Îles Salomon, à Sri Lanka et à Timor-Leste. Le Haut-

Commissariat compte en outre un bureau extérieur au Cambodge; les activités dans ce pays sont décrites plus en détail dans le chapitre intitulé "Appui aux droits de l'homme pour le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix". Le HCDH fournit également son concours aux rapporteurs spéciaux de la Commission sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan et au Myanmar, ainsi qu'au Représentant spécial du Secrétaire général pour les droits de l'homme au Cambodge.

RÉALISATIONS EN 2002

L'atelier régional annuel consacré au cadre de coopération technique qui s'est tenu à Beyrouth en mars 2002 a adopté un programme d'action de deux ans qui met l'accent sur l'importance du partenariat, et fixé des objectifs dans chacun des quatre domaines prioritaires. Ce programme d'action, qui est décrit plus en détail dans la sous-section ci-après consacrée aux activités régionales, s'appuie sur les réussites précédemment enregistrées et vise à en renforcer le suivi en reliant entre elles les activités aux niveaux régional, sous-régional et national. Suite à l'évaluation du cadre d'action à laquelle a procédé le professeur Vitit Muntarbhorn, plusieurs initiatives ont été prises:

- Une consultation des acteurs non gouvernementaux a désormais lieu la veille de l'ouverture officielle de l'atelier annuel;
- Des questionnaires sur les progrès accomplis dans les quatre domaines prioritaires sont adressés à tous les gouvernements préalablement à l'atelier annuel;
- Le représentant régional du HCDH pour l'Asie et le Pacifique a été installé en juin 2002 à la CESAP, à Bangkok.

■ Une approche sous-régionale pour le Pacifique

Le Haut-Commissariat, dont jusqu'à une date récente les activités dans le Pacifique étaient très réduites, a organisé pour cette sous-région une série d'ateliers sur les principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et les incidences de leur ratification. Un autre atelier, en juin 2002, a été axé sur l'éducation dans le domaine des droits de l'homme et l'administration de la justice. Un projet de coopération technique visant à soutenir le volet droits de l'homme du processus de paix aux Îles Salomon a été mis sur pied à Honiara, et constitue la première présence du Haut-Commissariat dans le Pacifique. Exécuté par des experts déployés pour une courte période et coordonné par un conseiller aux droits de l'homme, ce projet porte essentiellement sur la primauté du droit et la réforme constitutionnelle, le processus vérité et réconciliation, le renforcement des compétences dans le domaine des droits de l'homme des organismes de la société civile et l'évaluation de la situation des personnes déplacées.

■ Agir avec et par l'intermédiaire du système des Nations Unies

Le Haut-Commissariat travaille en étroite liaison avec la Mission d'appui des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et la Mission d'appui des Nations Unies au Timor-Leste (MANUTO). Il a mis au point un projet de coopération technique avec la MANUA en vue de l'application des dispositions relatives aux droits de l'homme de l'Accord de Bonn. Au Timor-Leste, il a fourni un soutien technique et financier à l'unité responsable des droits de l'homme de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (à laquelle a succédé la MANUTO). Une mission extérieure d'évaluation du projet effectuée en février 2002 a conclu que les activités avaient été exécutées de façon satisfaisante et s'est prononcée pour la poursuite du projet.

Le bureau extérieur du HCDH en Mongolie a été fermé en 2001 et c'est par l'intermédiaire d'un conseiller international aux droits de l'homme que le Haut-Commissariat donne des avis au Coordonnateur résident des Nations Unies et à l'équipe de pays des Nations Unies concernant l'intégration d'une approche fondée sur les droits de l'homme dans les activités onusiennes. Aux Philippines, le Haut-Commissariat travaille, en étroite liaison avec l'UNICEF, à l'élaboration et à la mise en place d'un projet de justice pour mineurs et aide le PNUD à exécuter certaines des activités prévues dans le cadre du projet de bonne gouvernance. Le représentant régional du

Haut-Commissariat a en outre participé en avril 2002 à une mission commune d'évaluation des besoins à Sri Lanka dans le contexte du processus de paix; dans son rapport, la mission a notamment recommandé au Haut-Commissariat de nommer un conseiller régional aux droits de l'homme auprès de l'équipe de pays des Nations Unies. Le programme de coopération technique avec le Gouvernement chinois a également été poursuivi. Les activités du bureau extérieur du HCDH au Cambodge sont décrites en détail dans le chapitre intitulé "Appui aux droits de l'homme pour le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix". Il est prévu qu'une mission chargée d'élaborer un projet se rendra en République islamique d'Iran en décembre 2002.



OBJECTIFS ET STRATÉGIE EN 2003

Le Haut-Commissariat étudie les moyens d'agir par le biais de partenariats et d'intégrer les droits de l'homme dans le programme de travail des organismes des Nations Unies plutôt que de mettre en œuvre de façon isolée des projets de coopération technique de portée limitée dans divers pays de la région. Cette approche lui permet de jouer un rôle clef dans l'élaboration de programmes de coopération technique qui sont ensuite mis en œuvre avec ses partenaires ou par eux.

Le programme de coopération technique du HCDH dans la région vise à renforcer la protection des droits de l'homme et les compétences dans ce domaine au niveau national. À cette fin, il cherche avant tout à :

- Promouvoir la ratification des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et la présentation de rapports aux organes de surveillance;

- Faciliter l'élaboration de plans de développement fondés sur la notion de droit et de plans d'action nationaux en faveur des droits de l'homme;
- Assurer une éducation et une formation dans le domaine des droits de l'homme à la fois dans le cadre de l'éducation formelle et non formelle et au niveau professionnel;
- Promouvoir la primauté de droit, notamment grâce à une formation et à des conseils relatifs aux droits de l'homme à l'intention des juges, des avocats, des forces de police et des autorités pénitentiaires;
- Développer les compétences des organismes de la société civile et en particulier des ONG de défense des droits de l'homme;
- Soutenir la création d'institutions nationales de défense des droits de l'homme et le renforcement de celles qui existent;
- Incorporer les questions relatives aux droits de l'homme et à la parité entre les sexes dans tous les programmes.

Dans tous ces domaines, l'accent est mis sur l'application des recommandations des organes de suivi des traités et des mécanismes spéciaux de la Commission des droits de l'homme, le cas échéant.

ACTIVITÉS RÉGIONALES

■ Le cadre régional

L'élément central du programme régional du Haut-Commissariat est le cadre de coopération technique régionale pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région Asie-Pacifique. En 2003, l'essentiel des activités sera consacré à la mise en œuvre du plan d'action que les États de la région ont approuvé lors d'un atelier tenu à Beyrouth en mars 2002. Les activités régionales bénéficient également du concours du représentant régional pour la région Asie-Pacifique, basé au siège de la CESAP, à Bangkok.

Le plan d'action de Beyrouth a défini les objectifs suivants dans chacun des quatre domaines prioritaires d'action régionale:


- Dresser un bilan de l'expérience acquise et des bonnes pratiques mises au point dans la région et élaborer des plans d'action nationaux;
- Renforcer les capacités nationales en matière d'éducation dans le domaine des droits de l'homme, en oeuvrant notamment pour l'intégration de cette éducation dans les programmes scolaires;

- Soutenir les initiatives régionales de renforcement du rôle des institutions nationales et du regroupement de ces dernières au niveau régional;
- Renforcer les capacités nationales nécessaires pour promouvoir la justiciabilité des droits économiques, sociaux et culturels.

En 2003, le Haut-Commissariat soutiendra les activités suivantes prévues dans le plan d'action:

- Traduction en arabe du manuel intitulé "Éléments propres à faciliter l'élaboration de plans nationaux d'action pour la promotion et la protection des droits de l'homme";
- Organisation d'un atelier sous-régional sur l'introduction d'un enseignement relatif aux droits de l'homme dans les programmes scolaires, portant notamment sur la formation des enseignants et la mise au point de matériel didactique en Asie occidentale. Cet atelier suivra la méthodologie mise au point lors de l'atelier tenu à Séoul en 1999 et sera destiné aux responsables des politiques éducatives, des écoles normales, des facultés d'éducation des universités, de la mise au point du matériel didactique et des programmes scolaires, aux associations de parents, aux ONG s'occupant de l'enseignement des droits de l'homme à l'école et d'autres organisations et institutions nationales compétentes. Il sera organisé de concert avec des partenaires régionaux ou sous-régionaux appropriés;
- Réalisation d'une étude sur l'enseignement des droits de l'homme dans les écoles de la sous-région de l'Asie occidentale. Le thème de l'étude sera choisi par les participants à l'atelier sous-régional. Le Haut-Commissariat accordera une subvention à l'institution régionale/sous-régionale qui mènera l'étude. Celle-ci sera publiée sur le site Web du HCDH dans la base de données sur l'éducation aux droits de l'homme. Afin de relier entre elles les initiatives régionales, sous-régionales et nationales en faveur de l'éducation aux droits de l'homme, le Haut-Commissariat contribuera à la mise en service d'une liste de diffusion;
- Soutien à la réunion annuelle du Forum Asie-Pacifique des institutions nationales de défense des droits de l'homme. Ces réunions offrent un cadre essentiellement non politique de coopération aux institutions nationales, aux organismes onusiens, aux gouvernements et aux ONG. Le Forum Asie-Pacifique s'est révélé extrêmement utile en mobilisant des ressources pour des initiatives dans le domaine des droits de l'homme, en facilitant la création d'institutions nationales et en fournissant les services d'experts à ses membres et à d'autres acteurs intéressés d'institutions nationales;

- Élaboration d'un programme de formation aux techniques d'enquête à l'intention des institutions nationales. Les enquêtes sur les allégations d'atteintes présumées aux droits de l'homme sont souvent très médiatisées, politiquement sensibles et importantes pour la crédibilité aussi bien des institutions nationales que des gouvernements. Il est donc essentiel que les membres et le personnel des institutions nationales chargés des enquêtes dans ce domaine soient parfaitement au courant des normes internationales relatives aux droits de l'homme et des techniques d'enquête, lesquelles devraient être conformes aux meilleures pratiques internationales en vigueur. La phase initiale d'un programme de formation à ces pratiques a pris fin en 2002. En 2003 et 2004, il sera procédé à des initiatives d'application concrète et à un échange inter-régional de renseignements;
- Organisation d'une série d'initiatives régionales et nationales visant à renforcer l'action des institutions nationales concernant les droits économiques, sociaux et culturels. Ces initiatives permettront aux institutions nationales et à la société civile d'examiner un certain nombre de thèmes concernant les droits économiques, sociaux et culturels en utilisant pour ce faire le manuel sur les droits économiques, sociaux et culturels et les institutions nationales à paraître prochainement;
- Organisation d'un atelier sous-régional à l'intention des juges et des avocats sur la justiciabilité des droits économiques, sociaux et culturels, selon la méthodologie mise au point lors de l'atelier sur la justiciabilité de ces mêmes droits en Asie du Sud organisé à l'intention de la magistrature à New Delhi en novembre 2001, à l'initiative conjointe du Haut-Commissariat, de l'Association internationale du barreau et de la Commission internationale de juristes;
- Constitution, grâce aux réseaux et aux équipes nationales mis en place lors de l'atelier sous-régional, d'une base de données sur la jurisprudence concernant les droits économiques, sociaux et culturels.

Article 6 
Chacun a le
droit à la
reconnaissance
en tous lieux
de sa personnalité
juridique.

■ Représentant régional du Haut-Commissariat pour la région Asie-Pacifique

En janvier 2002, suite à un accord signé avec la Haut-Commissaire en février 2001, un représentant régional a été nommé au sein de la CESAP, à Bangkok. Cette initiative fait suite à la recommandation de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme de 1993 tendant à ce que des spécialistes des droits de l'homme soient affectés aux bureaux régionaux des Nations Unies. Le représentant régional a pour rôle principal de conseiller le Haut-Commissariat sur sa stratégie et ses activités ainsi que sur l'évolution de la situation au plan régional, de participer à la mise en œuvre du cadre de coopération technique pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région Asie-Pacifique, et d'incorporer une composante "droits de l'homme" dans l'ensemble des programmes de la CESAP et des organes des Nations Unies, notamment en coopérant avec les équipes de pays des Nations Unies. Compte tenu de l'expansion de ses activités dans la sous-région, le Haut-Commissariat envisage de nommer un représentant régional pour les îles du Pacifique.

ACTIVITÉS NATIONALES

■ Afghanistan

Les droits de l'homme sont au cœur de l'action de la Mission d'appui des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Les activités de coopération technique du Haut-Commissariat sont intégralement exécutées par les différents éléments de la MANUA, l'acheminement des ressources étant notamment assuré par le PNUD à Kaboul. Les donateurs sont invités à verser leurs contributions à un compte du PNUD affecté au projet commun MANUA/HCDH/PNUD mis en œuvre à l'appui du plan de travail de la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan. Les activités de coopération technique décrites ci-après donnent un aperçu de l'action du Haut-Commissariat en Afghanistan.

L'approche adoptée par la MANUA et le HCDH consiste à mettre l'accent sur la pleine participation locale et la contribution de toutes les activités de l'ONU à la mise en œuvre de la coopération technique. Les deux organismes appuient depuis février 2002 l'élaboration d'un programme national, destiné à être exécuté sur deux ans, d'application des dispositions relatives aux droits de l'homme de l'Accord de Bonn. Ce programme repose entièrement sur un processus

de consultations et de travaux techniques préparatoires dirigé par les autorités afghanes et appuyé par les Nations Unies, qui a notamment comporté l'organisation de cinq ateliers nationaux entre mars et mai 2002. Le programme ainsi mis au point vise essentiellement à appuyer le plan de travail de la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan; il comporte notamment:

- La mise en place de la Commission indépendante et des moyens nécessaires pour qu'elle puisse agir dans les domaines suivants: surveillance du respect des droits de l'homme et enquêtes dans ce domaine, traitement des plaintes, gestion des données, fourniture de conseils et renforcement des institutions, résolution des conflits et constitution de réseaux dans le domaine des droits de l'homme;
- Un plan de travail pour la promotion du respect des droits fondamentaux des femmes;
- Un programme d'éducation aux droits de l'homme;
- Un processus national de consultations sur la mise en place d'une administration transitoire de la justice visant à donner aux Afghans de toutes les communautés la possibilité de s'exprimer sur le traitement qui devra être appliqué aux auteurs de violations des droits de l'homme commises dans le passé.

Le projet sera géré par un comité directeur basé à Kaboul, composé de trois représentants de la Commission indépendante, d'un représentant de son secrétariat, du conseiller principal aux droits de l'homme de la MANUA, d'un représentant du HCDH et d'un représentant du PNUD. Le Haut-Commissariat à Genève continuera par ailleurs à apporter son concours au conseiller principal aux droits de l'homme et au personnel du projet à Kaboul. Un montant estimatif de 140 346 dollars É.-U. est nécessaire pour l'appui au projet.

■ Cambodge

Une assistance continuera à être fournie pour la mise en œuvre d'une réforme du système judiciaire visant à instaurer et renforcer un État de droit et à assurer la conformité des lois et pratiques cambodgiennes avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme. Le projet sera également axé sur les droits économiques, sociaux et culturels, en particulier le droit au logement et le processus d'accession à la propriété foncière en vertu de la loi foncière de 2001. Renforcer la capacité des organisations de la société civile et des ONG à surveiller et à signaler les violations des droits de l'homme sera également une priorité.

Le programme du Haut-Commissariat au Cambodge est décrit plus en détail dans le chapitre intitulé "Appui aux droits de l'homme pour le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix".

■ Chine

Le projet de coopération technique en Chine a pour principaux objectifs de soutenir la ratification et l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, de promouvoir la primauté du droit, essentiellement grâce à des analyses comparatives des lois et des pratiques dans divers systèmes juridiques, et de favoriser la compréhension des questions relatives aux droits de l'homme. Les activités constitueront la troisième phase de mise en œuvre d'un protocole d'accord qui porte sur l'administration de la justice, l'éducation aux droits de l'homme, le domaine juridique, en particulier la réforme judiciaire et législative, le droit au développement et les droits économiques, sociaux et culturels.

La démarche adoptée est progressive, la mise en œuvre des activités commençant par des ateliers au cours desquels des experts internationaux et nationaux nouent des relations de travail, abordent diverses questions techniques et mettent au point les modalités d'une coopération dans un certain nombre de domaines. Lors de ces ateliers, les experts discutent du droit international relatif aux droits de l'homme et de sa pertinence par rapport au droit interne, examinent les manuels et autres matériels didactiques existant en Chine et étudient le meilleur moyen d'y intégrer des renseignements supplémentaires fondés sur les normes internationales relatives aux droits de l'homme. Experts internationaux et nationaux procèdent ensuite à des consultations sur les moyens d'élaborer et de tester de nouveaux matériels de formation, de les inclure dans des points stratégiques du système de formation des formateurs et de les intégrer dans le réseau éducatif existant.


En 2003, le Haut-Commissariat étudiera la possibilité de fournir un appui à la conception et à la mise en œuvre de programmes de formation dans les domaines de l'éthique professionnelle et de la conscientisation juridique. Il rassemblera des données de base sur les matériels et programmes de formation existants et évaluera les méthodes employées pour la formation des forces de police, afin de déterminer la meilleure façon de concevoir et d'assurer une formation supplémentaire. Un module pilote de formation et un ensemble de matériels de référence sur l'éthique professionnelle et la conscientisation juridique à l'intention des

instructeurs des forces de police seront mis au point à partir des données ainsi rassemblées. Le module pilote de formation sera mis en œuvre en 2003-2004.

La même démarche progressive sera appliquée pour les activités dans les domaines suivants, sur lesquels porte l'élément essentiel du programme de coopération technique:

- Enseignement des droits de l'homme dans les écoles, notamment grâce à l'incorporation de cet enseignement dans les programmes d'études;
- Soutien aux activités des universités relatives aux droits de l'homme;
- Bourses dans le domaine des droits de l'homme;
- Activités portant sur les droits économiques, sociaux et culturels;
- Formation des juges et des avocats;
- Élaboration de programmes pour la formation du personnel pénitentiaire;
- Services consultatifs et études comparatives sur la répression des délits mineurs;

Les besoins en 2003 sont estimés à 260 352 dollars É.-U.

Article 9 
Nul ne peut
être arbitrairement
arrêté, détenu
ni exilé.

■ République islamique d'Iran

À la demande du gouvernement, le Haut-Commissariat a organisé en novembre 1999 une mission d'évaluation des besoins qui a recensé un certain nombre de domaines prioritaires pour la coopération technique: administration de la justice, y compris au niveau de la police, des autorités pénitentiaires, des juges et des avocats, éducation aux droits de l'homme et soutien aux institutions nationales et autres organisations de la société civile oeuvrant en faveur des droits de l'homme. Sur la base de ces recommandations, le HCDH examine avec le gouvernement la possibilité de conclure un protocole d'accord ainsi que le mandat d'une mission de formulation d'un projet prévue pour décembre 2002. Le montant nécessaire à l'exécution d'activités en Iran sera déterminé à l'issue de cette mission.

■ Mongolie

Les projets relatifs aux droits de l'homme que les Nations Unies mettent en œuvre en Mongolie, avec l'appui du Haut-Commissariat et du PNUD, aident le gouvernement à s'acquitter de ses obligations découlant des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Le Haut-Commissariat continuera, par l'intermédiaire de son conseiller aux droits de l'homme, de soutenir les activités HURISTMON exécutées aux termes de l'Accord conclu avec le gouvernement, intitulé "Renforcement des droits de l'homme en Mongolie: Phase I". En 2003, dans le cadre de la Phase II, l'accent sera mis sur la formation des forces de police, l'examen des méthodes de travail de ces forces et de l'administration pénitentiaire, et l'incorporation des droits de l'homme dans les programmes officiels de formation des juges, des procureurs, des avocats et des policiers. Une assistance continuera également d'être fournie à la Commission nationale des droits de l'homme, en coopération avec le PNUD. Le projet HURISTMON contribuera aussi à la création prochaine d'un centre national de recherche et de formation pour les professions juridiques et à la traduction de matériels, imprimés et autres, traitant des droits de l'homme.

L'élaboration d'un plan d'action national en faveur des droits de l'homme, avec le soutien du projet HURISTMON, est bien avancée. Le projet contribuera à faire connaître ce plan en diffusant des informations et des annonces par l'intermédiaire des médias et en fournissant un appui aux ONG et aux institutions nationales. Des Volontaires des Nations Unies nationaux mettent en œuvre les plans d'action pour les droits de l'homme élaborés à l'échelle provinciale dans le cadre d'HURISTMON; ils contribuent à la formulation du programme national, représentent la Commission nationale des droits de l'homme au niveau local et effectuent des travaux de recherche en vue de l'établissement des rapports de la Commission. Les besoins en 2003 sont estimés à 152 550 dollars É.-U.

■ Îles Salomon

Le Haut-Commissariat maintient depuis 2001 une présence sur le terrain limitée dans les Îles Salomon. La sécurité dans le pays demeurant précaire, le HCDH poursuivra en 2003 ses activités de coopération technique en s'employant essentiellement à soutenir le renforcement de l'État de droit, à contribuer à la définition de stratégies pour la mise en place d'une justice de transition et au renforcement des capacités de la société civile dans le domaine des droits de l'homme. Les besoins en 2003 sont estimés à 325 440 dollars É.-U.

■ Sri Lanka

Suite à la signature d'un accord de cessez-le-feu entre le Gouvernement sri-lankais et les Tigres de libération de l'Eelam Tamoul en février 2002, et en réponse à la demande du Premier Ministre, le Secrétaire général de l'ONU a envoyé à Sri Lanka en avril et mai 2002 une mission de haut niveau chargée d'évaluer les besoins; cette mission, exécutée conjointement par le PNUD, l'UNICEF, le HCR, le PAM, l'OCHA, le Département des affaires politiques et le HCDH, a formulé un certain nombre de recommandations concernant la mise en œuvre immédiate par l'ONU d'une action en faveur du développement socioéconomique et de la consolidation de la paix, et notamment la nomination par le Haut-Commissariat d'un conseiller aux droits de l'homme auprès de l'équipe de pays des Nations Unies.



Le Conseiller principal aux droits de l'homme, qui travaillera à partir du bureau du coordonnateur résident, conseillera l'équipe de pays des Nations Unies sur l'intégration des droits de l'homme et les domaines dans lesquels des activités en faveur des droits de l'homme devront être menées dans le contexte du processus de paix. Les activités du Conseiller seront financées par le HCDH pendant une période initiale de six mois; c'est ensuite à l'équipe de pays qu'il appartiendra de trouver les fonds nécessaires. Le projet devrait commencer à la fin de 2002. Les besoins en 2003 sont estimés à 58 550 dollars É.-U.

■ Timor-Leste

En 2001 et 2002, le Haut-Commissariat a mis en œuvre avec l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) un programme de coopération technique visant à renforcer l'infrastructure nationale de promotion et de protection des droits de l'homme, en appuyant des activités

de création de compétences dans la perspective de l'autonomie et en aidant à l'instauration des conditions nécessaires à un développement durable. Les activités reprendront à la fin de 2002 sous la forme d'un programme de coopération élargi d'une durée de deux ans avec les autorités récemment élues et la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental (MANUTO). Les besoins en 2003 sont estimés à 397 300 dollars É.-U. et les activités consisteront à:

- Fournir une assistance technique portant sur la ratification et l'application des normes internationales relatives aux droits de l'homme, notamment l'élaboration d'un plan d'action national pour les droits de l'homme, et sur l'obligation de faire rapport;
- Fournir une assistance technique à la Commission Accueil, Vérité et Réconciliation;
- Poursuivre ou renforcer l'action en faveur de la formation dans le domaine des droits de l'homme et l'acquisition de compétences par les policiers, les juges, les procureurs, les défenseurs publics et le personnel pénitentiaire, entre autres;
- Fournir une assistance technique pour la création et le fonctionnement de l'institution indépendante de défense des droits de l'homme, le *Provedor de justiça* (médiateur);
- Appuyer l'éducation et le renforcement des compétences du public dans le domaine des droits de l'homme, notamment au niveau des districts;
- Fournir une assistance juridique visant à garantir la conformité de la législation nationale avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le personnel en place dans la région se composera d'un représentant régional et de deux fonctionnaires d'appui à Bangkok, d'un administrateur national et de deux fonctionnaires d'appui aux Îles Salomon, d'un conseiller international détaché auprès du PNUD en Mongolie, et d'un conseiller international aux droits de l'homme en poste à Sri Lanka, ainsi que de plusieurs fonctionnaires du bureau extérieur au Cambodge; les activités et les modalités d'exécution sont décrites plus en détail dans le chapitre intitulé "Appui aux droits de l'homme pour le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix".

Suite aux recommandations du professeur Muntarbhorn, un comité de planification chargé de coordonner la mise en

œuvre du Programme d'action de Beyrouth sera constitué au siège du Haut-Commissariat. Ce comité sera composé de membres de divers services du Haut-Commissariat participant directement à la mise en œuvre du Cadre d'action et de représentants régionaux. Une réunion consultative sur la mise en œuvre du programme aura lieu trois fois par an avec les missions permanentes dans la région Asie-Pacifique. Les Coordonnateurs résidents des Nations Unies, les représentants d'organisations régionales et les organisations de la société civile participant à l'exécution du cadre d'action seront informés par courrier des résultats de ces réunions.

■ Travailler avec des partenaires et par leur intermédiaire

Le Haut-Commissariat renforcera plus avant ses liens avec les organisations régionales, sous-régionales et nationales, notamment avec les organismes intergouvernementaux, non gouvernementaux et professionnels. Dans toute la mesure du possible, les activités seront exécutées par des partenaires régionaux, sous-régionaux et nationaux, le Haut-Commissariat demeurant toutefois responsable de leur conception et de leur formulation.

Le Haut-Commissariat privilégiera la participation des équipes de pays des Nations Unies et s'emploiera à les doter des moyens voulus pour traiter des questions des droits de l'homme relevant de leur compétence. En Afghanistan et au Timor-Leste, le Haut-Commissariat continuera à travailler par l'intermédiaire, respectivement, de la MANUA et de la MANUTO. En Mongolie, à Sri Lanka et aux Philippines, il conseillera les équipes de pays des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme et soutiendra leur action.

BUDGET EN DOLLARS É.-U.

Dépenses de personnel:

Bureau du Représentant régional (Thaïlande)	152 400
Afghanistan	104 700
Chine	104 700
Îles Salomon	162 000
Sri Lanka	44 100
Timor-Leste	83 200

Honoraires et frais de voyage des experts/consultants:

Activités régionales	115 000
Chine	25 000
Îles Salomon	40 000
Timor-Leste	223 700

Frais de voyage:

Personnel du HCDH (Activités régionales)	62 200
Personnel du HCDH (Afghanistan)	19 500
Personnel du HCDH (Chine)	27 800
Personnel du HCDH (Mongolie)	5 000
Personnel du HCDH (Îles Salomon)	14 000
Personnel du HCDH (Sri Lanka)	4 000
Personnel du HCDH (Timor-Leste)	11 700
Représentants et autres participants (Activités régionales)	100 100
Représentants et autres participants (Îles Salomon)	3 000

Services contractuels	51 500
Dépenses générales de fonctionnement	78 650
Fournitures et achats	28 000

Subventions, contributions, bourses et séminaires:

Soutien au Forum Asie-Pacifique	208 000
Soutien aux institutions nationales	110 000
Chine	20 000
Mongolie	130 000
Îles Salomon	20 000
Timor oriental	5 000

Total partiel 1 953 250

Dépenses d'appui au programme 253 923

Total 2 207 173



R É G I O N A R A B E

CONTEXTE

Dans la région arabe, un nombre croissant de gouvernements se montrent plus actifs dans le domaine des droits de l'homme et travaillent à mettre en place des institutions nationales et organes ministériels de défense de ces droits. Au cours de l'année écoulée, des progrès ont été enregistrés dans la création d'instruments juridiques et de mécanismes institutionnels de prise en compte et de protection des droits de l'homme, essentiellement des droits politiques, ainsi que du droit des femmes à participer à la vie politique. Les ONG de défense des droits de l'homme exercent progressivement une influence grandissante au sein de la société civile et s'engagent de façon croissante en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme, de la sensibilisation et de l'éducation aux droits de l'homme, de l'assistance et de la recherche juridique et de l'aide aux victimes de violations des droits fondamentaux.

Toutefois, plusieurs États de la région n'ont pas encore ratifié les principaux instruments internationaux, et ces instruments sont encore mal compris. Les ONG de défense des droits de l'homme dans la région, dont les capacités ont besoin d'être renforcées, ne bénéficient pas souvent du statut juridique nécessaire pour être pleinement opérationnelles.

La stratégie du Haut-Commissariat vise à renforcer les partenariats avec les gouvernements, les organisations internationales et la société civile, à renforcer à l'échelon national les moyens de travailler efficacement pour les droits de l'homme, et à incorporer une composante "droits de l'homme" dans les programmes et politiques de développement des acteurs internationaux et régionaux. Des

représentants régionaux en poste à Beyrouth travaillent avec les gouvernements et la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO); ils ont pour tâche de renforcer les capacités des gouvernements, des institutions et des organisations de la société civile et d'exécuter les éléments pertinents du Cadre de coopération technique pour la promotion et la protection des droits de l'homme, dans la région Asie-Pacifique; ce cadre est décrit ci-dessus dans la section sur l'Asie et le Pacifique.

Le Haut-Commissariat soutient aussi les mandats des rapporteurs spéciaux de la Commission des droits de l'homme sur la situation en Iraq et dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967.

RÉALISATIONS EN 2002

Le Haut-Commissariat a signé avec la CESAO un mémorandum déclaratif d'intention et conclu un accord concernant la nomination, au sein de la Commission, d'un représentant régional, de façon à mieux répondre aux demandes spécifiques d'assistance technique des gouvernements, de soutenir le travail des organismes des Nations Unies et de répondre à l'attente croissante des organisations de la société civile œuvrant au niveau national et régional. En avril 2002, la Haut-Commissaire a signé avec la Ligue des États arabes un autre mémorandum définissant dans leurs grandes lignes les domaines de coopération en matière des droits de l'homme. Ce mémorandum fixe le cadre d'un programme d'assistance technique comprenant la formation du personnel, l'organisation commune de réunions et de séminaires et l'échange d'informations et de documentation.

Le Haut-Commissariat a continué d'aider des ONG de défense des droits de l'homme comme l'Organisation arabe des droits de l'homme et l'Institut arabe des droits de l'homme, ainsi que le réseau des ONG nationales qui leur sont affiliées.

Tout au long de l'année, le Haut-Commissariat s'est employé à :

- Développer les compétences régionales et nationales;
- Renforcer sa coopération avec les organisations et réseaux à l'œuvre dans la région;
- Renforcer son rôle au sein du système des Nations Unies et de la communauté internationale;
- Former les équipes de pays des Nations Unies à une approche du développement fondée sur le respect des droits;
- Faciliter la communication directe entre le Haut-Commissariat, la CESAO et le PNUD.

Des activités de coopération technique au niveau national ont également été entreprises au Maroc, en Palestine et au Yémen. Le HCDH a apporté son concours aux rapporteurs de pays de la Commission des droits de l'homme, notamment au Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Iraq, et au Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes dans les territoires arabes occupés depuis 1967.

OBJECTIFS EN 2003

Le but premier du programme de coopération technique du Haut-Commissariat dans la région est de renforcer les capacités nationales dans le domaine des droits de l'homme en vue d'une meilleure promotion et protection de ces droits, et d'élaborer un cadre de coopération en faveur des droits de l'homme. Ses objectifs précis sont les suivants:

- Promouvoir la ratification des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et la présentation de rapports aux organes de traité;
- Poursuivre les activités en faveur de la concrétisation du droit au développement et de l'adoption d'approches du développement fondées sur les droits de l'homme;
- Renforcer les capacités nationales dans le domaine des droits de l'homme et promouvoir la primauté du droit en organisant une formation à l'intention des parties prenantes concernées, notamment les pouvoirs publics et les ONG, les juges et les avocats, le

personnel des institutions nationales et régionales, les chercheurs, les étudiants des universités et les médias;

- Promouvoir l'enseignement et la formation dans le domaine des droits de l'homme, notamment dans les secteurs de l'éducation formelle et non formelle;
- Contribuer à développer les savoir-faire et les capacités des acteurs de la société civile et des organisations intergouvernementales arabes;
- Soutenir la création et le renforcement d'institutions nationales de défense des droits de l'homme;
- Encourager les gouvernements de la région à élaborer des plans d'action nationaux et mener une action complémentaire dans les pays qui ont déjà entrepris de le faire;
- Élaborer une documentation (publications) et des systèmes d'information sur les droits de l'homme en arabe (un site Web);
- Mettre les documents et publications du HCDH à la disposition des États arabes, du personnel des Nations Unies dans la région arabe et des ONG arabes.

ACTIVITÉS RÉGIONALES

■ Développement humain et droits de l'homme

Un certain nombre d'activités ont été élaborées avec le PNUD pour donner suite au séminaire régional du Caire sur les droits de l'homme et le développement, tenu en juin 1999. Le plan d'action adopté à cette occasion mettait l'accent sur l'intégration du développement et des droits de l'homme et sur le rôle que les ONG de défense des droits de l'homme peuvent jouer dans la mise en œuvre du programme.

En 2003, le Haut-Commissariat et le PNUD exécuteront, avec l'aide de l'Organisation arabe des droits de l'homme, des activités visant à renforcer les capacités nationales et régionales dans le domaine des droits de l'homme sur la base d'expériences partagées et des progrès accomplis concernant le droit au développement et l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels. Ces activités permettront aux gouvernements, aux ONG et aux spécialistes d'échanger des informations et de recenser les obstacles à la réalisation du droit au développement.

Le HCDH travaille en liaison avec le Groupe consultatif pour la région arabe, récemment créé, qui se compose de dix membres choisis en fonction de leurs compétences et selon le critère de la représentation géographique. Le Groupe conseillera le Haut-Commissariat, à sa demande, préalablement à la mise en œuvre d'activités de coopération.

■ Institut arabe des droits de l'homme

Le Haut-Commissariat assiste l'Institut arabe des droits de l'homme depuis sa création à Tunis en 1989. L'Institut, institution régionale de défense des droits de l'homme compétente et respectée, a créé un vaste réseau d'ONG et d'experts et développé des compétences concernant divers aspects des droits de l'homme dans le monde arabe. Grâce à ses activités de formation et à ses travaux de recherche, il joue un rôle moteur dans la promotion d'une culture régionale des droits de l'homme. Le HCDH aide l'Institut à renforcer les capacités et le professionnalisme des ONG arabes de défense des droits de l'homme en formant leurs dirigeants et en fournissant un appui à la formation aux droits de l'homme des formateurs régionaux.

■ Coopération avec la Ligue des États arabes

En avril 2002, la Haut-Commissaire a signé un mémorandum déclaratif d'intention définissant les grandes lignes de la coopération entre le Haut-Commissariat et la Ligue des États arabes et portant notamment sur la formation du personnel du secrétariat de la Ligue, l'organisation de réunions et de séminaires communs et l'échange d'information et de documentation. En 2003, le Haut-Commissariat entend poursuivre plus avant son action en ce sens en travaillant avec les gouvernements à une sensibilisation accrue aux droits de l'homme et à un renforcement des capacités dans ce domaine, de façon à promouvoir la ratification des principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme; il fournira aux gouvernements tout autre type d'assistance dans le domaine des droits de l'homme que ces derniers pourraient solliciter par l'intermédiaire de la Ligue; et il aidera la Ligue à instituer un conseil économique et social qui s'occupera notamment des ONG, des droits de l'homme et des droits des femmes.

■ Cadre de coopération technique pour la région Asie-Pacifique

Ce cadre offre aux gouvernements de la région Asie-Pacifique la possibilité de procéder à de larges consultations

ouvrant la voie à la conclusion d'accords régionaux. Une description détaillée de ce cadre figure dans la section ci-dessus consacrée à l'Asie et au Pacifique.

Au cours de l'Atelier annuel sur la coopération régionale qui s'est tenu à Beyrouth en mars 2002, les participants ont adopté un plan d'action pour 2002-2003. Le Haut-Commissariat soutiendra les activités prévues dans ce plan d'action, dont certaines seront exécutées dans la sous-région arabe. Ces activités concernent l'éducation aux droits de l'homme, les institutions nationales, le droit au développement et l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels.

ACTIVITÉS NATIONALES

En 2003, le Haut-Commissariat mettra en œuvre un certain nombre de projets spécialement conçus pour répondre aux besoins spécifiques de pays arabes donnés, dont la Palestine, où il importe désormais de concevoir un projet visant à faire face de façon appropriée à la situation créée par la poursuite du conflit. En 2003, les activités de coopération technique du Haut-Commissariat au Yémen seront assurées par l'équipe de pays des Nations Unies, le HCDH continuant toutefois à apporter son appui.

■ Palestine

Le Haut-Commissariat a un bureau en Palestine depuis 1996. Une mission d'évaluation des besoins et d'élaboration de projets a été organisée en Palestine au début de 2002 afin de dresser la liste des activités à mettre en œuvre jusqu'au milieu de 2004. Les priorités recensées par la mission sont les suivantes:

- Éducation et sensibilisation aux droits de l'homme;
- Soutien à l'institution nationale ayant pour objectif la promotion et la protection des droits des citoyens;
- Administration de la justice et soutien à la primauté du droit;
- Prise en compte systématique des droits de l'homme.

La mission a également recommandé que les activités en Cisjordanie et dans la bande de Gaza soient menées indépendamment les unes des autres, étant donné que les Palestiniens ne peuvent se déplacer librement de l'une à l'autre zone. Un spécialiste international des droits de l'homme supplémentaire sera en conséquence affecté au bureau de Ramallah. Les activités visant à renforcer

l'administration de la justice et à promouvoir la primauté du droit se poursuivront en 2003 sous la forme de services consultatifs et d'une aide au renforcement des compétences des forces de police, des autorités pénitentiaires, des juges, des procureurs et des avocats. Une attention accrue sera aussi portée au renforcement des moyens dont disposent le gouvernement et les organisations de la société civile pour s'acquitter de leurs fonctions dans ces domaines. Trois exemples: la Commission palestinienne indépendante de défense des droits des citoyens sera soutenue dans ses efforts pour élaborer un système d'examen des plaintes; plusieurs organisations communautaires qui mènent une action de sensibilisation aux droits de l'homme, notamment aux droits économiques et sociaux et aux droits des femmes, bénéficieront d'un appui; une formation à l'approche fondée sur le respect des droits et à l'intégration des droits de l'homme sera assurée avec les organismes des Nations Unies. Les besoins en 2003 sont estimés à 932 200 dollars É.-U.

Le Haut-Commissariat a des bureaux à Gaza et à Ramallah, en Cisjordanie; le personnel de ces bureaux se compose de trois fonctionnaires internationaux et de cinq fonctionnaires nationaux.

■ Maroc

Le Haut-Commissariat continuera de soutenir le Centre national de documentation, d'information et de formation dans le domaine des droits de l'homme, créé à Rabat en avril 2000 dans le cadre d'un projet tripartite avec le Gouvernement marocain et le PNUD.

Les activités prévues du Centre en 2003 comprennent notamment:

- Un séminaire de trois jours sur l'indépendance du pouvoir judiciaire, organisé avec l'Institut Raoul-Wallenberg de Suède, à l'intention de 30 juges, avocats et enseignants de l'Institut national d'études judiciaires (Rabat, janvier 2003);
- Un séminaire de trois jours sur les médias et la démocratie, organisé avec l'Institut Raoul-Wallenberg, à l'intention de 25 à 30 journalistes de la presse écrite, de la radio et de la télévision (Casablanca, février 2003);
- Un séminaire régional de formation de cinq jours sur le rôle des avocats concernant les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, organisé conjointement avec l'Organisation arabe des droits de l'homme à l'intention de 40 avocats du Maroc et de pays arabes (Marrakech, février 2003);

- Un séminaire de trois jours sur la citoyenneté et le développement à l'intention de 25 membres d'ONG œuvrant dans le domaine du développement (Agadir, mars 2003);
- Un séminaire de deux jours sur la protection des droits de l'homme des migrants marocains (Casablanca, mars 2003);
- Un séminaire de trois jours sur l'administration de la justice et les droits de l'homme, organisé avec l'Institut Raoul-Wallenberg, à l'intention de 30 juges, avocats et enseignants ayant participé au précédent séminaire sur l'indépendance du pouvoir judiciaire (Rabat, avril 2003);
- Un atelier de formation de trois jours aux techniques de promotion des droits de l'homme utilisant les médias, organisé avec l'Institut Raoul-Wallenberg à l'intention de 30 journalistes de la presse écrite, de la radio et de la télévision (Rabat, mai 2003);
- Une journée d'étude à l'intention de 50 journalistes sur la communication régionale concernant la décentralisation et la démocratie locale (Tanger, juin 2003);
- Une journée d'étude sur les enjeux de la démocratie locale à l'intention de 50 dirigeants politiques et responsables administratifs au niveau régional, organisée à l'occasion des élections locales devant se dérouler dans tout le pays en juin 2003 (Fès, juin 2003).

Article 28
Toute personne a
droit à ce que règne,
sur le plan social
et sur le plan
international, un
ordre tel que les
droits et libertés
énoncés dans la
présente Déclaration
puissent y trouver
plein effet.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires immédiats sont les organisations de la société civile œuvrant dans le domaine des droits de l'homme et du développement dans 20 pays arabes. Les fonctionnaires gouvernementaux et les décideurs dont le travail et les fonctions touchent de près à l'administration de la justice bénéficieront également de ces activités, qui aideront par ailleurs le PNUD et la CESAO à intégrer les droits de l'homme dans leurs programmes d'action.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le Haut-Commissariat coopérera étroitement avec les organismes des Nations Unies et les ONG de la région arabe travaillant dans le domaine des droits de l'homme. Il élaborera, de concert avec le PNUD, en particulier son bureau régional pour les États arabes, et avec la CESAO, des projets communs visant à une prise de conscience accrue des liens entre droits de l'homme et développement et à une meilleure prise en compte des droits de l'homme au sein des organismes des Nations Unies en place dans la région.

Le Haut-Commissariat travaillera également en étroite coopération avec les organisations régionales existantes, notamment la Ligue des États arabes, l'Institut arabe des droits de l'homme et l'Organisation arabe des droits de l'homme. Les ONG et fondations internationales à l'œuvre dans la région seront également invitées à participer à l'exécution et à la supervision des projets.

Afin d'utiliser au mieux les ressources financières disponibles, le Haut-Commissariat s'efforcera de recourir aux ressources humaines des organisations partenaires. Dans toute la mesure du possible, les coûts seront partagés et les institutions accueillant les activités du HCDH seront encouragées à prendre à leur charge une part accrue des dépenses qu'elles entraînent. Le personnel en poste dans la région comprend deux représentants régionaux et cinq fonctionnaires nationaux à Beyrouth, ainsi que trois fonctionnaires internationaux et cinq fonctionnaires nationaux en Palestine.

BUDGET EN DOLLARS É.-U.

Dépenses de personnel:

Bureau du représentant régional au Liban et appui aux activités régionales	344 000
Palestine	637 400
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	0

Frais de voyage:

Activités régionales	36 500
Palestine	29 294
Services contractuels	4 562
Dépenses générales de fonctionnement	48 950
Fournitures et achats	9 150

Subventions, contributions, bourses et séminaires:

Soutien à l'Institut arabe des droits de l'homme	156 000
Soutien au développement humain et aux droits de l'homme dans les États arabes (projet commun avec le PNUD)	120 000
Centre de documentation, d'information et de formation (Maroc)	140 000
Palestine	105 000

Total partiel 1 630 856

Dépenses d'appui au programme 212 011

Total 1 842 867

Article 12

Nul ne sera l'objet
d'immixtions arbitraires dans
sa vie privée, sa famille, son
domicile ou sa correspondance,
ni d'atteintes à son honneur
et à sa réputation.
Toute personne a droit à la
protection de la loi contre
de telles immixtions ou de
telles atteintes.

APPUI AUX INSTITUTIONS NATIONALES



CONTEXTE

Dans son rapport du 9 septembre 2002 (A/57/387), le Secrétaire général a fait le constat suivant: "En s'appuyant sur des institutions vigoureuses de défense des droits de l'homme au niveau national, on peut espérer faire en sorte que les droits de l'homme soient protégés et défendus de façon systématique. La mise en place, dans chaque pays, d'un système national de protection des droits de l'homme reflétant les normes internationales devrait donc être un des principaux objectifs de l'Organisation. Ces activités sont particulièrement importantes dans les pays qui sortent d'un conflit." Depuis 1994, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme apporte son concours aux institutions nationales qui sont d'importants agents d'exécution dans le cadre de la prévention des conflits et de la reconstruction des sociétés après un conflit. De plus en plus souvent, cela signifie créer des réseaux régionaux d'institutions nationales dans le but de diffuser les meilleures pratiques.

Les activités menées en 2002 ont permis:

- De fournir aux gouvernements ou aux administrations des renseignements, des avis ou une assistance concernant la création d'institutions nationales;
- De continuer d'apporter un concours à plusieurs institutions nationales des droits de l'homme déjà en place ou à des organes semblables;
- D'entreprendre plusieurs missions liées à des réunions, à des séminaires et à des ateliers, grâce auxquels des avis et une assistance ont été fournis aux gouvernements;
- D'entreprendre des missions d'évaluation des besoins en matière de coopération technique et de formulation de projets;

- De former du personnel d'institutions nationales des droits de l'homme et des hauts fonctionnaires d'autres organismes et programmes des Nations Unies;
- De répondre à de nombreuses demandes de gouvernements et d'ONG à la recherche de renseignements d'ordre général sur les institutions nationales de défense des droits de l'homme.



OBJECTIFS

Les activités de 2003 auront pour objet d'aider les institutions nationales déjà en place et les gouvernements qui se sont engagés dans le processus de création d'organes de ce genre ou ont l'intention de le faire, conformément aux normes internationales pertinentes (les Principes de Paris adoptés en 1993 par l'Assemblée générale). Outre qu'il fournira directement des conseils pratiques, le HCDH aidera à améliorer la coordination au sein du système des Nations Unies en aidant les institutions nationales, notamment en coopération avec le PNUD, et contribuera à augmenter la participation de celles-ci aux travaux des organes de l'ONU et des autres instances internationales œuvrant à la protection des droits de l'homme.

ACTIVITÉS EN 2003

L'accent sera mis sur les quatre domaines suivants:

■ Mise en place des capacités nationales et régionales pour promouvoir et protéger les droits de l'homme

- Conseiller les gouvernements quant à la création d'un cadre constitutionnel ou législatif approprié pour toute nouvelle institution nationale, et quant à la nature, aux attributions, aux pouvoirs et aux responsabilités de ces institutions.
- Participer à des réunions de haut niveau, à des séminaires et à des ateliers, en particulier dans le cadre d'arrangements régionaux, pour prodiguer conseils ou assistance aux gouvernements, et avoir des consultations avec les fonctionnaires, les parlementaires et les organisations non gouvernementales au sujet de la création de nouvelles institutions nationales.


- Réaliser les évaluations des besoins en matière de coopération technique ou les missions de formulation de projets pour élaborer des projets de coopération technique appropriés, et assister aux réunions des comités directeurs des projets de coopération technique relatifs aux institutions nationales qui sont en cours d'exécution.
- Soutenir les institutions nationales nouvelles ou déjà en place pour organiser des systèmes de traitement et des bases de données concernant les plaintes, concevoir des structures de gestion efficaces, mettre en place des programmes d'enseignement et de formation dans le domaine des droits de l'homme qui incluent les questions relatives aux droits économiques, sociaux et culturels, au racisme, à l'égalité des sexes et aux droits de la femme et de l'enfant.
- Appuyer la création et le renforcement de réseaux régionaux d'institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme.
- Faciliter les réunions internationales et régionales des institutions nationales pour encourager l'échange de données d'expérience et l'élaboration de bonnes pratiques.

■ Accroissement de la coordination et de l'exécution des activités en matière de droits de l'homme dans le système onusien

- Faciliter la formation du personnel des Nations Unies concernant le travail des institutions nationales.
- Promouvoir la mise au point de projets de coopération technique coordonnés pour renforcer les institutions nationales en place

■ Renforcement de l'efficacité des mécanismes onusiens des droits de l'homme et des institutions nationales

- Donner au personnel des institutions nationales une formation ou du matériel de formation sur les mécanismes onusiens relatifs aux droits de l'homme;
- Faciliter la participation des institutions nationales aux réunions des organes de l'ONU qui s'occupent des droits de l'homme, notamment la Commission des droits de l'homme, ainsi qu'aux réunions des organes conventionnels et des rapporteurs, représentants et autres experts sur les mandats thématiques ou par pays, et fournir à ces diverses réunions des renseignements sur le travail des institutions nationales.

Article 9 
Nul ne peut être
arbitrairement
arrêté, détenu
ni exilé.

- Faciliter la participation des experts onusiens des droits de l'homme et fournir des renseignements sur les activités des mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies aux réunions des institutions nationales.
- Établir des rapports annuels et bisannuels sur le travail des institutions nationales à l'intention de la Commission des droits de l'homme et de l'Assemblée générale.
- Travailler avec le Groupe des recommandations des organes conventionnels en vue de fournir de la formation et de l'assistance pertinentes aux institutions nationales.

■ **Traitement, analyse et diffusion efficaces de l'information**

- Fournir aux institutions nationales des renseignements et une documentation relative aux droits de l'homme.
- Appuyer le site Web des institutions nationales (www.nhri.net) et contribuer à sa gestion.
- Mettre à jour la compilation de lois relatives aux institutions nationales.
- Réaliser une compilation des profils des institutions nationales et rédiger des directives pour la création de nouvelles institutions.
- Établir une liste d'experts ou de praticiens spécialistes des institutions nationales et du renforcement des capacités.
- Mettre au point des modules de formation et du matériel d'information, notamment une bande vidéo sur les institutions nationales et une brochure.
- Arrêter et diffuser des stratégies efficaces concernant des questions spécifiques relatives aux droits de l'homme, par exemple le rôle des institutions nationales dans la promotion des droits de l'enfant et de la femme.
- Mener des activités de sensibilisation aux Principes de Paris, eu égard au fait que l'on célébrera en 2003 le dixième anniversaire de leur adoption par l'Assemblée générale.

■ **Défendre la dignité de l'homme et lutter contre le racisme**

- Convoquer une table ronde des commissaires aux relations raciales en vue d'examiner les diverses stratégies et méthodes qu'ils appliquent dans la lutte contre la discrimination raciale et la défense de la dignité de l'homme, ainsi que la possibilité de créer un réseau qui aurait pour objet de favoriser la concertation dans ce domaine.

- Tenir une série d'ateliers régionaux avec les institutions nationales sur les droits des personnes handicapées et l'action internationale relative à la prévention des handicaps.
- Travailler avec le Groupe antidiscrimination afin d'appuyer les activités relatives aux institutions nationales menées dans le cadre de cette unité administrative.

RÉSULTATS ESComPTÉS

- À la demande des États membres, de nouvelles institutions nationales auront été créées conformément aux normes onusiennes pertinentes.
- À la demande des institutions nationales existantes, des conseils et un appui leur auront été fournis pour renforcer leur capacité et leur conformité aux normes onusiennes.
- Les principaux mécanismes de protection des droits de l'homme de l'ONU, notamment les organes conventionnels et les rapporteurs par thème et par pays de la Commission des droits de l'homme, ainsi que les autres organisations multilatérales et régionales, auront une meilleure compréhension du rôle et du travail des institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme et vice versa.
- Des activités de suivi de la Conférence mondiale contre le racisme auront été entreprises.
- Les institutions nationales déjà en place auront amélioré leur coordination et leur efficacité grâce au Comité international de coordination des institutions nationales et à leurs propres réseaux régionaux.
- Les flux d'informations vers les institutions nationales et entre celles-ci auront été renforcés.

COORDINATION

L'équipe chargée des institutions nationales travaille avec plusieurs autres institutions et programmes des Nations Unies, organismes multilatéraux, organisations régionales et ONG, notamment le PNUD, l'UNICEF, les Volontaires des Nations Unies, le Conseil de l'Europe, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le Commonwealth, l'Union africaine, l'Institut interaméricain des droits de l'homme, le Forum Asie-Pacifique des institutions nationales, l'Union interparlementaire, la Commission andine de juristes, l'Institut Raoul-Wallenberg

(Suède) et le Friedrich-Naumann Stiftung (Allemagne). Toute l'assistance technique fournie sera coordonnée au niveau national.

MODALITÉS DE GESTION

L'équipe sera composée d'un chef d'équipe et d'un administrateur dont les postes seront financés au moyen de contributions volontaires. Un groupe consultatif d'experts extérieurs au HCDH fournira des avis sur les ressources supplémentaires à fournir selon les besoins; on tiendra compte dans sa composition des principes d'une répartition géographique et linguistique équitable et de la parité entre les sexes.

BUDGET EN DOLLARS É.-U.	
Dépenses de personnel	248 100
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	89 000
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	88 500
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	40 000
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	8 000
Subventions, contributions, bourses et séminaires	407 500
Total partiel	881 100
Dépenses d'appui au programme	114 543
Total	995 643

APPUI À LA COMMISSION VÉRITÉ ET RÉCONCILIATION EN SIERRA LEONE



CONTEXTE

L'Accord de paix de Lomé, signé en juillet 1999 entre le gouvernement et les forces rebelles, appelait à la création d'une commission Vérité et réconciliation qui devait apporter une importante contribution au rétablissement de la paix et de l'ordre dans le pays au sortir d'une décennie de conflit armé. Avec l'appui du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, une loi relative à la Commission Vérité et réconciliation a été élaborée, puis adoptée par le Parlement en février 2000. À la suite de cela, le HCDH a conçu et exécuté deux projets de coopération technique, l'un à l'appui de la phase préparatoire de la Commission Vérité et réconciliation en Sierra Leone, et l'autre à l'appui du secrétariat provisoire de la Commission. Ces initiatives, qui jetaient les bases des travaux de la Commission, consistaient notamment à :

- Appuyer une campagne d'information sur la Commission;
- Faire des recherches sur les méthodes traditionnelles de règlement des conflits et de réconciliation;
- Sélectionner les commissaires;
- Mener des recherches approfondies sur les violations des droits de l'homme et le droit humanitaire pour établir le caractère systématique et l'incidence des conflits, abus ou violations;
- Effectuer une enquête médico-légale préliminaire sur les fosses communes et les sites d'exécution.

La Commission est entrée en fonctions le 5 juillet 2002 et a déjà achevé la phase préparatoire de trois mois prévue dans son statut. Sa phase opérationnelle devrait commencer en novembre 2002, pour une période initiale de 12 mois pouvant être prorogée de six mois. L'activité de la

Commission se déroulera en trois phases: déploiement, investigation et établissement des rapports. Chaque phase durera quatre mois.

MANDAT DE LA COMMISSION

Aux termes de la loi établissant la Commission, celle-ci a mandat:

- D'établir un récapitulatif historique impartial des violations et des abus qui ont caractérisé le conflit;
- D'aborder le problème de l'impunité et de répondre aux besoins des victimes;
- De promouvoir l'apaisement et la réconciliation et d'empêcher que ces violations et abus ne se reproduisent;
- De rompre le cycle de la violence, d'offrir tant aux victimes qu'aux auteurs de ces violations et abus un forum où ils puissent raconter leur histoire, se faire une idée claire du passé afin de faciliter un apaisement et une réconciliation véritables;
- D'enquêter et de faire rapport sur les causes, la nature et l'étendue des violations et des abus dans toute la mesure possible;
- De recommander des mesures de réhabilitation des victimes dont les droits de l'homme ont été bafoués.

ACTIVITÉS EN 2003

■ Phase de déploiement

Au cours de cette phase, la Commission déploiera dans chacun des 13 districts du personnel chargé de recueillir des informations sur les abus et violations. Ces équipes

rassembleront également des renseignements déclassifiés émanant de gouvernements, de groupes régionaux (par exemple l'Union du fleuve Mano et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), ainsi que de parties au conflit, notamment le Front révolutionnaire uni, les Forces de défense civile, l'armée sierra-léonaise et le Conseil révolutionnaire des forces armées. Quatre coordinateurs, en poste dans les quartiers généraux régionaux, superviseront l'activité des équipes. Les renseignements recueillis porteront notamment sur le cadre dans lequel les violations et abus ont été commis, la question de savoir s'ils découlaient d'une planification délibérée, d'une politique ou d'une autorisation d'un gouvernement, d'un groupe ou d'un individu, quels qu'ils soient, et le rôle des facteurs internes et externes dans le conflit.

La Commission mettra en place des bureaux et déploiera du personnel de terrain dans les régions où la plupart des violations ont été commises et où tant leurs victimes que leurs auteurs ont indiqué qu'ils étaient prêts à faire le récit de leur histoire. Le déploiement de ce personnel aura pour objet de garantir que les personnes les plus démunies et celles le plus gravement touchées par des violations des droits de l'homme aient accès la Commission.

■ Phase d'investigation

Au cours de cette phase, qui devrait durer de mars à juin 2003, la Commission mènera des enquêtes approfondies, analysera et synthétisera les renseignements reçus pour en vérifier l'authenticité. Il faudra pour cela recueillir des témoignages détaillés et les recouper avec d'autres renseignements relatifs à des abus et violations des droits de l'homme. Lorsque les équipes de district auront recueilli les dépositions volontaires, examiné les témoignages existants et rassemblé les renseignements, les investigations se poursuivront sur deux axes: examen des abus et violations des droits de l'homme et du droit humanitaire, et exploration des causes historiques, sociales et politiques de ces abus et violations et de leurs conséquences pour la société. La systématisation des renseignements recueillis sera faite en grande partie au quartier général de Freetown et dans les bureaux régionaux par un petit effectif d'experts de la gestion et de l'analyse des données relatives à certains sujets.

Au cours de cette période, la Commission dressera une "vitrine" de cas représentatifs qui formeront la base de son rapport et enquêtera à leur sujet; elle définira les principaux éléments

de son rapport final, élaborera les procédures d'établissement de ses recommandations définitives et, enfin, organisera des audiences publiques auxquelles participeront les victimes, les témoins et les auteurs de tous abus ou violations, ou d'autres parties intéressées. Les participants pourront être identifiés au cours des procédures de prise de déposition, de reconstitution du conflit ou d'investigation. Leurs récits feront l'objet d'une enquête et seront corroborés avant qu'ils ne soient appelés à témoigner.

■ Phase d'établissement des rapports

Au cours de la phase d'établissement des rapports, qui devrait se dérouler de juillet à octobre 2003, la Commission commencera à finaliser son rapport, élaborer ses conclusions et recommandations, organiser ses archives, classer la documentation conformément à son mandat, établir le rapport qu'elle doit présenter au Président de la Sierra Leone, et elle entamera les préparatifs de sa propre dissolution.

Le mandat de la Commission prévoit qu'elle se penche tout particulièrement sur le sujet des violences sexuelles et de l'implication d'enfants dans les conflits armés, et qu'elle recommande au gouvernement les réformes et autres mesures qu'il devrait adopter pour atteindre ses objectifs. Le gouvernement est prié d'appliquer les recommandations que lui adresse la Commission et de faciliter la mise en œuvre des recommandations adressées par celle-ci à d'autres institutions.

Ainsi, la Commission est à même de jouer le rôle de catalyseur de la réforme dont le pays a grandement besoin. La mise en œuvre de ses recommandations pourrait mettre la Sierra Leone sur la voie de la démocratie, de la bonne gouvernance et du respect des droits de l'homme.

Le rapport final de la Commission devrait aborder des questions telles que les origines du conflit, les stratégies et le mécanisme de contrôle, la violence et les abus, les conséquences de la violence et des abus sur les individus et la société dans son ensemble, la réconciliation d'après-guerre et ses propres contributions.

La réconciliation, qui se produira au cours de toutes les phases du fonctionnement de la Commission, sera fondée sur des recherches détaillées, conduites dans le cadre de la phase préparatoire, sur les méthodes traditionnelles de

règlement des conflits et de réconciliation, et elle aura lieu dans les salles communes des hôpitaux, les villages, les villes, les chefferies et les districts entre individus, groupes et communautés, selon le cas.

RÉSULTATS ESComPTÉS

À mesure que les rapatriés s'installent dans ce qui reste de leurs habitations et que l'ordre revient, la Commission devient un complément important du processus de paix. Son aptitude à toucher les communautés et à obtenir les récits des victimes et des auteurs sera particulièrement importante en ce qui concerne les femmes et les enfants qui, traditionnellement, sont exclus des procédures judiciaires et autres qui ont trait aux questions de responsabilité et d'impunité.

La Commission:

- Complètera l'action du Tribunal spécial en abordant la question de l'impunité et en faisant en sorte que les auteurs des violations des droits de l'homme et du droit humanitaire, dans un conflit armé caractérisé par les violations les plus monstrueuses, en répondent;
- Facilitera l'apaisement des plaies et la réconciliation au moyen des processus traditionnels et religieux, entre autres;
- Catalysera les réformes juridiques et sociales nécessaires pour lutter contre l'impunité et instaurer une culture de respect des droits de l'homme;
- Facilitera la régénération nationale en reconnaissant les violations et les abus qui se sont produits et en brisant la loi du silence qui les entourait.

BÉNÉFICIAIRES

Le projet proposé fournira à la Commission les ressources et la capacité lui permettant de remplir son mandat. Il bénéficiera aux 4,5 millions d'habitants de la Sierra Leone, dont 70 % sont soit des réfugiés, soit des personnes déplacées, dans la mesure où il offrira un cadre pour la réconciliation et la reconstruction de la société au lendemain de 10 années de guerre civile marquées par de terribles violations des droits de l'homme. La Commission ciblera tout particulièrement les victimes et les auteurs d'abus et de violations des droits de l'homme au cours du conflit armé qui a fait rage en Sierra Leone de 1991 à juillet 1999, date de la signature de l'Accord de paix de Lomé.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le projet sera exécuté par la Commission et le HCDH, le PNUD fournissant un appui logistique et administratif. Un protocole d'accord sur l'exécution du projet sera signé par le HCDH, le PNUD, la MINUSIL, la Commission et le Gouvernement sierra-léonais. Les fonds collectés par le HCDH seront transférés au Bureau du PNUD à Freetown pour être utilisés dans le seul but de couvrir les coûts de la Commission et des services d'appui y relatifs; le Bureau du PNUD à Freetown les gèrera. Un comité d'exécution mixte, basé à Freetown et composé de trois représentants de pays donateurs et d'un représentant de la MINUSIL, du PNUD et du HCDH, respectivement, supervisera le projet; il se réunira tous les trimestres en vue d'évaluer l'exécution du projet et d'examiner le descriptif et le rapport financier qui seront présentés au HCDH.

MODALITÉS DE FINANCEMENT

Le HCDH, en collaboration avec la Commission, la MINUSIL et le PNUD, a fixé le budget de la Commission; le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a demandé un soutien financier d'un montant de 6,5 millions de dollars É.-U. Une partie des fonds reçus à ce jour a été utilisée pour appuyer la phase préparatoire de la Commission et ses premiers besoins opérationnels. Compte tenu du financement et des dépenses prévus en 2002, on estime qu'une somme de 4 167 033 dollars sera nécessaire en 2003 pour mener à bien les dernières activités de la Commission.

BUDGET EN DOLLARS É.-U.	
Dépenses de personnel	2 029 750
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	0
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat ^a	7 500
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	159 450
Dépenses générales de fonctionnement	771 680
Fournitures et achats	719 260
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	3 687 640
Dépenses d'appui au programme	479 393
Total	4 167 033

^a Ce montant couvre les frais de voyage du personnel de la Commission.

Article 8 <

Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi.

APPUI AUX DROITS DE L'HOMME POUR LE RÉTABLISSEMENT, LE MAINTIEN ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX



I N T R O D U C T I O N

En 2003, le Haut-Commissariat disposera de bureaux extérieurs au Burundi, en République démocratique du Congo (RDC), en Colombie, au Cambodge, en Bosnie-Herzégovine et en République fédérale de Yougoslavie. Ces bureaux, qui sont chargés à la fois de protéger et de promouvoir les droits de l'homme, constituent l'essentiel de la présence sur le terrain du Haut-Commissariat. Celui-ci a par ailleurs contribué au renforcement des effectifs internationaux et nationaux qui travaillent, au sein des équipes de pays des Nations Unies, à la mise en œuvre de projets spécifiques de coopération technique.

Le travail sur le terrain du Haut-Commissariat consiste également à renforcer la composante droits de l'homme de missions complexes de l'ONU portant sur le rétablissement et le maintien de la paix. Le Haut-Commissariat coopère avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département des affaires politiques en Afghanistan, en Angola, au Burundi, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Érythrée, en Géorgie, au Guatemala, en Guinée-Bissau, au Libéria, en Sierra Leone, au Tadjikistan et au Timor-Leste.

En 2002, les bureaux extérieurs ont exécuté d'importantes activités de protection et de promotion dans des situations difficiles de conflit ou d'après-conflit. Toutefois, face aux difficultés de financement de certains bureaux, il a fallu revoir et rationaliser les opérations sur le terrain: des aménagements et des réductions budgétaires ont ainsi été opérés au Cambodge, en République démocratique du Congo, au Burundi, en République fédérale de Yougoslavie et en Bosnie-Herzégovine.

Conformément à ce qui a été indiqué dans le chapitre relatif à la coopération technique, une nouvelle approche, débouchant

sur une meilleure utilisation des ressources, sera mise à l'essai dans la sous-région des Balkans. Le HCDH fermera son bureau en Croatie d'ici à la fin de 2002, mais compte maintenir son soutien au Centre de documentation sur les droits de l'homme de Zagreb et poursuivre ses efforts en faveur de l'intégration des droits de l'homme. En République démocratique du Congo, le renforcement de la coopération avec la composante "droits de l'homme" de la Mission des Nations Unies au Congo (MONUC) a pour effet une plus grande synergie des moyens d'action en faveur des droits de l'homme disponibles dans le pays. Des stratégies de désengagement seront mises au point pour tous les bureaux.

Article 17 <
1. Toute personne,
aussi bien seule
qu'en collectivité,
a droit à la
propriété.
2. Nul ne peut être
arbitrairement privé
de sa propriété.

Grâce à des crédits supplémentaires du budget ordinaire, le Haut-Commissariat a entrepris de constituer, au sein de l'équipe géographique du Service des activités et programmes, un petit groupe responsable des missions pour la paix, qui appliquera les recommandations du rapport Brahimi et renforcera la capacité du HCDH de planifier et d'exécuter le volet "droits de l'homme" de ces missions. Le renforcement du bureau du Haut-Commissariat à New York permettra notamment à ce dernier de coopérer à cet égard avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département des affaires politiques ou de participer à la nouvelle Cellule de mission intégrée. Par ailleurs, toutes les composantes "droits de l'homme" des missions pour la paix (relevant du Département des opérations de maintien de la paix et du Département des affaires politiques) bénéficieront d'un soutien technique accru du HCDH et auront plus facilement accès aux méthodes ou mécanismes que ce dernier met en œuvre dans le domaine des droits de l'homme. En outre, dans la logique de l'application du protocole d'accord conclu avec le Département des opérations de maintien de la paix, le Haut-Commissariat accroîtra considérablement son soutien administratif à ces missions, notamment en établissant des listes de fonctionnaires de différents niveaux pouvant se rendre immédiatement sur le terrain.

Les activités des bureaux extérieurs sont financées par des contributions volontaires, à l'exception des services de certains fonctionnaires du bureau du Cambodge, qui sont financées par le budget ordinaire de l'ONU. En 2003, 13 207 370 dollars É.-U. sont demandés à l'appui des activités de rétablissement, de maintien et de consolidation de la paix; ce montant est sensiblement inférieur à celui qui était demandé en 2002, cette réduction reflétant les efforts persistants du Haut-Commissariat pour rationaliser ses activités.

BUDGET EN DOLLARS É.-U.	
Burundi	2 341 893
République démocratique du Congo	1 603 522
Colombie	5 556 796
Cambodge	1 510 234
Bosnie-Herzégovine	749 821
République fédérale de Yougoslavie	1 445 104
Total	13 207 370



B U R U N D I

CONTEXTE

Malgré la signature de l'Accord de paix et de réconciliation d'Arusha, en août 2000, aussi bien les forces gouvernementales que les factions rebelles continuent de se livrer à des violations des droits de l'homme au Burundi. Le processus de paix ne pouvant être mené à bien en l'absence d'un cessez-le-feu véritable et durable, de nouvelles négociations entre les représentants du Gouvernement de transition et les principaux groupes armés n'ayant pas signé l'Accord ont été entamées en août 2002 à Dar es-Salaam (Tanzanie). Pour la première fois, la branche armée des Forces pour la défense de la démocratie (FDD) a pris part aux négociations, auxquelles les Forces nationales de libération (FNL) se sont également engagées à participer. Néanmoins, et bien que, selon le gouvernement, la sécurité dans le pays se soit considérablement améliorée, la plupart des personnes déplacées au cours du conflit (380 000 personnes déplacées dans le pays et 500 000 réfugiés en Tanzanie voisine) redoutent toujours de regagner leur foyer.

Les prisons et centres de détention du Burundi demeurent surpeuplées: quelque 8 000 personnes, souvent détenues sans motif juridique suffisant et dans des conditions épouvantables, y languissent, parfois depuis cinq ans, en attente de jugement. De nombreux cas de torture et autres traitements cruels et inhumains lors des arrestations et pendant la détention préventive ont été signalés. Ces violations flagrantes des droits de l'homme ne font l'objet d'aucune enquête ou condamnation de la part du gouvernement.

Le pourcentage de la population du Burundi qui vit en dessous du seuil de pauvreté a presque doublé depuis 1993, passant de 33 à 60%. La plupart des habitants du Burundi

vivent de l'agriculture; mais des sécheresses récurrentes ont réduit à néant leurs moyens de subsistance. Or les institutions financières internationales, les donateurs et les partenaires de développement tardent à s'acquitter de leurs engagements financiers, aggravant encore la situation économique et sociale déjà désastreuse du pays.

STRATÉGIE

L'objectif principal du bureau du Burundi est de mettre les partenaires locaux en mesure de prendre en charge les activités actuellement menées par le Haut-Commissariat, notamment l'observation, le renforcement du système judiciaire et l'aide au développement de la société civile. De novembre 2001 à novembre 2004, le bureau fera porter l'essentiel de ses efforts sur l'exécution de l'Accord de paix et de réconciliation d'Arusha. Dans le cadre de sa mission d'observation, il contribuera à renforcer les capacités de la Commission gouvernementale des droits de l'homme et soutiendra les efforts visant à faire de la Commission un organe indépendant.

Le programme d'assistance juridique du HCDH, qui permet de former les personnels nationaux à l'administration de la justice et aux techniques judiciaires, est essentiel pour la réussite des efforts tendant à ce que la totalité des affaires en suspens depuis la crise de 1993 soit réglée à la fin de 2004, car le succès de l'Accord d'Arusha en dépend. Ce programme sera donc aménagé pour donner suite à la création, proposée dans l'Accord d'Arusha, de nouvelles chambres pénales pour que les affaires en souffrance puissent être jugées plus rapidement. Un projet de loi portant attribution de compétences criminelles à 17 tribunaux de grande instance a été soumis au Parlement pour adoption.

OBJECTIFS

Étant donné l'évolution de la situation politique et le probable retour massif de personnes déplacées et de réfugiés, le Haut-Commissariat renforcera sa coopération avec le système des Nations Unies dans trois grands domaines: rapatriement et réinsertion, démobilisation, relèvement et reconstruction, et développement économique et social. Le bureau du Burundi continuera également à jouer un rôle de premier plan en faveur de l'adoption par tous les organismes et programmes des Nations Unies d'une approche fondée sur les droits de l'homme. Ses objectifs seront plus précisément les suivants:

■ Observation

- Prévenir les violations des droits de l'homme et améliorer le respect de ces droits.
- Encourager les autorités gouvernementales à respecter les procédures judiciaires appropriées lors des arrestations et détentions.
- Renforcer les capacités nationales en matière de protection des droits de l'homme.
- Contribuer à la mise en œuvre du processus de paix et de réconciliation, notamment pour ce qui est des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées.

■ Administration de la justice

- Contribuer à une plus grande équité des procédures judiciaires et à une meilleure proportionnalité des peines, et rétablir progressivement la confiance dans le système judiciaire.
- Travailler avec le système judiciaire à la solution des litiges fonciers et des procès intentés à la suite des événements de 1993.

■ Promotion

- Accroître la capacité de la société civile de promouvoir les droits de l'homme et encourager la réconciliation nationale.
- Sensibiliser la population à l'importance des droits de l'homme dans la vie de tous les jours, en particulier pour les réfugiés et les personnes déplacées, et diffuser des messages prônant le respect des droits de l'homme, la paix, la tolérance et la réconciliation.

- Officialiser et renforcer le réseau de journalistes spécialisés dans les droits de l'homme en vue de la diffusion d'informations sur les droits de l'homme à la radio, à la télévision et dans d'autres médias.

■ Mécanismes spéciaux et organes conventionnels

- Fournir une assistance technique et logistique à l'appui du mandat du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Burundi.
- Fournir des renseignements à d'autres mécanismes et donner suite, en tant que de besoin, aux recommandations des organes conventionnels.

ACTIVITÉS ET RÉSULTATS ESCOMPTÉS EN 2003

■ Observation

- Formulation de stratégies de lutte contre les violations des droits de l'homme et aide aux autorités compétentes et à la société civile pour la mise en œuvre de ces stratégies.
- Visite de lieux où de graves violations des droits de l'homme se sont produites, collecte d'informations et établissement de rapports aux autorités et au Haut-Commissariat.
- Formation dans le domaine des droits de l'homme à l'intention des responsables gouvernementaux et des ONG.
- Création d'un réseau national d'observateurs des droits de l'homme.
- Facilitation du retour des personnes déplacées et des réfugiés et observation de la façon dont le respect de leurs droits fondamentaux est assuré.

Résultats escomptés:

- Réduction du nombre de violations des droits de l'homme et formulation de stratégies durables visant à résoudre les affaires concernant de telles violations.
- Libération des personnes illégalement détenues.
- Création de recours effectifs pour les victimes de violations des droits de l'homme.
- Adoption de textes législatifs sanctionnant la torture.

- Renforcement des capacités nationales d'investigation et de suivi des cas de violations des droits de l'homme.
- Création d'un réseau national de promotion et de protection des droits de l'homme (environ 150 observateurs nationaux des droits de l'homme seront formés; 124 l'étaient déjà en juin 2002).
- Garantie du respect des droits des rapatriés.

■ Administration de la justice

- Formation des avocats, des magistrats, des forces de police et du personnel pénitentiaire.
- Formation des parlementaires à la rédaction de lois.
- Conseils juridiques dans les domaines suivants: projet de code pénal, loi relative à l'organisation du système judiciaire, droit civil, droit relatif aux contrats de mariage et droit de succession; révision et application de la loi sur les chambres pénales.
- Assistance juridique concernant la création et le fonctionnement de la Commission Vérité et réconciliation.

Résultats escomptés:

- Soutien opérationnel au système judiciaire afin d'assurer son bon fonctionnement.
- Réduction du nombre d'arrestations arbitraires et de détentions de longue durée sans jugement.
- Plus grande équité des procédures et amélioration de l'assistance juridique fournie en cas d'arrestations liées aux événements de 1993.
- Assistance juridique aux rapatriés ou groupes de rapatriés pour leur permettre de recouvrer leurs biens conformément à la loi burundaise.

■ Promotion

- Renforcement du Forum permanent des ONG, qui regroupe les associations burundaises de promotion des droits de l'homme.
- Formation de dirigeantes d'associations féminines et de formateurs aux droits de l'homme.
- Création et formation de comités locaux des droits de l'homme.
- Campagnes de sensibilisation aux droits de l'homme.

- Officialisation et renforcement du réseau de journalistes spécialisés dans les droits de l'homme.
- Formation portant sur les institutions, principes et systèmes électoraux démocratiques.
- Information relative aux droits fonciers.
- Action en faveur de l'intégration des droits de l'homme dans les programmes des organes des Nations Unies et des institutions gouvernementales.

Résultats escomptés:

- Une société civile organisée qui promeut et protège les droits de l'homme.
- Un réseau actif de journalistes spécialisés dans les droits de l'homme.
- Une moindre tension lors des élections.
- Connaissance et respect des droits des femmes et des enfants.
- Réinsertion pacifique des rapatriés.
- Meilleure compréhension de l'action du Haut-Commissariat au Burundi.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le bureau du Burundi, situé à Bujumbura, compte 37 personnes. Il a à sa tête un directeur et comprend trois unités fonctionnelles: l'unité d'observation, l'unité de la promotion et l'unité judiciaire, dirigées chacune par un spécialiste international des droits de l'homme et comprenant au total huit fonctionnaires internationaux. L'unité d'observation compte un fonctionnaire international supplémentaire, tandis que des fonctionnaires nationaux complètent l'effectif des autres unités. Le personnel d'appui de ces unités comprend un spécialiste international de la sécurité, un responsable de la logistique et un administrateur international. Les antennes de Gitega et Ngozi, responsables respectivement des provinces de l'est et du nord, mettent essentiellement en œuvre des programmes d'assistance juridique. Les provinces de l'ouest et du sud relèvent du bureau de Bujumbura. Le projet bénéficiera du soutien d'un officier traitant basé à Genève.

COORDINATION

Le bureau collabore étroitement avec le PNUD, le HCR, l'UNESCO, l'UNICEF, le Bureau des Nations Unies au Burundi et le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA) ainsi qu'avec des ONG internationales et nationales, dont Avocats sans frontières, la Ligue Iteka, l'Association burundaise pour la défense des prisonniers, l'Association Agir Dufantaye, le Conseil norvégien des réfugiés, et des associations féminines comme le Collectif des associations et ONG féminines du Burundi (CAFOB).

BUDGET EN DOLLARS É.-U.

Dépenses de personnel	848 000
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	614 538
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	0
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	204 084
Dépenses générales de fonctionnement	50 700
Fournitures et achats	108 000
Subventions, contributions, bourses et séminaires	247 150
Total partiel	2 072 472
Dépenses d'appui au programme	269 421
Total	2 341 893

Article 3<
Tout individu a droit
à la vie, à la liberté
et à la sûreté
de sa personne.



R É P U B L I Q U E D É M O C R A T I Q U E D U C O N G O

CONTEXTE

Le bureau du Haut-Commissariat en République démocratique du Congo a été créé le 21 août 1996. Aux termes du protocole d'accord conclu avec le gouvernement, sa mission consiste à assurer une formation, à fournir un soutien aux ONG, à renforcer les capacités opérationnelles du Centre de documentation sur les droits de l'homme, à apporter son concours au ministère des droits de l'homme, à visiter les prisons et les centres de détention et à apporter son soutien à la société civile et au Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans la République démocratique du Congo.

Depuis 1998, des violations flagrantes et massives des droits de l'homme sont signalées dans la partie orientale du pays, notamment des violences sexuelles à l'encontre des femmes, des massacres de populations civiles, des exécutions sommaires et des détentions et arrestations extrajudiciaires et arbitraires. La situation politique en général, en particulier pour ce qui est du Dialogue inter-congolais, demeure incertaine, même si les accords de paix signés à Pretoria en juillet 2002 et à Luanda en août 2002 permettent de nourrir quelque espoir. Depuis la signature de ces accords, les troupes rwandaises et ougandaises se sont retirées et les relations diplomatiques et la coopération bilatérale ont repris entre la République démocratique du Congo et l'Ouganda. Bien que le Mouvement de libération du Congo (MLC) et le gouvernement aient signé un accord partiel, divers groupes de rebelles et groupes ethniques continuent à s'affronter, en particulier dans l'Est du pays.

OBJECTIFS EN 2003

- Renforcer la capacité du gouvernement de formuler et de mettre en œuvre des politiques et programmes de promotion et de protection des droits de l'homme.
- Soutenir les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux.
- Renforcer les capacités opérationnelles du Centre de documentation sur les droits de l'homme.
- Faciliter l'inclusion d'un enseignement des droits de l'homme dans les programmes scolaires.
- Appuyer la création et le renforcement d'institutions œuvrant en faveur des droits de l'homme.
- Soutenir les activités communautaires dans les zones rurales.
- Observer la situation des droits de l'homme dans le pays.

ACTIVITÉS EN 2003

■ Assistance technique

Les unités de coopération technique du bureau de Kinshasa et de l'antenne de Goma seront chargées de la promotion des droits de l'homme. Elles encourageront la création et le renforcement d'organisations de protection des droits de l'homme, notamment celles qui s'intéressent à l'administration de la justice et à la bonne gestion des affaires publiques; elles mèneront aussi des activités en matière de bonne gouvernance, d'éducation à la citoyenneté et de consolidation de la paix. Ces unités s'emploieront également à renforcer le Centre national de documentation et les capacités opérationnelles des ONG de défense des droits de l'homme, elles faciliteront l'inclusion

d'un enseignement des droits de l'homme dans les programmes scolaires, et elles soutiendront les communautés rurales qui encouragent la participation des femmes à l'activité économique.

■ Observation

Les unités d'observation de Kinshasa et de Goma rassembleront des renseignements sur les cas de violation des droits de l'homme et en assureront le suivi, en coordination avec la section des droits de l'homme de la Mission des Nations Unies au Congo (MONUC). Elles fourniront au Haut-Commissaire, au Secrétaire général et aux Rapporteurs spéciaux, ainsi qu'aux autorités responsables de l'application des traités relatifs aux droits de l'homme, des informations et des rapports fiables sur la situation

des droits de l'homme. Des membres de ces unités se rendront régulièrement dans les prisons et les centres de détention du pays. Les activités privilégieront les femmes et les jeunes filles victimes de sévices sexuels et les personnes déplacées et seront exécutées en coordination avec l'UNICEF, la Division de la MONUC chargée de la protection de l'enfance en cas de conflit armé, et le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA).

■ Soutien à la mise en œuvre des accords de Pretoria et de Luanda

Suite à la signature des accords de paix de Pretoria et de Luanda, le bureau appuiera l'exécution du programme de démobilisation, de désarmement, de rapatriement, de

Article 21

1. Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis.
2. Toute personne a droit à accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.
3. La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote.

réinstallation et de réinsertion, en étroite collaboration avec la section des droits de l'homme de la MONUC et d'autres organismes des Nations Unies. Le Haut-Commissariat collaborera en outre avec les organismes des Nations Unies, la MONUC, le gouvernement et les ONG à l'exécution d'activités touchant la bonne gouvernance et la citoyenneté. La formulation de ces activités en est encore à ses débuts, et le HCDH est disposé à y contribuer en fournissant des avis techniques, de la documentation et d'autres formes de soutien.

■ Prise en compte systématique des droits de l'homme

Le Haut-Commissariat contribuera à intégrer les droits de l'homme dans les activités des autres organismes et programmes des Nations Unies en République démocratique du Congo. Le directeur du bureau présidera un groupe de travail thématique sur les droits de l'homme; une formation aux droits de l'homme sera dispensée à l'ensemble du personnel onusien et le bureau conseillera le représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo sur les questions relatives aux droits de l'homme.

RÉSULTATS ESComPTÉS

- L'observation, la collecte de renseignements et l'analyse de la situation des droits de l'homme dans le pays contribueront à la protection des droits de l'homme.
- Les contacts avec les autorités gouvernementales, la société civile, les organismes des Nations Unies et les observateurs des droits de l'homme de la MONUC seront renforcés.
- L'inclusion d'un enseignement des droits de l'homme dans les programmes de l'enseignement primaire et secondaire devrait susciter un intérêt accru pour ces droits.
- La société civile aura plus largement accès, grâce au Centre d'information et de documentation, aux publications concernant les droits de l'homme.

- Le projet se traduira par un soutien matériel et financier aux associations rurales, en particulier celles qui défendent les intérêts des femmes, et encouragera ce faisant les initiatives féminines dans les zones rurales.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires seront les victimes des violations des droits de l'homme, la société civile, les institutions nationales qui défendent et protègent les droits de l'homme, les médias, les ministères compétents et les universités.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le bureau du Haut-Commissariat comprend un directeur, un directeur adjoint et 19 fonctionnaires nationaux. Quatre fonctionnaires nationaux et un fonctionnaire international seront recrutés pour l'antenne de Goma. La mission de ces deux entités consiste à observer la situation des droits de l'homme et à conseiller le gouvernement et les ONG en matière de promotion et de protection des droits de l'homme.

COORDINATION

La collaboration entre le Haut-Commissariat et la MONUC est régie par un accord définissant le champ de leur coopération: il prévoit l'échange de renseignements, l'organisation de missions communes, de réunions hebdomadaires et un soutien logistique de la MONUC aux missions entreprises par le HCDH, par le Rapporteur spécial et à d'autres fins spécifiques. La MONUC observera la situation des droits de l'homme pour le compte du Haut-Commissariat là où ce dernier n'est pas présent. Les homologues nationaux pour l'exécution des activités sont les ministères, les universités, l'armée et la police, les médias, les ONG de défense des droits de l'homme, les syndicats, les partis politiques et les associations féminines et de jeunesse.

APPUI AUX DROITS DE L'HOMME POUR LE RÉTABLISSEMENT, LE MAINTIEN ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

Les partenaires internationaux sont la MONUC, le PNUD, l'OIT, l'OMS, le PAM, le HCR, l'UNICEF, la FAO, l'UNESCO, le FNUAP, OCHA, le Bureau du facilitateur du Dialogue intercongolais, la communauté diplomatique, les ONG internationales et le Centre sous-régional pour les droits de l'homme et la démocratie de Yaoundé. Des réunions seront organisées régulièrement pour assurer la concordance de vues entre tous les partenaires et définir le rôle de chacun.

BUDGET EN DOLLARS É.-U.	
Dépenses de personnel	756 224
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	78 030
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	87 592
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	219 000
Dépenses générales de fonctionnement	43 000
Fournitures et achats	154 700
Subventions, contributions, bourses et séminaires	80 500
Total partiel	1 419 046
Dépenses d'appui au programme	184 476
Total	1 603 522



C O L O M B I E

CONTEXTE

Le bureau du Haut-Commissariat à Bogotá, ouvert en 1996, observe la situation des droits de l'homme dans le pays et conseille le gouvernement sur la formulation et la mise en œuvre de politiques, de programmes et de mesures visant à promouvoir et protéger les droits de l'homme. Dans le cadre de son mandat, le bureau applique les recommandations concernant la Colombie formulées par les organes de suivi des traités et les mécanismes spéciaux de la Commission des droits de l'homme. Il veille également à l'application des recommandations contenues dans le rapport du Haut-Commissaire à la Commission. En Colombie, les droits de l'homme continuent à faire l'objet de violations que l'on peut qualifier de graves, massives et systématiques, portant notamment sur le droit à la vie et les droits à l'inviolabilité, la liberté et la sécurité de la personne. En 2002 comme au cours des années précédentes, les violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international, notamment les attaques contre des civils, ont été essentiellement le fait de membres des groupes paramilitaires. Les violences accrues commises par les *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (FARC), la perte de confiance générale de la population à l'égard du processus de paix et le manque de clarté du programme pour la paix du gouvernement ont abouti à ce que ce dernier mette fin aux négociations avec les FARC au début de 2002 et donne pour instruction à l'armée et aux institutions officielles de reprendre le contrôle de la "zone démilitarisée". La rupture des négociations a entraîné une recrudescence de la violence dans tout le pays. Le Président Pastrana a également mis fin en mai 2002 aux négociations avec l'*Ejército de Liberación Nacional* (ELN) qui traînaient en longueur sans grands résultats. Le Haut-Commissaire a instamment invité toutes les parties au conflit

à s'engager, dans le cadre d'un accord global, à respecter les droits de l'homme et le droit humanitaire international, sans qu'aucune des parties n'ait répondu à cet appel.

Le nouveau Président, Álvaro Uribe, a été élu le 26 mai 2002 et a pris ses fonctions en août. Le Haut-Commissariat a pris contact avec le nouveau gouvernement auquel il a présenté des suggestions destinées à améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays. L'accord relatif à la présence du bureau en Colombie a été prorogé jusqu'en octobre 2006, soit pour la période de quatre ans correspondant au mandat présidentiel de M. Uribe. En août 2002, immédiatement après sa prise de fonctions, le Président a décrété l'état d'urgence en Colombie, qui implique la mise en œuvre de mesures exceptionnelles, dont la limitation de certaines libertés fondamentales, mesures nécessaires, selon le nouveau gouvernement, pour faire face aux graves menaces qui pèsent aujourd'hui sur l'ordre public et la sécurité de l'État. C'est là un nouveau défi pour le bureau de Bogotá, qui a signalé au Gouvernement que cette nouvelle législation devrait être appliquée dans le respect des normes internationales relatives aux droits de l'homme.

OBJECTIFS ET STRATÉGIES POUR 2003

Le bureau de Bogotá s'attachera essentiellement à réaliser les objectifs existants et à consolider ses deux antennes sous-régionales, grâce aux activités suivantes:

- Observation, suivi et établissement de rapports analytiques à l'intention du Haut-Commissaire afin que la communauté internationale soit tenue au courant de la situation des droits de l'homme en Colombie;

- Conseils aux autorités colombiennes en ce qui concerne la formulation et la mise en œuvre de politiques et de programmes visant à promouvoir et à protéger les droits de l'homme, et fourniture à un certain nombre d'institutions gouvernementales et non gouvernementales d'une assistance technique destinée à renforcer les capacités nationales de protection des droits de l'homme;
- Publications et campagnes de sensibilisation aux droits de l'homme; le bureau mettra en place une stratégie de communication destinée à améliorer les relations du Haut-Commissariat avec les médias locaux.

ACTIVITÉS EN 2003

■ Observation

- Suivi de l'application du décret instituant l'état d'urgence, en particulier de la situation des droits de l'homme dans les zones dites de réhabilitation.
- Consolidation des antennes de Cali et de Medellín.
- Établissement de rapports analytiques portant sur certaines questions et certaines régions en particulier.
- Mise à l'essai du manuel sur les politiques, les opérations et les procédures.
- Élaboration de stratégies régionales de suivi des cas de violations.

■ Coopération technique et conseils juridiques

Dans le cadre de son programme de coopération technique, dont les deux volets essentiels sont l'observation de la situation des droits de l'homme et l'application des recommandations des organes de suivi, le bureau poursuivra ses activités de soutien aux institutions et de formation. Il met actuellement en œuvre la deuxième phase de son projet de formation aux droits de l'homme des représentants municipaux (*personeros*), et évalue les besoins des ONG afin de mettre au point un plan de formation à moyen terme. Un nombre limité d'activités de formation à l'intention d'acteurs de la société civile seront également organisées par les antennes de Cali et de Medellín.

En 2003, les activités de coopération technique viseront à améliorer les mécanismes de concertation, à renforcer la capacité du bureau de proposer des solutions pratiques et de défendre la cause des victimes de violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international, et à renforcer les institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme ou à en créer de nouvelles.

Le bureau poursuivra et consolidera ses activités de renforcement des capacités, dont les bénéficiaires seront:

- Le Bureau du Médiateur (poursuite de deux projets concernant respectivement les avocats commis d'office et l'examen des plaintes);
- Le Bureau du Procureur public (poursuite de deux projets portant sur la prévention et les enquêtes disciplinaires);
- Le Ministère de la justice (formation et application des recommandations internationales concernant le système de protection);
- Les *personeros* (poursuite du projet pendant une deuxième année);
- Les ONG et la société civile (formation et renforcement des capacités dans le domaine des relations avec les médias, production de rapports et de matériels didactiques de base, programmes de bourses et projets "Aider les communautés tous ensemble").

Les activités de formation et de renforcement des capacités seront étendues à d'autres partenaires tels que:

- L'Université de Cali et l'Université d'Antioquia; le Haut-Commissariat prévoit également de dispenser, dans ses locaux, des cours sur les droits de l'homme et le droit humanitaire sanctionnés par un diplôme;
- Le Parlement (assistance technique et juridique et organisation d'ateliers et de séminaires);
- La Cour constitutionnelle (services consultatifs);
- Le Ministère des affaires étrangères (formation dans le domaine des droits de l'homme);
- Le Ministère de l'intérieur (suivi de l'évaluation du système de protection);
- Le Ministère de la défense (évaluation de la mesure dans laquelle le droit relatif aux droits de l'homme est compris et appliqué);
- Le Ministère du travail (suivi du Comité interinstitutions des travailleurs);
- Le Ministère de l'éducation (plan d'action national en faveur de l'éducation aux droits de l'homme).

Des activités seront entreprises dans de nouveaux domaines:

- Conditions de détention et droits des prisonniers, en collaboration avec le Ministère de la justice, le Bureau du Procureur public et le Bureau du Médiateur;
- Élaboration d'indicateurs, de critères et de politiques gouvernementales, en collaboration avec le Bureau du Médiateur;
- Intégration d'une analyse des droits de l'homme dans le programme de développement de la Colombie;

■ Relations avec les médias et promotion des droits de l'homme

Les activités de communication et de promotion auront essentiellement trois objectifs:

- Renforcer une culture de la démocratie, la primauté du droit et les droits de l'homme grâce à une campagne de sensibilisation du public;
- Promouvoir l'adoption d'une politique gouvernementale en matière de droits de l'homme et stimuler le débat à cet égard entre les institutions étatiques, les ONG et la société civile;
- Renforcer l'image institutionnelle du Haut-Commissariat.

Pour atteindre ces objectifs, le Haut-Commissariat aura recours à des ateliers, des publications, des vidéos et des messages radiodiffusés.

RÉSULTATS ESComPTÉS

Le bureau de Bogotá a entrepris de renforcer sa collaboration et celle de ses deux antennes avec le Bureau du Médiateur pour les droits de l'homme. L'objectif ultime du Haut-Commissariat étant de mettre en place un environnement auto-entretenu propice à la protection, à la promotion et à la pleine jouissance des droits de l'homme par tous les Colombiens, le Bureau du Médiateur, qui est son homologue naturel, devrait bénéficier d'un soutien et d'activités de formation accrues, de façon à pouvoir prendre la relève lorsque le HCDH aura quitté le pays.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires directs sont les personnes et les communautés qui risquent d'être victimes de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, les institutions étatiques et nationales qui s'occupent de la protection des droits de l'homme et de l'éducation les concernant, les groupes vulnérables, notamment les personnes déplacées, les groupes afro-colombiens et les minorités autochtones, les représentants des médias nationaux, en particulier les journalistes, et les ONG nationales et autres organisations de la société civile. Tous les Colombiens bénéficieront indirectement d'une amélioration de la situation leur permettant de jouir pleinement de leurs droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels.

Article 15
 Tout individu
 a droit à une
 nationalité.
 Nul ne peut être
 arbitrairement privé
 de sa nationalité,
 ni du droit de changer
 de nationalité.

COORDINATION

Le bureau a tenu plusieurs réunions avec des membres du nouveau gouvernement, auxquels il a fait part de ses principales préoccupations concernant les droits de l'homme et le droit international humanitaire et a recommandé un certain nombre d'actions que le Haut-Commissariat et le gouvernement pourraient entreprendre de concert.

Le bureau entretient des relations de travail régulières avec le Bureau du Vice-Président, le Médiateur pour les droits de l'homme, le Bureau du Procureur, le Ministère de la justice, le Conseil supérieur de la magistrature, les universités nationales, l'armée et la police. Au nombre de ses partenaires de la société civile figurent les ONG nationales de défense des droits de l'homme, les journalistes, les leaders d'opinion, les parlementaires, les militants syndicaux et des représentants du secteur privé.

Ses partenaires internationaux comprennent les organismes des Nations Unies, les institutions financières internationales, la communauté diplomatique, le Comité international de la Croix-Rouge et des ONG internationales. Le bureau entretient un dialogue permanent avec le Haut-Commissariat dans le cadre des activités qu'il mène de concert avec le Groupe de travail sur les personnes déplacées, et jouera un rôle de premier plan dans la mise en œuvre du plan d'action humanitaire qui sera prochainement élaboré. Le HCDH travaille également en étroite coopération avec le Conseiller spécial du Secrétaire général pour l'assistance internationale à la Colombie. Les organismes des Nations Unies présents en Colombie ont constitué quatre groupes pour coordonner leurs activités dans des domaines prioritaires: développement alternatif, développement local et réconciliation, personnes déplacées, et renforcement de l'état de droit, le Haut-Commissariat coordonnant les activités dans ce dernier domaine.

Le bureau a des contacts réguliers avec les membres et conseillers de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, les deux organismes se communiquant les rapports qu'ils rendent publics, les informations dont ils disposent sur les affaires en cours d'examen par le système régional et leurs communiqués de presse. Le bureau organise également de fréquentes réunions d'information à l'intention de représentants des gouvernements étrangers, de parlementaires et d'universitaires qui lui rendent visite.

STRUCTURE DU BUREAU DU HAUT-COMMISSARIAT EN COLOMBIE

Le bureau, qui a à sa tête un directeur et un directeur adjoint, travaille dans quatre domaines interdépendants:

- *Observation*: l'unité responsable fait la synthèse des données relatives aux cas et situations de violations des droits de l'homme en vue d'encourager les autorités nationales à enquêter; elle recense les situations et questions qui exigent une analyse supplémentaire et une action de prévention, et en assure le suivi.
- *Information du public et promotion des droits de l'homme*: l'unité responsable travaille à faire connaître le mandat du Haut-Commissariat, ses fonctions et ses activités, ainsi que les normes et recommandations internationales relatives aux droits de l'homme et au droit humanitaire.
- *Soutien juridique*: l'unité responsable analyse les aspects juridiques et thématiques des instruments relatifs aux droits de l'homme et au droit international humanitaire qui s'appliquent au travail du bureau; elle étudie les plaintes et leur recevabilité, procède à leur classement par catégorie juridique et met en route des stratégies de suivi avec les autorités compétentes.
- *Coopération technique*: l'unité responsable identifie, formule, suit et évalue les projets, maintient le contact avec les donateurs et met au point des indicateurs permettant de mesurer l'impact des activités du bureau.

Le bureau compte trois fonctionnaires responsables de la sécurité à Bogotá, Cali et Medellín. Compte tenu de la dégradation de la sécurité dans le pays, le bureau a également entrepris de moderniser son système de sécurité et de l'harmoniser avec celui de l'ensemble du système des Nations Unies. Les antennes de Cali et Medellín exécutent des activités dans les quatre domaines décrits ci-dessus sous la direction du directeur et du directeur adjoint du bureau de Bogotá.

ÉVALUATION GLOBALE

Le principal défi en Colombie consiste à susciter sur place une mobilisation qui pousse le pays à retrouver la voie du respect et de la protection des droits fondamentaux, d'un véritable développement humain et d'une paix juste et durable. Un certain nombre de pays désireux d'aider la Colombie s'emploient, dans cette perspective, à favoriser une solution négociée au conflit armé interne. On espère que grâce à une présence accrue dans les régions du fait de l'ouverture des antennes de Cali et de Medellín, le Haut-Commissariat sera mieux à même de prévenir et d'empêcher les violations des droits de l'homme et de promouvoir la protection de ces droits en dialoguant plus facilement avec les acteurs régionaux et locaux. Les antennes régionales seront structurées de façon à travailler en étroite coordination avec le Bureau du Médiateur.

Le bureau de Bogotá privilégie les activités de nature à faciliter un accord global sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire, initiative que soutient la Commission des droits de l'homme et le Secrétaire général. Conformément à son mandat, il continuera de promouvoir l'accord global proposé et l'on espère que l'amélioration du dialogue avec le Gouvernement enregistrée à la fin de l'année se poursuivra.

BUDGET EN DOLLARS É.-U.

Dépenses de personnel	2 980 019
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	888 500
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	175 000
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	80 000
Services contractuels	265 000
Dépenses générales de fonctionnement	151 000
Fournitures et achats	123 000
Subventions, contributions, bourses et séminaires	255 000
Total partiel	4 917 519
Dépenses d'appui au programme	639 277
Total	5 556 796



C A M B O D G E

CONTEXTE

Le bureau du Cambodge a été créé en 1993, à la fin du mandat de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC). Les mandats de ce bureau et du Représentant spécial du Secrétaire général pour les droits de l'homme au Cambodge, définis notamment dans la résolution 1993/6 de la Commission des droits de l'homme, conjuguent des activités d'assistance technique, d'observation et de protection des droits de l'homme.

Au début des années 90, le Cambodge était un pays dévasté par 20 ans de guerre, où seules quelques institutions fonctionnaient encore, qui manquaient cruellement de personnel formé et qualifié et dont le système sanitaire, l'enseignement et la justice étaient en ruine. Cela étant, la Constitution du Cambodge et le fait qu'il ait adhéré aux principaux traités relatifs aux droits de l'homme témoignaient de sa détermination d'édifier une société juste et pacifique fondée sur le respect des droits de l'homme. Au cours des 10 années écoulées, les institutions du pays se sont considérablement développées et la mise en place d'un cadre juridique de protection des droits de l'homme a sensiblement progressé. Il s'agit maintenant de faire en sorte que les institutions et les lois fonctionnent.

À la suite des élections municipales de février 2002, le bureau du Cambodge a entrepris de revoir ses activités en procédant notamment à des consultations avec les ONG, les responsables gouvernementaux et les donateurs. Il s'agissait essentiellement de mettre au point des programmes appropriés et bien ciblés répondant à l'évolution des besoins du pays et s'inscrivant dans le cadre fixé par l'Assemblée générale et la Commission des droits de l'homme; un nouveau protocole d'accord a été signé avec le gouvernement en février 2002.

Le bureau s'est également efforcé de réduire les coûts de programme et les dépenses de personnel afin d'assurer la durabilité de ses activités.

Le programme pour 2003 continuera à être revu et aménagé en fonction de l'évolution des besoins changeants du pays. Une évaluation indépendante du bureau et de ses programmes aura lieu à la fin de l'année.

OBJECTIFS ET STRATÉGIE

L'objectif général du bureau est d'aider le gouvernement et le peuple du Cambodge à promouvoir et protéger les droits de l'homme ainsi que d'aider le Représentant spécial du Secrétaire général pour les droits de l'homme à s'acquitter de sa mission. Son objectif à long terme est l'instauration d'une société cambodgienne juste et démocratique fondée sur le respect des droits de l'homme et la primauté du droit. La stratégie mise en œuvre à cette fin consiste à travailler à la solution des problèmes immédiats tout en aidant au renforcement et à la création d'institutions gouvernementales et non gouvernementales garantissant et favorisant l'exercice des droits de l'homme.

En 2003, le bureau s'attachera plus spécifiquement à:

- Œuvrer pour la protection des droits de l'homme et renforcer les institutions, lois et politiques visant à mettre fin à l'impunité;
- Contribuer à garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire;
- Fournir une aide à la profession juridique, faciliter l'instauration de programmes d'assistance juridique et généraliser la participation de la société civile au processus d'élaboration des lois;

- Veiller à l'application de la nouvelle loi foncière et des autres textes législatifs relatifs aux ressources naturelles;
- Favoriser l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels.

ACTIVITÉS EN 2003

Les élections générales, prévues maintenant pour la fin de juillet 2003, seront importantes pour la poursuite du processus de réforme. Le bureau du Cambodge contribuera à faire en sorte que ces élections soient libres et régulières et se déroulent conformément aux normes internationales, dans un climat dont soient absentes la violence, l'intimidation et la crainte qui ont entaché les scrutins précédents. Il œuvrera aussi pour la neutralité des institutions étatiques et l'adoption de lois et de règlements électoraux conformes aux normes internationales. Un projet distinct à l'appui de son programme concernant les élections sera élaboré.

La réforme juridique et judiciaire ne progressant que lentement, l'action du bureau dans ce domaine restera prioritaire, et portera sur certaines institutions précises, de façon à assurer la conformité de la législation et des pratiques cambodgiennes avec les normes énoncées dans les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme que le Cambodge a ratifiés et qui l'engagent. Le bureau continuera de coopérer étroitement avec le gouvernement, les ONG et les organismes de la société civile. Il contribuera à l'association de groupes et de particuliers, notamment dans le domaine de la réforme juridique et judiciaire.

S'agissant de l'éducation et de la formation, le bureau aidera plus particulièrement les ONG et les organisations de la société civile à se doter des moyens d'exposer les violations des droits de l'homme, et de veiller au respect des droits économiques, sociaux et culturels.

■ Protection des droits de l'homme et renforcement des capacités nationales

Au cours des consultations auxquelles a donné lieu le réexamen du programme, il est apparu que le problème le plus grave était celui de l'impunité; dans le cadre de sa stratégie pour y mettre fin, le bureau continuera à enquêter et à établir les faits dans des cas particulièrement délicats de violations des droits de l'homme. Il enquêtera également sur les litiges fonciers et les différends portant sur les ressources naturelles qui ont de graves répercussions en ce qui concerne les droits de

l'homme. Il examinera tous les cas où des ONG et d'autres acteurs de la société civile font l'objet de menaces du fait de leurs activités de défense des droits de l'homme.


Le bureau analysera l'ensemble des violations des droits de l'homme, établira des rapports thématiques et étudiera les mesures qu'appellent ces violations. Il aidera les ONG de défense des droits de l'homme à se doter de moyens accrus leur permettant d'enquêter, de rassembler et d'analyser des données, de faire rapport et de mettre au point des stratégies de lutte contre les violations des droits de l'homme.

La Déclaration de l'ONU sur les défenseurs des droits de l'homme sera traduite en khmer et largement diffusée, et le bureau s'emploiera à faire en sorte que ses dispositions soient acceptées et respectées.

■ Indépendance du pouvoir judiciaire

Le bureau contribuera au processus de réforme judiciaire visant à faire en sorte que les principes et dispositions des déclarations et traités internationaux relatifs aux droits de l'homme soient pleinement intégrés dans les lois et pratiques nationales. Afin de garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire, il préconise la réforme structurelle d'institutions clefs comme le Conseil suprême de la magistrature.

Le bureau mettra aussi en œuvre un programme d'assistance à certains tribunaux afin de remédier aux déficiences du système judiciaire et d'assurer le respect des droits de l'homme dans l'administration de la justice; il travaillera à cette fin en liaison avec l'Institut royal de formation des juges et des procureurs récemment créé et avec le Ministère de la justice.

Article 14 
1. Devant la persécution,
toute personne a le droit de
chercher asile et de
bénéficier de l'asile en
d'autres pays.
2. Ce droit ne peut être
invoqué dans le cas
de poursuites réellement
fondées sur un crime de droit
commun ou sur
des agissements contraires
aux buts et aux principes des
Nations Unies.

■ Assistance juridique

Le bureau:

- S'emploiera, avec l'Association du barreau et d'autres acteurs intéressés, à remédier à la pénurie chronique d'avocats et organisera une étude et des débats sur les modalités d'une assistance juridique adaptée au Cambodge;
- Continuera à apporter son concours pour l'élaboration d'une législation conforme aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, et plus particulièrement de projets de loi qui relèvent de son mandat et de ses priorités. Il œuvrera également pour l'adoption de textes régularisant la participation du public au processus législatif;
- Contribuera à la création d'institutions chargées de veiller à ce que les fonctionnaires et les institutions étatiques s'acquittent de leurs responsabilités, notamment dans la lutte contre la corruption. Il fournira aussi des avis techniques en vue de la création d'institutions nationales indépendantes de défense des droits de l'homme.

■ Application de la loi foncière et des lois relatives aux ressources naturelles

Les litiges fonciers sont une source majeure de conflits au Cambodge. Pour éviter que le processus d'accession à la propriété foncière institué par la loi foncière de 2001 s'avère préjudiciable pour les pauvres et les populations autochtones, le bureau mettra en œuvre, avec des ONG, des programmes visant à faire connaître cette loi et ses modalités d'application dans les communautés des zones urbaines et rurales. L'étude des conflits portant sur les biens fonciers et sur les ressources naturelles à laquelle le bureau procédera permettra d'identifier le genre de matériel didactique et de formation nécessaires.

■ Exercice des droits économiques, sociaux et culturels

Le bureau axera des programmes d'éducation et de formation sur les droits économiques, sociaux et culturels. Il continuera à conseiller le gouvernement et à l'aider à remplir ses obligations découlant du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Il encouragera l'adoption de politiques nationales fondées sur les normes et obligations relatives aux droits de l'homme dans des domaines comme l'aménagement urbain, l'environnement, la lutte contre la pauvreté et la gestion des ressources naturelles, et coopérera à cette fin avec les organismes des Nations Unies et d'autres organismes intergouvernementaux compétents.

Le bureau poursuivra sa coopération avec le Comité des ONG pour l'observation des droits économiques, sociaux et culturels et les organisations qui en sont membres, ainsi qu'avec d'autres organisations locales, et les aidera à renforcer leur capacité d'observation, d'étude et de promotion de ces droits.

■ Autres activités

D'autres activités du bureau consisteront à:

- Œuvrer pour la ratification des traités relatifs aux droits de l'homme et conseiller le gouvernement et les ONG en vue de l'application de ces instruments et de l'établissement de rapports de suivi;
- Participer au projet du Ministère de l'intérieur visant à faire appliquer les lois contre l'exploitation sexuelle des enfants, et rechercher avec le gouvernement, les organismes donateurs et les ONG la façon d'assurer la nécessaire formation aux droits de l'homme de l'armée et de la police;
- Aider l'Université de Phnom Penh à constituer une petite collection de matériel relatif aux droits de l'homme et à revoir ce que l'Université met au point pour l'enseignement des droits de l'homme. De concert avec l'Université, les ONG et d'autres acteurs intéressés, le bureau étudiera également la façon dont il peut contribuer à développer plus avant le programme d'études relatives aux droits de l'homme de l'Université et d'autres institutions d'enseignement supérieur;
- Assurer le versement aux ONG des subventions financées dans le cadre du cycle de projets 2001-2002, suivre l'exécution des projets et y contribuer, et procéder à l'évaluation des projets une fois ceux-ci achevés.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Les activités ci-dessus seront exécutées par le bureau principal de Phnom Penh, le bureau régional de Battambang, le bureau provincial de Kompong Cham, les petites antennes du bureau auprès du tribunal municipal de Phnom Penh et des tribunaux provinciaux de Battambang et Sihanoukville. Les principaux éléments structurels du bureau sont: la direction, le groupe administratif, le groupe de l'assistance juridique et le groupe de l'éducation, de la formation et de l'information, au sein desquels diverses équipes exécutent des tâches spécifiques. Au total, le personnel assurant l'exécution des activités au Cambodge se compose de quatre fonctionnaires internationaux, d'un Volontaire des Nations Unies, de 31 fonctionnaires nationaux et de cinq consultants.

La direction assure l'organisation et la gestion des activités, notamment la coordination du soutien au Représentant spécial du Secrétaire général, la participation aux activités du système des Nations Unies, la collaboration avec d'autres organismes et ONG internationaux et les relations extérieures, en particulier avec les donateurs.

Le groupe administratif s'occupe des questions de personnel, des questions administratives et financières, et coordonne les transports et la logistique.

L'équipe de la protection et de l'élaboration des politiques est chargée des activités relatives au processus électoral, des enquêtes sur les violations des droits de l'homme, de l'élaboration de rapports thématiques et de la formulation de politiques visant à mettre fin à l'impunité.

L'équipe de la réforme judiciaire est responsable de l'aide au processus de réforme judiciaire, de l'action en faveur d'une réforme structurelle des principales institutions nécessaires pour garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire, et de la supervision du programme d'assistance aux tribunaux.

L'équipe des ressources juridiques travaille, avec l'ensemble de la profession juridique, à l'élaboration de textes législatifs conformes aux traités internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels le Cambodge est partie. Il dispense également des conseils en vue de la création d'institutions nationales indépendantes et de l'adoption de lois assurant la protection des droits de l'homme et le respect par les fonctionnaires et les institutions des obligations qui sont les leurs.

L'équipe de l'éducation et de la formation mène des activités dans ce domaine ainsi qu'en faveur de la protection des droits économiques, sociaux et culturels et apporte son concours pour l'établissement de rapports aux organes conventionnels.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires sont les ministères de la justice, de l'intérieur, des affaires sociales et du travail, de la gestion foncière, des femmes et des anciens combattants ainsi que de la défense, les juges, les procureurs et les tribunaux et les membres et le personnel de l'Assemblée nationale et du Sénat, les ONG et les organisations de la société civile, les victimes de violations des droits de l'homme, les institutions de formation et d'enseignement supérieur et la population dans son ensemble.

COORDINATION

Le bureau du Cambodge travaille avec les composantes exécutive, législative et judiciaire de l'État; il coopère, au sein de l'équipe de pays des Nations Unies, avec divers organismes des Nations Unies sur des points d'intérêt commun. Il patronne ainsi avec l'UNICEF et l'OIM un projet visant à doter la police nationale des moyens d'enquêter sur l'exploitation sexuelle des enfants; il travaille avec HABITAT dans le domaine du droit au logement et participe également, avec l'UNICEF et le PNUD, à un projet national de lutte contre le trafic des êtres humains. Il coopère en outre avec la Banque mondiale, des bailleurs de fonds et des organismes de développement à l'étude d'une série de questions concernant la réforme judiciaire et juridique et les droits de l'homme et le développement.

FINANCEMENT

L'essentiel des fonds du bureau, d'un montant de 1 257 300 dollars É.-U., provient du budget ordinaire de l'ONU, qui finance les services de sept fonctionnaires internationaux, de 18 fonctionnaires nationaux, les dépenses liées aux voyages du Représentant spécial du Secrétaire général et l'appui que le siège du Haut-Commissariat fournit au bureau. Toutes les autres dépenses sont financées par le Fonds d'affectation spéciale pour les droits de l'homme au Cambodge, créé par l'APRONUC et qui relève du Haut-Commissariat depuis 1993. Des contributions volontaires d'un montant de 1 510 234 dollars sont demandées à l'appui d'activités supplémentaires en faveur des droits de l'homme au Cambodge.

BUDGET EN DOLLARS É.-U.	
Dépenses de personnel	551 400
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	238 500
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	88 200
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	19 700
Services contractuels	50 200
Dépenses générales de fonctionnement	210 300
Fournitures et achats	75 100
Subventions, contributions, bourses et séminaires	103 090
Total partiel	1 336 490
Dépenses d'appui au programme	173 744
Total	1 510 234



B O S N I E - H E R Z É G O V I N E

CONTEXTE

L'Accord-cadre général pour la paix de 1995 a mis fin au conflit et aux violations massives des droits de l'homme et du droit humanitaire en Bosnie-Herzégovine. Sept ans après, on mesure les progrès accomplis non par rapport à ce qu'était la situation lors de la signature de l'accord, mais par rapport aux normes internationales des droits de l'homme. Malheureusement, de graves violations des droits de l'homme, imputables pour la plupart à la discrimination, continuent d'être commises à l'encontre de groupes vulnérables comme les minorités de retour au pays, les Roms, les survivants de camps de prisonniers de guerre et les familles de disparus.

De plus, les séquelles du conflit perdurent. On compte encore quelque 30 000 disparus et plus de 600 000 déplacés ou réfugiés pour lesquels aucune solution durable n'a été trouvée. C'est dans un "climat de sécurité" précaire que se font les retours, vu l'absence d'une police efficace, d'un pouvoir judiciaire indépendant et de toute protection des droits économiques et sociaux. En fait, même si le gouvernement admet que c'est à l'État d'assurer la protection des droits de l'homme, dans nombre d'endroits cette protection est limitée voire inexistante.

Le mandat de la mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH) s'achève à la fin de 2002, en conséquence de quoi prend fin la mission indépendante d'enquête sur les droits de l'homme souhaitée par le Conseil de sécurité. L'Union européenne enverra une mission qui succédera à la MINUBH, mais qui n'aura pas de mandat équivalent dans le domaine des droits de l'homme. Le Bureau du Haut-Représentant a mis fin aux activités de son département des droits de l'homme, si bien que le Haut-Commissariat, qui a été invité à observer la situation des droits de l'homme dans le pays aux termes de l'Accord-cadre, et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) demeurent les seules institutions dotées

d'une mission dans le domaine des droits de l'homme. Si l'OSCE continue d'agir dans ce domaine, c'est à l'appui de ses autres activités.

Le Haut-Commissariat a convaincu le gouvernement, les ONG et les institutions et organisations internationales que les normes des droits de l'homme, l'égalité des sexes et la non-discrimination doivent être intégrées dans toutes les politiques, programmes et lois. Il a dirigé l'élaboration du plan national de lutte contre la traite des êtres humains et a appuyé la réforme législative visant à garantir l'application de ce plan et à créer un cadre de protection des droits de l'homme des victimes de la traite. Le HCDH s'est aussi préoccupé des droits économiques et sociaux et a veillé en 2002 à l'intégration des droits de l'homme dans la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté. En 2003, il poursuivra son action dans ces domaines; les activités sous-régionales de coopération technique sont décrites dans la section consacrée à l'Europe, à l'Asie centrale et au Caucase.

STRATÉGIE ET PRINCIPAUX OBJECTIFS

- Veiller à ce que le Représentant spécial de la Commission des droits de l'homme soit tenu pleinement au courant de l'évolution de la situation dans le pays et à ce que les rapports présentés à la Commission en rendent fidèlement compte.
- Conformément au mandat qui lui a été confié dans l'Accord-cadre général pour la paix, observer, par le biais du programme commun PNUD/HCDH d'évaluation des municipalités, la situation des droits de l'homme dans le pays et l'analyser, de façon à garantir que les droits de l'homme sont intégrés dans l'action pour le développement de l'équipe des pays des Nations Unies, que les interventions appropriées

sont effectuées et que l'aide fournie par le Haut-Commissariat répond aux besoins de la Bosnie-Herzégovine.

- Apporter les compétences, le personnel et le soutien opérationnel nécessaires pour l'exécution d'activités de coopération technique dans le cadre de la stratégie sous-régionale pour l'Europe du Sud-Est, notamment pour coordonner son action, au plan régional, avec celle des autres présences du Haut-Commissariat sur le terrain.

ACTIVITÉS EN 2003

■ Observation et protection

Le personnel du bureau s'acquittera de la mission d'observation et de protection du Haut-Commissariat en menant les activités suivantes:

- Suivi actif, dans le cadre du programme d'évaluation des municipalités, de la situation des droits de l'homme au niveau local, analyse de cette situation et établissement de rapports;
- Sur la base des données ainsi recueillies, soutien au processus de réforme engagé par les autorités nationales compétentes;
- Soutien aux mécanismes des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, consistant à les informer rapidement des principaux événements intéressant les droits de l'homme dans la région.

■ Stratégie sous-régionale pour l'Europe du Sud-Est

La stratégie sous-régionale pour l'Europe du Sud-Est sera mise en œuvre en Bosnie-Herzégovine par le personnel du bureau et sous la forme d'un soutien opérationnel. Les activités menées à cette fin consisteront à:

- Fournir le cadre opérationnel nécessaire à la mise en œuvre des cinq volets thématiques de la stratégie sous-régionale du Haut-Commissariat;
- Rassembler, grâce au programme d'évaluation des municipalités, des renseignements sur la situation des droits de l'homme au niveau local;
- Exploiter les renseignements ainsi recueillis pour exécuter la stratégie sous-régionale, en particulier dans les régions où se posent des problèmes transfrontaliers;
- Fournir une aide technique dans les domaines sur lesquels porte la stratégie.

Les activités de coopération technique menées dans le cadre de la stratégie sous-régionale pour l'Europe du Sud-Est sont décrites en détail dans la section du chapitre "Coopération technique" consacrée à l'Europe, à l'Asie centrale et au Caucase.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires sont les pouvoirs publics, en particulier les institutions chargées d'assurer la primauté du droit, la société civile, y compris les ONG, et les victimes de violations des droits de l'homme. De plus amples détails sur ces bénéficiaires figurent au chapitre "Coopération technique" à la section consacrée à l'Europe, à l'Asie centrale et au Caucase.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

La mission d'observation et de protection du bureau et la mise en œuvre des activités de coopération technique entrant dans le cadre de la stratégie sous-régionale pour l'Europe du Sud-Est continueront d'être assurées par le chef de la mission, les administrateurs internationaux responsables des droits de l'homme et le personnel local d'appui.

COORDINATION

Le bureau coopère avec les composantes exécutive, législative et judiciaire du gouvernement. Il travaille par ailleurs avec d'autres organismes des Nations Unies, dans le cadre de l'équipe de pays des Nations Unies, à la solution de problèmes relatifs au développement durable de la Bosnie-Herzégovine. La coordination des activités de coopération technique avec les partenaires internationaux et nationaux dans le cadre de la stratégie sous-régionale pour l'Europe du Sud-Est est exposée en détail dans le chapitre sur la coopération technique.

BUDGET EN DOLLARS É.-U.	
Dépenses de personnel	561 558
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	0
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	20 000
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	0
Dépenses générales de fonctionnement	50 000
Fournitures et achats	32 000
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	663 558
Dépenses d'appui au programme	86 263
Total	749 821



R É P U B L I Q U E F É D É R A L E D E Y O U G O S L A V I E

CONTEXTE

Les deux composantes de la République fédérale de Yougoslavie, la Serbie et le Monténégro, ainsi que la province du Kosovo sous administration de l'ONU, connaissent toutes actuellement une phase de transition. Leur niveau de développement n'est pas nécessairement le même, mais toutes ont pour difficile tâche de mettre en place et de faire fonctionner des institutions démocratiques pour succéder au régime autoritaire mis en place par Milosevic. Le bureau du Haut-Commissariat à Belgrade a été créé en 1996; deux antennes sous-régionales ont ultérieurement été ouvertes au Kosovo et au Monténégro.

L'avenir de la structure fédérale est incertain: malgré l'adoption possible d'un nouveau cadre constitutionnel d'ici la fin de 2002, la coopération entre les diverses entités et leurs institutions continuera vraisemblablement à faire problème pendant quelque temps encore. Les partis politiques, aussi bien en Serbie qu'au Monténégro, sont en profond désaccord sur toute une série de questions, et ces divisions continuent de miner et de freiner la réforme des institutions, en particulier s'agissant de domaines importants pour les droits de l'homme comme le système judiciaire, la police et l'armée et les médias. L'impunité dont jouissent les auteurs de violations des droits de l'homme commises dans le passé demeure une des principales pierres d'achoppement, et c'est à l'ampleur de ce phénomène que se mesure la véritable efficacité des réformes, notamment du système judiciaire, de la police et de l'armée.

Dans le sud de la Serbie, les élections locales qui ont eu lieu récemment ont abouti à une meilleure représentation proportionnelle des communautés ethniques au sein des autorités locales; mais la pleine intégration de la population de souche albanaise à la vie publique ne progresse que

lentement. On ignore encore le sort qui a été réservé aux quelque 3 300 personnes portées disparues à la suite du conflit du Kosovo; plus de 230 000 Serbes de souche, de Roms et d'autres personnes déplacées ne sont toujours pas rentrés dans leur foyer et, le statut définitif de près de 400 000 réfugiés demeure encore incertain. Cette masse de personnes déplacées constitue un lourd fardeau financier et social pour la République fédérale de Yougoslavie et la Serbie, d'autant plus que la réforme des institutions de l'État est loin d'être achevée et que d'importants organismes d'aide humanitaire réduisent leurs programmes et leur financement.

Au Kosovo, les violences et la discrimination de caractère ethnique à l'encontre des Serbes restés sur place se poursuivent, bien qu'elles soient moins fréquentes qu'en 2001. La Mission des Nations Unies au Kosovo (MINUK) se heurte à de nombreuses difficultés dans ses efforts pour instaurer l'état de droit en mettant en place un pouvoir judiciaire, des procureurs et des forces de police indépendants et opérationnels.

Cette situation de fait a amené le Haut-Commissariat à modifier son approche en Serbie et au Monténégro et, plutôt que de s'attacher à l'observation de cas individuels de violations des droits de l'homme, à soutenir les réformes institutionnelles entreprises par les gouvernements démocratiques récemment mis en place et à promouvoir une culture des droits de l'homme au sein de la société civile en soutenant les ONG et en axant son action sur la promotion des droits de l'homme et l'éducation dans ce domaine. Les activités d'observation n'en continuent pas moins à fournir les données empiriques sur lesquelles le Haut-Commissariat fonde ses recommandations et ses avis techniques. Dans le cadre de ses activités en 2002, le HCDH a notamment apporté son concours au Représentant spécial de la Commission des droits de l'homme.

RÉALISATIONS EN 2002

Malgré de graves contraintes financières, le bureau de Belgrade a pu entreprendre en 2002 de nombreuses activités prouvant qu'il était à même de compléter les programmes mis en œuvre par d'autres organisations régionales, comme l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et le Conseil de l'Europe. Il s'est employé, en étroite liaison avec d'autres intervenants, à faire en sorte qu'une approche fondée sur les droits de l'homme soit prise en compte dans un grand nombre d'activités humanitaires et d'actions en faveur du développement. Ses travaux ont porté par exemple sur les questions concernant les Roms, les droits des réfugiés et des personnes déplacées, les stratégies de lutte contre la pauvreté et les programmes en faveur du développement; il a également contribué, dans le cadre des efforts pour instituer le respect de la légalité, à la réforme du système judiciaire, de la police et du système pénal. Ce faisant, il a clairement défini et mis en lumière le rôle des droits de l'homme dans ces domaines.

Article 17 <
1. Toute personne,
aussi bien seule qu'en
collectivité, a droit
à la propriété.
2. Nul ne peut être
arbitrairement
privé de sa propriété.

Le bureau a également travaillé en étroite liaison avec les autorités de la République fédérale de Yougoslavie et de la République serbe, les dirigeants locaux de la communauté albanaise et les membres de la communauté internationale dans le sud de la Serbie afin de réduire les tensions et de soutenir les réformes institutionnelles.

L'antenne du Haut-Commissariat à Pristina, au Kosovo, remplit auprès de la MINUK une triple fonction d'observation, de critique et de conseil quant aux moyens d'améliorer la protection des droits de l'homme et le respect de la légalité. Elle soutient aussi les institutions autonomes locales qui se mettent en place au Kosovo. Le Haut-Commissariat fait partie du Comité de surveillance des droits de l'homme et du Groupe de travail pour les droits de l'homme, les deux éléments du mécanisme d'observation et d'étude des principaux problèmes relatifs aux droits de l'homme récemment mis en place par le

Représentant spécial du Secrétaire général. Ce dernier s'est fermement prononcé en faveur de la participation du Haut-Commissariat à ces organes et de la poursuite de ses travaux au Kosovo en tant qu'entité indépendante, distincte de la MINUK.

Les prochaines années seront difficiles pour la protection et la promotion des droits de l'homme dans la région et pour le Haut-Commissariat. La réforme dans les domaines de la justice sociale et des droits de l'homme n'a pas progressé au même rythme que la réforme économique. Il est à peu près certain, à en juger par l'expérience d'autres pays qui sont passés d'un régime socialiste au système capitaliste, que la République fédérale de Yougoslavie connaîtra de graves difficultés sociales pendant au moins cinq ans. De plus, l'intérêt des donateurs s'est déplacé au-delà des frontières des Balkans, et il reste beaucoup à faire si l'on veut que se confirment les premiers résultats, encore timides, enregistrés dans le domaine des droits de l'homme.

STRATÉGIE ET OBJECTIFS EN 2003

La stratégie du Haut-Commissariat consiste à resserrer les relations déjà établies avec les principaux responsables gouvernementaux et avec d'autres acteurs internationaux à l'œuvre dans la République fédérale de Yougoslavie, y compris les membres de l'équipe de pays des Nations Unies, l'OSCE et le Conseil de l'Europe. Ses principaux objectifs en 2003 sont de mieux assurer la protection des droits de l'homme et la primauté du droit dans l'ensemble du pays, et d'assurer le soutien opérationnel nécessaire à la mise en œuvre de la stratégie sous-régionale pour l'Europe du Sud-Est.

ACTIVITÉS EN 2003

■ Observation et protection

- Observation de la situation des droits de l'homme dans le pays et établissement de rapports et d'analyses périodiques.
- Soutien au processus de réforme des institutions entamé par les autorités nationales compétentes et la MINUK au Kosovo.
- Soutien aux activités concernant la République fédérale de Yougoslavie des organes compétents des Nations Unies (conventionnels ou non, y compris le Représentant spécial de la Commission des droits de l'homme). Le bureau veillera à ce que les mécanismes des Nations

Unies dans le domaine des droits de l'homme soient rapidement informés des principaux faits concernant la situation des droits de l'homme dans la région.

■ Stratégie sous-régionale pour l'Europe du Sud-Est

Le bureau fournira également le personnel et le soutien opérationnel nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie sous-régionale dans la République fédérale de Yougoslavie. Les activités consisteront à:

- Fournir le soutien opérationnel nécessaire à la mise en œuvre des cinq volets thématiques de la stratégie sous-régionale du Haut-Commissariat;
- Rassembler des données aux fins d'études et de rapports;
- Apporter son appui et sa collaboration à des consultants;
- Organiser des séminaires et des conférences;
- Fournir les services et assurer les déplacements d'experts dans l'ensemble de la région.

Les activités de coopération technique prévues dans le cadre de la stratégie sous-régionale pour l'Europe du Sud-Est, y compris la République fédérale de Yougoslavie, sont décrites en détail dans le chapitre sur la coopération technique.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires sont les Gouvernements de Serbie, du Monténégro et de la République fédérale de Yougoslavie, la MINUK au Kosovo, les avocats, les juges, les procureurs et les tribunaux, les ONG et la société civile, les victimes de violations des droits de l'homme, les institutions de formation et d'enseignement supérieur et la population dans son ensemble. La liste détaillée des bénéficiaires des activités de coopération technique menées dans le cadre de la stratégie sous-régionale pour l'Europe du Sud-Est, y compris la République fédérale de Yougoslavie, figure dans la section consacrée à l'Europe, à l'Asie centrale et au Caucase du chapitre "Coopération technique".

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le Directeur du bureau de Belgrade sera responsable, outre des activités relatives aux droits de l'homme en Serbie, de l'ensemble des opérations sur le terrain en République fédérale de Yougoslavie, y compris au Kosovo. Un chef de

mission, un certain nombre de spécialistes internationaux des droits de l'homme et des fonctionnaires locaux d'appui constituent le personnel chargé de remplir les missions d'observation et de protection et d'assurer la présence effective du Haut-Commissariat en Serbie. Un spécialiste international des droits de l'homme, temporairement transféré dans le sud de la Serbie, observera la situation dans cette région ainsi qu'aux frontières et dans les zones limitrophes de l'ex-République yougoslave de Macédoine et du Kosovo. Chacune des antennes de Pristina et de Podgorica auront à leur tête un directeur appuyé par du personnel local.

COORDINATION

Le bureau travaille avec les composantes exécutive, législative et judiciaire des Gouvernements de Serbie, du Monténégro et de la République fédérale de Yougoslavie, ainsi qu'avec la MINUK pour ce qui est de l'administration provisoire du Kosovo. Il collabore, dans le cadre de l'équipe de pays des Nations Unies, avec divers organismes des Nations Unies dans des domaines d'intérêt commun. De plus amples détails concernant la coordination avec les partenaires internationaux et nationaux des activités de coopération technique s'inscrivant dans le cadre de la stratégie sous-régionale pour l'Europe du Sud-Est, y compris la République fédérale de Yougoslavie, figurent dans la section consacrée à l'Europe, l'Asie centrale et le Caucase du chapitre "Coopération technique".

BUDGET EN DOLLARS É.-U.

Dépenses de personnel	968 853
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	0
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	55 000
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	0
Dépenses générales de fonctionnement	200 000
Fournitures et achats	55 000
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	1 278 853
Dépenses d'appui au programme	166 251
Total	1 445 104

Article 21 <

1. Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis.
2. Toute personne a droit à accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.
3. La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote.

DÉMOCRATIE, DÉVELOPPEMENT ET DROITS DE L'HOMME



"La démocratie, le développement et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont interdépendants et se renforcent mutuellement. La démocratie est fondée sur la volonté, librement exprimée, du peuple qui détermine le système politique, économique, social et culturel qui sera le sien et sur sa pleine participation à tous les aspects de la vie de la société... La Conférence mondiale sur les droits de l'homme recommande d'accorder la priorité à une action nationale et internationale visant à promouvoir la démocratie, le développement et les droits de l'homme."

[Déclaration et Programme d'action de Vienne]

"Les hommes et les femmes ont le droit de vivre et d'élever leurs enfants dans la dignité, à l'abri de la faim et sans craindre la violence, l'oppression ou l'injustice. C'est un mode de gouvernance démocratique des affaires publiques, fondé sur la volonté et la participation des populations, qui permet le mieux de garantir ces droits... Nous n'épargnerons aucun effort pour promouvoir la démocratie et renforcer l'état de droit, ainsi que le respect de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales reconnues sur le plan international, y compris le droit au développement."

[Déclaration du Millénaire]

CONTEXTE

Dans son programme de réforme lancé en 1997, l'Organisation des Nations Unies a défini les droits de l'homme comme étant un thème transversal, commun à toutes les activités du système onusien, et elle a demandé au Haut-Commissariat d'intégrer les droits de l'homme à toutes les activités de l'ONU. Au cours des deux dernières années, le HCDH a mis en œuvre une stratégie d'assimilation qui aide les organismes des Nations Unies à intégrer les droits de l'homme à leurs programmes de développement. Cette mission a été réaffirmée par le rapport du Secrétaire général sur la poursuite de la réforme (2002), où il est demandé au Haut-Commissariat, en coopération avec les organismes chargés du développement et des questions humanitaires, de renforcer les activités relatives aux droits de l'homme menées au niveau des pays.

Tant la Conférence mondiale sur les droits de l'homme que la Déclaration du Millénaire ont insisté sur le lien fondamental qui existe entre démocratie, développement et droits de l'homme. Depuis l'année dernière, certains milieux perçoivent une tension entre l'état de droit et la sécurité humaine. Pour d'autres, on ne saurait trop insister sur

l'importance du rôle de la démocratie et du développement pour assurer cette sécurité. En conséquence, à partir de 2003, le projet sur les droits de l'homme et le développement sera rebaptisé "Démocratie, développement et droits de l'homme" et mettra l'accent sur les activités qui portent essentiellement sur l'état de droit et la démocratie.

OBJECTIFS ET STRATÉGIE

Les activités visent à clarifier les notions de démocratie, de développement, de bonne gouvernance et d'état de droit, et les liens entre ces notions, afin d'intégrer les droits de l'homme aux politiques et programmes de développement, en particulier aux stratégies de lutte contre la pauvreté, et de promouvoir certains droits de l'homme particuliers, notamment le droit au développement, le droit à l'alimentation et le droit à un logement convenable.

Pour atteindre ces objectifs, une stratégie en trois étapes sera mise en œuvre:

- Étudier et analyser les fondements normatifs et les exigences opérationnelles de différents droits et de notions essentielles aux plans national et international;

- Assurer une fonction de catalyseur en collaborant avec les organismes et autres organisations apparentés pour intégrer les droits de l'homme aux politiques et programmes de développement aux échelons international et national; et
- Servir de vecteur d'informations, analyses et expériences en matière de droits de l'homme entre le système des droits de l'homme à l'ONU et les organismes opérationnels sur le terrain.

La stratégie pour 2003 comporte trois éléments principaux:

- Clarifier le rapport conceptuel entre les droits de l'homme et les notions de démocratie et d'état de droit;
- Coopérer avec les organismes des Nations Unies pour intégrer les droits de l'homme à la pratique du développement; et
- Promouvoir le droit au développement et les droits économiques, sociaux et culturels.

ACTIVITÉS EN 2003

■ Démocratie et état de droit

Démocratie et bonne gouvernance

Des travaux de recherche et d'analyse et un atelier sur les droits de l'homme et la bonne gouvernance permettront de publier un rapport résumant les conclusions tirées de cette activité. Une compilation des pratiques de bonne gouvernance pour la promotion des droits de l'homme sera établie, à partir des informations fournies par les États membres et les organismes spécialisés. Les délibérations et conclusions de l'atelier que le Haut-Commissariat a consacré en 2002 aux liens entre la démocratie et les droits de l'homme seront publiées.

La justice dans les situations d'après-conflit

En 2003, le Haut-Commissariat établira des principes directeurs propres à contribuer un meilleur respect des droits de l'homme et de l'état de droit dans les pays qui sortent de situation de conflit. Le HCDH consultera ses partenaires et organisera un séminaire d'experts afin d'élaborer des principes directeurs en matière de procédure pénale qui tiennent compte des droits de l'homme. Il renforcera également sa propre capacité à fournir aux pouvoirs publics des conseils juridiques sur l'élaboration de législations, de codes et de règlements intégrant les droits de l'homme.

État de droit et administration de la justice

Le Service de la recherche et du droit au développement continuera d'étudier les exigences que les droits de l'homme introduisent dans l'administration de la justice, en s'intéressant plus particulièrement à l'impunité, à la peine de mort et aux recours en cas de violation. Il apportera également son appui au Groupe de travail sur l'administration de la justice de la Sous-Commission. Chacun de ces domaines fera l'objet d'études et de rapports analytiques. Des travaux de recherche et d'analyse seront également consacrés aux aspects relatifs aux droits de l'homme dans les situations d'urgence et de terrorisme. Le Service établira également d'autres rapports analytiques, organisera des réunions et des séminaires d'experts, aidera les rapporteurs spéciaux et coordonnera ses activités avec celles d'autres bureaux des Nations Unies.

■ Les droits de l'homme dans la pratique du développement

Droits de l'homme et lutte contre la pauvreté

Le projet de directives sur l'intégration des droits de l'homme aux stratégies de lutte contre la pauvreté, élaboré en 2002, sera testé sur le terrain et révisé en 2003. Par ailleurs, le Haut-Commissariat organisera des consultations et des ateliers avec d'autres organismes des Nations Unies, des institutions financières internationales et des pays qui élaborent et soutiennent des stratégies de lutte contre la pauvreté. Le projet de directives sera mis à l'essai dans un certain nombre de pays, par l'entremise des bureaux extérieurs du HCDH et des équipes de pays des Nations Unies. La révision du projet de directives par le Haut-Commissariat s'insérera dans ce processus.

Agir au niveau des pays

Le Haut-Commissariat entreprendra un certain nombre d'activités qui permettront, comme l'a demandé le Secrétaire général, de collaborer avec le Groupe des Nations Unies pour le développement en vue de renforcer les activités relatives aux droits de l'homme menées au niveau des pays. Le HCDH s'attachera à appliquer le programme interorganisations du Groupe visant à renforcer l'aptitude des équipes de pays à intégrer les droits de l'homme aux analyses et programmes conjoints des Nations Unies tels que les bilans communs de pays (CCA) et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF). Pour ce faire, il coordonnera avec l'École des cadres des Nations Unies le lancement d'un nouveau module de formation dans certains pays, fournira des conseils et une assistance dans ce domaine à certaines équipes de

Article 22 ◀

Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays.

pays et participera à un atelier à l'échelle du système sur la coordination des politiques des Nations Unies relatives aux droits de l'homme et au développement. Le personnel du Haut-Commissariat recevra une formation approfondie sur les approches fondées sur les droits de l'homme appliquées aux CCA et à l'UNDAF et sur l'intégration des droits de l'homme aux stratégies de lutte contre la pauvreté. Le HCDH produira aussi des publications de vulgarisation contenant des renseignements sur les normes conventionnelles et les recommandations des organes de traité. Il rassemblera également dans une base de données unique les renseignements disponibles sur l'intégration des droits de l'homme au développement, les bonnes pratiques et les exemples concrets.

Coopération avec le PNUD (projet HURIST)

Poursuivant l'action menée en vue de renforcer les capacités dans le domaine des droits de l'homme au sein du PNUD, des notes sur les bonnes pratiques et des directives de programmation seront établies dans le cadre du projet conjoint HCDH/PNUD sur le renforcement des droits de l'homme (HURIST), et ce dans les cinq domaines suivants: institutions directrices; peuples autochtones; bilans participatifs axés sur les droits de l'homme; évaluation des performances axée sur les droits de l'homme; et effets de la

libéralisation du commerce et de l'investissement sur les droits de l'homme. Des initiatives pilotes sur le VIH/SIDA, le trafic des êtres humains et les migrations, les politiques de soutien aux populations pauvres et le marché informel de la main-d'œuvre seront élargies, notamment par l'essai sur le terrain, dans trois pays, d'une méthode d'examen des programmes. De nouvelles méthodes de programmation dans les domaines de l'environnement et de l'utilisation de l'énergie, ainsi que de la gouvernance décentralisée, seront également mises à l'essai. Les résultats de ces essais sur le terrain feront l'objet d'une documentation qui sera diffusée par le biais de l'Internet et au cours d'ateliers. Le financement par l'entremise du présent Appel annuel ne vise qu'à assurer que le Haut-Commissariat apportera sa contribution à ce programme et y jouera un rôle dirigeant. Le projet HURIST peut aussi faire appel au soutien financier du PNUD.

Indicateurs de développement tenant compte des droits de l'homme

Le Haut-Commissariat s'emploie à identifier et à faire accepter par consensus un ensemble d'indicateurs tenant compte des droits de l'homme dans le cadre des directives révisées CCA/UNDAF et des stratégies de lutte contre la pauvreté, qui permettraient de mesurer le degré de réalisation de certains

droits précis. En 2003, le Haut-Commissariat étudiera le contenu et la structure des travaux existants sur ces indicateurs dans le système des Nations Unies et d'autres institutions intergouvernementales, dans certains pays et dans les publications techniques, le but étant de recenser les indicateurs pertinents tenant compte des droits de l'homme qui existent déjà. Ce travail sera effectué en coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, des organisations intergouvernementales et des organismes de recherche indépendants.

Droits de l'homme et environnement

Comme suite au séminaire d'experts sur les droits de l'homme et l'environnement, organisé conjointement par le Haut-Commissariat et le PNUE en janvier 2002, un manuel sur les droits de l'homme à l'intention des praticiens de l'environnement sera établi. Ce manuel contiendra une analyse des liens entre les droits de l'homme et la protection de l'environnement et une illustration de la manière dont ces liens ont été étudiés et exploités par les praticiens dans les activités aussi bien de plaidoyer que de contentieux.

■ **Promouvoir le droit au développement et les droits économiques, sociaux et culturels**

Le droit au développement

Le Haut-Commissariat continuera d'apporter son appui à l'expert indépendant de la Commission des droits de l'homme qui étudie le droit au développement et le moyen d'assurer sa réalisation. Conformément au programme d'action que l'expert a présenté à la Commission, la première étape consiste à étudier dans quelle mesure les politiques de développement actuelles ont pu aider à concrétiser certains droits, tels que le droit à l'alimentation, le droit à l'enseignement primaire et le droit à la santé dans certains pays. Le Haut-Commissariat aidera l'expert indépendant pour les recherches nécessitées par ces études et pour l'incorporation de leurs conclusions à un cadre opérationnel permettant d'élaborer des politiques et programmes axés sur le droit au développement.



Droit à l'alimentation

Dans la Déclaration adoptée cinq années après le Sommet mondial sur l'alimentation, le Conseil de la FAO a été invité à créer un groupe de travail intergouvernemental chargé d'élaborer "des directives volontaires propres à aider les États membres à assurer la réalisation progressive du droit à une alimentation suffisante dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale". Cette demande complétait celles formulées dans la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire dans le monde et dans le Plan d'action du Sommet mondial sur l'alimentation de 1996, qui priaient le Haut-Commissariat d'envisager la possibilité de formuler des directives volontaires sur la sécurité alimentaire. Le HCDH coopère avec la FAO pour apporter un appui à ce groupe de travail. Il organisera une quatrième consultation sur la mise en œuvre du droit à l'alimentation afin d'obtenir du système international de protection des droits de l'homme des idées plus précises sur l'élaboration de directives relatives au droit à l'alimentation.

Droits en matière de logement

En 2003, le Haut-Commissariat continuera d'apporter un appui au programme des Nations Unies sur les droits en matière de logement, qui aide les États, les autorités locales, les institutions nationales de défense des droits de l'homme et la société civile à assurer la réalisation du droit à un logement convenable. Le HCDH renforcera par ailleurs son soutien aux mécanismes des droits de l'homme de l'ONU, en particulier les organes conventionnels et le Rapporteur spécial sur le droit à un logement convenable, pour la surveillance de la mise en œuvre de ce droit. Le programme susmentionné sera doté d'un site Web comportant des liens avec tous les documents pertinents des Nations Unies; la Fiche d'information du Haut-Commissariat sur le droit à un logement convenable sera mise à jour et révisée. Le HCDH et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT) organiseront régulièrement des réunions d'information conjointes à l'intention des organes conventionnels. Des indicateurs sur les droits en matière de logement et des directives pratiques pour la promotion et la protection de ces droits dans les situations d'urgence et d'après-conflit seront mis au point. Une étude sur les droits des femmes autochtones en matière de logement, de terre et de propriété sera également établie. Ce projet est financé par l'entremise d'HABITAT, auquel les donateurs intéressés par cette activité peuvent s'adresser.

MODALITÉS DE GESTION

Les activités seront gérées par le Service de la recherche et du droit au développement, en étroite coopération avec le Service des activités et programmes, le Service d'appui et le bureau de New York du Haut-Commissariat. Tous les éléments du programme feront l'objet d'une étroite coordination avec les mécanismes des droits de l'homme et organismes pertinents des Nations Unies.

BUDGET EN DOLLARS É.-U.	
Dépenses de personnel	659 400
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	244 700
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	114 100
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	222 000
Services contractuels	89 200
Dépenses générales de fonctionnement	1 400
Fournitures et achats	5 600
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	1 336 400
Dépenses d'appui au programme	173 732
Total	1 510 132

Article 25

1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.
2. La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale.

SOUTIEN AUX ORGANISMES S'OCCUPANT DES DROITS DE L'HOMME



CONTEXTE

Dans le cadre du programme des Nations Unies relatif aux droits de l'homme, le Haut-Commissariat est chargé d'assurer le soutien des organismes s'occupant des droits de l'homme. Cette mission incombe au Service d'appui, qui assure les services nécessaires à la Commission des droits de l'homme (Commission), à la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme (Sous-Commission) et aux organes chargés de surveiller l'application des traités.

La Commission, qui se réunit pendant six semaines chaque année, est un organe intergouvernemental relevant du Conseil économique et social de l'ONU; c'est le principal organe de l'ONU chargé des questions relatives aux droits de l'homme. Composée de 26 experts indépendants, la Sous-Commission est un organe subsidiaire de la Commission qui se réunit pendant trois semaines chaque année. Les organes conventionnels sont des comités composés de 10 à 23 experts indépendants nommés à titre personnel pour surveiller l'application des principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et de leurs protocoles facultatifs; ils se réunissent pendant deux à quatre semaines, deux à trois fois par an. C'est le Haut-Commissariat qui assure le service de cinq des six comités existants (l'exception étant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes) – le Comité des droits de l'homme, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, le Comité contre la torture et le Comité des droits de l'enfant. Les traités relatifs aux droits de l'homme sont un élément essentiel de l'action menée par la communauté internationale pour protéger les droits de l'homme. En adoptant des traités internationaux qui sont

des instruments juridiquement contraignants, les États s'engagent à respecter les droits et libertés individuels de toute personne relevant de leur juridiction.

Les comités surveillent l'application des instruments internationaux au travers de rapports soumis par les États parties tous les deux à cinq ans, selon le traité. Avant d'être examinés par un comité, ces rapports font l'objet d'une analyse préliminaire par le Haut-Commissariat visant à déterminer les domaines où des progrès ont été accomplis et ceux où la situation est encore susceptible d'amélioration. Les membres des comités peuvent ainsi se concentrer, pendant le temps limité dont ils disposent, sur les problèmes recensés ou sur des questions de fond plus générales. Les organes conventionnels examinent également des plaintes émanant de particuliers; les États parties aux protocoles facultatifs se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques reconnaissent la compétence du Comité des droits de l'homme pour examiner les plaintes émanant de particuliers qui affirment que leurs droits consacrés par le Pacte ont été violés par l'État. Au cours des six premiers mois de 2002, le Comité des droits de l'homme a reçu plus de 30 000 plaintes individuelles concernant des violations de droits civils et politiques.

SITUATION ACTUELLE ET RÉALISATIONS

La participation des États au système des organes conventionnels s'est nettement développée au cours de la dernière décennie. En 1992, le nombre total de ratifications par des États parties du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de la Convention contre la torture, de la

Convention sur les droits de l'enfant et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale s'établissait à 556; en août 2002, ce nombre avait atteint 776. Au cours des 12 années qui se sont écoulées depuis l'adoption de la Convention sur les droits de l'enfant, 191 États sont devenus parties à cet instrument, ce qui représente un taux de ratification sans précédent. Deux nouveaux protocoles facultatifs à la Convention sur les droits de l'enfant sont entrés en vigueur en 2002: l'un concerne la situation des enfants impliqués dans les conflits armés et l'autre la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pédopornographie; en août 2002, chacun de ces protocoles avait été ratifié par plus de 35 pays. Le nombre impressionnant de ces ratifications, s'il atteste du succès du système, met aussi lourdement à contribution les ressources humaines et financières du Haut-Commissariat affectées au service de ces organes.

En 2002, 58 fonctionnaires ont apporté leur concours aux organes conventionnels: sur ce total, 6 étaient des administrateurs auxiliaires, 19 occupaient des postes financés par des contributions volontaires et 33 des postes financés par le budget ordinaire de l'ONU. Le nombre des postes financés par des contributions volontaires devrait augmenter légèrement en 2003 par suite d'une augmentation correspondante du nombre d'activités, en particulier celles touchant le suivi des recommandations et observations finales des comités. Les secrétariats de la Commission, de la Sous-Commission et des organes conventionnels ont certes assumé davantage de tâches ces dernières années, mais très peu de ressources supplémentaires ont été mises à leur disposition. Les fonctions de soutien demandées au Haut-Commissariat excèdent de loin ses capacités: la combinaison d'une forte augmentation du nombre des mandats et d'une pénurie de ressources inscrites au budget ordinaire a empêché le HCDH d'examiner dans les délais voulus les rapports présentés aux comités. Il faut espérer que trois postes supplémentaires seront transformés en postes financés par le budget ordinaire au cours de l'exercice biennal 2004-2005. Pour régler ces questions, le HCDH a lancé un programme triennal (2002-2004) axé sur les services propres à répondre aux besoins de la Commission, de la Sous-Commission et de ses organes subsidiaires ainsi que des organes conventionnels. En 2002, le HCDH a:

- Résorbé le retard accumulé dans le traitement des communications individuelles en anglais et en français, avancé notablement celui des communications en espagnol et fait quelques progrès en ce qui concerne les communications en russe;

- Rendu pleinement opérationnelle une base de données sur les plaintes qui permet de suivre les affaires et la correspondance et de produire les rapports demandés par les organes conventionnels;
- Organisé la première réunion intercomités, qui s'est tenue en juin 2002.

STRATÉGIE POUR 2003 ET AU-DELÀ

Au cours des deux années à venir, le Haut-Commissariat s'attachera essentiellement à:

- **Soutenir, de façon générale, le fonctionnement des organes conventionnels et le processus d'examen des rapports par ces organes.** Le Haut-Commissariat assurera la coordination entre les six organes conventionnels, ce qui suppose la collecte et l'analyse de l'information pertinente à examiner par ces derniers afin de ne pas recommencer à accumuler du retard dans le traitement des rapports soumis par les États;
- **Améliorer la capacité du Haut-Commissariat de traiter promptement les plaintes individuelles concernant des violations des droits de l'homme.** Le HCDH s'attachera en priorité à résorber le retard accumulé dans le traitement des plaintes par le Comité des droits de l'homme. Un investissement important dans les systèmes automatisés de gestion et une révision des méthodes de travail nécessiteront l'élaboration d'un protocole ou d'un manuel pour le traitement des plaintes;
- **Renforcer la capacité du système d'assurer le suivi** à la fois des observations finales des organes conventionnels et des opinions auxquelles donne lieu l'examen des plaintes individuelles. De nouvelles mesures visant à améliorer l'application par les États parties des recommandations et observations finales des comités seront mises en œuvre après avoir été testées. Il s'agit notamment de faciliter le suivi des réunions du Comité des droits de l'homme avec les États parties qui sont en retard dans la soumission de leurs rapports; de faire en sorte que les recommandations du Comité des droits de l'enfant soient plus largement diffusées au niveau national et d'en faciliter l'application, soit en organisant des séminaires nationaux soit en instituant des groupes d'experts thématiques; et d'étudier la possibilité de constituer une base de données sur les bonnes pratiques en matière d'application des recommandations relatives aux droits de l'homme;

- Améliorer le soutien fourni à la Commission et à la Sous-Commission, sur les plans tant fonctionnels que techniques, en mettant en place un système automatisé de gestion des tâches qu'entraînent les décisions adoptées par ces organes et par l'Assemblée générale ainsi que le Conseil économique et social. Le Haut-Commissariat axera ses efforts sur la mise en place d'une base de données regroupant l'ensemble des documents qu'il soumet à ces organes.

OBJECTIFS

Le Haut-Commissariat a élaboré un plan triennal au terme duquel, à la fin de 2004:

- Le temps moyen s'écoulant entre la réception du rapport d'un État partie et son examen par le comité compétent sera d'un an, soit le temps nécessaire pour traiter et

traduire le rapport. La capacité du secrétariat en matière d'appui à la recherche et à l'analyse continuera à être sensiblement renforcée;

- Le délai entre la réception d'une plainte individuelle et l'adoption d'une décision finale par le comité compétent ne dépassera pas 18 mois;
- De nouvelles initiatives visant à améliorer le suivi des recommandations et observations des comités par les États parties auront été expérimentées et, si possible, mises en œuvre; la possibilité d'instituer une équipe spéciale pour leur suivi aura notamment été évaluée;
- L'automatisation des opérations de la Commission des droits de l'homme sera achevée, ce qui facilitera l'examen des questions relatives aux droits de l'homme par le Conseil économique et social et l'Assemblée générale; l'échange entre les membres du personnel du Haut-Commissariat de données et d'informations relatives aux mandats de la Commission sera amélioré.

Article 2

1. Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

2. De plus, il ne sera fait aucune distinction fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté.

ACTIVITÉS EN 2003

■ Programme de soutien aux organismes s'occupant des droits de l'homme

Les activités à ce titre correspondent notamment à l'appui en matière de secrétariat fourni aux organes conventionnels depuis 1997, en particulier les travaux relatifs aux rapports des États parties et aux plaintes individuelles, aux demandes de renseignement et au suivi systématique et efficace. Le Service d'appui s'attachera essentiellement à perfectionner et accroître son soutien au Groupe de traitement des documents et au Groupe des recommandations des organes conventionnels, tous deux créés en 2002.

Le niveau des effectifs demeurera ce qu'il est aujourd'hui. Toutefois, le nombre de fonctionnaires de la catégorie des administrateurs dans l'équipe des requêtes a été progressivement réduit, étant donné que ces fonctionnaires ont été recrutés spécifiquement pour résorber le retard accumulé par le Comité des droits de l'homme et que ce travail a été dans une très large mesure accompli. Il faudra néanmoins renforcer les effectifs chargés du suivi des recommandations des organes conventionnels.

■ Nouveaux mandats et activités supplémentaires

Les deux Protocoles facultatifs à la Convention sur les droits de l'enfant étant désormais en vigueur, le Comité des droits de l'enfant devra entamer en 2004 l'examen des rapports initiaux requis en vertu de ces deux instruments; vu sa charge de travail, cet examen nécessitera probablement un important surcroît d'appui en matière de secrétariat.

Le groupe de travail de présession du Comité contre la torture examine les plaintes individuelles déposées en vertu de la Convention contre la torture; ce système réduit la durée des séances plénières consacrées à l'examen des plaintes individuelles, mais impose un surcroît d'appui en matière de secrétariat pour assurer le service du groupe de travail.

Le Groupe des recommandations des organes conventionnels a été créé au sein du Service d'appui pour assurer le suivi des observations finales desdits organes et des requêtes spécifiques déposées en vertu des procédures de plaintes individuelles.

Une assistance sera fournie aux États et aux organisations de la société civile pour l'application des obligations et recommandations conventionnelles, notamment la ratification des nouveaux instruments, l'établissement de rapports, la mise en œuvre des obligations conventionnelles et leur traduction en mesures concrètes. Des ateliers de formation seront organisés à Genève et sur le terrain et la participation d'organisations de la société civile – ONG, institutions nationales de défense des droits de l'homme et réseaux d'information nationaux notamment – aux sessions des organes conventionnels sera facilitée. Un soutien au niveau des pays pour la ratification, l'établissement de rapports et les activités de suivi sera aussi fourni par les représentations du HCDH sur le terrain.

Les activités suivantes seront également entreprises:

- Une aide à la rédaction des observations générales;
- L'appui aux journées de débat général;
- La préparation de l'atelier international sur la justice pour mineurs;
- La réalisation d'une étude internationale sur la violence envers les enfants;
- L'établissement d'un recueil de jurisprudence sur la base d'un certain nombre de décisions des organes conventionnels;
- La mise au point d'un protocole ou manuel pour le traitement des plaintes;
- La mise en forme, pour publication, des plaintes individuelles et des décisions prises par tous les organes conventionnels;
- L'établissement d'une base de données sur les bonnes pratiques en matière d'application des recommandations relatives aux droits de l'homme;
- La mise à jour du manuel pour l'établissement des rapports et des fiches documentaires; et
- L'évaluation du programme.

■ Besoins informatiques, concernant plus particulièrement les documents du HCDH

Pour résoudre le problème de longue date que pose la gestion des documents du Haut-Commissariat, le Service d'appui, en consultation avec le Service de la recherche et du droit au développement, a mis en place une base de données permettant de classer, de suivre, de gérer et de produire l'ensemble de la documentation requise, qui fonctionnerait en liaison avec les services de conférence de l'ONUG.

En 2003, le Groupe du traitement des documents sera renforcé de manière à pouvoir coordonner toute la documentation soumise par le HCDH et traiter tous les documents à destination ou en provenance de la Section de gestion des documents à Genève et New York. Les bases de données expérimentales créées l'année dernière seront améliorées afin qu'elles puissent prendre en charge toute la documentation relative aux organismes des Nations Unies intervenant dans le domaine des droits de l'homme, notamment la Commission, la Sous-Commission et leurs groupes de travail respectifs, ainsi que la procédure 1503, les organes conventionnels, la procédure des communications ou des plaintes, l'Assemblée générale et le Conseil économique et social.

BÉNÉFICIAIRES

Parmi les nombreux bénéficiaires du programme figurent notamment les organes conventionnels et les organes s'occupant des droits de l'homme, les États parties et leurs délégations, les victimes de violations des droits de l'homme et le Haut-Commissariat lui-même. Ces organes seront mieux à même d'exécuter les missions qui leur incombent en vertu des différents instruments relatifs aux droits de l'homme. Le renforcement des effectifs permettra au HCDH de mieux s'acquitter de ses tâches; le Service d'appui disposera en outre de nouveaux outils informatiques qui faciliteront son travail et assureront une meilleure gestion des activités, en permettant au personnel de privilégier les aspects fonctionnels de ses tâches.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

L'ensemble des activités est placé sous la responsabilité du chef du Service d'appui. C'est aux secrétaires des organes conventionnels, de la Commission et de la Sous-Commission et de l'équipe des requêtes qu'il incombera de veiller à ce que les objectifs fixés pour le service technique des instruments qui relèvent de leur responsabilité soient atteints. Un administrateur de programme aide le chef du Service d'appui.

RISQUES

Le manque de ressources extrabudgétaires ne pourra que compromettre la capacité du programme d'assurer le service des organismes s'occupant des droits de l'homme et ces derniers enregistreraient vraisemblablement de nouveaux retards dans leur travail. En outre, si, comme prévu, le Comité des droits de l'enfant passe de 10 à 18 membres et si la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille entre en vigueur, le secrétariat, déjà débordé, verra sa capacité mise à plus rude épreuve encore.

FINANCEMENT

Un montant de 2 021 900 dollars É.-U., correspondant aux dépenses de personnel et autres coûts, a été inscrit au budget ordinaire de l'ONU pour 2003 au titre du soutien aux organes conventionnels. Un montant supplémentaire de 3 988 674 dollars devra être fourni par des contributions volontaires. Le Haut-Commissariat demande instamment que les contributions soient versées pour les "organismes s'occupant des droits de l'homme" et non pour telle ou telle activité en particulier.

BUDGET EN DOLLARS É.-U.	
Dépenses de personnel	2 191 150
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	206 000
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	80 800
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	678 200
Services contractuels	291 800
Dépenses générales de fonctionnement	4 000
Fournitures et achats	34 000
Subventions, contributions, bourses et séminaires	43 850
Total partiel	3 529 800
Dépenses d'appui au programme	458 874
Total	3 988 674

LES TRAITÉS

Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966)

Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966)

Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (1965)

*Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (1990)**

Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants (1984)

Convention relative aux droits de l'enfant (1989)

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979)

**Pas encore entrée en vigueur.*

LES ORGANES CONVENTIONNELS

Comité des droits de l'homme

Comité des droits économiques, sociaux et culturels

Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

Comité contre la torture

Comité des droits de l'enfant

Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes



RÉPONSE AUX ALLÉGATIONS DE VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME



S O U T I E N A U X P R O C É D U R E S S P É C I A L E S

CONTEXTE

Depuis que l'ONU a créé un certain nombre de mécanismes spéciaux pour examiner la situation des droits de l'homme dans différents pays ou des thèmes particuliers dans la perspective de ces droits, la Commission des droits de l'homme a chargé nombre d'experts d'étudier diverses questions. Bien que portant des titres différents – rapporteur spécial, représentant spécial, membre groupe de travail ou expert indépendant –, ils constituent tous ce qu'il est convenu d'appeler les procédures spéciales de la Commission des droits de l'homme. Par les appels urgents qu'ils transmettent aux gouvernements, certains titulaires de mandat relevant des procédures spéciales peuvent demander des éclaircissements quant aux faits et des assurances quant à la protection des droits des personnes présumées menacées de violations des droits de l'homme. Par la transmission périodique de lettres contenant des allégations, certains titulaires peuvent demander aux gouvernements concernés de prendre les mesures voulues afin de lutter contre l'impunité et d'offrir des voies de recours locales aux victimes présumées. Ils veillent donc à ce que les souffrances des victimes soient reconnues par la communauté internationale. Se fondant sur les renseignements qu'ils reçoivent, les titulaires de mandat relevant des procédures spéciales peuvent aussi demander aux gouvernements concernés l'autorisation d'effectuer une visite dans leur pays en vue de procéder à un bilan objectif de la situation en rapport avec leur mandat et de formuler des recommandations concrètes en vue d'améliorer la situation des droits de l'homme. Les titulaires de mandat font chaque année rapport à la Commission des droits de l'homme et, pour certains d'entre eux, à l'Assemblée générale. L'impartialité, l'objectivité et l'indépendance

sont les trois garants essentiels de l'efficacité des procédures spéciales. L'autorité morale et le prestige dont jouissent les procédures spéciales en général et les experts en particulier incitent les États à coopérer avec ces procédures.

On compte actuellement 37 mandats pour lesquels les services nécessaires sont assurés par le personnel du HCDH, dont 26 mandats thématiques et 11 visant des pays précis. Plus de la moitié des mandats thématiques ont été institués depuis 1993; pour 16 d'entre eux, les services nécessaires sont assurés par le Service des activités et programmes, les 10 autres étant desservis par le Service de la recherche et du droit au développement. Pour les 11 mandats visant des pays, les services sont assurés par les équipes géographiques du Service des activités et programmes.

Le nombre des mandats au titre des procédures spéciales a augmenté, mais les effectifs et autres ressources inscrits au budget ordinaire pour soutenir ces procédures n'ont pas augmenté dans les mêmes proportions. Malgré ces difficultés, le Haut-Commissariat est résolu à affecter un fonctionnaire au service de chaque mandat, ce qui n'était pas toujours le cas dans le passé. En conséquence, en 2003, des fonds seront nécessaires pour faire en sorte que les contrats de 17 administrateurs et de 3 agents des services généraux actuellement affectés aux procédures spéciales soient prorogés jusqu'au 31 décembre 2003, et que le nouveau mandat créé par la Commission des droits de l'homme à sa session de 2002 bénéficie des services appropriés.

OBJECTIFS EN 2003

- Fournir un appui aux mécanismes thématiques et aux mécanismes visant des pays afin que les titulaires de mandat puissent répondre promptement et efficacement aux demandes d'intervention, notamment en effectuant des missions d'enquête sur le terrain, en réalisant des études en rapport avec leur mandat et en coordonnant leurs efforts avec d'autres partenaires et au sein et en dehors du système des Nations Unies, en particulier avec les organes chargés de suivre l'application des traités relatifs aux droits de l'homme.
- Veiller à ce qu'une réponse prompte et efficace soit apportée, grâce à l'unité de "réaction rapide", aux demandes d'interventions urgentes en faveur de personnes risquant d'être victimes de violations des droits de l'homme. Cette unité a été créée pour assurer le suivi des réponses des gouvernements aux appels urgents.
- Mettre au point un système qui facilite le suivi des communications émanant des titulaires de mandat.
- Assurer la cohérence des données enregistrées dans la base thématique et élargir celle-ci à un aussi grand nombre que possible de mandats thématiques et de mandats visant des pays.
- Assurer le financement nécessaire pour permettre aux titulaires de mandat thématique, accompagnés par un agent du Haut-Commissariat, d'effectuer une mission d'enquête supplémentaire chaque année et de participer à des séminaires, conférences et autres réunions.
- Organiser des séances d'information à l'intention des nouveaux titulaires de mandat, comme il a été proposé au cours de la neuvième réunion des titulaires de mandat relevant des procédures spéciales.

ACTIVITÉS EN 2003

- Soutenir les mandats thématiques et les mandats visant des pays qui ne bénéficient pas actuellement des services de personnel permanent, afin que leurs titulaires puissent travailler efficacement et faire rapport à la Commission des droits de l'homme et à l'Assemblée générale.
- Recruter un fonctionnaire qui sera affecté au service du Rapporteur spécial sur le droit à la santé.
- Engager pour de courtes durées du personnel spécialisé qui sera chargé d'effectuer et mener à leur terme plusieurs études analytiques comparatives en suspens.
- Améliorer et reconfigurer la base de données thématique, qui fonctionne depuis 2000, afin de la doter d'un

moteur de recherche multidonnées et d'y intégrer d'autres applications informatiques du Haut-Commissariat. Comme il a été proposé à la neuvième réunion des titulaires de mandat relevant des procédures spéciales, la priorité sera accordée à l'instauration de meilleurs liens entre les titulaires des mandats relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels et à l'unité de "réaction rapide".

MODALITÉS DE GESTION

Dix-sept postes, dont trois nouveaux postes inscrits au budget ordinaire, sont disponibles pour desservir 37 mécanismes thématiques et procédures visant des pays, soit 12 postes au Service des activités et programmes, dont sept affectés aux mécanismes thématiques et cinq aux mandats visant des pays, et cinq postes au Service de la recherche et du droit au développement. Les membres des équipes géographiques chargés d'aider les rapporteurs spéciaux de pays et les agents du Service de la recherche et du droit au développement affectés au soutien des rapporteurs thématiques assurent par ailleurs diverses tâches qui s'ajoutent à celles en rapport direct avec le mandat qu'ils desservent. Étant donné l'insuffisance des effectifs disponibles pour aider les titulaires de mandat relevant des procédures spéciales, le Haut-Commissariat a dû faire appel de façon croissante à du personnel recruté grâce à des fonds extra-budgétaires pour aider les titulaires de mandat. Dix-sept personnes engagées pour des périodes de courte durée assurent actuellement les services nécessaires aux mandats thématiques et neuf autres soutiennent les mandats visant des pays.

Article 18 <
Toute personne a
de pensée, de
religion; ce droit
de changer de
conviction ainsi que
manifestar sa
conviction, seule ou
public qu'en privé,
les pratiques, le
l'accomplissement

FINANCEMENT

Un montant de 1 502 100 dollars É.-U., correspondant aux dépenses de personnel et autres coûts, a été inscrit au budget ordinaire de l'ONU pour 2003 au titre du soutien aux procédures spéciales. Un montant supplémentaire de 2 994 726 dollars devra être fourni par des contributions volontaires. Le Haut-Commissariat demande instamment que les contributions soient versées pour l'ensemble des "procédures spéciales" et non pour tel ou tel mandat en particulier.

BUDGET EN DOLLARS É.-U.	
Dépenses de personnel	2 046 700
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	291 500
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	90 000
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	130 000
Services contractuels	0
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	32 000
Subventions, contributions, bourses et séminaires	60 000
Total partiel	2 650 200
Dépenses d'appui au programme	344 526
Total	2 994 726

droit à la liberté
conscience et de
implique la liberté
religion ou de
la liberté de
religion ou sa
en commun, tant en
par l'enseignement,
culte et
des rites.

MANDATS THÉMATIQUES

Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires (1980)

Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires (1982)

Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1985)

Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de croyance (1986)

Rapporteur spécial sur les mercenaires (1987)

Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pédopornographie (1990)

Groupe de travail sur la détention arbitraire (1991)

Représentant du Secrétaire général chargé de la question des personnes déplacées dans leur propre pays (1992)

Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée (1993)

Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression (1993)

Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats (1994)

Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences (1994)

Rapporteur spécial sur les conséquences néfastes des mouvements et déversements illicites de produits et déchets toxiques et nocifs pour la jouissance des droits de l'homme (1995)

Expert indépendant sur le droit au développement (1998)

Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation (1998)

Expert indépendant sur l'extrême pauvreté (1998)

Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants (1999)

Rapporteur spécial sur le logement convenable (2000)

Représentant spécial du Secrétaire général pour la question des défenseurs des droits de l'homme (2000)

Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation (2000)

Expert indépendant sur l'ajustement structurel et la dette extérieure (2000)

Expert indépendant chargé d'examiner la question d'un projet de protocole facultatif au Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels (2001)

Expert indépendant chargé d'étudier le cadre international actuel en matière pénale et de droits de l'homme pour la protection des personnes contre les disparitions forcées ou involontaires (2001)

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones (2001)

Rapporteur spécial sur le droit de toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale susceptible d'être atteint (2002)

MANDATS VISANT DES PAYS

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan (1984)

Représentant spécial de la Commission chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran (1984)

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Iraq (1991)

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar (1992)

Représentant spécial du Secrétaire général pour les droits de l'homme au Cambodge (1993)

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Soudan (1993)

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés par Israël depuis 1967 (1993)

Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie (1993)

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo (1994)

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Burundi (1995)

Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Haïti (1995)

Représentant spécial chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine et en République fédérale de Yougoslavie (2001)

ÉGALITÉ DES SEXES, INVALIDITÉ ET VIH/SIDA



INTRODUCTION

Depuis sa fondation, l'Organisation des Nations Unies a conscience de la nécessité de protéger et de promouvoir les droits de l'homme de groupes particuliers qui, en raison de diverses formes d'inégalité, peuvent être empêchés d'exercer leurs droits. Des questions telles que les dimensions "droits de l'homme" de la pandémie de VIH/SIDA et de la question de l'invalidité exigent une attention immédiate, de même que la nécessité de mettre en œuvre de nouvelles stratégies propres à faciliter la solution de problèmes persistants, comme l'inégalité des sexes. La Commission des droits de l'homme, comme l'Assemblée générale, a chargé le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de faire des recherches sur les questions de l'égalité des sexes (en accordant une attention particulière aux droits des femmes), de l'invalidité et du VIH/SIDA, ainsi que d'élaborer des programmes en la matière.

OBJECTIFS

Le programme visant à centrer davantage l'action du HCDH sur les droits de l'homme de certains groupes a pour objet de susciter une prise de conscience accrue des dimensions droits de l'homme de l'inégalité des sexes, de l'invalidité et du VIH/SIDA. Pour traiter ces problèmes, il faut se pencher à la fois sur les facteurs qui rendent certains groupes plus vulnérables aux violations des droits de l'homme, et sur ceux qui peuvent empêcher certaines personnes d'exercer pleinement leurs droits, notamment diverses formes de discrimination. Le programme renforcera la capacité du Haut-Commissariat de donner des conseils sur les normes et les politiques à suivre, notamment en encourageant les

mécanismes de défense des droits de l'homme, ainsi que les gouvernements, les ONG et la société civile et les organisations nationales et internationales à tenir compte des dimensions "droits de l'homme" de l'inégalité des sexes, de l'invalidité et du VIH/SIDA dans toutes leurs politiques et activités.

ACTIVITÉS EN 2003

■ Prise en compte de l'égalité des sexes et des droits des femmes

Outre qu'il intègre la notion d'égalité des sexes dans toutes ses activités, le HCDH accorde une grande attention aux questions de droits de l'homme liées à la discrimination entre les sexes et aux droits des femmes, y compris les droits en matière de sexualité et de procréation et les pratiques traditionnelles néfastes.

En 2003, les activités du Haut-Commissariat auront les objectifs suivants:

- Mettre en œuvre la stratégie d'égalité des sexes adoptée en juillet 2002 en étoffant les activités du Réseau pour l'égalité des sexes et en créant de nouveaux mécanismes institutionnels;
- Renforcer la capacité d'analyse de la question de l'égalité des sexes dans le cadre de toutes les activités relatives aux droits de l'homme en formant le personnel et en sensibilisant les titulaires de mandats des mécanismes de défense des droits de l'homme;
- Renforcer la prise en compte systématique du souci de l'égalité des sexes dans les activités des mécanismes des Nations Unies qui défendent les droits de

l'homme et encourager l'intégration d'une dimension "droits de l'homme" dans tous les efforts accomplis par les Nations Unies pour promouvoir l'égalité des sexes;

- Renforcer les activités qui portent sur certaines questions liées aux droits des femmes.

Le Haut-Commissariat s'efforcera tout particulièrement d'aider le système des Nations Unies à intégrer une approche "droits de l'homme" aux efforts qu'il déploie pour promouvoir l'égalité des sexes au niveau national. Cette action traduit la volonté exprimée par les États Membres dans la Déclaration du Millénaire, puisqu'ils se sont engagés à se doter de moyens accrus pour faire respecter les principes relatifs aux droits de l'homme, notamment aux droits des femmes. Elle reflète aussi le vœu du Secrétaire général qui a demandé qu'une attention accrue soit accordée aux activités des Nations Unies concernant les droits de l'homme au niveau national. Un poste de conseiller principal du Haut-Commissaire pour les questions de parité entre les sexes sera créé afin de renforcer l'action du HCDH dans ce domaine. Le conseiller associera les présences sur le terrain et les équipes géographiques du Haut-Commissariat à ces efforts et aidera le Haut-Commissaire à jouer un rôle moteur, notamment en faveur de l'adoption d'une approche des questions liées aux femmes, à la paix et à la sécurité fondée sur le respect des droits. Entre autres activités menées en 2003, on élaborera des instruments qui guideront les initiatives mises en œuvre pour intégrer les questions et concepts liés aux droits des femmes à l'action de défense des droits de l'homme au niveau national.

Des mécanismes institutionnels seront mis en place pour examiner les activités du HCDH du point de vue de l'égalité des sexes, dans le but d'intégrer cette notion aux plans de travail individuels et des équipes, et de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs. Conformément au mandat de la Commission des droits de l'homme, priorité sera donnée aux activités qui peuvent être menées au moyen de ressources limitées, par exemple, l'inscription de discussions sur l'égalité des sexes à l'ordre du jour de réunions régulières. Un stage de formation de deux jours sera organisé à l'intention des responsables du Haut-Commissariat pour les questions de parité entre les sexes. Le programme appuiera aussi une participation accrue aux discussions sur cette question des fonctionnaires du HCDH qui travaillent dans des services connexes ou sur le terrain.

Le Haut-Commissariat travaillera avec les experts indépendants de la Commission des droits de l'homme pour renforcer leur capacité à intégrer la notion d'égalité des sexes dans leurs mandats respectifs. La Division des Nations Unies pour la promotion de la femme et le HCDH sont en train d'examiner la manière dont les questions de parité entre les sexes ont été pris en compte dans le travail des procédures spéciales de 1996 à 2002. Sur la base de cet examen, une réunion de deux jours sera organisée, à l'occasion de la session annuelle de 2003 des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, pour étudier les moyens de mieux intégrer une démarche assurant l'égalité des sexes dans leurs activités.

Le Haut-Commissariat continuera de participer à des activités interinstitutions dans ce domaine, d'entreprendre des activités conjointes avec la Division des Nations Unies pour la promotion de la femme et de collaborer avec d'autres organismes et institutions des Nations Unies. Entre autres activités, des discussions sur l'égalité des sexes et les droits des femmes auront lieu pendant les sessions de 2003 de la Commission de la condition de la femme et de la Commission des droits de l'homme, ainsi que dans le cadre de l'Instance permanente sur les questions autochtones et de la Conférence annuelle de la Banque mondiale sur l'égalité des sexes et le droit.

Au nombre des questions liées aux droits des femmes qui intéressent particulièrement le HCDH figurent celles qui concernent les pratiques traditionnelles néfastes. Les pays de destination de certaines communautés migrantes doivent aujourd'hui trouver le moyen de combattre ces pratiques tout en luttant contre la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Un consultant sera engagé pour établir un document d'information en vue de l'organisation d'une consultation d'experts d'une durée de deux jours sur la question. Cette consultation permettra au Rapporteur spécial de la Sous-Commission de rencontrer des experts des pays d'origine et des pays de destination dans le but de définir des stratégies de prévention et de proposer des textes de loi, des programmes et des politiques visant à rendre les migrants, en particulier les femmes et les enfants, moins vulnérables au mariage précoce ou forcé, aux mutilations génitales féminines, aux crimes d'honneur et autres pratiques traditionnelles analogues qui sont néfastes.

■ Personnes handicapées

La Commission des droits de l'homme a chargé le HCDH de renforcer son action et ses compétences dans le domaine de l'invalidité. Plus de 600 millions de personnes sont atteintes d'invalidité, sous une forme ou sous une autre, et plus des deux tiers d'entre elles vivent dans les pays en développement. Longtemps méconnue, la discrimination à l'égard des personnes handicapées est aujourd'hui considérée comme relevant des droits de l'homme. Il s'agit de réfléchir aux difficultés particulières auxquelles ces personnes se heurtent et de veiller à ce qu'elles puissent exercer pleinement leurs droits fondamentaux.

Le Haut-Commissaire est heureux que l'Assemblée générale ait pris l'initiative d'élaborer un nouvel instrument sur les droits de l'homme et l'invalidité tout en préconisant une stratégie multivoie pour protéger les droits des personnes handicapées. L'action menée visera à:

- Renforcer les moyens dont disposent le HCDH et les mécanismes des Nations Unies qui défendent les droits de l'homme pour tenir compte des dimensions droits de l'homme de l'invalidité;
- Contribuer au débat sur le nouvel instrument proposé;
- Encourager les organes conventionnels à centrer leur attention sur les questions d'invalidité dans le cadre des instruments existants relatifs aux droits de l'homme.

L'*Étude sur les droits de l'homme et l'invalidité* rédigée par le HCDH permettra de faire prendre conscience des aspects "droits de l'homme" de l'invalidité et d'appeler l'attention sur l'utilité des mécanismes existants. Un consultant sera recruté pour établir une fiche documentaire, que les ONG pourront utiliser afin de promouvoir l'utilisation des instruments relatifs aux droits de l'homme existants. Le programme encouragera les ONG et les organismes des Nations Unies, y compris le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, à fournir des informations sur l'invalidité aux organes conventionnels qui examinent les rapports des États.

Le Haut-Commissariat encouragera les institutions nationales de défense des droits de l'homme, les ONG et les personnes handicapées à participer au débat sur l'instrument proposé et aux travaux des organes conventionnels. Il encouragera la mise en œuvre des recommandations contenues dans

l'*Étude sur l'invalidité* par le biais de nouveaux rapports demandés par la Commission des droits de l'homme. Un site Web sur les droits de l'homme et l'invalidité sera créé. Le HCDH renforcera sa collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, l'OIT, l'UNICEF et l'OMS afin de fournir des informations aux organes conventionnels.

Le Haut-Commissariat engagera un consultant qui sera chargé d'établir un document d'information et il organisera une petite réunion d'experts sur des questions clefs relatives aux droits de l'homme dans le domaine de la santé mentale.

■ Personnes touchées par le VIH/SIDA

Quarante millions de personnes dans le monde vivent avec le VIH/SIDA, dont la plupart dans les pays en développement. La discrimination liée au VIH/SIDA exacerbe les effets de la maladie en empêchant ceux qui en ont besoin d'avoir accès à des soins, un traitement et un soutien et en rendant les autres plus vulnérables à l'infection par le VIH. Dans le cadre de la Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA adoptée par l'Assemblée générale en juin 2001 et des résolutions de la Commission des droits de l'homme, les gouvernements ont décidé de mettre la protection et la promotion des droits de l'homme au centre des efforts accomplis au niveau international pour lutter contre cette pandémie.

Le HCDH s'efforcera de promouvoir des moyens efficaces et durables, fondés sur les droits de l'homme, de faire face à la pandémie aux niveaux national, régional et international. Sa coopération avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) fait partie intégrante de l'action qu'il mène dans ce domaine et qui prendra la forme suivante:

- Renforcer la capacité du HCDH et des mécanismes onusiens qui défendent les droits de l'homme de tenir compte des aspects du VIH/SIDA qui sont liés aux droits de l'homme;
- Obtenir des résultats au niveau national, en particulier en assurant une participation accrue des institutions nationales de défense des droits de l'homme et en intégrant une perspective droits de l'homme au travail d'autres organismes et programmes des Nations Unies qui font face à l'épidémie de VIH/SIDA, en particulier au niveau national.

Le Haut-Commissariat appuie les efforts que font les organes conventionnels et les mécanismes spéciaux des Nations Unies pour intégrer les questions liées au VIH/SIDA à leur action; il aide les institutions nationales de défense des droits de l'homme à tenir compte de la dimension droits de l'homme du VIH/SIDA; il centre son action sur l'élaboration de lois et de politiques concernant les questions liées à la pandémie et mène des activités de sensibilisation à tous les niveaux. Le HCDH a mis en place des partenariats formels et informels avec des organisations comme l'ONUSIDA, le PNUD, l'UNICEF, le HCR, l'OMS et l'OIT, ainsi qu'avec d'autres organisations internationales et régionales, des institutions nationales, des associations d'aide aux sidéens et des ONG.

Le Haut-Commissariat assurera le suivi de l'atelier de travail mixte HCDH/ONUSIDA tenu en octobre 2001, dont les travaux ont porté essentiellement sur les moyens qui permettent le mieux aux institutions nationales de tenir compte de la dimension droits de l'homme du VIH/SIDA. En 2003, les deux organisations élaboreront un manuel à l'intention des institutions nationales, en s'appuyant sur les dispositions pertinentes des *Directives internationales sur le VIH/SIDA et les droits de la personne* et sur les pratiques optimales des institutions nationales dans toutes les régions.

Les Directives internationales sur le VIH/SIDA et les droits de la personne (révisées en 2002) seront distribuées aux pouvoirs publics, aux organismes des Nations Unies et autres organisations internationales, aux groupes de la société civile, aux associations d'aide aux sidéens, aux personnes vivant avec le VIH/SIDA, aux commissions nationales sur le SIDA, aux institutions nationales de défense des droits de l'homme et autres groupes concernés.

Le programme encouragera le respect des droits liés au VIH/SIDA dans les États parties aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme en veillant à ce que les organes conventionnels et les rapporteurs spéciaux concernés soient au fait de la situation concernant la pandémie dans certains pays et des effets de la maladie sur les groupes vulnérables. Le HCDH veillera à ce que les membres de ses divers organes aient accès à des renseignements exacts par pays et encouragera les institutions nationales, les ONG, les associations d'aide aux sidéens et autres groupes intéressés à informer les organes conventionnels concernés. Le programme aidera

aussi le personnel du Haut-Commissariat à traiter les questions liées au VIH/SIDA avec les rapporteurs spéciaux qu'il assiste.

BÉNÉFICIAIRES

Les activités prévues auront un effet immédiat sur les mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme, notamment le HCDH, ainsi que sur certains organismes du système des Nations Unies. Les institutions nationales de défense des droits de l'homme et les ONG bénéficieront de leur participation accrue aux activités qui portent sur la dimension "droits de l'homme" de l'égalité des sexes, de l'invalidité et du VIH/SIDA. Les gouvernements auront donc davantage conscience des droits de l'homme des groupes concernés et, de ce fait, travailleront à les faire mieux respecter.

RÉSULTATS ESCOMPTÉS

Les activités renforceront la capacité du Réseau du HCDH pour l'égalité des sexes (qui comprend le Conseiller principal auprès du Haut-Commissaire, le Coordonnateur pour les questions de parité entre les sexes et les différents responsables dans ce domaine) d'appuyer les efforts que font tous les services du HCDH pour tenir compte de cette dimension dans leur travail. Elles devraient amener les responsables de ces questions au siège, dans les régions géographiques et au niveau national, ainsi que les titulaires de mandat, à mieux comprendre tout ce qui concerne les droits des femmes et l'égalité des sexes. Grâce à ces activités, les questions se rapportant aux droits des femmes seront intégrées dans toutes les initiatives prises par les Nations Unies pour défendre les droits de la personne au niveau national.

On compte que le Comité contre la torture, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels et le Comité des droits de l'homme accorderont un rang de priorité plus élevé aux droits des personnes handicapées lorsqu'ils examineront les rapports présentés par les États. La collaboration entre les organismes et institutions des Nations Unies qui s'occupent des questions d'invalidité sera renforcée dans le domaine des droits de l'homme.

L'action menée par le HCDH en matière de VIH/SIDA aidera les organes conventionnels, les rapporteurs spéciaux

et les experts indépendants à tenir compte davantage de la composante "droits de l'homme" de la maladie dans le cadre de leurs mandats respectifs. Le manuel sur le VIH/SIDA qui sera établi à l'intention des institutions nationales de défense des droits de l'homme devrait faciliter leur travail dans le domaine du VIH/SIDA et des droits de la personne.

Article 16

1. A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au regard du mariage, durant

2. Le mariage et lors de sa dissolution. Le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux.

3. La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Différentes activités seront entreprises par le Conseiller principal pour les questions de la parité entre les sexes, sous la conduite du Haut-Commissaire, et par le Coordonnateur de ces questions et les spécialistes des droits de l'homme responsables de ce qui touche aux femmes, au VIH/SIDA et à l'invalidité, sous la conduite du chef du Service de la recherche et du droit au développement. Les activités proposées seront menées en coopération avec les différents services et avec les secrétariats des organes conventionnels concernés, le Groupe antidiscrimination, le Conseiller chargé de la question de la traite des êtres humains, les responsables du HCDH pour les questions de parité entre les sexes, l'équipe des institutions nationales, les équipes géographiques et les présences sur le terrain. Le HCDH continuera à travailler en partenariat étroit avec la Division pour la promotion de la femme, le Département des affaires économiques et sociales, l'ONUSIDA et d'autres organismes des Nations Unies. Il apportera une attention particulière au renforcement de sa collaboration avec le PNUD et les équipes de pays des Nations Unies.

BUDGET EN DOLLARS É.-U.

Dépenses de personnel	529 400
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	220 400
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	82 060
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	26 040
Services contractuels	74 000
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	4 800
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	936 700
Dépenses d'appui au programme	121 771
Total	1 058 471

Article 19



Tout individu a droit à
la liberté d'opinion et
d'expression, ce qui
implique le droit de ne
pas être inquiété pour
ses opinions et
celui de chercher,
de recevoir et de répandre,
sans considérations de
frontières, les informations
et les idées par quelque
moyen d'expression
que ce soit.

MINORITÉS ET PEUPLES AUTOCHTONES



INTRODUCTION

Le groupe des autochtones et des minorités du Haut-Commissariat met en œuvre les activités décidées par les organes délibérants dans ce secteur, effectue des travaux de recherche et d'analyse, appuie les mécanismes qui pourvoient aux besoins des autochtones et des minorités, assure la promotion des droits de l'homme en ce qui concerne ces groupes et contribue au renforcement de la coopération interorganisations concernant leurs droits. Le groupe travaille directement avec les organisations d'autochtones et de minorités partout dans le monde et son programme est de plus en plus axé sur l'action régionale, dans le cadre de partenariats avec les organisations intergouvernementales régionales, les gouvernements et les ONG en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Les activités proposées pour 2003 découlent des recommandations des organes d'experts et des organes délibérants des Nations Unies, notamment les groupes de travail sur les minorités et les populations autochtones, l'Instance permanente sur les questions autochtones, la Sous-Commission, la Commission des droits de l'homme et l'Assemblée générale. Ces activités visent à dispenser une formation aux groupes autochtones et minoritaires et à organiser des ateliers et séminaires pour faciliter le dialogue entre ces groupes, les États et les organismes des Nations Unies. L'objectif à plus long terme est de contribuer, en coopération avec les gouvernements, les peuples autochtones et les minorités et les organisations du système des Nations Unies, à l'élaboration d'activités de défense des droits de l'homme au niveau des pays qui soient bénéfiques à ces groupes bien souvent exclus et marginalisés, dans l'esprit du rapport du Secrétaire général (A/57/387) qui préconise l'intégration des droits de l'homme

à toutes les activités des Nations Unies. Le Haut-Commissariat améliorera sa communication en direction des peuples autochtones et des minorités en améliorant les pages Web consacrées à ces groupes et s'emploiera à inclure davantage les questions qui les concernent dans ses propres activités, en particulier par une coopération avec les organes conventionnels et des projets d'assistance technique. Plusieurs activités ont été mises en route avec d'autres organismes des Nations Unies en 2002; des programmes conjoints analogues seront mis au point en 2003.

BUDGET RÉCAPITULATIF, EN DOLLARS É.-U.

Minorités	352 899
Peuples autochtones	447 819
Total	800 718





MINORITÉS

CONTEXTE

Depuis quelques années, un intérêt très net commence à être porté au règlement des problèmes dont souffrent les minorités. L'on est de plus en plus conscient que la prise en compte des intérêts légitimes des groupes nationaux ou ethniques, religieux et linguistiques peut favoriser la réalisation des principes de la Charte des Nations Unies. Ainsi, les droits des minorités sont de plus en plus considérés comme faisant partie intégrante de l'œuvre de promotion et de protection par les Nations Unies des droits de l'homme, du développement humain durable, de la paix et de la sécurité.

Une vision stratégique de la protection et de la promotion des droits des minorités a été définie récemment dans la Déclaration du Millénaire, qui préconise le renforcement au niveau des pays des capacités de promotion et de protection des droits des minorités et de réalisation des objectifs de développement du Millénaire. Le Haut-Commissariat estime que les activités visant à réaliser ces objectifs, en s'attaquant à des questions telles que la reconnaissance des minorités et leur insertion effective dans la vie publique et le processus de développement, sont essentielles pour la stabilité politique et la justice sociale. En conséquence, en organisant les activités d'appui à la réalisation des objectifs inscrits dans la Déclaration du Millénaire, le HCDH appuiera la mise en œuvre de la proposition du Groupe de travail sur les minorités tendant à élaborer des directives relatives à l'application de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, ainsi que les efforts visant à intégrer la perspective des minorités dans d'autres domaines d'intervention, notamment les projets de coopération technique au niveau des pays.

Des contributions volontaires ont permis d'exécuter plusieurs activités novatrices. Pour la première fois, des réunions sous-régionales ont été organisées sur les thèmes suivants: multiculturalisme en Afrique, descendants d'Africains en Amérique latine et droits des minorités, diversité culturelle et développement en Asie. Le Haut-Commissariat a entrepris auprès des communautés minoritaires un travail de sensibilisation sur la manière d'utiliser les mécanismes onusiens et régionaux pour la promotion et la protection de leurs droits non seulement au cours de ces réunions régionales, à l'occasion de séances de formation, mais également par la publication de cette information dans le *Guide des Nations Unies pour les groupes minoritaires*, la création de nouvelles pages Web sur les minorités et la prise en charge du coût de la participation de représentants des minorités aux sessions du Groupe de travail.

L'objectif pour 2003 est de donner la suite voulue à ces initiatives, en s'employant davantage à aller au devant des minorités pour leur fournir l'information propre à faciliter leur participation à l'élaboration des plans, politiques et projets qui les concernent. Les ateliers qui seront organisés au niveau sous-régional en Asie/Pacifique, en Amérique latine et en Asie permettront de rechercher les possibilités de coopération avec les institutions nationales, les organismes des Nations Unies, le PNUD en particulier, et les organisations régionales. Dans le cadre de ce travail de sensibilisation active, de nouvelles brochures à incorporer au *Guide des Nations Unies pour les groupes minoritaires* seront établies, qui expliqueront notamment comment les institutions nationales peuvent soutenir la protection et la promotion des droits des minorités. Par ailleurs, dans le souci de toucher la nouvelle génération, il est prévu d'organiser un atelier de formation à l'intention des jeunes représentants de minorités participant aux sessions du Groupe de travail sur les minorités.

ACTIVITÉS EN 2003

Le projet du Haut-Commissariat dans ce domaine comprend les activités ci-après de soutien au Groupe de travail sur les minorités:

- Appuyer la proposition du Groupe de travail sur les minorités tendant à établir des directives sur l'application de la Déclaration des Nations Unies sur les minorités, en organisant un séminaire international;
- Organiser un atelier de formation sur les questions relatives aux minorités à l'intention des jeunes représentants de celles-ci et faciliter leur participation à titre de représentants aux sessions du Groupe de travail;
- Établir de nouvelles brochures à insérer dans le *Guide pour les groupes minoritaires*, notamment sur le rôle des institutions nationales s'occupant des droits de l'homme dans la promotion et la protection des droits des minorités;
- Organiser deux séminaires sous-régionaux consacrés à des questions relatives aux minorités et faire prendre davantage conscience de l'importance des normes et mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme dans le cadre des objectifs de développement du Millénaire.

MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

Les organismes des Nations Unies, les organisations intergouvernementales régionales et les institutions nationales seront associées à ces activités, selon une conception large de la protection des droits des minorités. Un spécialiste des droits de l'homme en poste à Genève aidera à la mise en œuvre de ces activités.

BUDGET EN DOLLARS É.-U.	
Dépenses du personnel	105 300
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	25 000
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	10 000
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	160 000
Services contractuels	10 000
Dépenses générales de fonctionnement	2 000
Fournitures et achats	0
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	312 300
Dépenses d'appui au programme	40 599
Total	352 899

Article 15

1. Tout individu a droit à une nationalité.

2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.



PEUPLES AUTOCHTONES

CONTEXTE

En janvier 2002, le Haut-Commissariat a assumé un certain nombre de responsabilités nouvelles. Il a entamé les préparatifs de la première session de l'Instance permanente sur les questions autochtones et mis sur pied un groupe d'appui interorganisations chargé de soutenir les activités en cours concernant les peuples autochtones. En avril, le Rapporteur spécial sur la situation des populations autochtones récemment nommé a présenté son premier rapport à la Commission des droits de l'homme et établi une liste exhaustive de thèmes sur lesquels il comptait se pencher et pour lesquels il sollicitait l'appui du HCDH. Le Groupe de travail sur les populations autochtones a célébré son vingtième anniversaire en adoptant un ambitieux programme de travail pour les 12 mois à venir. Par ailleurs, une composante française du programme de bourses pour autochtones a été créée pour donner aux représentants autochtones de pays francophones la possibilité d'en savoir plus sur les Nations Unies et les droits de l'homme.

En 2003, le Haut-Commissariat n'aura pas à assurer le secrétariat de l'Instance permanente (cette tâche ayant été transférée au Département des affaires économiques et sociales), mais il lui a été demandé de fournir des services d'experts et d'exécuter des activités dans le domaine des droits de l'homme. Un montant de 106 100 dollars É.-U. a été inscrit au budget ordinaire de l'ONU pour 2003 au titre de l'appui à l'Instance permanente. Le Haut-Commissariat continuera d'étendre son programme de formation aux droits de l'homme à l'intention des peuples autochtones, en organisant des ateliers régionaux dirigés par les communautés elles-mêmes. Il apportera également un appui au Rapporteur spécial en organisant des séminaires sur les thèmes que ce dernier a recensés dans son premier rapport. Il lancera également des activités dans le cadre de la Décennie internationale des populations autochtones,

notamment par le renforcement du programme de bourses pour autochtones, la formation aux droits de l'homme, la coopération interservices et interorganisations et les projets.

OBJECTIFS

Doter le Haut-Commissariat de moyens accrus qui lui permettent de mieux travailler avec les peuples autochtones, d'être à l'avant-garde sur ces questions parmi ses partenaires des Nations Unies et de mieux promouvoir et protéger les droits de ces peuples.

Les objectifs à long terme du projet sont les suivants:

- Développer la coopération au sein du système onusien sur les questions autochtones;
- Promouvoir une approche interorganisations fondée sur les droits de l'homme, en particulier en incluant dans les séminaires et ateliers organisés par le Haut-Commissariat une journée de dialogue à l'intention des peuples autochtones et du système des Nations Unies afin d'intégrer la prise en compte des droits des autochtones dans la planification, l'exécution et l'évaluation des projets au niveau des pays;
- Créer de nouveaux projets et activités propres à faciliter une meilleure compréhension des questions concernant les peuples autochtones.

ACTIVITÉS EN 2003

- Organiser deux ateliers régionaux, en Afrique et en Amérique latine/Asie, comportant un élément de formation aux droits de l'homme et favorisant la promotion de la coopération interorganisations concernant les peuples

Article 29

1. L'individu a des devoirs envers la communauté dans laquelle seul le libre et plein développement de sa personnalité est possible.
2. Dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique.
3. Ces droits et libertés ne pourront, en aucun cas, s'exercer contrairement aux buts et aux principes des Nations Unies.

autochtones. Ces ateliers permettront d'informer les autochtones des évolutions actuelles concernant les droits de l'homme au plan international qui ont des effets sur leur situation, de créer une instance de dialogue entre les États et les peuples autochtones et de promouvoir des programmes de coopération sous-régionale et nationale entre le système des Nations Unies et ces peuples.

- Organiser deux séminaires thématiques au cours desquels les représentants des peuples autochtones et des États pourront échanger leurs points de vue sur les questions qui les intéressent. Plusieurs thèmes ont déjà été proposés par le Rapporteur spécial ou par des organismes des Nations Unies, notamment l'administration de la justice (Rapporteur spécial), les enfants et adolescents autochtones (Instance permanente), les femmes autochtones (programme de la Décennie et Instance permanente) et le secteur privé et les autochtones (Sous-Commission). Ces séminaires ont pour objet d'appeler l'attention sur les questions jusqu'ici négligées, de mettre au point un suivi concret et de contribuer aux travaux en cours des nouveaux mécanismes concernant les peuples autochtones. Ces activités seront définies en coopération avec le Groupe d'appui interorganisations regroupant les institutions des Nations Unies.
- Mettre au point du matériel d'information et de formation, notamment des contenus pour la page Web et du matériel pédagogique à inclure dans le Guide des Nations Unies pour les peuples autochtones.
- Donner suite aux recommandations de l'Instance permanente en ce qui concerne la manière dont ces questions ont été traitées par les organes créés en vertu de la Charte et les organes conventionnels.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Les activités relatives aux peuples autochtones bénéficient déjà du soutien du Fonds de contributions volontaires pour les populations autochtones, qui subventionne les voyages de représentants autochtones, et le Fonds de contributions volontaires pour la Décennie internationale des populations autochtones, qui accorde directement aux organisations autochtones des subventions modiques destinées à financer leurs projets. On trouvera plus de détails sur le fonctionnement de ces fonds dans le chapitre intitulé "Fonds d'affectation spéciale pour les droits de l'homme créés par l'Assemblée générale des Nations Unies". Les activités seront de plus en plus élaborées en coopération avec d'autres organismes et institutions spécialisées des Nations Unies. Les rapports établis à partir de ces activités seront soumis aux organes délibérants, notamment à l'Instance permanente. Un spécialiste des droits de l'homme en poste à Genève aidera à l'exécution de ces activités.

BUDGET EN DOLLARS É.-U.

Dépenses de personnel	105,300
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	45,000
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	34,000
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	200,000
Services contractuels	10,000
Dépenses générales de fonctionnement	2,000
Fournitures et achats	0
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	396,300

Dépenses d'appui au programme	51,519
Total	447,819

Article 22◀

Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays.

RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DU HAUT-COMMISSARIAT



INTRODUCTION

Sont décrites dans le présent chapitre les principales fonctions d'appui aux activités du Haut-Commissariat, telles que l'élaboration des politiques, la planification et la gestion d'ensemble, la méthodologie et la formation, la mobilisation des ressources, les relations et la communication avec les médias, la gestion des connaissances et la sécurité du personnel.

Un cabinet plus restreint s'emploiera à fournir un appui immédiat au Haut-Commissaire et au Haut-Commissaire adjoint, ainsi qu'à assurer la coordination, des conseils d'experts, la planification et la gestion. Un nouveau poste sera créé, celui de directeur de gestion: son titulaire sera responsable de la planification et de la gestion d'ensemble.

Le Haut-Commissariat est en train de renforcer sa capacité d'élaborer des politiques et des méthodologies, des principes directeurs et des manuels sur les normes relatives aux droits de l'homme, ainsi que divers instruments de formation dans des domaines précis. En 2003, il se dotera de moyens accrus d'intégrer les droits de l'homme à l'action humanitaire des Nations Unies, d'élaborer du matériel de formation aux droits de l'homme et de mettre en place un système permettant d'évaluer les activités et d'en tirer des leçons.

Les équipes chargées des relations et de la communication avec les médias seront renforcées pour tenir les partenaires et le public au courant des questions relatives aux droits de l'homme et des débats qu'elles suscitent, et pour nouer et coordonner des partenariats avec les ONG et la société civile.

Vu la modicité des ressources financières provenant du budget ordinaire de l'ONU, la mobilisation des ressources et les relations avec les donateurs continueront d'être des fonctions essentielles: l'équipe chargée de la mobilisation des ressources travaille avec les donateurs afin d'assurer un niveau de financement volontaire sûr, prévisible et stable; elle est chargée d'établir l'Appel annuel, le Rapport annuel et d'autres documents et rapports destinés aux donateurs.

Le système central de gestion vise à améliorer les outils et procédures pour la gestion des fonds, des projets et des ressources humaines en créant des niveaux de responsabilité clairement établis. Des procédures plus efficaces et plus transparentes permettront à leur tour d'améliorer l'efficacité du Haut-Commissariat, sa rentabilité et ses résultats d'ensemble.



La gestion de l'information, qui est essentielle pour bien promouvoir et protéger les droits de l'homme, est un domaine dans lequel les ressources font encore cruellement défaut. Au nombre des outils de gestion de l'information présentés dans la section intitulée "Gestion des connaissances en matière de droits de l'homme" figurent la bibliothèque, le site Web du HCDH, les bases de données et les technologies de l'information utilisées par tous les services du Haut-Commissariat.

Un petit groupe de la sécurité du personnel, qui travaille en coopération et en coordination étroites avec les services du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité, fournit supervision et assistance techniques en matière de politiques, de normes et de procédures pour assurer la sécurité du personnel dans le cadre des opérations du Haut-Commissariat.

Certaines des fonctions décrites ci-dessus relèvent aujourd'hui d'un service nouvellement créé, le Service des relations extérieures: ce dernier comprend le groupe de la mobilisation des ressources et des relations avec les médias qui faisait auparavant partie du Cabinet et deux nouveaux groupes: communications et partenariats avec les ONG. Les fonctions du nouveau service seront les suivantes:

- Élaborer et mettre en œuvre une stratégie de communication propre à faire connaître l'action du HCDH et les mécanismes de défense des droits de l'homme;
- Assurer les relations avec les médias;
- Mettre en place et coordonner des partenariats avec les ONG et la société civile, tant au niveau des activités de sensibilisation qu'à celui des opérations;
- Assurer la mobilisation des ressources et les relations avec les donateurs.

BUDGET RÉCAPITULATIF EN DOLLARS É.-U.

Le Cabinet	593 702
Analyse des politiques et méthodologie	558 333
Relations avec les médias, communications et partenariats avec les ONG	1 217 123
Mobilisation des ressources	856 879
Système central de gestion	1 743 590
Gestion des connaissances en matière de droits de l'homme	2 272 204
Sécurité du personnel	561 723
Total	7 803 554

LE CABINET

Le Cabinet, dont les effectifs ont été réduits, s'attachera à coordonner les activités du Haut-Commissariat, à fournir des conseils techniques et à apporter son soutien au Haut-Commissaire et au Haut-Commissaire adjoint. Le titulaire du nouveau poste de directeur de gestion aidera le Haut-Commissaire et le Haut-Commissaire adjoint à planifier les politiques et les programmes, à suivre la mise en œuvre des plans, à veiller à l'utilisation efficace des ressources humaines et financières et à améliorer la gestion interne du HCDH. Outre le Haut-Commissaire et le Haut-Commissaire adjoint, le Cabinet comprendra sept administrateurs du cadre organique et huit agents des services généraux. Les services de trois administrateurs, de l'assistant exécutif du Haut-Commissaire, d'un conseiller principal, d'un agent administratif et de sept secrétaires sont financés par le budget ordinaire de l'ONU. Des contributions volontaires sont demandées pour financer les postes du directeur de gestion et de trois autres collaborateurs directs du Haut-Commissaire.

BUDGET EN DOLLARS É.-U.

Dépenses de personnel	460 800
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	38 500
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	23 500
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	0
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	2 600
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	525 400

Dépenses d'appui au programme	68 302
Total	593 702

ANALYSE DES POLITIQUES ET MÉTHODOLOGIE

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Le Haut-Commissariat a entrepris de se doter des moyens nécessaires pour élaborer des politiques et des méthodologies, des principes directeurs et des manuels relatifs aux droits de l'homme, ainsi que divers autres matériels didactiques. En 2003, son objectif principal sera d'intégrer les droits de l'homme plus particulièrement à l'action humanitaire des Nations Unies, d'élaborer du matériel de formation aux droits de l'homme et de mettre en place un système permettant d'évaluer ses activités et d'en tirer des leçons.

ACTIVITÉS EN 2003

■ Intégration des droits de l'homme à l'action humanitaire des Nations Unies

Le Haut-Commissariat a entamé divers processus d'intégration des droits de l'homme dans le domaine humanitaire. Le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA) et d'autres partenaires du système onusien participant au Comité permanent interorganisations lui ont à plusieurs reprises demandé conseil sur la façon de prendre en compte les droits de l'homme dans des situations d'urgence résultant de conflits et de catastrophes naturelles, et notamment d'assurer le respect de ces droits dans les activités en faveur des personnes déplacées et des personnes portées disparues, ainsi qu'en cas de famine et d'épidémie. L'intégration des droits de l'homme à l'action humanitaire se fera sur la base de l'expérience acquise lors de leur intégration aux activités de développement. Le HCDH élaborera des outils méthodologiques – manuels, principes directeurs et matériel didactique – à l'intention du personnel humanitaire et fournira des informations relatives aux droits de l'homme à tous les partenaires de son action humanitaire. Il se dotera d'une politique et d'un plan de travail et établira des accords de coopération avec OCHA et d'autres organisations humanitaires des Nations Unies. Il compte recruter un fonctionnaire expérimenté pour évaluer les besoins, proposer une politique et élaborer des outils,

notamment des manuels et principes directeurs pour la formation, en coopération avec OCHA et d'autres partenaires.

■ Élaboration de manuels et matériel de formation aux droits de l'homme pour le HCDH, ses partenaires onusiens et l'ensemble des intervenants dans le domaine des droits de l'homme

Les activités consisteront à nouer des partenariats avec des organismes des Nations Unies, des organisations régionales, des institutions universitaires et des ONG pour l'élaboration de manuels et autres outils de formation et la mise au point finale du matériel en cours de production.

Les partenaires du Haut-Commissariat lui ont instamment demandé de faire fonction de centre de documentation et d'améliorer et actualiser les manuels existants. Une personne sera engagée pour s'acquitter de cette tâche en coordination avec des partenaires extérieurs.

■ Renforcement de la capacité du HCDH d'évaluer ses activités et d'en tirer des leçons

Cette activité consistera à évaluer les besoins, élaborer un plan, proposer des structures et des procédures et exécuter des projets pilotes dans un certain nombre de secteurs du Haut-Commissariat.

Le personnel du Haut-Commissariat, ses partenaires et les États membres, ainsi qu'un certain nombre d'études et d'audits effectués par l'ONU ont souligné la nécessité pour le HCDH de se doter d'un système lui permettant d'évaluer ses activités et d'en tirer des leçons. Dans le bilan des présences sur le terrain et de la gestion du HCDH dressé en 2002, le Bureau des services de contrôle interne a préconisé la création d'un tel système. Le Haut-Commissariat a procédé à une première série de consultations avec d'autres organisations, en particulier le HCR et le CICR, portant sur leur expérience à cet égard. Même assurée essentiellement par le Haut-Commissariat lui-même, la création d'un tel système supposerait qu'il fasse appel aux conseils et recommandations de sources extérieures. Il est prévu d'engager un spécialiste chargé de la création du système d'évaluation et de sa mise en œuvre initiale; il faudra également recourir à des consultants, dont les services sont inclus dans les estimations budgétaires.

BUDGET EN DOLLARS É.-U.

Dépenses de personnel	404 100
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	44 000
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	25 000
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	0
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	6 000
Subventions, contributions, bourses et séminaires	15 000
Total partiel	494 100

Dépenses d'appui au programme	64 233
-------------------------------	--------

Total	558 333
--------------	----------------

RELATIONS AVEC LES MÉDIAS, COMMUNICATIONS ET PARTENARIATS AVEC LES ONG

CONTEXTE

Le soutien du public est essentiel pour la promotion et la protection des droits de l'homme; or ceux-ci bénéficient d'un intérêt croissant de la part aussi bien des médias que des particuliers. Les missions et les fonctions du Haut-Commissariat sont complexes, et les rôles respectifs du Haut-Commissariat lui-même, de la Commission des droits de l'homme et d'autres organes et organismes de défense des droits de l'homme ne sont pas toujours bien compris. De meilleures relations avec les médias, des communications plus efficaces et des partenariats plus actifs permettront de mieux faire connaître les droits de l'homme, de les défendre et de mieux faire comprendre au public en quoi consiste l'action du HCDH.

ACTIVITÉS EN 2003

■ Relations avec les médias

Une communication efficace suppose en premier lieu la création d'un réseau mondial de journalistes et de correspondants qui traitent de l'actualité internationale. Le

porte-parole du Haut-Commissaire et son équipe encourageront journalistes et équipes de télévision à accompagner le Haut-Commissaire et les rapporteurs au cours de certaines de leurs missions afin de se rendre compte par eux-mêmes de l'action du HCDH. Le porte-parole ou un membre de l'équipe chargée des relations avec les médias accompagnera les journalistes au cours de missions délicates effectuées par le Haut-Commissaire.

Les activités du porte-parole et du responsable des relations avec les médias en 2003 consisteront à:

- Étendre le réseau de contacts du HCDH avec les médias;
- Aider les médias à rendre compte de l'action du HCDH sur le terrain;
- Revoir la conception des pages Web du Haut-Commissariat et créer à l'intention des médias une page spéciale donnant un aperçu plus large des activités du HCDH, avec des présentations visuelles, des forums de discussion et des éléments interactifs;
- Produire du matériel destiné aux médias: dossiers de presse, films et images illustrant le travail du Haut-Commissariat et du Haut-Commissaire sur le terrain, brochures sur le rôle et les activités du Haut-Commissariat;
- Dispenser au personnel au siège et sur le terrain une formation spéciale lui permettant d'être plus professionnel et plus efficace dans ses relations avec les représentants des médias.

■ Communications

Une politique de communication efficace suppose la mise en place de réseaux stratégiques de partenariat et la conclusion d'alliances à des fins communes: ratifications, adoption de nouvelles politiques et exécution des activités. Les cibles sont les organismes et programmes des Nations Unies, les institutions universitaires, les fondations, les ONG et la société civile. Le groupe chargé des relations publiques élaborera du matériel d'information adapté à chacune de ces cibles; en 2003, il participera à la célébration du dixième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne.

Les activités consisteront à:

- Organiser des réunions internationales et des manifestations destinées au grand public, des expositions multimédias et des tables rondes pour marquer l'anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne;
- Organiser des manifestations publiques au siège du Haut-Commissariat à l'occasion des journées célébrées par l'ONU dans le domaine des droits de l'homme;

- Renforcer la capacité du Haut-Commissariat d'organiser des réunions d'information sur ses activités à l'intention d'un public précis – membres des missions permanentes, universitaires, journalistes, cadres, grand public, etc.;
- Organiser des manifestations de haut niveau, par exemple des réunions d'éminentes personnalités ou d'ambassadeurs de bonne volonté, à la demande du Haut-Commissaire;
- Accorder le patronage du Haut-Commissaire et du HCDH et le droit d'utiliser le logo du Haut-Commissariat.

■ Partenariats avec les ONG

Une équipe sera chargée de nouer et de coordonner des partenariats avec les ONG et la société civile tant au niveau des activités de promotion que des activités opérationnelles; cette tâche sera initialement assurée par une seule personne.

RÉSULTATS ESComPTÉS

À court terme, un réseau mondial de contacts avec les médias sera constitué, le dialogue aura été entamé avec un certain nombre de groupes cibles, du matériel sur les droits de l'homme aura été élaboré et mis à la disposition de ces groupes, et la coopération avec les ONG aura été améliorée.

À long terme, les partenaires du Haut-Commissariat et le grand public en sauront davantage sur les droits de l'homme, les organismes et organes actifs dans ce domaine, dont le HCDH, et le rôle prépondérant de ce dernier dans la défense des droits de l'homme dans le monde sera reconnu.

Article 14 <

1. Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays.

2. Ce droit ne peut être invoqué dans le cas de poursuites réellement fondées sur un crime de droit commun ou sur des agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

L'équipe chargée des relations avec les médias sera dirigée par le porte-parole du Haut-Commissaire et comprendra un spécialiste des relations avec les médias et son adjoint. L'équipe responsable de la communication, dirigée par un spécialiste principal de la communication, comprendra deux autres fonctionnaires. Les activités relatives au partenariat avec les ONG seront initialement assurées par un attaché de liaison avec les ONG, dont le poste est financé par le budget ordinaire de l'ONU.

BUDGET EN DOLLARS DES É.-U.	
Dépenses de personnel	687 600
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	20 000
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	70 600
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	89 500
Services contractuels	165 000
Dépenses générales de fonctionnement	6 000
Fournitures et achats	29 900
Subventions, contributions, bourses et séminaires	8 500
Total partiel	1 077 100
Dépenses d'appui au programme	140 023
Total	1 217 123

MOBILISATION DES RESSOURCES

CONTEXTE

Les crédits alloués au Haut-Commissariat ne représentent que 1,7 % du budget ordinaire de l'ONU, soit 2,66 milliards de dollars É.-U. pour l'exercice biennal 2000-2001. Un financement supplémentaire est donc indispensable au fonctionnement du HCDH. Celui-ci a créé en 1999 une équipe de mobilisation des ressources chargée de recueillir des contributions volontaires. L'équipe encourage les donateurs à annoncer leur contribution de façon à assurer un financement stable et prévisible, mais néanmoins flexible, permettant au Haut-Commissariat de mener à bien ses activités tout en veillant à ce que les conditions fixées par les donateurs soient respectées.

La section administrative et l'équipe de mobilisation des ressources travaillent avec les trois grands services du HCDH à l'élaboration de mécanismes internes de gestion et d'information permettant de renseigner en toute transparence les donateurs sur la planification, le suivi et l'évaluation des activités. Les bailleurs de fonds exigent de plus en plus de renseignements détaillés sur les activités du Haut-Commissariat, et l'équipe de mobilisation des ressources doit de toute évidence être mieux équipée pour répondre à cette demande. Une information adéquate, propre à convaincre les donateurs de l'efficacité du Haut-Commissariat, pourrait, du même coup, se traduire par une augmentation des contributions volontaires.

Une soixantaine de gouvernements contribue au financement du HCDH; la Commission européenne et plusieurs fondations sont venues s'ajouter en 2000 à la liste des donateurs et continuent depuis à verser des contributions importantes. Quatre-vingt-dix-huit pour cent du montant total des contributions versées au Haut-Commissariat entre 1998 et 2002 provenaient de 25 donateurs et 82% des contributions annoncées en 2001 des 10 principaux bailleurs de fonds. La concurrence au sein des organisations du système onusien et des ONG pour l'obtention de ressources se fait plus rude à mesure que les États réduisent leurs budgets, en particulier leur aide extérieure.

S'il veut bénéficier d'un financement accru pour ses opérations, le HCDH doit continuer à améliorer sa gestion interne, sa capacité de mobilisation des ressources et son rendement global.

OBJECTIFS

Le but des activités est d'obtenir un appui financier suffisant pour le Haut-Commissariat, de faire en sorte que les fonds soient versés à temps et de manière prévisible, d'obtenir des donateurs qu'ils mettent moins de conditions à l'utilisation de leurs contributions, ce qui donnerait plus de souplesse au financement, et d'élargir la base des donateurs.

- *Versement des fonds à temps et de manière prévisible:* crédibilité, transparence et confiance sont les trois piliers sur lesquels le Haut-Commissariat s'efforce de fonder sa relation avec les donateurs. Un dialogue ouvert, franc et soutenu avec les bailleurs de fonds à Genève, dans les capitales et sur le terrain s'impose pour renforcer la confiance et la compréhension mutuelles et conclure avec les donateurs des accords qui, portant de préférence sur plusieurs années, permettent de mieux prévoir le financement dont le HCDH disposera.

Article 23 <

1. Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.
2. Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal.
3. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.
4. Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

- *Flexibilité du financement*: le Haut-Commissariat s'emploie à faire accepter par les donateurs le principe d'une uniformisation des rapports et à les convaincre de verser des contributions, ou du moins une partie de leurs contributions annuelles, sans aucune condition quant à leur affectation.
- *Élargissement de la base des donateurs*: le Haut-Commissariat s'efforce d'obtenir un financement accru de la part des principaux bailleurs de fonds, d'inciter de nouveaux donateurs à contribuer davantage ou de façon plus régulière; il sollicitera également le concours financier de sources privées comme les fondations.
- Continuer à nouer des relations avec d'autres fondations, en sus de la Fondation pour les Nations Unies (FNUPI) et de la Fondation Ford, par l'intermédiaire du Groupe des donateurs pour les droits de l'homme.
- Former à la mobilisation des ressources ceux qui contribueront à la rédaction des appels et des rapports, afin d'améliorer leur apport.
- En tant que de besoin, entreprendre des missions sur le terrain afin de suivre l'exécution de projets précis, financés par la Commission européenne ou d'autres donateurs, et former le personnel à l'établissement de rapports et à d'autres questions touchant la mobilisation de fonds.

ACTIVITÉS EN 2003

- Renforcer les relations avec les donateurs grâce à des réunions régulières d'information sur les opérations, les politiques et le financement.
- Analyser et explorer la possibilité de financements accrus de la part de donateurs existants ou potentiels, encourager le versement plus systématique de contributions par les petits donateurs et renforcer et améliorer les relations du HCDH avec la Commission européenne.
- Organiser des consultations annuelles avec les gouvernements, à Genève ou dans les capitales, afin d'améliorer la prévisibilité du financement, d'encourager les donateurs à s'engager sur plusieurs années et de souligner l'importance d'un financement flexible non assorti de conditions.
- Améliorer le contenu et la présentation de l'Appel et du Rapport annuels et, sur la base des expériences menées en 2002, communiquer aux donateurs les éléments descriptifs du bilan semestriel.
- Coordonner la participation du Haut-Commissariat au processus d'appel global du système onusien.
- Travailler avec la section administrative à l'amélioration des mécanismes de suivi des contributions et introduire de nouvelles procédures permettant de fournir régulièrement aux donateurs renseignements et diagrammes financiers précis relatifs aux contributions.
- Poursuivre l'examen des accords de financement conclus avec les principaux donateurs et chercher à mettre au point un modèle d'accord unique qui soit compatible à la fois avec le cycle de programmation et d'établissement des rapports du Haut-Commissariat et avec les règles et règlements financiers de l'ONU.

■ Appel annuel et Rapport annuel

La publication de l'Appel et du Rapport annuels fait désormais partie intégrante du cycle de planification et d'établissement de rapports du Haut-Commissariat et constitue l'une des principales tâches de l'équipe de mobilisation des ressources. L'Appel joue un rôle important dans les décisions que prennent les bailleurs de fonds en matière de financement; le HCDH doit donc veiller à ce que ses priorités y soient clairement définies et décrites.

Le Rapport annuel rend compte de façon transparente et synthétique des réalisations et des résultats obtenus par le Haut-Commissariat pendant une année civile et témoigne de sa volonté de présenter des rapports structurés et d'améliorer sa gestion financière et celle de ses programmes à tous les niveaux. Les donateurs, soucieux de confronter ce qui a été fait à ce qui était prévu, exigent à cette fin d'être pleinement informés de ce qui a effectivement été accompli.

■ Résultats obtenus au cours des années passées

L'équipe a consacré une grande partie de son temps et de son énergie à combler le retard accumulé dans le suivi des contributions et la présentation de rapports, et à mettre en place les structures et systèmes de base nécessaires pour la gestion des relations avec les donateurs et la mobilisation des ressources. Elle a recueilli des fonds supplémentaires, établi des contacts réguliers et systématiques avec les principaux donateurs, publié trois Appels et deux Rapports annuels, considérablement élargi la base des bailleurs de fonds, négocié des accords qui amélioreront la

stabilité et la prévisibilité du financement, revu tous les accords de financement existants avec les principaux donateurs et conclu des accords types avec plusieurs autres, amélioré la coordination de l'information fournie au processus d'appel global du système onusien, et travaillé avec les services et l'administration à améliorer le cycle annuel de programmation du Haut-Commissariat de façon à présenter aux donateurs des plans établissant un ordre de priorité entre les activités futures.

CONTRAINTES

Étant donné le travail considérable accompli avec succès au cours des trois dernières années, on attend beaucoup de l'équipe, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Haut-Commissariat. Elle ne sera toutefois pas en mesure de répondre à cette attente sans un renforcement de ses effectifs. La négociation d'accords de financement avec la Commission européenne et avec certaines fondations, par exemple, exige un travail considérable dont la réussite dépend du temps qui lui est consacré.

BÉNÉFICIAIRES

Les principaux bénéficiaires sont tous ceux au profit desquels œuvre le Haut-Commissariat. Le travail accompli par l'équipe de mobilisation des ressources devrait aussi bénéficier à tout le personnel du HCDH, notamment aux responsables des projets et programmes au sein des trois services et aux fonctionnaires qui s'occupent des finances. Les donateurs eux-mêmes bénéficieront de la présentation en temps opportun d'appels, de rapports et d'informations financières fiable et précis.

MODALITÉS DE GESTION

L'équipe comprend actuellement trois administrateurs du cadre organique et une secrétaire. Un consultant aide à établir les propositions et rapports soumis à la Commission européenne et un autre à coordonner l'élaboration de l'Appel et du Rapport annuels ainsi que de rapports et propositions spécifiques. L'édition, la mise en page et l'impression de l'Appel et du Rapport annuels se font à l'extérieur et les coûts correspondants sont imputés sur le budget affecté à la mobilisation des ressources. Le fait que le Haut-Commissariat

soit de plus en plus tributaire des contributions volontaires, la démarche plus dynamique adoptée à l'égard de certains donateurs dont la contribution est insuffisante et l'élargissement de la base des bailleurs de fonds se traduisent par une charge de travail accrue pour l'équipe. Si les ressources le permettent, ses effectifs seront augmentés de façon que ses membres puissent mieux travailler, dans des conditions plus raisonnables, aider ceux de leurs collègues qui fournissent des éléments pour la préparation de l'Appel, du Rapport et d'autres documents, et consacrer plus de temps aux principaux donateurs. Un fonctionnaire supplémentaire sera recruté en 2003 et les services contractuels seront convertis en nouveaux postes.

BUDGET EN DOLLARS É.-U.

Dépenses de personnel	632 600
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	0
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	38 000
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	86 700
Dépenses générales de fonctionnement	1 000
Fournitures et achats	0
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	758 300
Dépenses d'appui au programme	98 579
Total	856 879

SYSTÈME CENTRAL DE GESTION

CONTEXTE

Le système central de gestion vise à améliorer les systèmes et procédures nécessaires pour gérer les ressources humaines et financières du HCDH de façon rentable, transparente et efficace. Ce projet, qui a débuté au printemps 2001, comprend cinq éléments principaux: mise au point d'une base centrale de données, gestion des contributions, gestion financière, gestion des projets et gestion des ressources humaines.

OBJECTIFS ET ACTIVITÉS EN 2003

Les activités ont pour but d'améliorer les outils et procédures de gestion des fonds, des contributions, des projets et programmes et des ressources humaines en instituant des niveaux de responsabilité clairement établis. Le nouveau système permettra non seulement de simplifier nombre de tâches actuellement effectuées manuellement et nécessitant un personnel nombreux, mais aussi d'uniformiser la formulation et la conception des projets, la budgétisation, le suivi et l'évaluation des activités et l'établissement de rapports, en facilitant par ailleurs la fourniture de renseignements aux bailleurs de fonds.

■ Mise au point d'une base centrale de données

La base de données informatisée comprendra un module de gestion financière, un module de gestion des contributions et un module de gestion des projets. Elle contiendra essentiellement les informations financières et les renseignements relatifs aux projets dont ont besoin les administrateurs de projet, les responsables du financement et leurs assistants. S'agissant du module de gestion financière, le Haut-Commissariat installera, mettra à l'essai et aménagera le Système de comptabilité financière (FAS) déjà mis au point pour un autre département de l'ONU. Ce système permet, à partir des données fournies par le Système intégré de gestion (SIG/IMIS), d'avoir facilement accès aux renseignements concernant les projets; il permet aussi de mettre automatiquement en regard les contributions et les dépenses pour un même projet. Un prestataire de services extérieur aidera l'équipe du Haut-Commissariat responsable des technologies de l'information à adapter le logiciel. De nouveaux modules de gestion des contributions et des projets seront mis au point et relié au Système de comptabilité financière en 2003.

■ Gestion des contributions

Un certain nombre de nouvelles procédures visant à une gestion plus efficace et plus sûre des contributions ont été introduites en 2001 et au début de 2002. L'ancienne base de données relatives aux contributions a été réorganisée en décembre 2001 pour tenir compte de la structure comptable du système financier de l'ONU et permettre l'inclusion de données plus détaillées concernant chaque contribution. Elle sera reliée en 2003 à une documentation d'appui et complétée par une section contenant des renseignements détaillés sur les principaux donateurs gouvernementaux et privés et sur la façon de les contacter. Plusieurs nouveaux types de rapports relatifs aux contributions, actuellement en cours d'élaboration, seront disponibles sur l'Intranet. Au cours de la seconde phase de mise en œuvre du projet, un certain nombre d'informations concernant les contributions seront également accessibles aux donateurs sur un site Web protégé (Extranet).

■ Gestion financière et rapports

Plusieurs nouveaux rapports et inventaires périodiques des dépenses sont établis par le groupe du budget et des finances. Depuis le milieu de l'année 2001, les projets mis en œuvre grâce au Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique donnent lieu à des rapports mensuels fournissant des informations sur l'état d'avancement et la trésorerie de chaque projet. Depuis août 2001, les activités du Fonds font l'objet de bilans trimestriels; axés sur les activités au niveau régional, ces bilans sont effectués par l'administration du Haut-Commissariat de concert avec les responsables des équipes, les administrateurs de projet et le coordonnateur du Fonds; ils permettent de recenser et de redéployer les ressources non dépensées.

Article 20 <

1. Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques.
2. Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association.

Des rapports mensuels de suivi d'autres projets seront bientôt disponibles sur l'Intranet. Depuis octobre 2001, un rapport financier mensuel est communiqué aux membres du conseil de gestion du HCDH, et sera prochainement disponible sur l'Intranet. Le groupe participera également à la mise à l'essai du Système de comptabilité financière et travaillera en étroite liaison avec l'équipe des technologies de l'information pour y ajouter de nouveaux rapports et élaborer un programme de formation des utilisateurs. Le groupe continuera aussi à coordonner l'ensemble des renseignements financiers destinés à figurer dans l'Appel annuel, l'Examen semestriel et le Rapport annuel du HCDH.

■ Gestion des programmes et des projets

Un nouveau groupe responsable de la gestion des projets et de la coopération technique est en cours de création au sein du Service des activités et programmes: il aura pour mission d'aider et de conseiller les administrateurs de projet, sera chargé d'intégrer une budgétisation fondée sur les résultats dans les mécanismes de planification et d'établissement de rapports du Haut-Commissariat, et de poursuivre l'harmonisation du cycle des projets avec le cycle de l'Appel annuel.

Le nouveau groupe participera également avec l'aide d'experts extérieurs à un examen d'ensemble du Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique qui définira les critères de réussite des projets de coopération technique et formulera des propositions concernant les applications pratiques, utiles pour la gestion, qui pourraient être tirées de ses conclusions. Cet examen portera aussi sur différents aspects de la planification, de la gestion, du suivi et de l'évaluation des projets, ainsi que sur les relations entre projets aux niveaux national, régional et mondial dans la perspective de stratégies mieux ciblées et intégrées. Le groupe dirigera l'élaboration d'une nouvelle stratégie de coopération technique qui sera présentée à toutes les parties prenantes lors d'un séminaire en 2003, et organisera à l'École des cadres des Nations Unies, à Turin, des ateliers de formation sur la gestion des projets, la budgétisation, les finances et les questions de personnel. Il établira aussi, à l'intention des administrateurs de projet, une liste de partenaires potentiels destinée à les aider au stade de la formulation des projets.

■ Gestion des ressources humaines

Plusieurs nouvelles procédures ont été introduites, notamment la présélection de tous les candidats à des postes extrabudgétaires. Le groupe de gestion du personnel participera également, à la demande des administrateurs de projet, aux interviews des candidats. L'ONUG a récemment dispensé aux administrateurs de projet une formation aux techniques de recrutement sur la base des compétences. Afin d'améliorer le processus de sélection des spécialistes des droits de l'homme participant aux opérations de maintien de la paix, un fichier de candidats a été établi avec le Département des opérations de maintien de la paix; ce fichier informatisé sera étendu au recrutement à des postes internes. Dans le cadre d'un processus visant à assurer la transparence du recrutement, le Haut-Commissariat a entrepris de revoir les descriptions de postes afin de les aligner sur les normes en vigueur au sein du système des Nations Unies. Aux fins d'une meilleure gestion du personnel et du recrutement, un logiciel mis au point par le Siège et actuellement utilisé dans le cadre des opérations de maintien de la paix dans le monde entier, sera installé et mis à l'essai. Au cours des prochains mois, le groupe examinera également, avec le chef de l'administration et des représentants du personnel, le mandat du Groupe consultatif sur les questions de personnel et un certain nombre d'autres aspects de la politique dans ce domaine: le but de cette initiative est de préciser le mandat et d'assurer une plus grande transparence en ce qui concerne les affectations et les promotions des fonctionnaires financés par des ressources extrabudgétaires. Le groupe de gestion du personnel veut aussi mettre en place un service d'orientation et d'organisation des carrières pour conseiller le personnel sur ses droits et responsabilités.

BÉNÉFICIAIRES

Le personnel du Haut-Commissariat, notamment les chargés de projet, les administrateurs de programme, les chargés des services financiers, de la mobilisation des ressources et de la gestion des ressources humaines bénéficieront des nouveaux outils de gestion. Il en sera de même des hauts responsables, qui pourront prendre des décisions judicieuses sur la base de données financières claires et concises. Une meilleure gestion des contributions et des finances permettra un maximum d'efficacité et d'efficience dans l'utilisation des contributions volontaires. L'amélioration des procédures de gestion et de planification des projets se traduira par une budgétisation plus

réaliste, un meilleur suivi et des retombées accrues pour ceux au profit desquels les activités sont menées. Une meilleure gestion des ressources humaines permettra de recruter les meilleurs candidats, de mettre en place un système normalisé de gestion des postes et remonter le moral du personnel. Les donateurs bénéficieront également de l'efficacité et de la transparence accrues du Haut-Commissariat, de meilleurs rapports et d'une connaissance plus précise de sa situation financière, notamment de ses besoins financiers et de l'utilisation qui est faite de ses ressources.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le Haut-Commissariat continuera de travailler en étroite liaison avec l'ONUG, en particulier sa section des finances et du budget, l'unité responsable des fonds en dépôt et l'équipe responsable du SIG/IMIS, ainsi qu'avec l'ONU à New York, le PNUD et l'UNOPS, à l'élaboration de mécanismes d'échange de l'information nécessaires à la création de la base de données. S'agissant de la formation, le HCDH coopérera avec l'École des cadres de Turin, avec des prestataires de services et consultants extérieurs et avec la section de la formation de l'ONUG. Le groupe de travail du Haut-Commissariat sur la gestion des programmes et projets et la gestion financière se réunit en tant que de besoin pour assurer la coordination de toutes les phases du processus; il est composé de participants des trois principaux services du HCDH, du Cabinet, de l'administration et de l'équipe de mobilisation des ressources. Il recense les problèmes, débat des questions de gestion et d'organisation, fixe des normes et propose des solutions.

BUDGET EN DOLLARS É.-U

Dépenses de personnel	1 224 000
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	33 000
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	67 000
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	219 000
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	0
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	1 543 000
Dépenses d'appui au programme	200 590
Total	1 743 590

GESTION DES CONNAISSANCES EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME

CONTEXTE

La collecte, l'analyse, l'organisation et la diffusion de l'information sont au cœur même du travail dans le domaine des droits de l'homme. Cette information ne contribue pas seulement à faire connaître les droits de l'homme, elle fournit aux particuliers, aux communautés, aux pouvoirs publics et à la communauté internationale les outils nécessaires pour promouvoir et protéger ces droits. Les progrès des technologies de l'information et de la communication et la prise de conscience accrue de l'importance des droits de l'homme ont pour conséquence l'augmentation du volume de l'information relative aux droits de l'homme que le Haut-Commissariat reçoit, traite et diffuse. Pour faire face à cette augmentation, le HCDH met progressivement en place de nouveaux systèmes de gestion de l'information et de la communication afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience du programme des Nations Unies concernant les droits de l'homme.

L'infrastructure de la gestion de l'information et de la communication, sur laquelle repose l'ensemble de l'action du Haut-Commissariat, se compose de quatre éléments: services d'information et de référence (centre de documentation et d'information électronique), service de gestion des dossiers, service de technologies de l'information et service des publications.

RÉSULTATS ENREGISTRÉS À CE JOUR

- Un centre de documentation et d'information devrait commencer à fonctionner au Palais Wilson à la fin de 2002.
- La capacité du service de gestion des dossiers a été renforcée grâce notamment à la notification par courrier électronique du courrier à l'arrivée.
- La fiabilité du système de communication du HCDH et les liens avec les présences sur le terrain ont été radicalement améliorés, cette communication étant désormais assurée 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

- Tous les ordinateurs, logiciels et imprimantes obsolètes ont été remplacés.
- Le site Web du HCDH a continué à être élargi et son contenu a été systématiquement actualisé.
- Un serveur Intranet a été créé.
- Un comité des publications, chargé de conseiller le Haut-Commissariat et d'assurer la cohérence et la qualité de ses publications a été créé à la fin de 2001. Un assistant chargé des publications et un éditeur ont été recrutés pour superviser la production de nouvelles publications et revoir et mettre à jour les publications existantes.

OBJECTIFS

- Poursuivre la formulation d'une stratégie de publications du Haut-Commissariat en accord avec sa politique en matière de relations extérieures.
- Renforcer le Centre de documentation récemment mis en place, qui possède une collection d'ouvrages relatifs aux droits de l'homme et dispose d'un vaste réseau d'information et de communication, afin de fournir des services d'information de référence complets et efficaces aux partenaires du Haut-Commissariat, aux mécanismes et experts de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme et au personnel du Haut-Commissariat, et de constituer des réseaux et des partenariats au niveau mondial.
- Renforcer plus avant la capacité du service de gestion des dossiers afin que le courrier et les demandes que reçoit le Haut-Commissariat soient accessibles sans difficulté, en temps opportun et en toute transparence.
- Faciliter la communication entre le Haut-Commissariat et les présences sur le terrain, les États Membres, les ONG et le grand public dans diverses régions du monde, avec le secrétariat et avec l'ensemble du système des Nations Unies.
- Réorganiser l'infrastructure informatique, notamment les bases de données et les systèmes de gestion de façon à traiter les données, à échanger l'information et à communiquer rapidement et efficacement.
- Soutenir le Haut-Commissaire, les partenaires et les experts travaillant, à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies dans des domaines spécialisés des droits de l'homme, et fournir au public du matériel imprimé et des produits néomédias utiles pour la promotion et la protection des droits de l'homme.

- Informer les pays des activités de l'ONU en faveur des droits de l'homme, de l'actualité et de la documentation récente dans ce domaine en diffusant des informations sur l'Internet.

ACTIVITÉS EN 2003

■ Services d'information et de référence

- Mettre en place un système d'abonnement donnant accès à l'information en ligne par l'intermédiaire du Consortium des Nations Unies pour les services d'information et de Lexis/Nexis, et fournir des services d'information et de référence électroniques aux partenaires extérieurs du Haut-Commissariat, notamment aux gouvernements, aux organisations internationales, aux ONG, aux universités et aux instituts de recherche, aux organismes des Nations Unies et à leurs mécanismes et experts dans le domaine des droits de l'homme, ainsi qu'au personnel du HCDH.
- Planifier et gérer les achats de livres et de revues scientifiques et constituer une collection spécialisée d'ouvrages et de matériel sur les droits de l'homme.
- Travailler en liaison avec les services des Nations Unies, les bibliothèques, les organismes des Nations Unies, les organisations internationales et nationales, les universités et les instituts de recherche afin de renforcer le réseau des services d'information.
- Charger un consultant de suivre l'avancement des travaux et de faire des recommandations concernant la politique des achats pour la collection spécialisée, l'archivage des documents anciens, la possibilité de conclure des accords de coopération avec la bibliothèque principale et le service de distribution des documents de l'ONUG, et de préparer une étude de faisabilité relative à l'élargissement de la collection spécialisée.

■ Service de gestion des dossiers

- Traiter et archiver le courrier à l'arrivée de façon à permettre au Haut-Commissariat de réagir rapidement aux besoins et aux situations d'urgence dans le domaine des droits de l'homme.
- Renforcer le système électronique de soutien du service de gestion des dossiers.

■ Service des technologies de l'information

- Mettre en place une infrastructure informatique, notamment les serveurs Internet et Intranet, le réseau informatique local, le courrier électronique et le Service d'accès à distance (RAS), assuré par le Centre international de calcul.
- Donner aux partenaires extérieurs et aux présences sur le terrain ainsi qu'au personnel en mission du Haut-Commissariat les moyens d'avoir accès efficacement à l'Internet grâce au Service d'accès à distance (RAS) et au Réseau privé virtuel.
- Transformer un certain nombre de bases de données existantes en un système Web de gestion des connaissances en matière de droits de l'homme, un certain nombre d'autres en un système Web d'information bibliographique, et réorganiser les autres bases de données en un système Web de gestion des bases de données.
- Mettre au point de nouveaux systèmes et de nouvelles bases de données en mettant au point des logiciels d'application et en faisant appel, si nécessaire, à des compétences extérieures non disponibles au sein du Haut-Commissariat.
- Réorganiser le site Web du Haut-Commissariat conformément au programme W3C WAI (Initiative en faveur de l'accessibilité du Web), étudier les moyens de rendre l'Internet accessible aux personnes handicapées, et créer des sites Web dans plusieurs langues.
- Remplacer l'actuel réseau d'information interne, HURICANE, par le nouveau serveur Intranet sur lequel seront transférés, outre l'ensemble des informations internes au Haut-Commissariat, la méta-information relative à l'ONU ainsi qu'aux droits de l'homme.
- En collaboration avec la section de l'administration du Haut-Commissariat, fournir une assistance technique pour la mise au point du système central de gestion destiné à améliorer la gestion financière, la gestion des programmes et des projets et la gestion des ressources humaines du Haut-Commissariat.
- Former le personnel du Haut-Commissariat, tant au niveau de la gestion que des opérations, aux applications des technologies de l'information et à l'utilisation de l'Internet.

■ Publications

- Intégrer le programme de publications dans la stratégie globale d'information du Haut-Commissariat.
- Faire effectuer par le comité des publications et son groupe consultatif international une étude sur la possibilité de rédiger un rapport annuel sur les droits de l'homme qui serait la publication phare du Haut-Commissariat.
- Élaborer de nouvelles publications et actualiser les publications existantes, telles que les fiches d'information, le matériel didactique et les documents consacrés à des questions spéciales.
- Rationaliser les processus de rédaction, de traduction et de distribution.
- Constituer, par l'intermédiaire du comité des publications, un groupe consultatif international d'experts des droits de l'homme.
- Assurer une large diffusion des publications du Haut-Commissariat en en établissant la liste et en la diffusant sur le site Web du Haut-Commissariat.

RÉSULTATS ESCOMPTÉS

La diffusion de l'information au sein du Haut-Commissariat et notamment la communication entre le siège et le terrain seront améliorées. L'information relative aux droits de l'homme sera diffusée de manière rapide et structurée aux partenaires extérieurs du Haut-Commissariat et aux gouvernements qui mettent en œuvre des activités dans le domaine des droits de l'homme, et permettra aux organismes des Nations Unies et à leurs mécanismes et experts ainsi qu'au public de prendre des décisions en connaissance de cause et de constituer des réseaux de défense des droits de l'homme.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires seront le public, les partenaires extérieurs du Haut-Commissariat, notamment les États Membres, les mécanismes et experts des droits de l'homme des Nations Unies, les organismes des Nations Unies, les organisations internationales, les ONG, les universités et les instituts de recherche et le personnel du Haut-Commissariat.

RISQUES

Les activités sont financées presque intégralement par des ressources extrabudgétaires. Le renforcement et la gestion des moyens indispensables à leur poursuite et à leur cohérence exigent un financement régulier à long terme. Toute perturbation de ces activités, notamment des services relatifs aux technologies de l'information, serait dommageable non seulement pour le Haut-Commissariat et ses présences sur le terrain, mais également pour ses partenaires extérieurs.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Les activités sont dirigées, suivies et analysées par les organes internes mis en place par la direction du Haut-Commissariat, notamment le comité directeur interservices du Centre de documentation, le comité des technologies de l'information et de la communication et le comité des publications. Conformément à un protocole d'accord signé en janvier 2002, le partenaire technique du service des technologies de l'information est le Centre international de calcul.

BUDGET EN DOLLARS É.-U.

Dépenses de personnel	420 100
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	83 400
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	0
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	400 000
Dépenses générales de fonctionnement	59 000
Fournitures et achats	219 000
Subventions, contributions, bourses et séminaires	829 300
Total partiel	2 010 800
Dépenses d'appui au programme	261 404
Total	2 272 204

SÉCURITÉ DU PERSONNEL

CONTEXTE

Le personnel des Nations Unies est de plus en plus amené à travailler dans des situations de conflits armés où les violations des droits de l'homme sont monnaie courante et où sa propre sécurité est menacée. L'ONU a réagi à cette situation en renforçant son système de gestion de la sécurité, dont les principaux éléments sont la formation du personnel, la fourniture de matériel approprié et la diffusion de renseignements et de conseils. Le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité assure la gestion du système à l'échelle mondiale depuis le siège de l'ONU à New York; il définit la politique et les normes en la matière et surveille la situation au niveau national et régional afin de conseiller le Secrétaire général en temps utile. Le Haut-Commissariat veille à ce que ses besoins en la matière soient satisfaits en participant aux activités – réunions et formations, par exemple – qu'organise le Bureau du Coordonnateur.

OBJECTIFS

En 2003, les objectifs principaux du Haut-Commissariat seront les suivants:

- Renforcer son unité responsable de la sécurité et les services qu'elle assure;
- Élaborer et mettre en œuvre une politique en matière de sécurité;
- Fixer et appliquer un certain nombre de règles minimales concernant la sécurité du personnel;
- Élaborer des stratégies et encourager des mesures propres à accroître la résistance du personnel au stress;
- Appliquer dans toutes les présences sur le terrain les normes minimales de sécurité des opérations et des télécommunications applicables le 1er janvier 2003.

ACTIVITÉS EN 2003

■ Sécurité des opérations sur le terrain

Dans de nombreux lieux où des agents du Haut-Commissariat sont à l'œuvre, le Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité prévoit la présence d'un

agent de sécurité, généralement en poste en un endroit donné du pays ou au Bureau du Représentant du PNUD, qui donne des conseils et diffuse des informations. Toutefois, cet agent ne peut se consacrer exclusivement aux besoins du seul Haut-Commissariat. Dans certaines de ses représentations, le HCDH dispose de ses propres agents de sécurité qui conseillent et aident son personnel en coordination avec l'agent de sécurité du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies. Lorsque ce personnel opère ou se rend en visite dans des endroits où aucun dispositif n'est prévu pour assurer sa sécurité, ainsi que lors des missions d'enquête et d'information ou des visites de rapporteurs spéciaux, les mesures nécessaires sont prises ponctuellement à partir d'un lieu central.

Le Haut-Commissariat veillera à former son personnel aux nouvelles normes minimales de sécurité qui seront adoptées par l'Assemblée générale, à obtenir les autorisations voulues des services de sécurité et à prendre les mesures qui s'imposent pour assurer la sécurité des déplacements, notamment en contractant les assurances nécessaires. Les renseignements recueillis auprès des forces de l'ordre locales, des agents de sécurité présents dans le pays, du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité et d'autres sources seront rapidement transmis aux membres du personnel. Un système de rapports réguliers, notamment sur les incidents survenus, entre Genève et le terrain sera institué, et des directives relatives à la sécurité des véhicules sur le terrain seront mises au point.

RENFORCEMENT DE L'UNITÉ DU HAUT-COMMISSARIAT RESPONSABLE DE LA SÉCURITÉ

L'unité de Genève responsable de la sécurité assurera la supervision et l'assistance technique nécessaires concernant les mesures, normes et procédures de sécurité dans l'ensemble des représentations et des activités sur le terrain; c'est elle également qui définira et appliquera la politique du Haut-Commissariat conformément aux principes relatifs aux responsabilités et obligations dans le cadre du système de gestion de la sécurité de l'ONU. Des programmes de formation à l'intention du personnel seront mis au point et assurés en coordination avec les autres activités de formation. Les normes minimales de sécurité des opérations et des télécommunications seront appliquées dans toutes les présences sur le terrain. Les bureaux extérieurs qui ne satisfont pas à ces normes auront du mal à opérer sur le terrain.

Une équipe de responsables de la sécurité veillera à ce que le personnel, avant de partir en mission, ait reçu le matériel, la préparation et les instructions nécessaires, ainsi que l'autorisation des services de sécurité. Tous les déplacements du personnel seront enregistrés pour garantir que les règles relatives aux évacuations et aux assurances en vigueur sont respectées. Cela permettra également au Haut-Commissariat de réagir aux notifications d'incidents conformément au système de rapports des représentations sur le terrain au Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité.

Les activités connexes suivantes seront entreprises:

- Évaluer les activités sur le terrain en cours et envisagées en vue d'améliorer sous tous ses aspects la sécurité du personnel, de l'information et des biens;
- Évaluer les risques et établir et appliquer des procédures de sécurité normalisées;
- Mettre en place un plan de télécommunications d'urgence et maintenir des moyens de communication avec les représentations sur le terrain;
- Définir des critères et un programme de sélection, de recrutement et de formation du personnel de sécurité;
- Gérer le système des permanences au Haut-Commissariat;
- Coopérer étroitement avec les autres organismes des Nations Unies afin de partager les ressources et d'éviter les doubles emplois.

■ Sensibiliser le personnel du Haut-Commissariat aux questions de sécurité

- Appuyer, former, conseiller et encadrer techniquement le personnel de sécurité détaché sur le terrain.
- Sensibiliser davantage l'ensemble des membres du Haut-Commissariat aux questions de sécurité.
- Élaborer un programme général de formation pour le personnel en poste à Genève, le personnel sur le terrain et les agents de sécurité professionnels.

■ Services d'appui

Le stress du personnel pose un problème croissant; il peut résulter soit de la confrontation directe ou indirecte avec des événements traumatisants comme la mort ou la prise d'otages, soit de la lente accumulation des tensions dues à l'exposition au danger, à frustration et au surmenage. Il existe aussi bien au siège que sur le terrain, et peut se

traduire notamment par une moindre performance, des congés de maladie fréquents et une baisse de moral. L'Assemblée générale a demandé au Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité de coordonner l'ensemble des activités interinstitutions visant à sensibiliser le personnel aux symptômes du stress, à élaborer des stratégies pour y faire face et à encourager les initiatives propres à lui permettre de mieux y résister. Le Haut-Commissariat prendra quant à lui des mesures pour faire face à ce grave problème.

MODALITÉS DE GESTION

L'unité a à sa tête un haut responsable des mesures de sécurité qui analyse la situation dans les régions où le Haut-Commissariat opère ou prévoit d'opérer, le conseille et agit en liaison avec d'autres organismes des Nations Unies et le Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité à New York. Deux agents de sécurité professionnels et un agent de sécurité des services généraux coordonnent les formalités relatives aux autorisations, analysent la situation dans les lieux d'affectation proposés, assurent des réunions d'information avant le détachement, travaillent en liaison avec les responsables locaux du maintien de l'ordre et, à l'occasion, accompagnent le personnel sur le terrain. Ils assureront également une formation et mettront en œuvre des programmes de sensibilisation, veilleront au respect des normes minimales de sécurité des opérations et des télécommunications, et assureront le fonctionnement d'un centre des opérations qui veillera à la sécurité de toutes les activités sur le terrain. Actuellement, trois agents de la sécurité sont en poste en Colombie et un au Burundi.

FINANCEMENT

Des fonds seront nécessaires pour financer les traitements du personnel, les évaluations sur le terrain, le matériel de sécurité pour le terrain, les programmes et les manuels de formation. Du matériel informatique sera également nécessaire pour gérer et diffuser l'information de manière sûre et en temps voulu. Une réserve financière est nécessaire pour répondre rapidement aux situations qui appellent une réaction immédiate.

BUDGET EN DOLLARS É.-U

Dépenses de personnel	427 100
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	0
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	45 000
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	0
Dépenses générales de fonctionnement	7 000
Fournitures et achats	18 000
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	497 100

Dépenses d'appui au programme	64 623
Total	561 723

Article 30 ◀

Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant, pour un Etat, un groupement ou un individu, un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés.



HAUT-COMMISSARIAT
DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME

Document établi par l'Équipe de mobilisation des ressources du Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

Édition: Marilyn Achiron (original anglais) et Christian Stenersen (version française)

Conception graphique et mise en page: Latitudesign, Genève

Impression: Atar Roto Presse SA, Vernier

Photographies: Département de l'information de l'ONU, HCR-L. Boscardi

Les appellations employées dans le présent document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Haut-Commissariat aux droits de l'homme aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES
AUX DROITS DE L'HOMME



APPEL ANNUEL 2003

Haut-Commissariat aux droits de l'homme

Palais des Nations - CH-1211 Genève 10 - Suisse

Téléphone: 41 22/917 90 00 - Télécopie: 41 22/917 90 04 - Courriel: webinfo@ohchr.org

Site web: www.ohchr.ch